



Plan d'action pour  
la Méditerranée  
Convention de  
Barcelone



**MED2050**

**PRESENCE, ORIGINE ET DESTINATION DES MIGRANTS EN  
MEDITERRANEE - BILAN 1990-2020 ET PERSPECTIVES A  
L'HORIZON 2050**

JUILLET 2022

## AUTEURS

Alain Parant, coordonnateur et rédacteur final de l'expertise, est démographe, ancien chercheur à l'Institut national d'études démographiques (Ined), conseiller scientifique de Futuribles International, membre du comité de rédaction de la revue Futuribles.

Jean-François Léger est démographe-sociologue, enseignant-chercheur à l'Institut de démographie de l'université Panthéon-Sorbonne Paris 1 (Idup).

Les auteurs tiennent, ici, à remercier pour leur concours confraternel et leurs bienveillantes remarques et suggestions :

- Maria Carella, démographe, maître de conférences à l'Université Aldo Moro de Bari (Italie)
- Khalid Eljim, démographe, chargé de cours à l'Université de Bordeaux (France)

# Table des matières

---

Auteurs .....	2
<b>Table des matières .....</b>	<b>3</b>
<b>Table des illustrations.....</b>	<b>4</b>
Encadrés .....	4
Figures .....	4
Tableaux.....	8
<b>Introduction.....</b>	<b>10</b>
A. Des statistiques imparfaites : le cas des migrants dont le pays de naissance n'est pas précisé 12	
<b>I. Présence, origine et destination des migrants en Méditerranée - Une approche par pays 15</b>	
A. Rive Nord : contexte démographique et enjeux des migrations pour la région et chaque pays 15	
1. Albanie.....	19
2. Bosnie-et-Herzégovine .....	22
3. Chypre .....	26
4. Croatie .....	29
5. Espagne .....	33
6. France.....	37
7. Grèce.....	42
8. Italie .....	46
9. Malte.....	50
10. Monténégro .....	54
11. Slovénie .....	58
B. Rive Est : contexte démographique et enjeux des migrations pour la région et chaque pays 62	
1. État de Palestine .....	66
2. Israël.....	69
3. Liban .....	73
4. République arabe syrienne .....	76
5. Turquie .....	80
C. Rive Sud : contexte démographique et enjeux des migrations pour la région et chaque pays 84	
1. Algérie.....	87
2. Égypte .....	91
3. Libye.....	95
4. Maroc.....	99
5. Tunisie.....	102
<b>II. Présence, origine et destination des migrants en Méditerranée - Vue d'ensemble et perspectives à l'horizon 2050.....</b>	<b>107</b>
A. Vue d'ensemble de la situation en 2019 : entre circulations migratoires de proximité au sein du bassin méditerranéen et ouverture bien au-delà des rives de la Méditerranée .....	107
B. Perspectives à l'horizon 2050 : un renforcement de la présence immigrée sur la rive Nord	110
C. Pour conclure ... très temporairement .....	115

## Table des illustrations

### ENCADRES

Encadré 1. Définition des migrants selon l'ONU .....	12
Encadré 2. Le futur migratoire improbable .....	116

### FIGURES

Figure 1. Bassin méditerranéen, 2019 - Répartition des migrants d'origine « Autre Nord » et « Autre Sud » selon rive de destination .....	13
Figure 2. Rive Nord. Régions de destination des natifs non-résidents et régions de naissance des non natifs résidents, 2019 .....	16
Figure 3. Rive Nord. Population totale avec solde migratoire nul, perspective 2020-2050 - Répartition par grands groupes d'âges (en milliers).....	17
Figure 4. Albanie. Population totale, population native, natifs non-résidents, natifs résidents et non natifs résidents. Évolution indiciaire 1990-2020 (1990 : base 100) .....	21
Figure 5. Albanie et trois premiers pays de destination des natifs et d'origine des non natifs en 2019. Croissance naturelle de la population de 2010 à 2020 (taux pour 1 000 personnes) .....	21
Figure 6. Albanie. Population totale avec solde migratoire nul, perspective 2020-2050 - Répartition par grands groupes d'âges (en milliers) .....	22
Figure 7. Albanie. Solde migratoire par période quinquennale, estimé de 1990-1995 à 2015-2020 et projeté de 2020-2025 à 2045-2050 (en milliers) .....	22
Figure 8. Bosnie-et-Herzégovine. Population totale, population native, natifs non-résidents, natifs résidents et non natifs résidents. Évolution indiciaire 1990-2020 (1990 : base 100) .....	24
Figure 9. Bosnie-et-Herzégovine et trois premiers pays de destination des natifs et d'origine des non natifs en 2019. Croissance naturelle de la population de 2010 à 2020 (taux pour 1 000 personnes) .....	25
Figure 10. Bosnie-et-Herzégovine. Population totale avec solde migratoire nul, perspective 2020-2050. Répartition par grands groupes d'âges (en milliers) .....	25
Figure 11. Bosnie-et-Herzégovine. Solde migratoire par période quinquennale, estimé de 1990-1995 à 2015-2020 et projeté de 2020-2025 à 2045-2050 (en milliers).....	26
Figure 12. Chypre. Population totale, population native, natifs non-résidents, natifs résidents et non natifs résidents. Évolution indiciaire 1990-2020 (1990 : base 100) .....	27
Figure 13. Chypre et trois premiers pays de destination des natifs et d'origine des non natifs en 2019. Croissance naturelle de la population de 2010 à 2020 (taux pour 1 000 personnes) .....	28
Figure 14. Chypre. Population totale avec solde migratoire nul, perspective 2020-2050 - Répartition par grands groupes d'âges (en milliers) .....	29
Figure 15. Chypre. Solde migratoire par période quinquennale, estimé de 1990-1995 à 2015-2020 et projeté de 2020-2025 à 2045-2050 (en milliers). .....	29
Figure 16. Croatie. Population totale, population native, natifs non-résidents, natifs résidents et non natifs résidents. Évolution indiciaire 1990-2020 (1990 : base 100) .....	31
Figure 17. Croatie et trois premiers pays de destination des natifs et d'origine des non natifs en 2019 - Croissance naturelle de la population de 2010 à 2020 (taux pour 1 000 personnes) .....	32
Figure 18. Croatie. Population totale avec solde migratoire nul, perspective 2020-2050 - Répartition par grands groupes d'âges (en milliers) .....	32
Figure 19. Croatie. Solde migratoire par période quinquennale, estimé de 1990-1995 à 2015-2020 et projeté de 2020-2025 à 2045-2050 (en milliers) .....	33
Figure 20. Espagne. Population totale, population native, natifs non-résidents, natifs résidents et non natifs résidents. Évolution indiciaire 1990-2020 (1990 : base 100) .....	36
Figure 21. Espagne et trois premiers pays de destination des natifs et d'origine des non natifs en 2019. Croissance naturelle de la population de 2010 à 2020. ....	36

Figure 22. Espagne. Population totale avec solde migratoire nul, perspective 2020-2050 - Répartition par grands groupes d'âges (en milliers) .....	37
Figure 23. Espagne. Migrants nets par période quinquennale, estimés de 1990-1995 à 2015-2020 et projetés de 2020-2025 à 2045-2050 (en milliers) .....	37
Figure 24. France. Population totale, population native, natifs non-résidents, natifs résidents et non natifs résidents. Évolution indiciaire 1990-2020 (1990 : base 100) .....	40
Figure 25. France et trois premiers pays de destination des natifs et d'origine des non natifs en 2019. Croissance naturelle de la population de 2010 à 2020 (taux pour 1 000 personnes) .....	41
Figure 26. France. Population totale avec solde migratoire nul, perspective 2020-2050 - Répartition par grands groupes d'âges (en milliers). .....	41
Figure 27. France. Solde migratoire par période quinquennale, estimé de 1990-1995 à 2015-2020 et projeté de 2020-2025 à 2045-2050 (en milliers) .....	42
Figure 28. Grèce. Population totale, population native, natifs non résidents, natifs résidents et non natifs résidents - Évolution indiciaire 1990-2020 (1990 : base 100) .....	44
Figure 29. Grèce et trois premiers pays de destination des natifs et d'origine des non natifs en 2019. Croissance naturelle de la population de 2010 à 2020 (taux pour 1 000 personnes) .....	45
Figure 30. Grèce. Population totale avec solde migratoire nul, perspective 2020-2050 - Répartition par grands groupes d'âges (en milliers) .....	45
Figure 31. Grèce. Solde migratoire par période quinquennale, estimé de 1990-1995 à 2015-2020 et projeté de 2020-2025 à 2045-2050 (en milliers) .....	46
Figure 32. Italie. Population totale, population native, natifs non-résidents, natifs résidents et non natifs résidents - Évolution indiciaire 1990-2020 (1990 : base 100) .....	49
Figure 33. Italie et trois premiers pays de destination des natifs et d'origine des non natifs en 2019. Croissance naturelle de la population de 2010 à 2020 (taux pour 1 000 personnes) .....	49
Figure 34. Italie. Population totale avec solde migratoire nul, perspective 2020-2050 - Répartition par grands groupes d'âges (en milliers) .....	50
Figure 35. Italie. Solde migratoire par période quinquennale, estimé de 1990-1995 à 2015-2020 et projeté de 2020-2025 à 2045-2050 (en milliers) .....	50
Figure 36. Malte. Population totale, population native, natifs non-résidents, natifs résidents et non natifs résidents - Évolution indiciaire 1990-2020 (1990 : base 100) .....	53
Figure 37. Malte et trois premiers pays de destination des natifs et d'origine des non natifs en 2019. Croissance naturelle de la population de 2010 à 2020 (taux pour 1 000 personnes) .....	53
Figure 38. Malte. Population totale avec solde migratoire nul, perspective 2020-2050 - Répartition par grands groupes d'âges (en milliers) .....	54
Figure 39. Malte. Solde migratoire par période quinquennale, estimé de 1990-1995 à 2015-2020 et projeté de 2020-2025 à 2045-2050 (en milliers) .....	54
Figure 40. Monténégro. Population totale, population native, natifs non-résidents, natifs résidents et non natifs résidents. Évolution indiciaire 1990-2020 (1990 : base 100) .....	57
Figure 41. Monténégro et trois premiers pays de destination des natifs et d'origine des non natifs en 2019 - Croissance naturelle de la population de 2010 à 2020 (taux pour 1 000 personnes) .....	57
Figure 42. Monténégro. Population totale avec solde migratoire nul, perspective 2020-2050 - Répartition par grands groupes d'âges (en milliers).....	58
Figure 43. Monténégro. Solde migratoire par période quinquennale, estimé de 1990-1995 à 2015-2020 et projeté de 2020-2025 à 2045-2050 (en milliers).....	58
Figure 44. Slovénie. Population totale, population native, natifs non-résidents, natifs résidents et non natifs résidents - Evolution indiciaire 1990-2020 (1990 : base 100) .....	60
Figure 45. Slovénie et trois premiers pays de destination des natifs et d'origine des non natifs en 2019. Croissance naturelle de la population de 2010 à 2020 (taux pour 1 000 personnes) .....	61
Figure 46. Slovénie. Population totale avec solde migratoire nul, perspective 2020-2050 - Répartition par grands groupes d'âges (en milliers) .....	61
Figure 47. Slovénie. Solde migratoire par période quinquennale, estimé de 1990-1995 à 2015-2020 et projeté de 2020-2025 à 2045-2050 (en milliers) .....	62

Figure 48. Rive Est. Régions de destination des natifs non-résidents et régions de naissance des non natifs résidents, 2019.....	64
Figure 49. Rive Est. Population totale avec solde migratoire nul, perspective 2020-2050 - Répartition par grands groupes d'âges (en milliers) .....	64
Figure 50. État de Palestine. Population totale, population native, natifs non-résidents, natifs résidents et non natifs résidents. Évolution indiciaire 1990-2020 (1990 : base 100) .....	67
Figure 51. État de Palestine et trois premiers pays de destination des natifs et d'origine des non natifs en 2019 - Croissance naturelle de la population de 2010 à 2020 (taux pour 1 000 personnes).....	67
Figure 52. État de Palestine. Population totale avec solde migratoire nul, perspective 2020-2050 - Répartition par grands groupes d'âges (en milliers) .....	68
Figure 53. État de Palestine. Solde migratoire par période quinquennale, estimé de 1990-1995 à 2015-2020 et projeté de 2020-2025 à 2045-2050 (en milliers).....	69
Figure 54. Israël. Population totale, population native, natifs non-résidents, natifs résidents et non natifs résidents - Évolution indiciaire 1990-2020 (1990 : base 100) .....	71
Figure 55. Israël et trois premiers pays de destination des natifs et d'origine des non natifs en 2019 - Croissance naturelle de la population de 2010 à 2020 (taux pour 1 000 personnes) .....	72
Figure 56. Israël. Population totale avec solde migratoire nul, perspective 2020-2050 - Répartition par grands groupes d'âges (en milliers) .....	72
Figure 57. Israël. Solde migratoire par période quinquennale, estimé de 1990-1995 à 2015-2020 et projeté de 2020-2025 à 2045-2050 (en milliers) .....	73
Figure 58. Liban. Population totale, population native, natifs non-résidents, natifs résidents et non natifs résidents - Evolution indiciaire 1990-2020 (1990 : base 100) .....	75
Figure 59. Liban et trois premiers pays de destination des natifs et d'origine des non natifs en 2019 - Croissance naturelle de la population de 2010 à 2020 (taux pour 1 000 personnes) .....	75
Figure 60. Liban. Population totale avec solde migratoire nul, perspective 2020-2050 - Répartition par grands groupes d'âges (en milliers) .....	76
Figure 61. Liban. Solde migratoire par période quinquennale, estimé de 1990-1995 à 2015-2020 et projeté de 2020-2025 à 2045-2050 (en milliers) .....	76
Figure 62. République arabe syrienne. Population totale, population native, natifs non-résidents, natifs résidents et non natifs résidents. Évolution indiciaire 1990-2020 (1990 : base 100) .....	78
Figure 63. République arabe syrienne et trois premiers pays de destination des natifs et d'origine des non natifs en 2019 - Croissance naturelle de la population de 2010 à 2020 (taux pour 1 000 personnes).....	79
Figure 64. République arabe syrienne. Population totale avec solde migratoire nul, perspective 2020-2050 - Répartition par grands groupes d'âges (en milliers) .....	79
Figure 65. République arabe syrienne. Solde migratoire par période quinquennale, estimé de 1990-1995 à 2015-2020 et projeté de 2020-2025 à 2045-2050 (en milliers) .....	80
Figure 66. Turquie. Population totale, population native, natifs non-résidents, natifs résidents et non natifs résidents - Évolution indiciaire 1990-2020 (1990 : base 100) .....	82
Figure 67. Turquie et trois premiers pays de destination des natifs et d'origine des non natifs en 2019. Croissance naturelle de la population de 2010 à 2020 (taux pour 1 000 personnes).....	83
Figure 68. Turquie. Population totale avec solde migratoire nul, perspective 2020-2050 - Répartition par grands groupes d'âges (en milliers) .....	83
Figure 69. Turquie. Solde migratoire par période quinquennale, estimé de 1990-1995 à 2015-2020 et projeté de 2020-2025 à 2045-2050 (en milliers) .....	84
Figure 70. Rive Sud. Régions de destination des natifs non-résidents et régions de naissance des non natifs résidents, 2019.....	86
Figure 71. Rive Sud. Population totale avec solde migratoire nul, perspective 2020-2050 - Répartition par grands groupes d'âges (en milliers).....	86
Figure 72. Algérie. Population totale, population native, natifs non-résidents, natifs résidents et non natifs résidents - Évolution indiciaire 1990-2020 (1990 : base 100) .....	90
Figure 73. Algérie et trois premiers pays de destination des natifs et d'origine des non natifs en 2019. Croissance naturelle de la population de 2010 à 2020 (taux pour 1 000 personnes).....	90

Figure 74. Algérie. Population totale avec solde migratoire nul, perspective 2020-2050 - Répartition par grands groupes d'âges (en milliers) .....	91
Figure 75. Algérie. Solde migratoire par période quinquennale, estimé de 1990-1995 à 2015-2020 et projeté de 2020-2025 à 2045-2050 (en milliers) .....	91
Figure 76. Égypte. Population totale, population native, natifs non-résidents, natifs résidents et non natifs résidents - Évolution indiciaire 1990-2020 (1990 : base 100) .....	93
Figure 77. Égypte et trois premiers pays de destination des natifs et d'origine des non natifs en 2019. Croissance naturelle de la population de 2010 à 2020 (taux pour 1 000 personnes) .....	94
Figure 78. Égypte. Population avec solde migratoire nul, perspective 2020-2050 - Répartition par grands groupes d'âges (en milliers) .....	94
Figure 79. Égypte. Solde migratoire par période quinquennale, estimé de 1990-1995 à 2015-2020 et projeté de 2020-2025 à 2045-2050 (en milliers) .....	95
Figure 80. Libye. Population totale, population native, natifs non-résidents, natifs résidents et non natifs résidents - Évolution indiciaire 1990-2020 (1990 : base 100) .....	97
Figure 81. Libye et trois premiers pays de destination des natifs et d'origine des non natifs en 2019. Croissance naturelle de la population de 2010 à 2020 (taux pour 1 000 personnes) .....	98
Figure 82. Libye. Population totale avec solde migratoire nul, perspective 2020-2050 - Répartition par grands groupes d'âges (en milliers) .....	98
Figure 83. Libye. Solde migratoire par période quinquennale, estimé de 1990-1995 à 2015-2020 et projeté de 2020-2025 à 2045-2050 (en milliers) .....	99
Figure 84. Maroc. Population totale, population native, natifs non-résidents, natifs résidents et non natifs résidents - Évolution indiciaire 1990-2020 (1990 : base 100) .....	101
Figure 85. Maroc et trois premiers pays de destination des natifs et d'origine des non natifs en 2019. Croissance naturelle de la population de 2010 à 2020 (taux pour 1 000 personnes) .....	101
Figure 86. Maroc. Population totale avec solde migratoire nul, perspective 2020-2050 - Répartition par grands groupes d'âges (en milliers) .....	102
Figure 87. Maroc. Solde migratoire par période quinquennale, estimé de 1990-1995 à 2015-2020 et projeté de 2020-2025 à 2045-2050 (en milliers) .....	102
Figure 88. Tunisie. Population totale, population native, natifs non-résidents, natifs résidents et non natifs résidents - Évolution indiciaire 1990-2020 (1990 : base 100) .....	104
Figure 89. Tunisie et trois premiers pays de destination des natifs et d'origine des non natifs en 2019 - Croissance naturelle de la population de 2010 à 2020 (taux pour 1 000 personnes) .....	105
Figure 90. Tunisie. Population totale avec solde migratoire nul, perspective 2020-2050 - Répartition par grands groupes d'âges (en milliers) .....	105
Figure 91. Tunisie. Solde migratoire par période quinquennale, estimé de 1990-1995 à 2015-2020 et projeté de 2020-2025 à 2045-2050 (en milliers) .....	106
Figure 92. Bassin méditerranéen et grandes régions - Solde migratoire par période quinquennale, estimé de 1960-1995 à 2015-2020 et projeté de 2020-2025 à 2045-2050 (en milliers) .....	107
Figure 93. Schéma de circulation des migrants dans, vers et au départ des rives du Bassin méditerranéen, 2019 .....	108
Figure 94. Région de naissance des migrants non natifs du pays méditerranéen dans lequel ils résident en 2019 et région de destination des migrants natifs d'un pays méditerranéen dans lequel ils ne résident pas en 2019 .....	109
Figure 95. Bassin méditerranéen - Population native non résidente - Évolution 1990-1995-2000-2005-2010-2019 .....	110
Figure 96. Rive Nord - Population non native résidente selon origine - Évolution de 1990 à 2019 .....	113
Figure 97. Rive Sud Population native de la rive Sud résidant ailleurs que dans cette région selon la destination Évolution de 1990 à 2019 .....	114
Figure 98. Rive Est - Population native des pays de la rive Est résidant dans un autre pays que celui dans lequel ils sont nés selon la destination - Évolution de 1990 à 2019 .....	115

## TABLEAUX

Tableau 1. Rive Nord. Régions de destination des natifs non-résidents et régions de naissance des non natifs résidents. Évolution 1990-1995-2000-2005-2010-2015-2019 .....	18
Tableau 2. Albanie. Effectifs de natifs non-résidents (émigrants) et de non natifs résidents (immigrants) en 1990, 1995, 2000, 2005, 2010, 2015, 2019 .....	20
Tableau 3. Albanie. Population totale et population native- Évolutions quinquennales de 1990 à 2019 .....	20
Tableau 4. Bosnie-et-Herzégovine. Effectifs de natifs non-résidents (émigrants) et de non natifs résidents (immigrants) en 1990, 1995, 2000, 2005, 2010, 2015, 2019.....	24
Tableau 5. Bosnie-et-Herzégovine. Population totale et population native - Évolutions quinquennales de 1990 à 2019.....	24
Tableau 6. Chypre. Effectifs de natifs non-résidents (émigrants) et de non natifs résidents (immigrants) en 1990, 1995, 2000, 2005, 2010, 2015, 2019 .....	27
Tableau 7. Chypre. Population totale et population native - Évolutions quinquennales de 1990 à 2019 .....	27
Tableau 8. Croatie. Effectifs de natifs non-résidents (émigrants) et de non natifs résidents (immigrants) en 1990, 1995, 2000, 2005, 2010, 2015, 2019 .....	31
Tableau 9. Croatie. Population totale et population native - Évolutions quinquennales de 1990 à 2019 .....	31
Tableau 10. Espagne. Effectifs de natifs non-résidents (émigrants) et de non natifs résidents (immigrants) en 1990, 1995, 2000, 2005, 2010, 2015, 2019 .....	35
Tableau 11. Espagne. Population totale et population native - Évolutions quinquennales de 1990 à 2019 .....	35
Tableau 12. France. Effectifs de natifs non-résidents (émigrants) et de non natifs résidents (immigrants) en 1990, 1995, 2000, 2005, 2010, 2015, 2019 .....	40
Tableau 13. France. Population totale et population native - Évolutions quinquennales de 1990 à 2019.....	40
Tableau 14. Grèce. Effectifs de natifs non-résidents (émigrants) et de non natifs résidents (immigrants) en 1990, 1995, 2000, 2005, 2010, 2015, 2019 .....	44
Tableau 15. Grèce. Population totale et population native - Évolutions quinquennales de 1990 à 2019 .....	44
Tableau 16. Italie. Effectifs de natifs non-résidents (émigrants) et de non natifs résidents (immigrants) en 1990, 1995, 2000, 2005, 2010, 2015, 2019 .....	48
Tableau 17. Italie. Population totale et population native - Évolutions quinquennales de 1990 à 2019.....	48
Tableau 18. Malte. Effectifs de natifs non-résidents (émigrants) et de non natifs résidents (immigrants) en 1990, 1995, 2000, 2005, 2010, 2015, 2019 .....	52
Tableau 19. Malte. Population totale et population native - Évolutions quinquennales de 1990 à 2019 .....	52
Tableau 20. Monténégro. Effectifs de natifs non-résidents (émigrants) et de non natifs résidents (immigrants) en 1990, 1995, 2000, 2005, 2010, 2015, 2019 .....	56
Tableau 21. Monténégro. Population totale et population native - Évolutions quinquennales de 1990 à 2019 .	56
Tableau 22. Slovénie. Effectifs de natifs non-résidents (émigrants) et de non natifs résidents en 1990, 1995, 2000, 2005, 2010, 2015, 2019 .....	60
Tableau 23. Slovénie. Population totale et population native - Évolutions quinquennales de 1990 à 2019 .....	60
Tableau 24. Rive Est. Régions de destination des natifs non-résidents et régions de naissance des non natifs résidents - Evolution 1990-1995-2000-2005-2010-2015-2019 .....	65
Tableau 25. État de Palestine. Effectifs de natifs non-résidents (émigrants) et de non natifs résidents (immigrants) en 1990, 1995, 2000, 2005, 2010, 2015, 2019.....	67
Tableau 26. État de Palestine. Population totale et population native - Évolutions quinquennales de 1990 à 2019.....	67
Tableau 27. Israël. Effectifs de natifs non-résidents (émigrants) et de non natifs résidents (immigrants) en 1990, 1995, 2000, 2005, 2010, 2015, 2019 .....	71
Tableau 28. Israël. Population totale et population native - Évolutions quinquennales de 1990 à 2019 .....	71
Tableau 29. Liban. Effectifs de natifs non-résidents (émigrants) et de non natifs résidents (immigrants) en 1990, 1995, 2000, 2005, 2010, 2015, 2019 .....	74
Tableau 30. Liban. Population totale et population native - Évolutions quinquennales de 1990 à 2019 .....	75
Tableau 31. République arabe syrienne. Effectifs de natifs non-résidents (émigrants) et de non natifs résidents (immigrants) en 1990, 1995, 2000, 2005, 2010, 2015, 2019.....	78

Tableau 32. République arabe syrienne. Population totale et population native - Évolutions quinquennales de 1990 à 2019 .....	78
Tableau 33. Turquie. Effectifs de natifs non-résidents (émigrants) et de non natifs résidents (immigrants) en 1990, 1995, 2000, 2005, 2010, 2015, 2019 .....	82
Tableau 34. Turquie. Population totale et population native - Évolutions quinquennales de 1990 à 2019 .....	82
Tableau 35. Rive Sud. Régions de destination des natifs non-résidents et régions de naissance des non natifs résidents - Évolution 1990-1995-2000-2005-2010-2015-2019 .....	87
Tableau 36. Algérie. Effectifs de natifs non-résidents (émigrants) et de non natifs résidents (immigrants) en 1990, 1995, 2000, 2005, 2010, 2015, 2019 .....	89
Tableau 37. Algérie. Population totale et population native - Évolutions quinquennales de 1990 à 2019 .....	89
Tableau 38. Égypte. Effectifs de natifs non-résidents (émigrants) et de non natifs résidents (immigrants) en 1990, 1995, 2000, 2005, 2010, 2015, 2019 .....	92
Tableau 39. Égypte. Population totale et population native - Évolutions quinquennales de 1990 à 2019.....	93
Tableau 40. Libye. Effectifs de natifs non-résidents (émigrants) et de non natifs résidents (immigrants) en 1990, 1995, 2000, 2005, 2010, 2015, 2019 .....	97
Tableau 41. Libye. Population totale et population native - Évolutions de 1990 à 2019 .....	97
Tableau 42. Maroc. Effectifs de natifs non-résidents (émigrants) et de non natifs résidents (immigrants) en 1990, 1995, 2000, 2005, 2010, 2015, 2019 .....	100
Tableau 43. Maroc. Population totale et population native - Évolutions quinquennales de 1990 à 2019 .....	101
Tableau 44. Tunisie. Effectifs de natifs non-résidents (émigrants) et de non natifs résidents (immigrants) en 1990, 1995, 2000, 2005, 2010, 2015, 2019 .....	104
Tableau 45. Tunisie. Population totale et population native - Évolutions quinquennales de 1990 à 2019 .....	104

# Introduction

---

Sur un espace relativement restreint, le bassin méditerranéen propose une situation démographique originale puisque, selon les sous-régions, des régimes démographiques très différents sont observés. Pour simplifier, les rives africaine (ou Sud) et asiatique (ou Est) de la Méditerranée se caractérisent par une population très jeune et un rythme de croissance naturelle (balance entre les naissances et les décès) soutenue ; une situation presque contraire est constatée sur la rive européenne (ou Nord) où se conjuguent une population plus âgée et un solde naturel pratiquement nul<sup>1</sup>.

Ces structures par âge et ces dynamiques naturelles très différentes ouvrent sur des schémas migratoires, là encore, très contrastés. La rive Nord compte globalement plus d'immigrés que d'émigrés, tandis que la situation inverse est observée dans les sous-régions méditerranéennes Sud et Est. Mais, comme nous le détaillons dans ce rapport, ces dernières ont des profils distincts : la rive Sud se caractérise par une mobilité migratoire interne très faible mais des échanges migratoires très denses avec les autres pays riverains, plus particulièrement ceux de la rive Nord ; la rive Est se distingue au contraire par une forte mobilité migratoire interne, tandis que les échanges migratoires avec les pays des autres rives de la Méditerranée sont relativement faibles.

Le schéma de la présence des migrants dans et au départ des différentes rives de la Méditerranée souligne, d'une part, le lien migratoire quasi unidirectionnel très fort qui existe entre la rive Sud et la rive Nord et, d'autre part, la position de retrait de la rive Est dont les échanges migratoires avec le reste du bassin méditerranéen témoignent d'une moindre intégration à la démographie méditerranéenne.

Le questionnement auquel nous nous consacrons ici est double : comment la présence de migrants a-t-elle évolué en Méditerranée depuis trente ans ? Et comment pourrait-elle évoluer compte tenu des déséquilibres démographiques et, notamment, générationnels, qui vont se creuser au cours des prochaines décennies entre, d'une part, la rive Nord et, d'autre part, les rives Sud (surtout) et Est ?

Ce questionnement requiert d'appréhender la démographie méditerranéenne à une aune plus fine que celle des grandes sous-régions : rives Nord, Sud et Est. Au sein de chacune d'elles, les situations démographiques sont, en effet, très inégales. Au Nord, la France se distingue par exemple par son solde naturel toujours très positif et par la place centrale qu'elle occupe avec l'Espagne dans l'accueil des migrants originaires de la rive Sud. Au Nord toujours, la dynamique migratoire souligne aussi la singularité des pays des Balkans, très largement déficitaire. Sur la rive Sud, l'Égypte et l'Algérie présentent une évolution récente de leur natalité et de leur croissance naturelle bien différente de celle de la Tunisie ou du Maroc. À l'Est, le poids considérable de la Turquie dans la démographie régionale suppose *a minima* de distinguer ce pays des autres.

Ce constat conduit à privilégier une analyse de la présence immigrée pour chacun des pays ayant une ouverture sur la Méditerranée ainsi que les destinations des migrants originaires de chacun d'eux<sup>2</sup>. Mais cette cartographie de la circulation migratoire dépasse largement le périmètre du bassin méditerranéen et nécessite donc de prendre en compte les relations migratoires préférentielles que chaque pays méditerranéen entretient avec des pays tiers.

La première partie de ce rapport est donc consacrée à une description et à une analyse de l'évolution entre 1990 et 2019, d'une part, de la présence immigrée dans *chaque* pays riverain de la Méditerranée et, d'autre part, de la présence à l'étranger des natifs de chacun des pays du bassin méditerranéen. Pour chacun des pays considérés, sont notamment précisés l'origine des principaux contingents de migrants présents ainsi que les principaux pays de destination des natifs qui ont émigré. Ces données sont mises en perspective avec les évolutions démographiques des pays d'accueil et de départ des migrants afin de mettre en évidence, le cas échéant, l'effet des évolutions démographiques des pays d'accueil et de départ sur l'évolution de la circulation migratoire entre les pays. En effet, les sciences sociales ont

---

(1) Voir notamment : Parant A., Léger J.-F., 2020, « Tendances & perspectives démographiques en Méditerranée », Les Notes du Plan Bleu, #38 (octobre 2020), Plan Bleu, 8 p ; Anastasiou E., Doignon Y., Karkanis D., Léger J.-F., Parant A. (coord.), Sahrroui S.E., 2020, « Tendances et perspectives démographiques en Méditerranée », Cahier 21 (octobre 2020), Plan Bleu, 129 p.

(2) Ce travail porte sur 21 pays subdivisés comme suit : Albanie, Bosnie-et-Herzégovine, Chypre, Croatie, Espagne, France, Grèce, Italie, Malte, Monténégro et Slovaquie, pour la rive européenne ; État de Palestine, Israël, Liban, République arabe syrienne et Turquie pour la rive asiatique ; Algérie, Égypte, Libye, Maroc et Tunisie, pour la rive africaine.

Les bases de données de la Division de la Population des Nations unies, utilisées ici, n'intègrent pas toujours Monaco, sa population étant inférieure au seuil requis pour certaines analyses (90 000 personnes) ; en conséquence, cet État n'a pas été inclus dans l'étude.

maintes fois montré<sup>3</sup> que la décision de migrer à l'échelle individuelle et l'importance des flux entre deux pays s'inscrivaient dans le cadre d'une double logique : une logique de « push » (la décision d'émigrer découle des conditions de vie dans le pays d'origine, des conditions qui poussent au départ) et une logique de « pull » (la décision d'émigrer est motivée par les opportunités propres au pays de destination, des opportunités qui attirent les migrants). »<sup>4</sup> Cette première partie est scindée en trois sous-parties qui appréhendent successivement les pays des rives Nord, Est et Sud. Chaque sous-partie est précédée d'une synthèse régionale qui permet de contextualiser les particularités en matière de migrants et de migrations de chaque pays au sein de son espace continental.

Puis dans une deuxième partie, nous proposons une vue d'ensemble des dynamiques migratoires contemporaines au sein du bassin méditerranéen entre 1990 et 2019. Elle est complétée par une réflexion prospective sur les évolutions possibles de la circulation migratoire à l'horizon 2050 et son effet potentiel sur la démographie de chacun des pays est proposée. Élaborée par des démographes et reposant sur une analyse des données les plus robustes disponibles, cette partie ne prétend pas dire le futur des migrations en Méditerranée, mais seulement défricher le champ des possibles et alerter sur la faiblesse, sinon l'inanité, de certaines affirmations ou postures actuelles en matière migratoire qui, voulant modérer certains scénarios considérés comme alarmants<sup>5</sup>, ont tendance à minimiser, si ce n'est à nier la possibilité d'une croissance soutenue des flux migratoires en direction des pays de l'hémisphère Nord, dont la France<sup>6</sup>. C'est à partir de l'analyse de l'évolution du contexte démographique en Méditerranée et dans les parties du monde d'où viennent de nombreux migrants que les futurs envisageables mais aussi les risques éventuels de rupture par rapport aux tendances passées sont discutés.

### **Bref aperçu des sources, définitions et méthodes**

En l'absence d'un registre de population qui consignerait, outre les informations traditionnelles d'état civil (naissances, décès, mariages), tous les déplacements de toutes les personnes, la mesure des flux d'entrées et de sorties entre un pays et le reste du monde s'avère très approximative. Faute de tels registres, délicats à mettre en œuvre autrement que dans des circonstances exceptionnelles et/ou sous des régimes politiques singulièrement autoritaires, cette mesure est généralement synthétisée par le solde migratoire. Estimé par différence entre l'accroissement démographique total constaté entre deux recensements et l'excédent des naissances sur les décès, celui-ci traduit la réalité migratoire internationale d'un pays de façon très insatisfaisante puisque très dépendante de la qualité des recensements et de la variabilité de cette dernière dans le temps, une amélioration du taux de couverture induisant, par exemple, une immigration fictive dans l'hypothèse d'une minoration initiale des effectifs dénombrés<sup>7</sup>. En revanche, à défaut de permettre une mesure précise et robuste de l'intensité des flux migratoires, les recensements, lorsqu'ils sont réalisés dans de bonnes conditions et à intervalles suffisamment réguliers et proches, autorisent une assez bonne connaissance de la présence effective des personnes sur un territoire donné selon leur pays d'origine. L'approche par les stocks est donc plus robuste et permet d'appréhender le phénomène migratoire sous un angle plus structurel que conjoncturel, contrairement à l'approche par les flux.

Ce travail a été réalisé à partir des statistiques produites par la Division de la population du Département des affaires économiques et sociales des Nations unies (DPNU)<sup>8</sup>. Ces statistiques permettent de disposer depuis 1990, tous les 5 ans, d'une matrice cohérente de la présence immigrée dans chaque pays du monde selon l'origine géographique des migrants. Cette matrice est statistiquement cohérente car l'effectif d'immigrés nés dans un pays A présents dans un pays B correspond au nombre de migrants du pays A partis vivre dans le pays B (voir *infra*). Ces données sur les migrants sont également cohérentes avec les bases de données relatives aux stocks de population et aux mouvements naturels produites par le même organisme<sup>9</sup>. Il s'agit donc de la source la plus appropriée pour dresser un bilan à différentes dates du passé depuis 1990 de la circulation migratoire entre un ensemble de pays et son incidence dans la dynamique des populations nationales.

Cela ne signifie pas que ces données soient rigoureusement comparables à d'autres, émanant par exemple d'offices statistiques nationaux, ni qu'elles ne présentent pas certaines limites.

(3) Cf. Par exemple : Mazella S. (dir.), 2014. Sociologie des migrations, Paris, PUF.

(4) Clément G., François C., Gellereau C., 2021. « Les migrations des privilégié-e-s », Métropolitiques, 27 mai 2021. URL : <https://metropolitiques.eu/Les-migrations-des-privilegie-e-s.html>

(5) Smith, S., 2018. La ruée vers l'Europe. La jeune Afrique en route pour le Vieux Continent, Paris, Grasset.

(6) Cf. notamment la réfutation, quelque peu sommaire, sinon spéculative, par François Héran de l'ouvrage de Stephen Smith : Héran, F., 2018. « L'Europe et le spectre des migrations subsahariennes », Population & Sociétés, n° 558, Paris, Ined.

(7) Le solde migratoire, quand il ne distingue pas par ailleurs les entrées ou les sorties de jeunes enfants, d'adultes ou de personnes âgées est de peu d'utilité quand il s'agit d'apprécier les effets induits des migrations sur la structure par âge d'une population et son évolution future.

(8) United Nations, Migrant Stock By Origin And Destination, 2019.

(9) United Nations, World population Prospects. The 2019 Revision, 2019.

Les migrants estimés par la DPNU correspondent aux personnes, sinon à toutes les personnes (la présence étrangère est toujours peu ou prou sous-estimée en raison d'une fraction clandestine plus ou moins importante), résidant dans un pays différent du pays de naissance, quelle que soit la nationalité au moment de la naissance (voir encadré 1). Par exemple, un Français de naissance né à l'étranger mais résidant aujourd'hui en France est considéré comme un migrant. Cette définition, identique à celle adoptée par Eurostat, diffère de celle, plus restrictive, utilisée par les instituts nationaux de la statistique comme l'Institut national de la statistique et des études économiques (Insee) pour lequel les personnes immigrées en France sont des personnes nées étrangères dans un pays étranger. Dans le cas de la France, l'écart est d'environ 1,7 million de personnes : 8,4 millions de migrants selon la DPNU, contre 6,7 millions d'immigrés selon l'Insee, qui comptabilise par ailleurs 1,7 million de personnes nées à l'étranger de nationalité française, soit 8,4 millions de personnes nées à l'étranger, exactement le chiffre de la DPNU.

#### Encadré 1. Définition des migrants selon l'ONU

Un migrant international est une personne qui franchit une frontière pour aller vivre de façon temporaire ou permanente dans un pays différent de son pays de naissance. Le Département des Affaires sociales des Nations unies comptabilise comme migrants internationaux les personnes séjournant depuis au moins douze mois dans un pays dont elles ne sont pas natives, quelles que soient les causes – volontaires ou involontaires – du mouvement et quels que soient les moyens – réguliers ou irréguliers – utilisés pour migrer. Par ailleurs, il ne catégorise pas les migrants selon leur statut (migration de travail, regroupement familial, asile politique, etc.).

Par essence très artificielle tant la migration constitue un phénomène complexe et multicausal, une catégorisation répond au souci d'attribuer une identité juridique conférant un régime de protection spécifique à tel ou tel groupe de migrants, avec le risque inhérent que l'aide de la communauté internationale soit refusée à toute personne ou tout groupe qui ne rentrerait pas exactement dans ce cadre et que la catégorisation constitue ainsi un moyen d'organiser les flux migratoires, de les hiérarchiser et de les maîtriser.

La base de données *Migrant Stock By Origin And Destination* répond à une logique strictement comptable et vise uniquement à fournir, à date donnée, une estimation de la population migrante mondiale déclinée par pays d'origine et pays de destination.

### A. DES STATISTIQUES IMPARFAITES : LE CAS DES MIGRANTS DONT LE PAYS DE NAISSANCE N'EST PAS PRÉCISÉ

La principale limite des données de la DPNU tient au fait que la présence de migrants dans un pays et leur distinction selon le pays de naissance est dans bien des cas le produit d'estimations qui s'appuient sur les données des instituts statistiques nationaux ; des données saisies à des dates variables et de qualité très inégale selon les instituts et les pays.

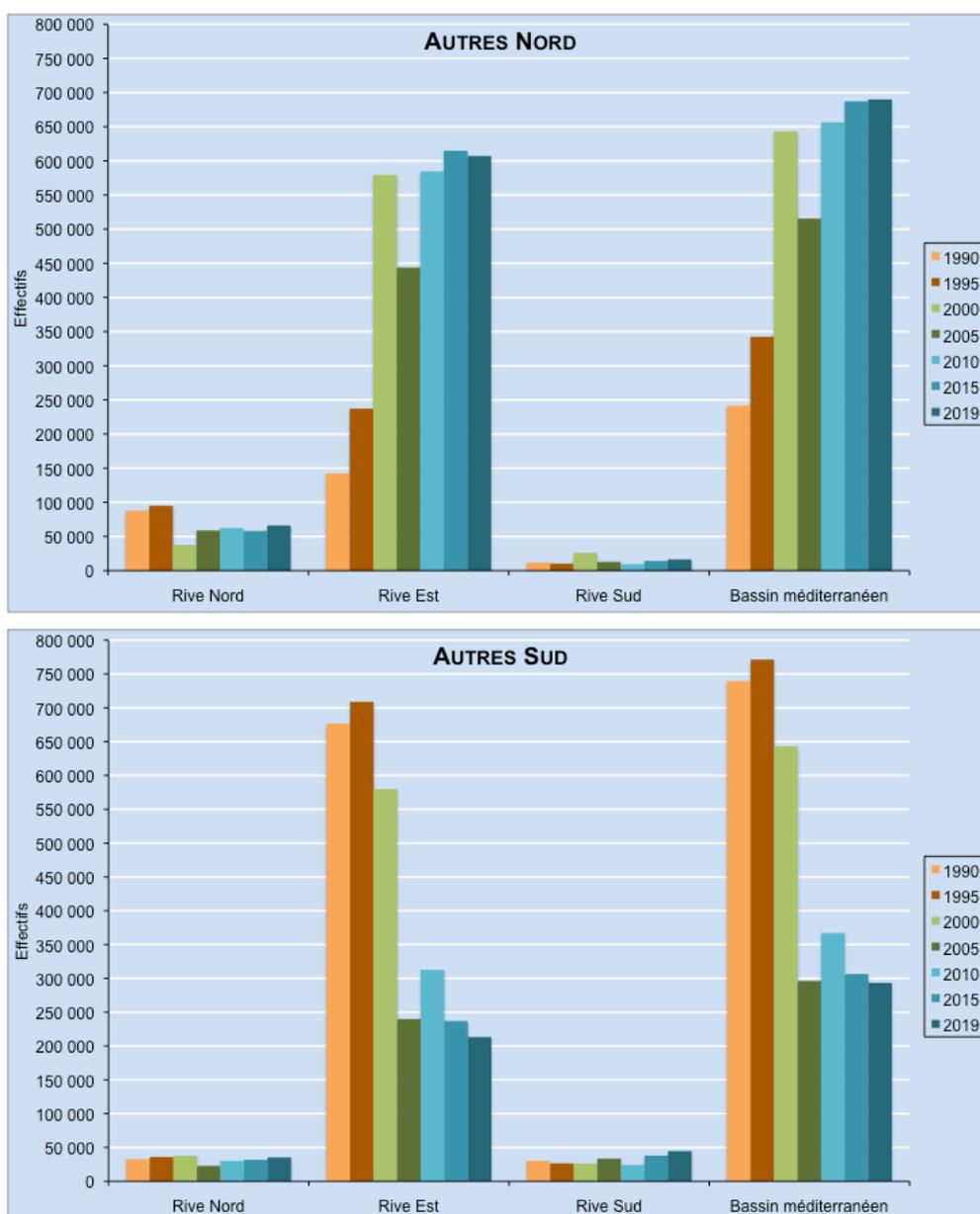
Une autre limite (néanmoins négligeable d'un point de vue statistique) de la base de données utilisée dans ce rapport tient au fait que pour une (très petite) partie des migrants, le pays de destination est clairement précisé mais le pays d'origine ne l'est pas, sinon au travers de deux rubriques au contenu très large et indéfini : « Autres Nord » et « Autres Sud ». Au niveau mondial, en 2019, les migrants classés parmi les « Autres Nord » étaient estimés à 3 407 920 et ceux classés parmi les « Autres Sud » à 7 950 925. Au total, la population de ces migrants dont l'origine géographique n'est pas précisée s'élevait donc à 11 358 845, soit 4,2 % de l'effectif mondial de migrants évalué cette année-là (271 642 105). Pour le bassin méditerranéen, les chiffres étaient les suivants : 689 012 « Autres Nord », 293 403 « Autres Sud », soit un total de 982 415 qui, rapporté à un volume global de migrants estimé à 39 763 903, donne une proportion de 2,5 %.

La Figure 1 illustre l'évolution de ces deux populations particulières de migrants au cours des trente dernières années et fait ressortir, pour l'essentiel :

- Une nette différence entre la population des « Autres Nord », dont la croissance à défaut d'avoir été toujours régulière ne se dément pas, et celle des « Autres Sud », qui se caractérise au contraire par une très forte attrition depuis la fin des années 1990 ;

- La prépondérance de la rive Est de la Méditerranée concernant les pays d'installation de ces deux catégories de migrants, le même constat que celui précédemment fait valant pour leur évolution au fil du temps. Ainsi, en 2019, 88,1 % des migrants originaires des « Autres Nord » résident sur la rive Est et c'est aussi le cas de 72,7 % des migrants originaires des « Autres Sud ».

Figure 1. Bassin méditerranéen, 2019 - Répartition des migrants d'origine « Autre Nord » et « Autre Sud » selon rive de destination



Source : United Nations, Migrant Stock By Origin And Destination, 2019

Cette prépondérance, sur la rive Est de la Méditerranée, des populations de migrants classés « Autres Nord » ou « Autres Sud » nécessite un examen plus détaillé. Les « Autres Nord » sont quasiment tous localisés dans l'État d'Israël qui, depuis sa création, promeut une politique d'immigration très volontariste : en 1990 ce pays accueillait ainsi 126 758 des 142 279 migrants originaires des « Autres Nord » présents sur la rive Est, soit une proportion égale à 89,1 % ; cette proportion était de 94,6 % en 2015 (581 297 / 614 775) et de 93,1 % (565 294 / 607 192) en 2019. Le principal pays d'accueil des migrants originaires des « Autres Sud » a en revanche changé. Jusqu'en 2000, la République

arabe syrienne tenait ce rôle (432 347 d'immigrés « Autres Sud » sur un total de 579 587, soit une proportion égale à 74,6 %). La Turquie lui a succédé, mais à un niveau d'accueil qui a très peu augmenté au fil du temps (183 532 migrants « Autres Sud » accueillis sur un total de 676 662, soit une proportion égale à 27,1 % en 1990 ; 105 253 / 213 327, soit une proportion égale à 49,3 % en 2019).

En raison du faible poids global des migrants « Autres Nord » et « Autres Sud » (2,5 %, rappelons-le ici) dans les effectifs estimés de migrants au départ des différents pays riverains de la Méditerranée, en raison également de la grande disparité d'évolution constatée entre ces deux groupes et par souci de garantir une comparabilité minimale du couplage origine/destination des migrants selon les pays, le choix a été fait de les exclure de l'analyse. Il conviendra toutefois de garder à l'esprit que pour trois pays (Israël, la République arabe Syrienne et la Turquie), la présence immigrée est sous-estimée. La concentration de ces migrants sur la rive Est explique aussi, en petite partie, que la circulation migratoire externe à cette rive soit particulièrement minorée par rapport à la circulation migratoire interne à cette même rive.

# I. Présence, origine et destination des migrants en Méditerranée - Une approche par pays

---

## A. RIVE NORD : CONTEXTE DEMOGRAPHIQUE ET ENJEUX DES MIGRATIONS POUR LA REGION ET CHAQUE PAYS

### L'Europe d'abord, l'Amérique ensuite pour les émigrés natifs de la rive nord

En 2019, on dénombre parmi la population native de la rive Nord de la Méditerranée 12,3 millions d'émigrés. Parmi eux, 25,8 % résident dans un autre pays de la rive européenne de la Méditerranée mais seulement 2,4 % se sont établis sur les deux autres rives. Ces migrants ne regardent donc guère au Sud et à l'Est, mais à l'Ouest et au Nord de l'Europe : en effet, 45,2 % des migrants originaires d'un pays d'Europe méditerranéenne résident dans un autre pays européen, mais loin des rives de la Méditerranée (Figure 2).

Au sein du Bassin méditerranéen, trois pays européens se révèlent véritablement attractifs pour des natifs de la même rive : la France, qui compte une présence importante de natifs d'Espagne et d'Italie ; l'Italie, qui a accueilli de nombreux Albanais ; et la Grèce, elle aussi attractive pour les natifs d'Albanie. Il existe aussi une notable circulation migratoire entre les pays de l'ex-Yougoslavie (la Croatie, la Slovénie et le Monténégro), mais elle demeure sans la moindre ampleur démographique pour la rive Nord considérée dans son ensemble.

Quand les natifs de la rive Nord émigrent, c'est donc essentiellement vers l'Europe plus continentale qu'ils se dirigent : l'Allemagne et le Royaume-Uni sont alors les principales destinations. Selon les pays d'origine et la proximité géographique ou/et linguistique ou/et historique, quelques flux vers l'Autriche ou la Belgique s'avèrent parfois non négligeables.

Les migrations des natifs de la rive Nord au-delà de l'Europe sont donc très minoritaires (29 %). Dans un cas sur deux (14,1 % de l'ensemble des migrants natifs de la rive Nord), l'Amérique du Nord est la destination des migrants natifs des pays euro-méditerranéens.

Cette préférence pour l'Europe n'a cessé de s'accroître au fil des années. L'effectif de natifs de la rive Nord expatriés a augmenté de 3,3 millions en trente ans (de 9 millions en 1990 à 12,3 millions en 2019). La quasi-totalité de cette croissance a eu lieu grâce à l'affirmation des migrants originaires de la rive Nord dans les autres pays de cette même rive (+ 1 million quasiment en trente ans) et surtout dans le reste de l'Europe (+ 2,4 millions). La libre circulation des citoyens des pays membres de l'Union européenne a considérablement joué dans cette propension des migrants natifs de la rive Nord à rester en Europe méridionale, de l'Ouest ou du Nord. Les caractéristiques de cette circulation migratoire, qui reste toutefois modérée (6,5 % seulement des natifs des pays de la rive européenne de la Méditerranée habitent dans un pays différent de leur pays de naissance) rappellent combien, pour les natifs de cette rive, l'ouverture vers l'étranger est européenne avant tout.

### Une ouverture plus grande et croissante aux migrants non européens

La rive Nord est beaucoup plus ouverte au reste de la Méditerranée en ce qui concerne l'origine de la population non native accueillie. En 2019, on dénombre 23 millions d'immigrés non natifs sur la rive Nord. Parmi eux, les 2,9 millions de natifs de cette rive qui habitent un autre pays de cette même rive en 2019 constituent 12,7 % des immigrants présents sur cette rive alors qu'ils représentent 23,4 % de l'ensemble des émigrés natifs de la rive euro-méditerranéenne. Si l'on occulte ces émigrés « internes » à la rive Nord, on dénombre donc 20,1 millions de non natifs de la rive Nord. Ils représentent 10 % de la population totale de la rive Nord (198 millions).

Les natifs d'autres pays européens constituent le plus gros contingent d'immigrés (7,2 millions de personnes, soit 31,1 % de la présence immigrée totale sur la rive Nord en 2019, y compris les natifs de pays de la rive Nord n'habitant pas dans leur pays d'origine). Mais au total, les immigrants nés en Europe représentent moins d'un immigré sur deux (43,8 %). Les pays d'origine sont très divers mais les ressortissants de Roumanie (présents notamment en Espagne et en Italie) et des ex-pays du bloc de l'Est comptent parmi les plus gros contingents d'immigrés européens non méditerranéens.

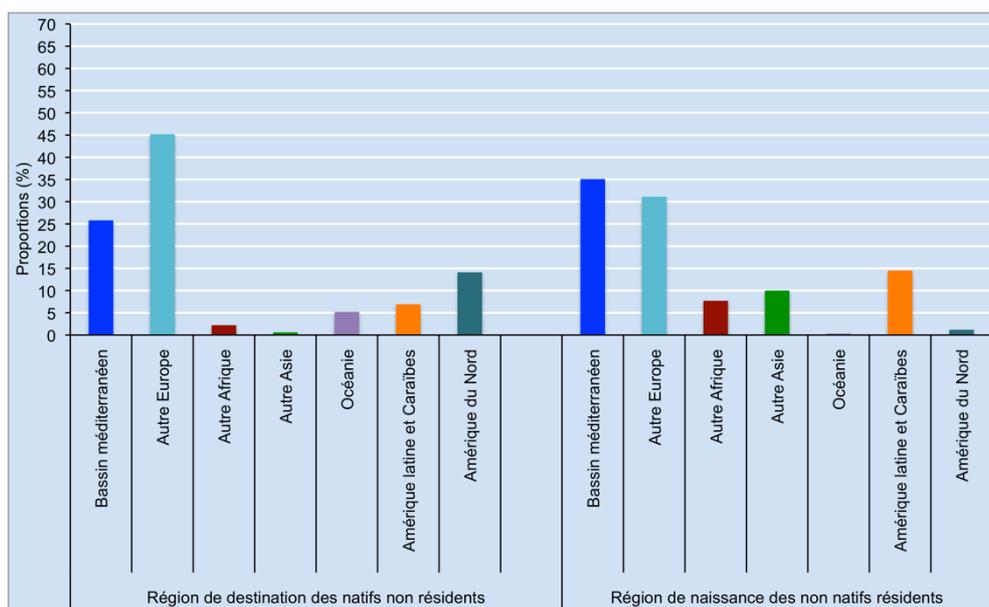
Le deuxième gros contingent vient de la rive africaine de la Méditerranée. En 2019, ils sont 4,6 millions (20,1 %) à résider sur la rive Nord. Il s'agit principalement de natifs d'Algérie établis en France, de natifs du Maroc présents en France et en Espagne, de natifs de Tunisie présents en France et en Italie. La France, en raison de son histoire coloniale en Afrique du nord, concentre plus de 3 des 4,6 millions de natifs de la rive Sud présents sur la rive Nord.

La présence immigrée sur la rive Nord a considérablement augmenté depuis 1990 : elle a ainsi plus que doublé, passant de 9,5 millions en 1990 à 23 millions en 2019. La présence des européens non méditerranéens a largement contribué à cette augmentation (+ 4,5 millions en trente ans), mais pas seulement : les immigrés natifs d'Amérique latine et du Sud sont en 2019 quasiment 3 millions de plus qu'en 1990 (de 443 000 à 3,3 millions, qui représentent en 2019 14,5 % de l'ensemble des immigrés présents sur la rive Nord) et l'effectif des natifs originaires de la rive Sud de la Méditerranée a doublé (de 2,3 millions à 4,6 millions). Mais les progressions relatives les plus spectaculaires concernent les immigrés en provenance du reste de l'Afrique et de l'Asie : l'effectif des premiers (de 686 000 en 1990 à 1,8 million en 2019) et des seconds (de 808 000 à 2,3 millions) a en effet presque triplé en trente ans. Ces deux contingents représentent chacun 10 % ou moins de la population immigrée sur la rive Nord. Mais la croissance, aussi soutenue que constante, de leur effectif annonce un renforcement de leur présence sur les rives européennes de la Méditerranée.

### Une croissance inéluctable de la population non native originaire du Sud

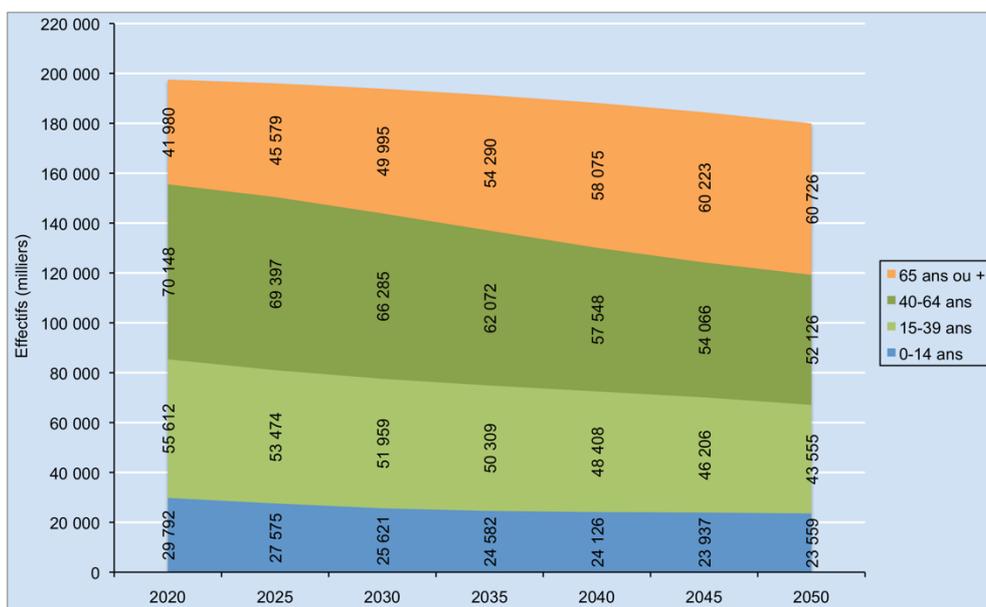
Ce scénario est d'autant plus plausible que la dynamique démographique de la rive Nord est surtout caractérisée par son solde naturel déjà négatif dans la plupart de ses pays et par un vieillissement accéléré de sa population (Figure 3). Ainsi, avec un solde migratoire nul, la population de la rive Nord de la Méditerranée devrait perdre 20 millions d'habitants d'ici à 2050 (de 198 millions à 178 millions) alors que le nombre de personnes âgées de 65 ans ou plus devrait pourtant, dans le même temps, augmenter de 20 millions. Cela signifie que l'effectif des moins de 65 ans perdra 40 millions de personnes, l'ensemble de ces transferts entre catégories d'âges se concrétisant par un accroissement important de la part des personnes âgées de 65 ans ou plus dans la population (de 21,3 % en 2020 à 33,7 % en 2050). Dans ce contexte démographique général – davantage marqué dans les Balkans par exemple, et caractéristique de la situation d'un grand pays comme l'Italie –, le recours à l'immigration paraît inéluctable, non seulement pour atténuer la baisse attendue du nombre d'habitants, mais aussi pour rééquilibrer la structure par âge. Or, ce n'est pas du côté de l'Europe de l'Est, qui connaît un déclin démographique encore plus significatif, que pourra venir le rebond démographique. En revanche, sur la rive Sud de la Méditerranée, et plus au Sud encore, en Afrique sub-saharienne, un large excédent de naissances sur les décès va se traduire par une croissance démographique vigoureuse et un nombre potentiel de jeunes candidats à l'émigration particulièrement important.

Figure 2. Rive Nord. Régions de destination des natifs non-résidents et régions de naissance des non natifs résidents, 2019



Source : United Nations, Migrant Stock By Origin And Destination, 2019

Figure 3. Rive Nord. Population totale avec solde migratoire nul, perspective 2020-2050 - Répartition par grands groupes d'âges (en milliers)



Source : United Nations, World Population Prospects. The 2019 Revision, 2019

Tableau 1. Rive Nord. Régions de destination des natifs non-résidents et régions de naissance des non natifs résidents. Évolution 1990-1995-2000-2005-2010-2015-2019

		Natifs non résidents						
		1990	1995	2000	2005	2010	2015	2019
Région de destination	Bassin méditerranéen	2 204 652 24,6	2 703 191 26,9	3 009 195 28,2	2 823 849 27,6	3 120 694 29,9	3 080 852 27,8	3 180 862 25,8
	Rive Nord	1 979 119 22,0	2 503 804 24,8	2 837 294 26,4	2 641 309 25,6	2 912 171 27,6	2 857 731 25,6	2 918 742 23,4
	Rive Est	158 292 1,8	145 794 1,5	127 484 1,3	135 770 1,5	145 276 1,7	148 267 1,6	180 671 1,7
	Rive Sud	67 241 0,8	53 593 0,5	44 417 0,4	46 770 0,5	63 247 0,6	74 854 0,7	81 449 0,7
	Autre Europe	3 184 129 35,6	3 887 346 38,7	4 298 178 40,3	4 123 894 40,5	4 083 722 39,4	4 545 777 41,3	5 547 610 45,2
	Autre Afrique	131 314 1,5	143 693 1,4	164 317 1,5	183 067 1,8	210 769 2,0	258 628 2,3	274 727 2,2
	Autre Asie	31 944 31 944,0	34 770 0,3	40 681 0,3	56 669 0,4	86 808 0,6	93 206 0,6	99 218 0,6
	Océanie	651 932 7,3	656 579 6,5	628 000 5,9	642 542 6,3	628 518 6,0	619 546 5,6	638 272 5,2
	Amérique latine et Caraïbes	1 154 445 12,9	1 010 084 10,0	871 665 8,2	785 634 7,7	723 449 6,9	812 440 7,3	851 029 6,9
	Amérique du Nord	1 591 824 17,8	1 628 167 16,2	1 676 138 15,7	1 617 405 15,8	1 594 274 15,3	1 654 133 14,9	1 743 279 14,1
	<b>Total</b>	<b>8 950 240</b> 100,0	<b>10 063 830</b> 100,0	<b>10 688 174</b> 100,0	<b>10 233 060</b> 100,0	<b>10 448 234</b> 100,0	<b>11 064 582</b> 100,0	<b>12 334 997</b> 100,0
		Non natifs résidents						
		1990	1995	2000	2005	2010	2015	2019
Région de naissance	Bassin méditerranéen	4 620 015 48,7	5 339 681 50,0	5 949 308 49,2	6 789 241 40,0	7 553 125 34,6	7 755 890 35,4	8 084 727 35,1
	Rive Nord	1 979 119 20,9	2 503 804 23,4	2 837 294 23,5	2 641 309 15,6	2 912 171 13,3	2 857 731 13,0	2 918 742 12,7
	Rive Est	382 188 4,0	409 173 3,8	439 535 3,6	410 039 2,4	460 000 2,1	509 221 2,3	545 062 2,4
	Rive Sud	2 258 708 23,8	2 426 704 22,7	2 672 479 22,1	3 737 893 22,0	4 180 954 19,2	4 388 938 20,0	4 620 923 20,1
	Autre Europe	2 665 076 28,1	2 904 549 27,2	3 307 819 27,3	4 823 644 28,4	7 061 922 32,4	6 941 346 31,7	7 170 101 31,1
	Autre Afrique	685 704 7,2	743 240 7,0	821 240 6,8	1 230 830 7,3	1 540 456 7,1	1 629 996 7,4	1 779 849 7,7
	Autre Asie	808 370 8,5	911 935 8,5	1 038 486 8,6	1 509 727 8,9	2 019 501 9,3	2 135 952 9,7	2 299 470 10,0
	Océanie	42 800 0,5	42 898 0,4	44 667 0,4	55 794 0,3	70 481 0,3	73 391 0,3	77 741 0,3
	Amérique latine et Caraïbes	443 470 4,7	549 555 5,1	768 518 6,4	2 337 623 13,8	3 330 073 15,3	3 130 593 14,3	3 335 769 14,5
	Amérique du Nord	213 457 2,3	186 625 1,7	167 909 1,4	210 969 1,2	251 382 1,2	259 671 1,2	276 235 1,2
	<b>Total</b>	<b>9 478 892</b> 100,0	<b>10 678 483</b> 100,0	<b>12 097 947</b> 100,0	<b>16 957 828</b> 100,0	<b>21 826 940</b> 100,0	<b>21 926 839</b> 100,0	<b>23 023 892</b> 100,0

Source : United Nations, Migrant Stock By Origin And Destination, 2019

## 1. Albanie

### 1990-2005, l'hémorragie migratoire

En 1990, l'Albanie comptait 3,3 millions d'habitants, soit presque autant que le nombre de personnes nées dans ce pays quel que soit le pays de résidence (3,4 millions de natifs). Ce pays fermé à l'immigration (on dénombrait moins de 2 % de non natifs dans ce pays en 1990) l'était presque tout autant à l'émigration : on ne comptait alors que 180 000 natifs d'Albanie résidant ailleurs que dans leur pays de naissance, soit 5 % de cette population. En l'espace de quelques années, la situation a brutalement changé. Avec la chute du régime communiste en 1991 et la crise économique puis financière et politique qui a suivi, une véritable ruée vers l'étranger s'amorce : en 1995, le demi-million de natifs d'Albanie résidant à l'étranger est atteint et le million peu après 2005. Cet exode, sinon cette fuite, s'est poursuivi depuis, mais à un rythme moins soutenu.

En 2019, on dénombre 4,0 millions de personnes nées en Albanie, soit 600 000 de plus qu'en 1990. Parmi elles, 1,2 million (soit 30 %) résident à l'étranger. Les frontières se sont donc largement ouvertes dans le sens des sorties. La réciproque n'est pas vraie : les non natifs présents en Albanie en 2019 sont moins nombreux qu'en 1990. L'Albanie présente bien des traits du pays répulsif sur le plan démographique.

### Une concentration forte des expatriés en Italie et Grèce

Cette fuite des natifs vers l'étranger est très localisée : deux pays, tous deux méditerranéens, concentrent les trois-quarts de la diaspora albanaise dans le monde : l'Italie (39 % en 2019) et la Grèce (35 %). Au total, plus de 8 natifs d'Albanie sur 10 résidant à l'étranger vivent dans un autre pays méditerranéen. Mais derrière l'Italie et la Grèce, ce sont pourtant les États-Unis qui accueillent le plus grand nombre de natifs albanais expatriés (100 000, soit 8 %).

L'Italie, la Grèce et les États-Unis sont également les pays d'origine des non natifs résidant en Albanie. Il s'agit presque exclusivement d'Albanais nés au sein des principales communautés albanaises dans le monde. Mais le rapport entre les exilés en Italie, en Grèce et aux États-Unis (1,0 million au total en 2019) et les originaires de ces mêmes pays résidant en Albanie (40 000) révèle le déséquilibre migratoire spectaculaire qui caractérise ce pays. Il explique la décroissance importante de sa population (de 3,3 millions en 1990 à 2,9 millions en 2019), alors pourtant que le solde naturel demeure excédentaire.

### Le déficit naturel, la réponse au déficit migratoire ?

Le déficit migratoire s'est toutefois considérablement réduit ces dernières années. Au début des années 1990, ce déficit a approché les 100 000 habitants par an avant de diminuer. Il est au cours des années 2015-2020 dix fois moins important (- 10 000 par an environ). Selon les Nations unies, c'est d'ailleurs à ce niveau qu'il pourrait se stabiliser au cours des prochaines décennies. Nécessairement, le mouvement important de départs au début des années 1990 a réduit le nombre potentiel de ceux qui pouvaient ensuite partir. Mais la composition par âge de la population albanaise, relativement jeune en raison d'un solde naturel qui reste très positif encore aujourd'hui, a contribué à maintenir un flux d'émigrants potentiels important. En outre, la forte présence albanaise en Italie et en Grèce facilite les migrations vers ces deux pays. Les départs devraient donc continuer d'être suffisamment nombreux ces prochaines années pour que le solde migratoire demeure négatif.

Néanmoins, le prochain basculement du solde naturel devrait limiter ce déficit. Avant 2030, l'Albanie devrait en effet enregistrer plus de décès que de naissances. Même avec un solde naturel nul, la population albanaise compterait moins de 2,8 millions d'habitants en 2050, 100 000 de moins qu'en 2019. Avec un solde migratoire déficitaire de quelque 10 000 personnes par an, ce pays perdrait un demi-million d'habitants entre 2020 et 2050, sa population s'établissant à 2,4 millions en 2050.

Toutes choses égales par ailleurs, la décroissance naturelle de la population albanaise devrait donc contribuer à contenir les flux d'émigration, tout comme son vieillissement. Même avec un solde migratoire nul, le nombre des 15-39 ans devrait en effet diminuer (de 1,1 million en 2020 à 760 000 en 2050), tandis que l'effectif des 40-64 ans (de 900 000 à 1,0 million) et celui des personnes âgées de 65 ans ou plus (de 400 000 à 650 000) devraient au contraire augmenter. Si un facteur doit s'exercer sur la réduction du solde migratoire albanais, il sera interne et découlera de la dynamique naturelle du pays. Car en ce qui concerne les principaux pays potentiels d'accueil (l'Italie, la Grèce), leur déficit naturel et le vieillissement de leur population en font des terrains d'accueil favorables à l'immigration.

### Deux scénarios alternatifs pour stopper l'hémorragie démographique

Au cours des prochaines décennies, l'Albanie devrait continuer de perdre des habitants. Sa situation économique et la proximité de pays offrant de meilleures conditions de vie et présentant un contexte démographique favorable à l'immigration sont autant de facteurs qui jouent dans ce sens. Deux scénarios alternatifs, de nature à stopper l'hémorragie démographique de l'Albanie et même, peut-être, à lui assurer un (timide) rebond, peuvent cependant être envisagés :

- une recrudescence des départs de natifs d'Albanie dans un contexte de déficit naturel pourrait faire plonger le nombre d'habitants à des niveaux potentiellement inédits. Mais en contrepartie ce pays pourrait alors accueillir des populations nouvelles, sous réserve que celles-ci bénéficient de perspectives économiques plus favorables que celles de leur pays d'origine. Ces migrations ne pourraient alors concerner que des natifs des pays du Sud de la Méditerranée ou de l'Est de l'Europe encore plus défavorisés ;
- un rebond de l'économie albanaise plus affirmé pourrait stimuler des mouvements de retours d'une diaspora concentrée dans les deux pays voisins, la Grèce et l'Italie. Pour ces deux pays en revanche, de tels mouvements de retours, s'ils devaient être massifs, pourraient induire de très problématiques conséquences démographiques, alors même que leur devenir s'avère à cet égard déjà très incertain.

Tableau 2. Albanie. Effectifs de natifs non-résidents (émigrants) et de non natifs résidents (immigrants) en 1990, 1995, 2000, 2005, 2010, 2015, 2019

	Émigrants selon destination						Immigrants selon origine								
	Total		Pays riverains		Trois premières destinations		Total		Un pays riverain	Trois premières origines					
2019	1 207 032	100,0	987 494	81,8	Italie	475 196	39,4	2019	43 711	100,0	40 109	91,8	Grèce	29 852	68,3
					Grèce	426 449	35,3						Italie	8 405	19,2
					USA	99 205	8,2						USA	2 242	5,1
2015	1 129 044	100,0	967 018	85,6	Italie	446 571	39,6	2015	46 266	100,0	42 453	91,8	Grèce	31 596	68,3
					Grèce	436 566	38,7						Italie	8 896	19,2
					USA	91 865	8,1						USA	2 373	5,1
2010	1 120 305	100,0	990 309	88,4	Grèce	465 034	41,5	2010	46 939	100,0	43 069	91,8	Grèce	32 054	68,3
					Italie	440 648	39,3						Italie	9 025	19,2
					USA	72 085	6,4						USA	2 408	5,1
2005	966 234	100,0	865 184	89,5	Grèce	423 598	43,8	2005	57 570	100,0	52 825	91,8	Grèce	39 315	68,3
					Italie	360 959	37,4						Italie	11 069	19,2
					Macédoine du Nord	69 782	7,2						USA	2 953	5,1
2000	824 413	100,0	752 155	91,2	Grèce	400 253	48,6	2000	68 202	100,0	62 580	91,8	Grèce	46 575	68,3
					Italie	274 408	33,3						Italie	13 113	19,2
					Macédoine du Nord	69 367	8,4						USA	3 498	5,1
1995	501 142	100,0	454 311	90,7	Grèce	230 218	45,9	1995	63 452	100,0	58 221	91,8	Grèce	43 331	68,3
					Italie	159 672	31,9						Italie	12 200	19,2
					Macédoine du Nord	58 009	11,6						USA	3 255	5,1
1990	180 284	100,0	158 779	88,1	Grèce	63 963	35,5	1990	58 703	100,0	53 863	91,8	Grèce	40 087	68,3
					Macédoine du Nord	45 001	25,0						Italie	11 287	19,2
					Italie	44 935	24,9						USA	3 011	5,1

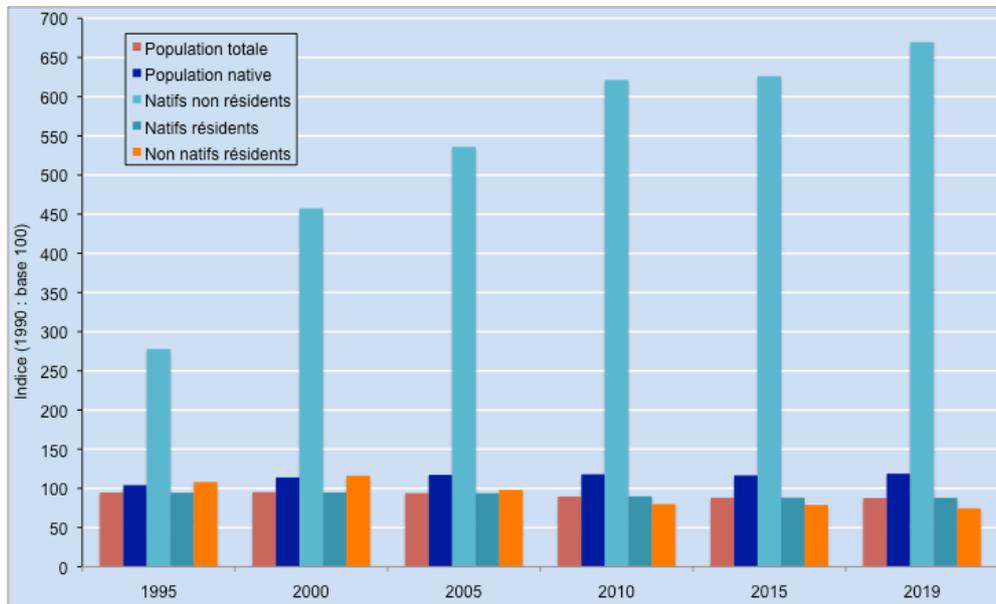
Source : United Nations, Migrant Stock By Origin And Destination, 2019

Tableau 3. Albanie. Population totale et population native- Évolutions quinquennales de 1990 à 2019

	1 990	1 995	2 000	2 005	2 010	2 015	2 019
Population totale	3 286 073	3 112 936	3 129 243	3 086 810	2 948 023	2 890 513	2 880 917
Population native	3 407 654	3 550 626	3 885 454	3 995 474	4 021 389	3 973 291	4 044 238

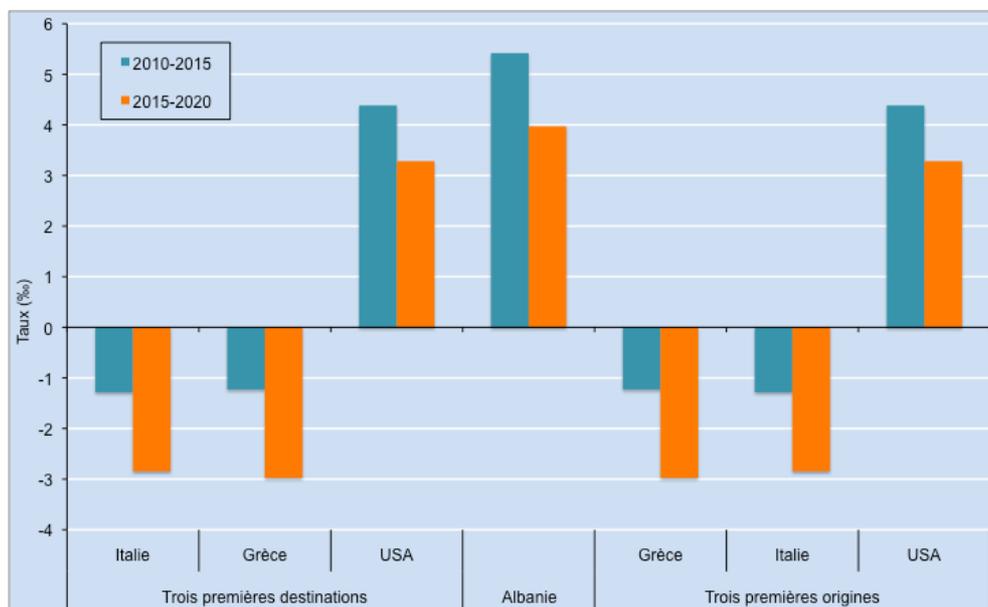
Sources : United Nations, Migrant Stock By Origin And Destination, 2019 ; World population Prospects. The 2019 Revision, 2019

Figure 4. Albanie. Population totale, population native, natifs non-résidents, natifs résidents et non natifs résidents. Évolution indiciaire 1990-2020 (1990 : base 100)



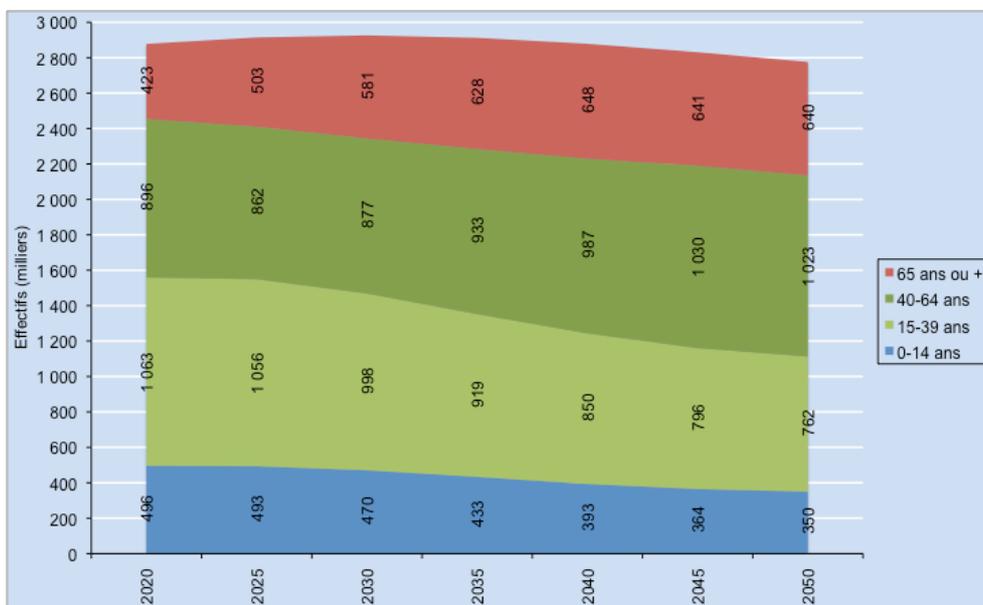
Sources : United Nations, Migrant Stock By Origin And Destination, 2019 ; World population Prospects. The 2019 Revision, 2019

Figure 5. Albanie et trois premiers pays de destination des natifs et d'origine des non natifs en 2019. Croissance naturelle de la population de 2010 à 2020 (taux pour 1 000 personnes)



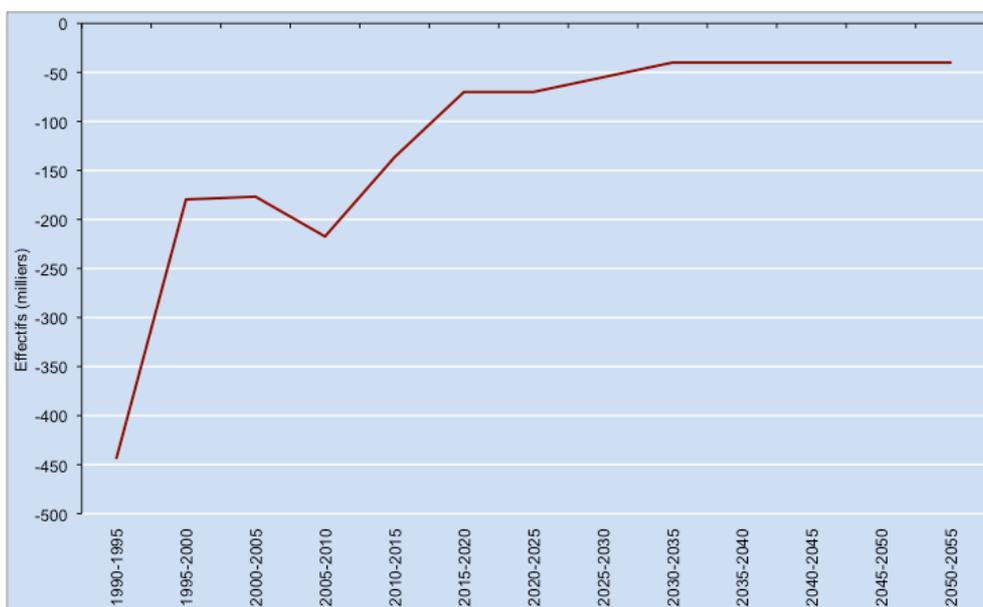
Source : United Nations, World Population Prospects. The 2019 Revision, 2019

Figure 6. Albanie. Population totale avec solde migratoire nul, perspective 2020-2050 - Répartition par grands groupes d'âges (en milliers)



Source : United Nations, World Population Prospects. The 2019 Revision, 2019

Figure 7. Albanie. Solde migratoire par période quinquennale, estimé de 1990-1995 à 2015-2020 et projeté de 2020-2025 à 2045-2050 (en milliers)



Source : United Nations, World Population Prospects. The 2019 Revision, 2019

## 2. Bosnie-et-Herzégovine

### Un sommet démographique en 1990 puis l'effondrement

En 1990, au terme d'une longue période de croissance démographique quasiment ininterrompue, la Bosnie-et-Herzégovine comptait 4,4 millions d'habitants. Elle n'a depuis cessé d'en perdre et ne compte plus que 3,3 millions d'habitants en 2020. La guerre en ex-Yougoslavie est à l'origine de ce retournement de tendance démographique. Alors

que le solde naturel est pourtant encore nettement positif au début des années 1990, ce pays va perdre 0,6 million d'habitants en cinq ans. Ce déficit s'explique quasiment exclusivement par le solde migratoire. Dans le même temps, en effet, le nombre de natifs de Bosnie-et-Herzégovine résidant à l'étranger a augmenté de 0,5 million de personnes. Parmi eux, de très nombreux Croates et Serbes nés en Bosnie-et-Herzégovine. Le nombre de natifs bosniens résidant en Croatie est ainsi passé entre 1990 et 1995 de 310 000 à 510 000, tandis que celui des natifs partis en Serbie est passé au cours de la même période de 40 000 à 270 000. En d'autres termes, 80 % de la croissance du nombre de natifs bosniens résidant à l'étranger entre 1990 et 1995 s'explique par des migrations vers d'autres républiques de l'ex-Yougoslavie alors en guerre.

Depuis 1995, le nombre de natifs de Bosnie-et-Herzégovine résidant à l'étranger a continué d'augmenter, régulièrement mais à un rythme très lent. En vingt-cinq ans, cet effectif a grossi de 300 000 personnes, en dépit notamment d'un nombre moins important de migrants établis en Croatie (380 000 en 2019 contre 510 000 en 1995).

Hors les pays issus de l'ex-Yougoslavie, les destinations les plus courantes pour les natifs bosniens sont, au moins depuis 1990, l'Allemagne et l'Autriche. Ces deux pays accueillent en 2019 respectivement 180 000 et 170 000 personnes, soit 21 % des natifs de Bosnie-et-Herzégovine résidant à l'étranger, deux fois moins certes que ceux établis en Croatie et Serbie (43 % en 2019).

Le brusque départ d'un contingent important de natifs de Bosnie-et-Herzégovine au début des années 1990 s'est aussi traduit, assez rapidement, par une accélération de la convergence de la natalité et de la mortalité. Le départ d'une population plutôt jeune a réduit le nombre de parents potentiels tandis que l'augmentation de la part des personnes les plus âgées s'est traduite par une croissance plus marquée de la mortalité. Si le solde naturel tendait déjà vers un équilibre entre naissances et décès, la guerre en ex-Yougoslavie a accéléré le processus et le basculement vers un solde sans cesse plus négatif d'une année à l'autre.

Cette dynamique naturelle est telle qu'avec un solde migratoire nul, le nombre d'habitants en Bosnie-et-Herzégovine devrait continuer de décroître. Il pourrait s'établir à 2,7 millions d'habitants en 2050, soit 600 000 de moins qu'en 2020. Ce déficit pourrait être encore plus important si le solde migratoire continuait d'être significativement négatif. Comme partout en Europe, ce déclin démographique s'accompagnerait d'une gérontocroissance et d'un vieillissement de la population : le nombre de personnes âgées de 65 ans ou plus passerait ainsi de 0,6 million en 2020 à 0,8 million, tandis que leur part dans la population passerait de 18 % à 30 %. Cette évolution s'inscrirait, elle aussi, dans la spirale du déclin du nombre d'habitants. Seule une forte présence d'immigrés, ou un retour en Bosnie-et-Herzégovine de natifs pour le moment exilés pourraient atténuer, sinon inverser cette tendance. Mais on en est loin.

### **Une présence d'immigrés très faible**

Tandis que le tiers de la population native de Bosnie-et-Herzégovine réside dans un pays étranger, ce pays n'héberge en 2019 que 1 % de non natifs. Pour les trois-quarts, il s'agit sans surprise de personnes nées en Croatie, en Serbie ou au Monténégro. Par ailleurs, depuis une vingtaine d'années, la tendance est à la baisse de la présence de non natifs. En 2000, on dénombrait ainsi 82 000 non natifs présents, dont 41 % venaient de Croatie et 33 % de Serbie. En 2020, on en compte 47 000 de moins, ce déficit s'expliquant très largement par la baisse du nombre de personnes nées en Croatie (-20 000) et en Serbie (-17 000) lié, en partie, au vieillissement de ces groupes de population.

Une inversion de la tendance migratoire est-elle envisageable ? Certaines conditions paraissent réunies. Le déclin de la population et son vieillissement vont entraîner une réduction de la population susceptible de partir. Cette situation, conjuguée à un relatif apaisement des relations entre les pays issus de l'ex-Yougoslavie, pourrait par ailleurs encourager des natifs de Bosnie-et-Herzégovine à rentrer au pays. Réduction possible des départs et hausse envisageable des arrivées (soit des retours, soit des primo-arrivants) pourraient se conjuguer pour réduire le solde migratoire, comme le suggèrent les projections de la DPNU, et ainsi atténuer l'inéluctable déficit naturel. Ce scénario est toutefois contraint par la nécessité d'offrir une situation socio-économique suffisamment bonne pour que les arbitrages des candidats à la migration se fassent en faveur de la Bosnie-et-Herzégovine.

Tableau 4. Bosnie-et-Herzégovine. Effectifs de natifs non-résidents (émigrants) et de non natifs résidents (immigrants) en 1990, 1995, 2000, 2005, 2010, 2015, 2019

	Émigrants selon destination						Immigrants selon origine								
	Total		Pays riverains		Trois premières destinations		Total		Un pays riverain		Trois premières origines				
2019	1 653 056	100,0	545 509	33,0	Croatie	373 838	22,6	2019	34 853	100,0	18 000	51,6	Croatie	11 842	34,0
					Serbie	341 347	20,6						Serbie	9 469	27,2
					Allemagne	184 792	11,2						Monténégro	4 074	11,7
2015	1 606 003	100,0	569 257	35,4	Croatie	404 874	25,2	2015	37 621	100,0	19 425	51,6	Croatie	12 776	34,0
					Serbie	335 992	20,9						Serbie	10 222	27,2
					Allemagne	168 458	10,5						Monténégro	4 398	11,7
2010	1 569 275	100,0	568 503	36,2	Croatie	402 418	25,6	2010	37 841	100,0	19 537	51,6	Croatie	12 849	34,0
					Serbie	343 743	21,9						Serbie	10 280	27,2
					Allemagne	161 676	10,3						Monténégro	4 423	11,7
2005	1 496 969	100,0	530 985	35,5	Croatie	416 359	27,8	2005	46 518	100,0	24 203	52,0	Croatie	17 930	38,5
					Serbie	351 671	23,5						Serbie	14 345	30,8
					Allemagne	157 145	10,5						Slovaquie	3 961	8,5
2000	1 496 702	100,0	548 562	36,7	Croatie	430 399	28,8	2000	81 959	100,0	42 794	52,2	Croatie	33 326	40,7
					Serbie	380 524	25,4						Serbie	26 662	32,5
					Allemagne	151 087	10,1						Slovaquie	6 791	8,3
1995	1 372 534	100,0	607 286	44,2	Croatie	506 365	36,9	1995	68 250	100,0	35 480	52,0	Croatie	27 272	40,0
					Serbie	266 909	19,4						Serbie	21 815	32,0
					Allemagne	129 718	9,5						Slovaquie	5 736	8,4
1990	861 766	100,0	401 833	46,6	Croatie	312 821	36,3	1990	54 542	100,0	28 165	51,6	Croatie	21 218	38,9
					Allemagne	108 349	12,6						Serbie	16 974	31,1
					Autriche	92 349	10,7						Slovaquie	4 681	8,6

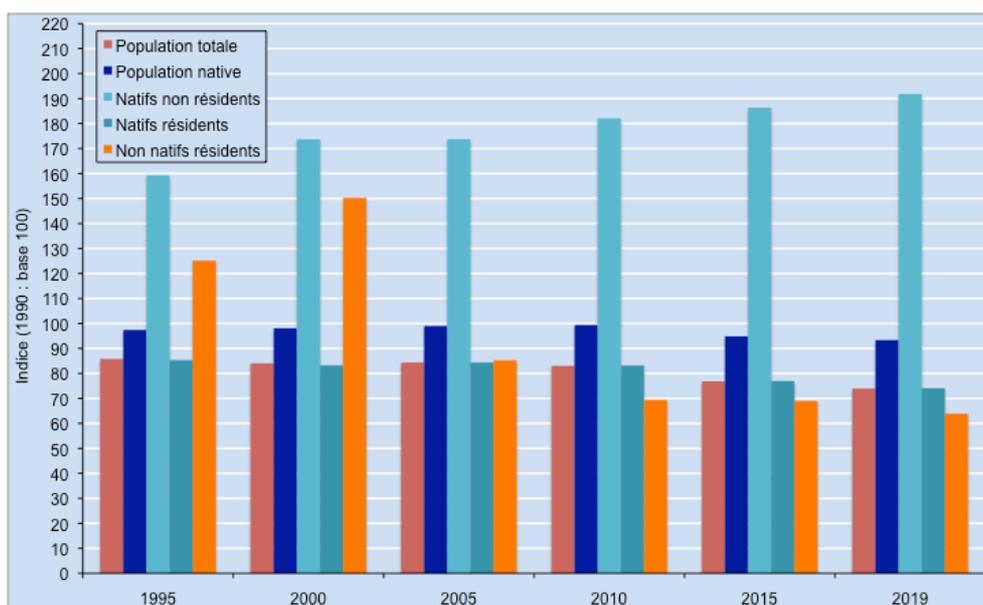
Source : United Nations, Migrant Stock By Origin And Destination, 2019

Tableau 5. Bosnie-et-Herzégovine. Population totale et population native - Évolutions quinquennales de 1990 à 2019

	1 990	1 995	2 000	2 005	2 010	2 015	2 019
Population totale	4 463 423	3 829 050	3 751 176	3 765 331	3 705 472	3 429 361	3 301 000
Population native	5 270 647	5 133 334	5 165 919	5 215 782	5 236 906	4 997 743	4 919 203

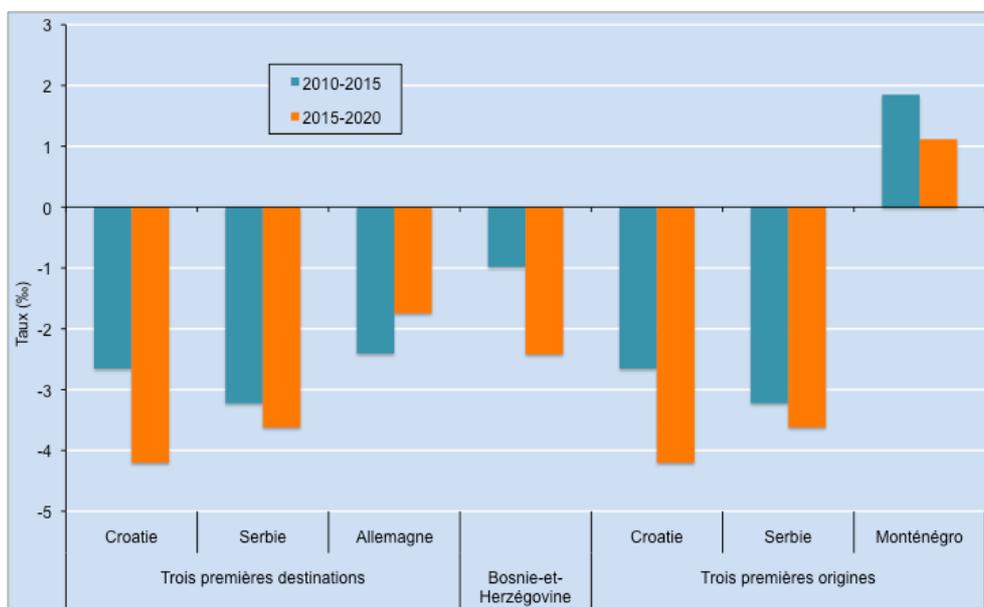
Sources : United Nations, Migrant Stock By Origin And Destination, 2019 ; World population Prospects. The 2019 Revision, 2019

Figure 8. Bosnie-et-Herzégovine. Population totale, population native, natifs non-résidents, natifs résidents et non natifs résidents. Évolution indiciaire 1990-2020 (1990 : base 100)



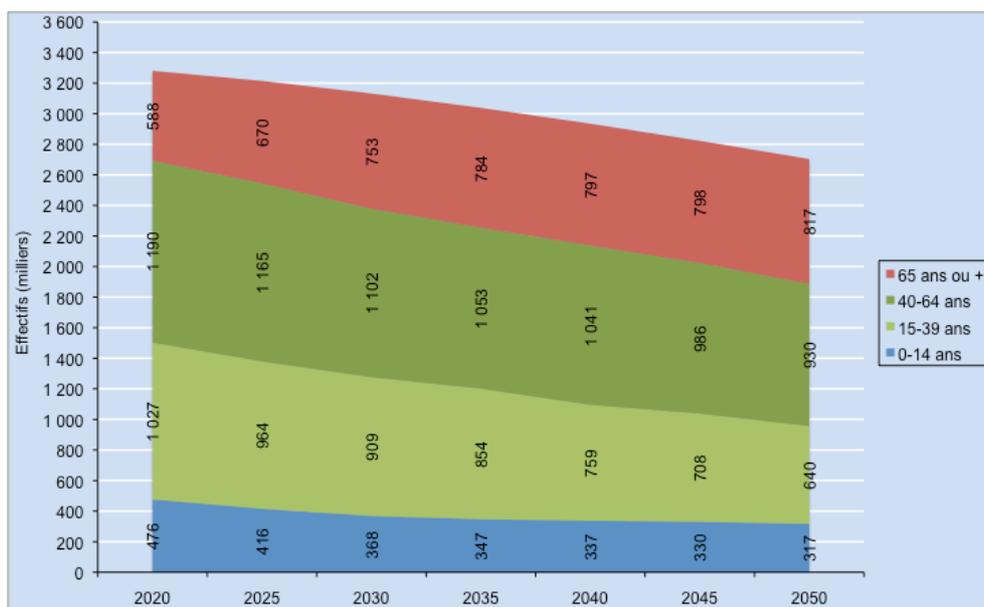
Sources : United Nations, Migrant Stock By Origin And Destination, 2019 ; World population Prospects. The 2019 Revision, 2019

Figure 9. Bosnie-et-Herzégovine et trois premiers pays de destination des natifs et d'origine des non natifs en 2019. Croissance naturelle de la population de 2010 à 2020 (taux pour 1 000 personnes).



Source : United Nations, World Population Prospects. The 2019 Revision, 2019

Figure 10. Bosnie-et-Herzégovine. Population totale avec solde migratoire nul, perspective 2020-2050. Répartition par grands groupes d'âges (en milliers)



Source : United Nations, World Population Prospects. The 2019 Revision, 2019

Figure 11. Bosnie-et-Herzégovine. Solde migratoire par période quinquennale, estimé de 1990-1995 à 2015-2020 et projeté de 2020-2025 à 2045-2050 (en milliers)



Source : United Nations, World Population Prospects. The 2019 Revision, 2019.

### 3. Chypre

#### Vers un statu quo démographique

Île de seulement 9 000 km<sup>2</sup> environ, Chypre a une démographie fortement contrainte. Comptant 1,2 million d'habitants en 2019, elle paraît désormais très proche de son plus haut niveau de développement démographique. Avec une fécondité très faible (1,3 enfant en moyenne par femme) et une proportion de personnes âgées de moins de 25 ans de 31 % à peine en 2019, ses perspectives de croissance démographique sont quasiment nulles. Dans l'hypothèse d'un solde migratoire futur supposé constamment nul, le nombre d'habitants de l'île serait encore égal à 1,2 million en 2050.

Seul un solde migratoire positif pourrait donc permettre à l'île de gagner des habitants. Or, les tendances récentes révèlent une quasi-stagnation de la population de non natifs présents sur l'île et de natifs résidant au contraire à l'étranger. Au cours des trente dernières années, cela n'a toutefois pas toujours été le cas.

#### Une faible ouverture démographique sur le reste de la Méditerranée

Depuis 2010, la présence immigrée sur Chypre est constante. On dénombre ainsi depuis dix ans 190 000 non natifs sur l'île, soit 16 % de la population totale. Un cinquième seulement de cette présence notable de non natifs vient des rives continentales de la Méditerranée. Plus d'un non natif originaire d'un autre pays de la Méditerranée sur deux est né en Grèce (13 % de l'ensemble des non natifs présents à Chypre en 2019). Le Royaume-Uni, ancienne puissance coloniale de l'île, est le pays d'origine des non natifs le plus représenté sur l'île (20 %, soit quasiment autant que l'ensemble des non natifs originaires de Méditerranée). Les natifs de Géorgie (8 %) constituent le troisième plus important ensemble de non natifs de l'île. Toutefois, ces trois principaux groupes de personnes non natives ne concentrent que 41 % de l'ensemble des non natifs de l'île, qui se distingue donc par la très grande diversité des pays d'origine des immigrants. Du point de vue de l'immigration, Chypre est davantage une île du Monde qu'une île méditerranéenne.

Avant de se stabiliser, la présence immigrée à Chypre avait connu, à son échelle, une très forte croissance : entre 1990 et 2010, elle a en effet quasiment été multipliée par cinq (de 43 000 à 190 000). Les contingents de Britanniques (multiplication par 4 ; de 10 000 à 40 000 sur cette période), de Grecs (multiplication par 5 ; de 5 000 à 25 000) et de Géorgiens (multiplication par 5 ; de 3 000 à 15 000) ont largement contribué à cette affirmation des non natifs sur l'île, leur proportion dans la population totale de l'île étant passée en l'espace de vingt ans de 5,7 % à 17,1 %.

Le nombre de natifs de Chypre vivant à l'étranger a évolué de manière symétrique à celui des immigrés : il est resté à peu près stable entre 1990 et 2010 (environ 165 000), puis a augmenté plus nettement au cours de la dernière décennie, pour atteindre 215 000 en 2019. Cette récente croissance s'est fortement concentrée vers le Royaume-Uni qui a absorbé à lui seul 35 000 des 50 000 émigrés supplémentaires.

La présence des natifs de Chypre à l'étranger est importante : en 2019, 18 % de la population native de l'île réside à l'étranger, soit une proportion qui a presque retrouvé son niveau du début des années 1990 (19 %). Comme pour les immigrations, les émigrations des natifs de l'île témoignent d'une ouverture bien plus grande sur le reste du monde que sur la Méditerranée. Mais, contrairement aux immigrés qui proviennent d'une grande pluralité de pays, les émigrants sont fortement concentrés dans quatre pays (80 % environ) : le Royaume-Uni, qui accueille à lui seul la moitié de ces natifs de Chypre résidant à l'étranger (dont une partie de Britanniques nés à Chypre), la Grèce, les États-Unis et l'Australie qui accueillent chacun 10 % des natifs chypriotes émigrés.

### Une incidence très marginale de la démographie chypriote sur celle du Bassin méditerranéen

Pays peu peuplé en raison de sa taille et de sa très faible dynamique naturelle, soumis à des mouvements migratoires importants à l'échelle de l'île mais très peu ouverts sur le reste de la Méditerranée, Chypre est un pays dont les évolutions démographiques passées ont très peu pesé sur celles de la Méditerranée. Ce sera encore davantage le cas au cours des prochaines décennies. L'effectif de natifs devrait en effet se stabiliser, et avec lui le nombre de ceux qui résident à l'étranger. Compte tenu des contraintes spatiales de l'île, les marges de progression de la présence immigrée sont elles aussi réduites. Tout laisse donc à penser que la démographie de l'île dans les prochaines décennies sera proche de la situation actuelle. Proche mais pas identique toutefois. En effet, tandis que les personnes âgées de 65 ans ou plus ne représentent encore que 15 % de la population de l'île en 2020, leur effectif et leur poids relatif dans l'île pourraient doubler à l'horizon 2050. Cela pourrait avoir comme conséquence une légère réduction de la présence des natifs de l'île à l'étranger et stimuler un renouvellement de la population des non natifs présents. Mais ces mouvements démographiques potentiels seraient sans incidence notable sur la démographie méditerranéenne.

Tableau 6. Chypre. Effectifs de natifs non-résidents (émigrants) et de non natifs résidents (immigrants) en 1990, 1995, 2000, 2005, 2010, 2015, 2019

	Émigrants selon destination						Immigrants selon origine								
	Total		Pays riverains		Trois premières destinations		Total		Un pays riverain		Trois premières origines				
2019	214 648	100,0	37 253	17,4	Royaume-Uni	110 689	51,6	2019	189 224	100,0	39 001	20,6	Royaume-Uni	37 684	19,9
					USA	22 050	10,3						Grèce	24 813	13,1
					Grèce	21 057	9,8						Géorgie	15 996	8,5
2015	192 411	100,0	34 105	17,7	Royaume-Uni	97 472	50,7	2015	189 439	100,0	46 620	24,6	Royaume-Uni	37 704	19,9
					Grèce	21 562	11,2						Grèce	24 826	13,1
					USA	20 420	10,6						Géorgie	16 005	8,4
2010	163 956	100,0	35 348	21,6	Royaume-Uni	76 219	46,5	2010	190 221	100,0	42 107	22,1	Royaume-Uni	39 673	20,9
					Grèce	22 974	14,0						Grèce	25 840	13,6
					Australie	21 350	13,0						Géorgie	16 659	8,8
2005	154 243	100,0	33 849	21,9	Royaume-Uni	72 352	46,9	2005	116 207	100,0	25 729	22,1	Royaume-Uni	24 227	20,8
					Australie	22 450	14,6						Grèce	15 780	13,6
					Grèce	22 208	14,4						Géorgie	10 173	8,8
2000	153 573	100,0	33 702	21,9	Royaume-Uni	75 098	48,9	2000	79 394	100,0	17 578	22,1	Royaume-Uni	16 552	20,8
					Australie	22 810	14,9						Grèce	10 781	13,6
					Grèce	22 334	14,5						Géorgie	6 950	8,8
1995	163 285	100,0	44 597	27,3	Royaume-Uni	75 065	46,0	1995	61 451	100,0	13 605	22,1	Royaume-Uni	12 804	20,8
					Grèce	33 684	20,6						Grèce	8 340	13,6
					Australie	23 918	14,6						Géorgie	5 376	8,7
1990	174 378	100,0	56 166	32,2	Royaume-Uni	76 295	43,8	1990	43 432	100,0	9 617	22,1	Royaume-Uni	9 055	20,8
					Grèce	45 588	26,1						Grèce	5 898	13,6
					Australie	24 036	13,8						Géorgie	3 802	8,8

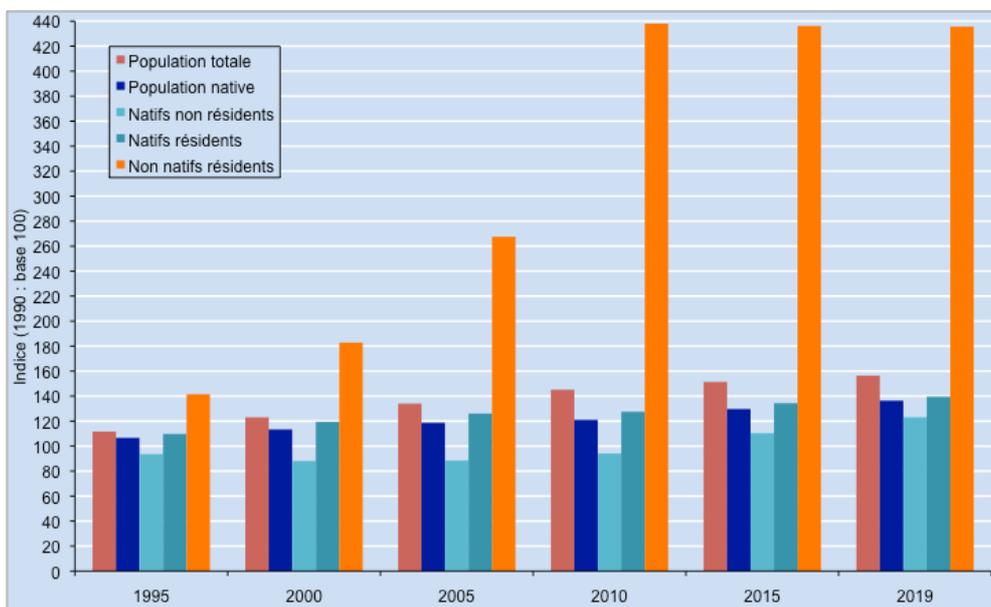
Source : United Nations, Migrant Stock By Origin And Destination, 2019.

Tableau 7. Chypre. Population totale et population native - Évolutions quinquennales de 1990 à 2019

	1 990	1 995	2 000	2 005	2 010	2 015	2 019
Population totale	766 615	855 383	943 290	1 027 662	1 112 612	1 160 985	1 198 575
Population native	897 561	957 217	1 017 469	1 065 698	1 086 347	1 163 957	1 223 999

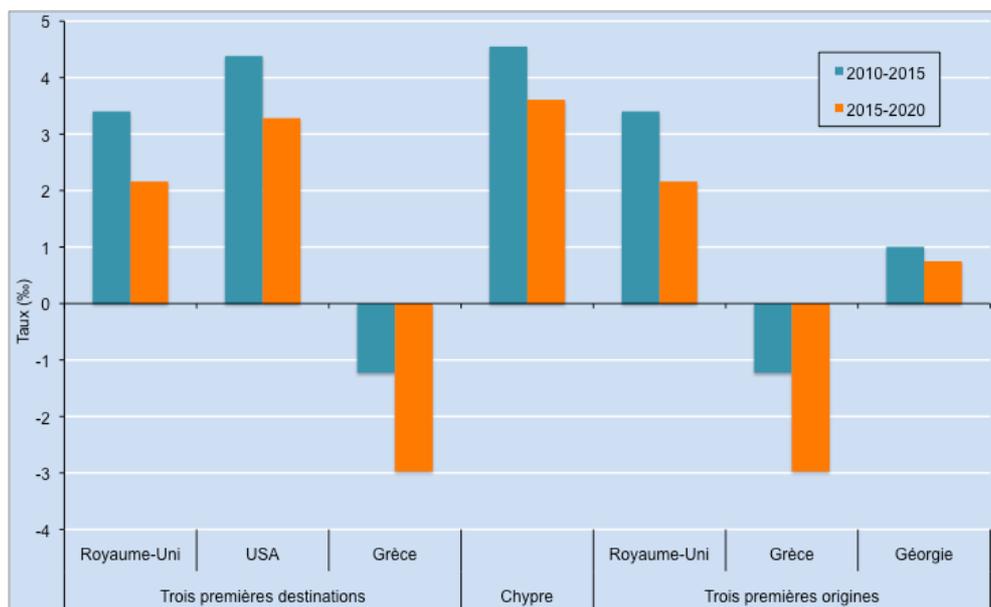
Sources : United Nations, Migrant Stock By Origin And Destination, 2019 ; World population Prospects. The 2019 Revision, 2019.

Figure 12. Chypre. Population totale, population native, natifs non-résidents, natifs résidents et non natifs résidents. Évolution indiciaire 1990-2020 (1990 : base 100)



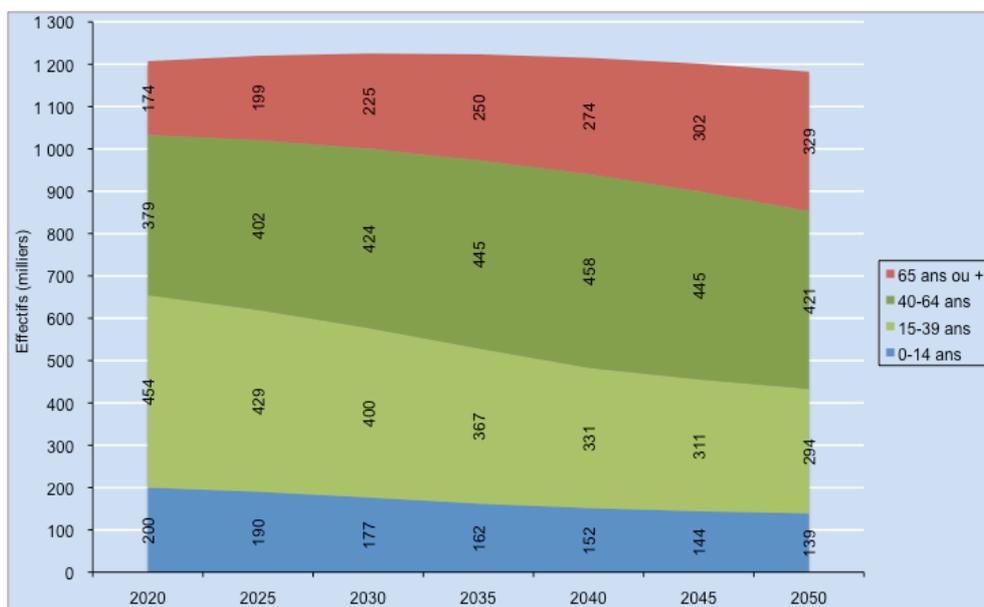
Sources : United Nations, Migrant Stock By Origin And Destination, 2019 ; World population Prospects. The 2019 Revision, 2019.

Figure 13. Chypre et trois premiers pays de destination des natifs et d'origine des non natifs en 2019. Croissance naturelle de la population de 2010 à 2020 (taux pour 1 000 personnes)



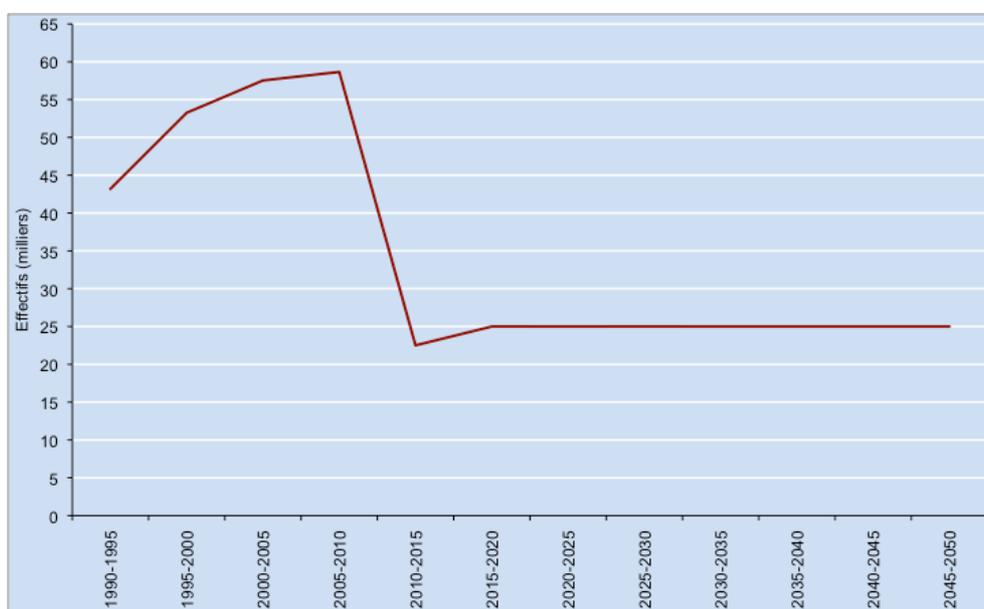
Source : United Nations, World Population Prospects. The 2019 Revision, 2019

Figure 14. Chypre. Population totale avec solde migratoire nul, perspective 2020-2050 - Répartition par grands groupes d'âges (en milliers)



Source : United Nations, World Population Prospects. The 2019 Revision, 2019.

Figure 15. Chypre. Solde migratoire par période quinquennale, estimé de 1990-1995 à 2015-2020 et projeté de 2020-2025 à 2045-2050 (en milliers).



Source : United Nations, World Population Prospects. The 2019 Revision, 2019.

#### 4. Croatie

##### En 2019, un natif sur cinq vit à l'étranger mais...

En 2019, on dénombre 4,6 millions d'individus natifs de Croatie. Parmi eux, près d'un million résident à l'étranger, soit 21 % du total. Cette diaspora croate est fortement concentrée en Allemagne (320 000 personnes) et en Serbie (290 000). À eux seuls, ces deux pays accueillent 62 % des natifs de Croatie résidant à l'étranger. Les destinations des natifs de Croatie ne sont toutefois pas seulement des pays voisins ou proches : derrière l'Allemagne et la Serbie, c'est

en effet à l'autre bout du monde, en Australie, que l'on trouve la plus forte communauté de natifs de Croatie (60 000 personnes, soit 6 % de la diaspora croate).

### ... la Croatie n'est pas pour autant un pays d'émigration

Tandis que le nombre de natifs de ce pays est resté stable depuis 1990 (entre 4,5 et 4,8 millions de personnes), le nombre d'émigrants a lui été multiplié par deux en trente ans (de 425 000 en 1990 à 990 000 en 2019). En fait, cette croissance s'est quasiment toute réalisée en dix années, entre 1990 et 2000 (910 000 natifs de Croatie à l'étranger en 2000). La guerre en ex-Yougoslavie s'est notamment concrétisée par un intense mouvement de population de la Croatie vers la Serbie, qui a accueilli un nombre considérable de Serbes nés en Croatie. Le nombre de natifs de Croatie vivant en Serbie est ainsi passé en l'espace de dix ans de 35 000 à 325 000. Une grande part de cette présence de natifs de Croatie à l'étranger est donc composée de « faux » migrants.

Le mouvement migratoire le plus notable depuis 2000 est l'augmentation très substantielle de la présence de natifs de Croatie en Allemagne ; tandis qu'ils étaient 180 000 en 2015 (un effectif quasi stable depuis 1995), leur nombre s'est accru de 50 000 unités en quatre ans seulement. Le vieillissement de la population allemande et son solde naturel négatif sont favorables à l'arrivée de migrants dans ce pays. Cela sera aussi le cas au cours des prochaines années. Si les natifs de Croatie devaient continuer de migrer vers l'Allemagne au cours des prochaines années, cela pourrait se traduire par une accélération du déclin démographique croate.

Avec depuis près de vingt ans un solde naturel nettement négatif et un solde migratoire lui aussi négatif (bien que proche de l'équilibre), la population de Croatie ne cesse de perdre chaque année des habitants : ils ne sont plus que 4,1 millions en 2020 contre 4,8 millions en 1990. Quand bien même la Croatie parviendrait à préserver un solde migratoire durablement nul, sa population ne compterait plus que 3,4 millions d'habitants en 2050, 400 000 de moins qu'en ...1950 ! En 2050, toujours selon cette hypothèse de solde migratoire nul, c'est-à-dire, dans le cas de la Croatie, l'hypothèse la plus « optimiste » sur le plan migratoire, les personnes âgées de 65 ans ou plus représenteraient 30 % de la population présente. Plus de personnes âgées de 65 ans ou plus en 2050 par rapport à aujourd'hui (1,0 million contre 0,9 million en 2020), moins de personnes âgées de moins de 65 ans (2,4 millions en 2050 contre 3,2 millions en 2020) ne peuvent faire, au cours des prochaines décennies, de la Croatie un pays d'émigration de ses forces les plus productives. Si la Croatie veut donc préserver un relatif équilibre entre les générations et atténuer son déclin démographique, cela ne peut guère passer que par un renforcement de la présence de non natifs sur son territoire.

### La Croatie peut-elle devenir un pays d'immigration ?

En 2019, on dénombre plus de 500 000 non natifs en Croatie (soit 12 % de sa population), dont plus de 80 % sont nés en Bosnie-et-Herzégovine (73 %) ou Serbie (9 %). On dénombre aussi des personnes nées en Slovénie ou en Macédoine du Nord. Au total, la présence de non natifs en Croatie correspond presque exclusivement à des personnes nées dans les autres pays issus de l'ex-Yougoslavie. On note bien la présence de quelque 30 000 personnes nées en Allemagne, mais il s'agit d'enfants d'émigrés croates dans ce pays. La Croatie n'est donc pas, clairement, un pays d'immigration, la présence de non natifs étant liée aux recompositions géopolitiques au sein de l'ex-Yougoslavie. Or, ces pays étant eux-mêmes, pour la plupart, caractérisés par un solde naturel négatif, ce n'est pas de leur côté que la Croatie pourra trouver une éventuelle réponse migratoire à son déclin démographique. Au plan démographique, sinon économique et politique, celui-ci offre incontestablement la possibilité d'un retour de migrants exilés en Allemagne ou bien celle d'une ouverture à des migrants originaires de nouveaux pays. Seule une large ouverture des frontières à des migrants peut en effet permettre à la Croatie de maintenir à moyen terme sa population au-dessus du seuil des 4 millions d'habitants, ce qui remettrait en cause les projections de la DPNU, qui envisagent un solde faiblement négatif à l'horizon 2050.

Tableau 8. Croatie. Effectifs de natifs non-résidents (émigrants) et de non natifs résidents (immigrants) en 1990, 1995, 2000, 2005, 2010, 2015, 2019

	Émigrants selon destination							Immigrants selon origine							
	Total		Pays riverains		Trois premières destinations			Total		Un pays riverain		Trois premières origines			
2019	990 012	100,0	110 013	11,1	Allemagne	321 527	32,5	2019	513 292	100,0	403 292	78,6	Bosnie	373 838	72,8
					Serbie	287 762	29,1						Serbie	47 261	9,2
					Australie	62 527	6,3						Allemagne	31 185	6,1
2015	816 168	100,0	110 668	13,6	Serbie	283 247	34,7	2015	555 944	100,0	436 961	78,6	Bosnie	404 874	72,8
					Allemagne	176 585	21,6						Serbie	51 185	9,2
					Australie	61 820	7,6						Allemagne	33 774	6,1
2010	822 331	100,0	121 432	14,8	Serbie	289 781	35,2	2010	553 434	100,0	434 203	78,5	Bosnie	402 318	72,7
					Allemagne	169 476	20,6						Serbie	51 856	9,4
					Australie	68 490	8,3						Allemagne	33 561	6,1
2005	840 203	100,0	112 568	13,4	Serbie	296 465	35,3	2005	516 819	100,0	443 846	85,9	Bosnie	416 359	80,6
					Allemagne	188 110	22,4						Serbie	25 928	5,0
					Australie	69 500	8,3						Allemagne	20 667	4,0
2000	907 454	100,0	101 536	11,2	Serbie	325 449	35,9	2000	480 163	100,0	453 477	94,4	Bosnie	430 399	89,6
					Allemagne	209 603	23,1						Slovénie	20 724	4,3
					Slovénie	59 921	6,6						Macédoine du Nord	9 737	2,0
1995	735 556	100,0	104 709	14,2	Serbie	255 683	34,8	1995	563 714	100,0	535 903	95,1	Bosnie	506 365	89,8
					Allemagne	179 958	24,5						Slovénie	26 764	4,7
					Australie	55 036	7,5						Macédoine du Nord	11 990	2,1
1990	425 807	100,0	87 247	20,5	Allemagne	150 313	35,3	1990	371 626	100,0	345 660	93,0	Bosnie	312 821	84,2
					Australie	48 565	11,4						Slovénie	29 943	8,1
					Slovénie	48 018	11,3						Macédoine du Nord	12 962	3,5

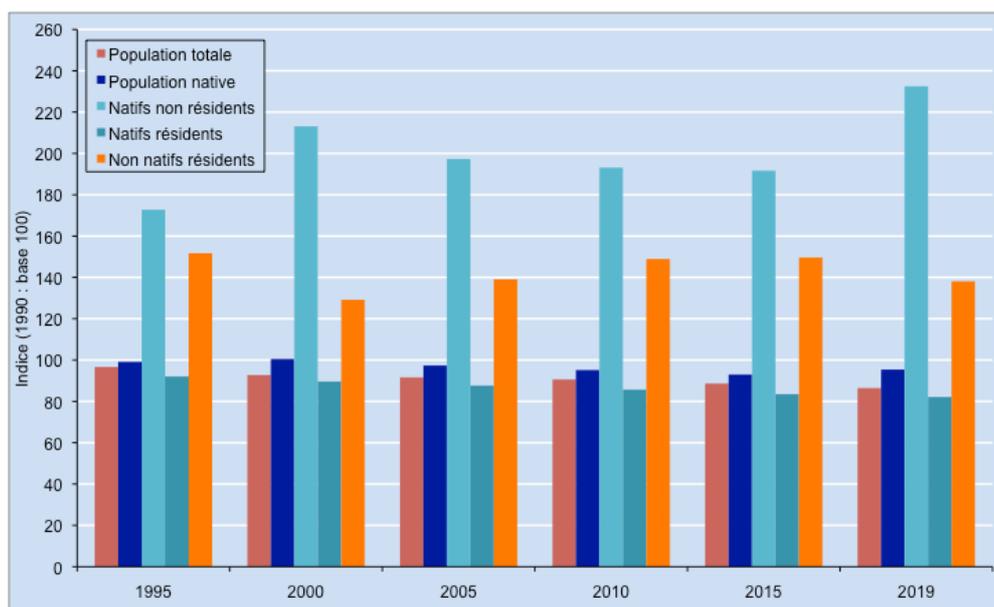
Source : United Nations, Migrant Stock By Origin And Destination, 2019

Tableau 9. Croatie. Population totale et population native - Évolutions quinquennales de 1990 à 2019

	1 990	1 995	2 000	2 005	2 010	2 015	2 019
Population totale	4 776 374	4 616 766	4 428 075	4 378 058	4 328 165	4 232 874	4 130 304
Population native	4 830 555	4 788 608	4 855 366	4 701 442	4 597 062	4 493 098	4 607 024

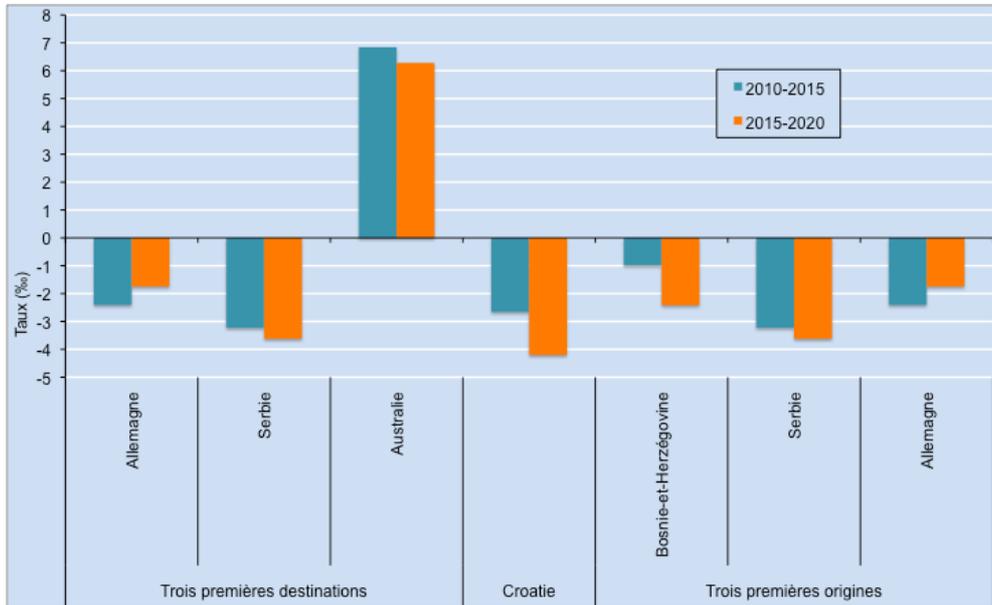
Sources : United Nations, Migrant Stock By Origin And Destination, 2019 ; World population Prospects. The 2019 Revision, 2019.

Figure 16. Croatie. Population totale, population native, natifs non-résidents, natifs résidents et non natifs résidents. Évolution indiciaire 1990-2020 (1990 : base 100)



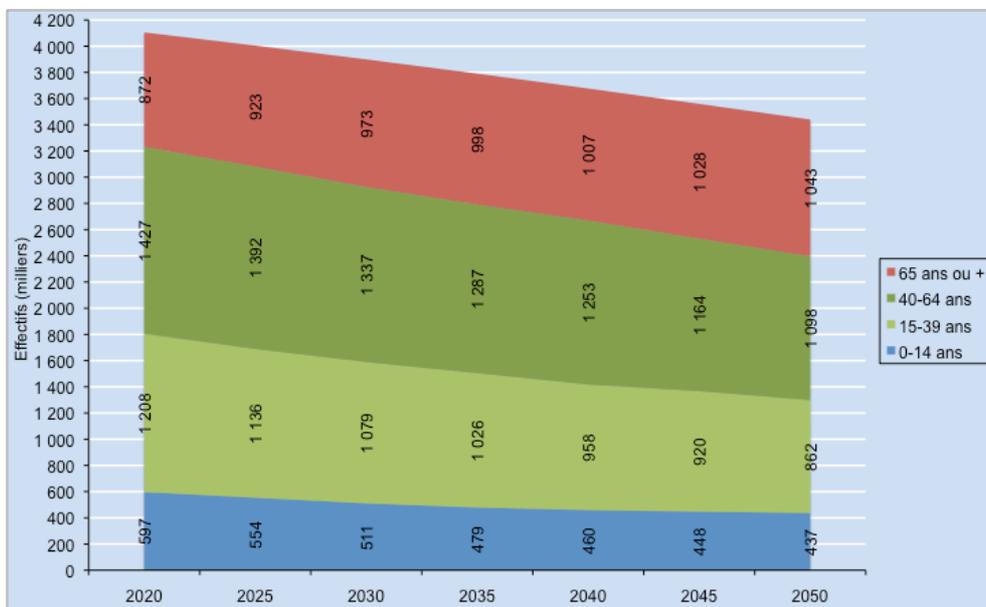
Sources : United Nations, Migrant Stock By Origin And Destination, 2019 ; World population Prospects. The 2019 Revision, 2019.

Figure 17. Croatie et trois premiers pays de destination des natifs et d'origine des non natifs en 2019 - Croissance naturelle de la population de 2010 à 2020 (taux pour 1 000 personnes)



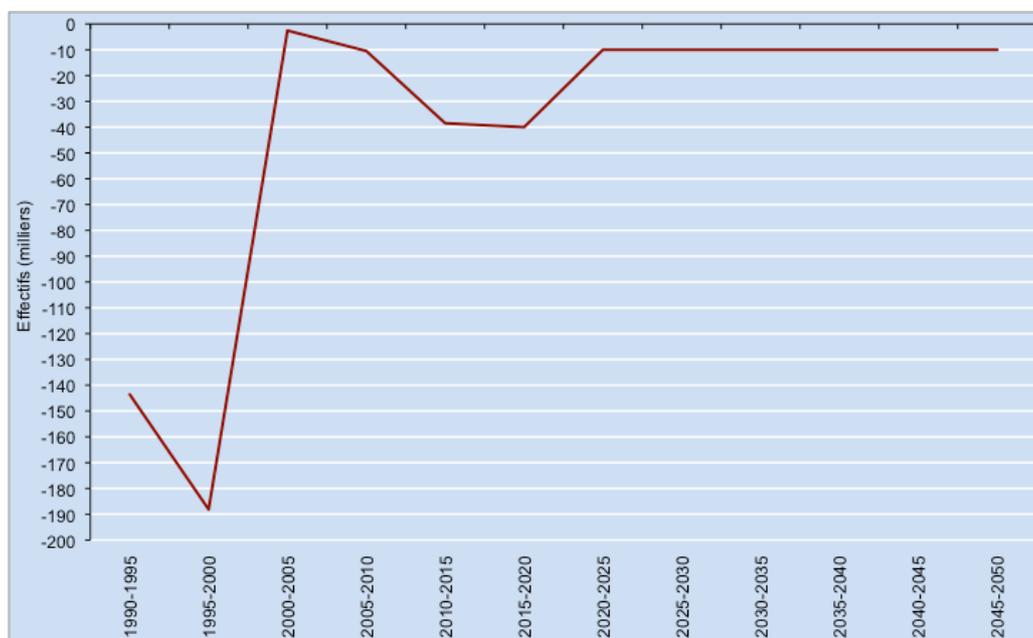
Source : United Nations, World Population Prospects. The 2019 Revision, 2019

Figure 18. Croatie. Population totale avec solde migratoire nul, perspective 2020-2050 - Répartition par grands groupes d'âges (en milliers)



Source : United Nations, World Population Prospects. The 2019 Revision, 2019

Figure 19. Croatie. Solde migratoire par période quinquennale, estimé de 1990-1995 à 2015-2020 et projeté de 2020-2025 à 2045-2050 (en milliers)



Source : United Nations, World Population Prospects. The 2019 Revision, 2019

## 5. Espagne

### En 29 ans, un renversement de la problématique migratoire

En 2019, la population résidant en Espagne compte 46,7 millions de personnes. Parmi elles, 6,1 millions sont nées dans un autre pays, soit près d'un habitant sur 8 (13 %).

Cette présence de migrants a largement contribué à la croissance démographique de la population de l'Espagne. Entre 1990 et 2019, la population totale de ce pays a gagné 7,5 millions de personnes (+ 19 %). Plus de la moitié de ce solde tient à une présence plus nombreuse d'immigrants (+ 5,3 millions). Sur cette période, le nombre de non natifs a ainsi été multiplié par 8,5 ; un accroissement de 750 % en 29 ans ! Alors qu'elle était marginale en 1990 (818 000 personnes, soit 2,1 % de la population totale), la présence des non natifs est devenue en Espagne une réalité démographique comparable à celle observée en France.

Dans le même temps, le nombre de personnes nées en Espagne habitant dans un autre pays a très peu varié. En 2019, il équivaut à celui mesuré en 1990 (1,4 million) alors que, dans le même temps, la population native totale (natifs résidant à l'étranger + natifs résidant en Espagne) a augmenté de 2,3 millions de personnes.

En conséquence, la balance migratoire entre natifs résidant à l'étranger et non natifs résidant en Espagne s'est non seulement inversée mais s'est complètement déséquilibrée. En 1990, elle était négative : 1,4 million de natifs à l'étranger contre 816 000 non natifs en Espagne, soit un déficit de plus d'un demi-million de personnes. Aujourd'hui, elle est très nettement positive : toujours 1,4 million de natifs à l'étranger mais 6,1 millions de non natifs en Espagne, soit un excédent de 4,7 millions. Cet excédent a même dépassé 5 millions de personnes en 2010, la crise de la fin des années 2000 n'ayant que partiellement réduit le nombre des non natifs entrés en Espagne au début de la décennie, quand l'Espagne connaissait un véritable boom économique ; on en comptait encore 6,3 millions en 2010, le chiffre le plus élevé jamais enregistré.

La problématique migratoire de l'Espagne a donc profondément évolué en trente ans. De pays d'émigration (plus de natifs vivant à l'étranger que de non natifs résidant sur son sol), l'Espagne s'est mué en pays d'immigration, le début du XXI<sup>e</sup> siècle marquant un tournant radical : la présence des non natifs en Espagne augmente fortement cependant que le nombre de natifs à l'étranger demeure stable. En dépit de quelques variations conjoncturelles depuis vingt ans, la balance natifs à l'étranger/non natifs en Espagne paraît de plus en plus défavorable aux premiers.

### Des bassins de recrutement migratoire très diversifiés

Le bassin méditerranéen occupe depuis trente ans une place de moins en moins importante dans l'espace de circulation des migrants à destination ou au départ de l'Espagne. En 1990, le tiers des natifs à l'étranger résidaient dans l'un des pays du bassin méditerranéen. Les personnes originaires des autres pays du bassin méditerranéen représentaient également le tiers des non natifs présents en Espagne. Les liens migratoires avec la France étaient en particulier très forts : la France était le premier pays de destination des natifs d'Espagne vivant à l'étranger (434 000, soit 30 % des natifs vivant à l'étranger). Il l'est toujours en 2019 mais son poids a nettement diminué (300 000 personnes et seulement 21 % des natifs vivant à l'étranger). Loin derrière, l'Allemagne demeure l'une des deux autres principales destinations des natifs d'Espagne résidant à l'étranger. En 2019, ils sont plus de 150 000 (11 % de l'ensemble des non natifs habitant à l'étranger) à y résider, soit un chiffre et une proportion voisins des indicateurs mesurés en 1990. Enfin, l'Argentine, qui fut longtemps l'une des trois principales destinations des natifs résidant à l'étranger, a récemment été reléguée derrière les USA où habitent dorénavant plus de 100 000 personnes nées en Espagne.

L'augmentation spectaculaire du nombre de non natifs vivant en Espagne s'est accompagnée d'un changement de leur origine géographique. Entre 1990 et 2000, les non natifs venaient principalement du Maroc (130 000, soit 16 % du total), de France (100 000 ; 12 %) et d'Allemagne (80 000 ; 10 %). Derrière le Maroc, ce sont aujourd'hui les natifs de Roumanie et d'Équateur qui sont les plus nombreux en Espagne. Le nombre de personnes nées au Maroc n'a cessé de croître depuis 1990. En 2019, on en dénombre plus de 700 000, cinq fois plus qu'en 1990. Ils ont même été plus de 760 000 en 2010. En 2019, on dénombre également 620 000 personnes nées en Roumanie. Mais leur effectif est en recul depuis 2010, année où l'on en a compté près de 730 000. Le nombre de natifs d'Équateur a également diminué entre 2010 et 2019, passant de 500 000 à 415 000. L'origine géographique des principaux contingents de non natifs présents en Espagne est donc très diverse : rive Sud de la Méditerranée, Europe de l'Est, Amérique du Sud. Cette grande diversité se mesure aussi par le poids relativement faible que représentent les trois principaux contingents de non natifs en Espagne : les personnes nées au Maroc, en Roumanie et en Équateur ne représentent en effet au total que 29 % de l'ensemble des non natifs. Cette grande diversité des pays d'origine s'est manifestement faite au détriment de la présence des personnes nées dans un autre pays méditerranéen : alors que ces dernières représentaient 32 % des non natifs présents en Espagne en 1990, elles ne composent plus que 19 % de l'ensemble en 2019.

### À l'horizon 2050, un accroissement probable de la présence immigrée en Espagne

Cette présence des non natifs en Espagne devrait s'accroître au cours des prochaines décennies. En effet, du côté de l'Espagne :

- d'une part, le solde naturel, qui n'était que très faiblement positif en 2010-2015 et qui est devenu négatif en 2015-2020 devrait être de plus en plus déficitaire au cours des prochaines décennies : le nombre de décès surpassant de plus en plus nettement celui des naissances ;
- d'autre part, cette décroissance naturelle sera associée à une augmentation du nombre et de la part des personnes âgées de 65 ans ou plus. On en compte 9,3 millions en 2020 (20 % de la population totale) ; il pourrait y en avoir 16 millions en 2050 (38 % de la population attendue cette année-là) dans l'hypothèse d'un solde migratoire maintenu constamment nul.

En revanche, du côté des pays d'origine de certains des contingents de migrants les plus importants, non seulement le solde naturel devrait continuer d'être très largement excédentaire, mais les personnes de moins de 30 ans devraient continuer de représenter une fraction importante de la population. C'est tout particulièrement le cas du Maroc. Même en cas de baisse très nette de la fécondité (1,4 enfant par femme en 2050), son solde naturel restera positif à l'horizon 2050 (source : Nations unies, DPNU). La population devrait donc continuer de croître très nettement. Dans l'hypothèse d'un solde migratoire nul, elle pourrait s'élever à 48 millions de personnes en 2050, dont 38 % de personnes âgées de moins de 30 ans. La ressource démographique au Maroc pousse à une poursuite des migrations, notamment vers l'Espagne, et à un accroissement de la présence dans ce pays de personnes nées au Maroc. Le cas de l'Équateur est comparable : le solde naturel de ce pays a toutes les chances de demeurer positif ce qui se traduirait, toujours dans l'hypothèse d'un solde migratoire nul, par un accroissement de population : à l'horizon 2050, ce pays pourrait compter 23,6 millions de personnes dont 40 % âgées de moins de 30 ans. De quoi, là encore, favoriser une poursuite des départs, notamment vers l'Espagne. En revanche, la présence en Espagne de personnes nées en Roumanie devrait décliner dans

les années qui viennent en raison d'un solde naturel déjà déficitaire dans ce pays et d'un vieillissement accéléré de la population.

À l'horizon 2050, la présence de non natifs en Espagne pourrait donc s'accroître assez nettement. Au strict plan démographique, bien des conditions sont réunies pour que ce scénario se traduise dans les faits : d'un côté une population en diminution et très vieillissante, de l'autre, des pays à croissance démographique soutenue et structurellement très jeunes, pourvoyeurs de plus ou moins longue date de migrants. Des migrants, au demeurant, qui pourraient être rejoints par des contingents en provenance d'autres pays, d'Afrique sub-saharienne par exemple. À maints égards, le solde migratoire anticipé pour l'Espagne à l'horizon des prochaines décennies par la Division de la population des Nations unies (DPNU) dans ses perspectives de population mondiale paraît très sous-estimé.

Tableau 10. Espagne. Effectifs de natifs non-résidents (émigrants) et de non natifs résidents (immigrants) en 1990, 1995, 2000, 2005, 2010, 2015, 2019

	Émigrants selon destination						Immigrants selon origine							
	Total		Pays riverains		Trois premières destinations		Total		Un pays riverain		Trois premières origines			
2019	1 444 942	100,0	348 571	24,1	France	303 245	21,0	6 088 477	100,0	1 141 168	18,7	Maroc	711 792	11,7
					Allemagne	155 083	10,7					Roumanie	622 555	10,2
					USA	120 608	8,3					Équateur	415 310	6,8
2015	1 271 020	100,0	327 866	25,8	France	286 484	22,5	5 876 030	100,0	1 101 720	18,7	Maroc	699 880	11,9
					USA	111 685	8,8					Roumanie	646 181	11,0
					Argentine	98 050	7,7					Équateur	416 394	7,1
2010	1 086 552	100,0	327 996	30,2	France	285 868	26,3	6 278 025	100,0	1 153 749	18,4	Maroc	763 734	12,2
					USA	90 296	8,3					Roumanie	727 521	11,6
					Argentine	84 969	7,8					Équateur	496 666	7,9
2005	1 113 967	100,0	340 366	30,6	France	306 067	27,5	4 102 922	100,0	819 064	20,0	Maroc	521 940	12,7
					Argentine	107 663	9,7					Équateur	456 379	11,1
					Allemagne	101 503	9,1					Roumanie	292 379	7,1
2000	1 290 279	100,0	489 994	38,0	France	461 791	35,8	1 646 790	100,0	503 586	30,6	Maroc	266 706	16,2
					Argentine	130 356	10,1					France	174 641	10,6
					Allemagne	125 158	9,7					Allemagne	160 472	9,7
1995	1 362 439	100,0	480 564	35,3	France	447 770	32,9	1 012 489	100,0	317 817	31,4	Maroc	165 214	16,3
					Argentine	179 945	13,2					France	113 860	11,2
					Allemagne	133 808	9,8					Allemagne	100 172	9,9
1990	1 439 019	100,0	471 023	32,7	France	433 748	30,1	817 573	100,0	265 140	32,4	Maroc	133 341	16,3
					Argentine	229 535	16,0					France	100 111	12,2
					Allemagne	142 457	9,9					Allemagne	80 772	9,9

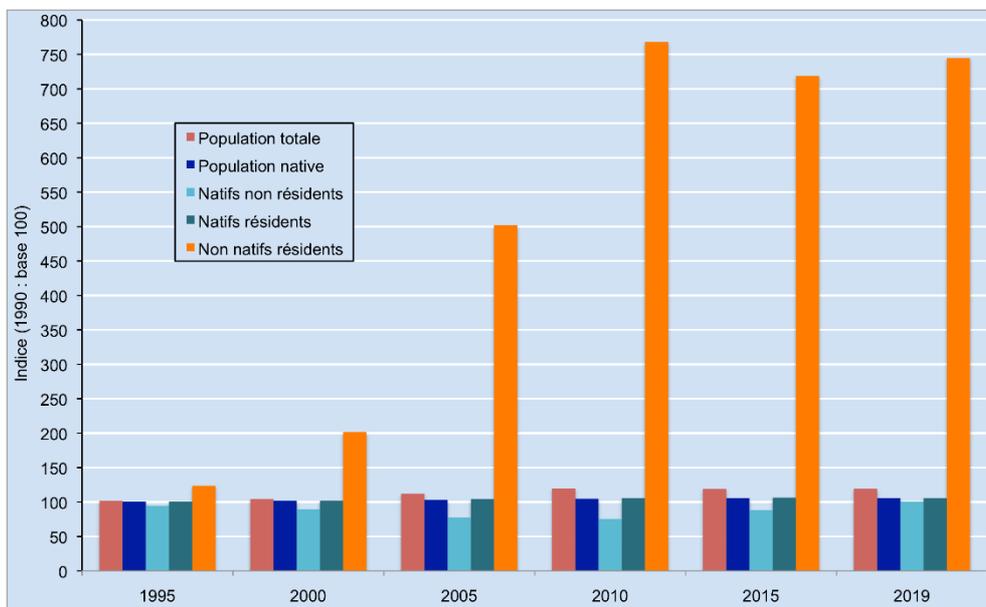
Source : United Nations, Migrant Stock By Origin And Destination, 2019.

Tableau 11. Espagne. Population totale et population native - Évolutions quinquennales de 1990 à 2019

	1990	1995	2000	2005	2010	2015	2019
Population totale	39 202 525	39 787 419	40 824 754	44 019 123	46 931 015	46 671 926	46 736 776
Population native	39 823 971	40 137 369	40 468 243	41 030 168	41 739 542	42 066 916	42 093 241

Sources : United Nations, Migrant Stock By Origin And Destination, 2019 ; World population Prospects. The 2019 Revision, 2019.

Figure 20. Espagne. Population totale, population native, natifs non-résidents, natifs résidents et non natifs résidents. Évolution indiciaire 1990-2020 (1990 : base 100)



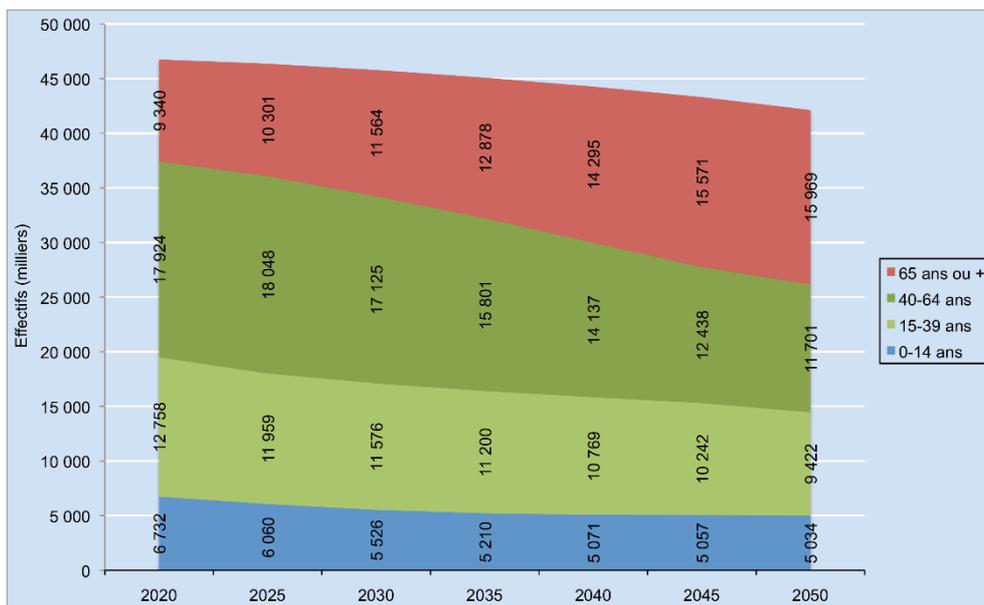
Sources : United Nations, Migrant Stock By Origin And Destination, 2019 ; World population Prospects. The 2019 Revision, 2019.

Figure 21. Espagne et trois premiers pays de destination des natifs et d'origine des non natifs en 2019. Croissance naturelle de la population de 2010 à 2020.



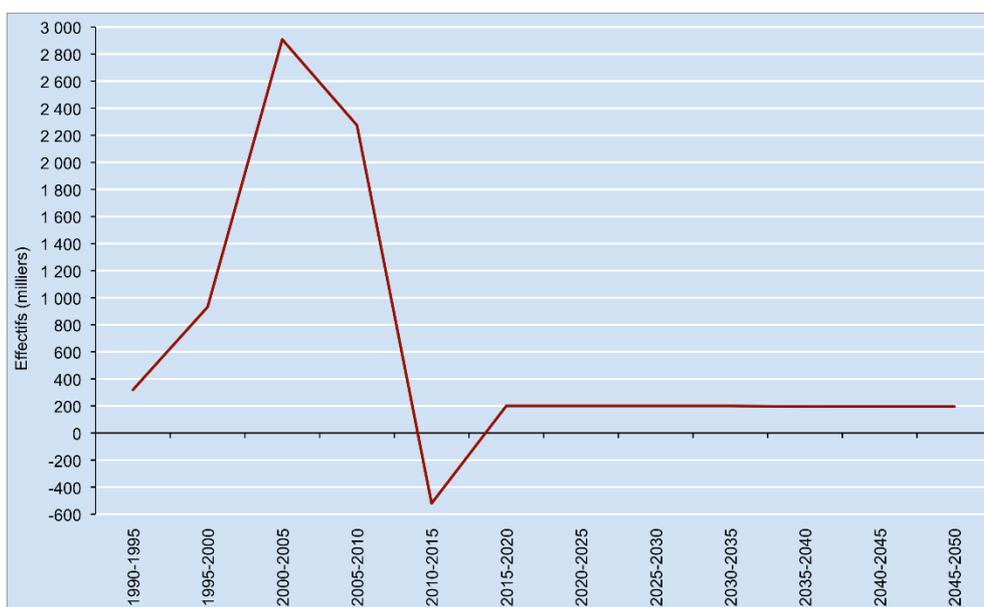
Source : United Nations, World Population Prospects. The 2019 Revision, 2019.

Figure 22. Espagne. Population totale avec solde migratoire nul, perspective 2020-2050 - Répartition par grands groupes d'âges (en milliers)



Source : United Nations, World Population Prospects. The 2019 Revision, 2019.

Figure 23. Espagne. Migrants nets par période quinquennale, estimés de 1990-1995 à 2015-2020 et projetés de 2020-2025 à 2045-2050 (en milliers)



Source : United Nations, World Population Prospects. The 2019 Revision, 2019

## 6. France

### La France, plus que jamais un pays d'immigration

Très ancien pays d'immigration, la France l'est encore très largement. En 2019, 12,8 % de la population présente sur le territoire français est née dans un autre pays. À l'inverse, seulement 3,9 % des personnes nées en France résident dans un autre pays. Le solde entre les non natifs résidant en France (8,3 millions) et les personnes nées en France résidant

à l'étranger (2,3 millions) est donc très positif (6 millions). Il est même en augmentation par rapport à 1990, où le solde de migrants était alors de 4,7 millions de personnes.

Le nombre de natifs résidant à l'étranger n'en a pas moins quasiment doublé en trente ans (de 1,2 million à 2,3 millions), de façon quasi linéaire. Cette croissance des départs de France se fait toujours principalement en direction des mêmes trois pays – Espagne, Belgique, USA –, où résident un peu plus du quart des expatriés, et toujours aussi faiblement vers les autres pays du Bassin méditerranéen qui, au total, n'accueillent depuis 1990 qu'environ 20 % des expatriés français, dont près de la moitié Espagne.

En revanche, les non natifs présents en France viennent pour la majorité des pays méditerranéens, même si leur proportion est en légère baisse (50 % en 2019, contre 53 % en 1990). À eux seuls, les immigrés en provenance d'Algérie et du Maroc représentent 31 % de l'ensemble des immigrés (et 60 % des immigrés en provenance d'un pays méditerranéen). Les personnes nées en Tunisie (5 %), en Italie (4 %), en Turquie (4 %) et en Espagne (4 %) pèsent au total d'un moindre poids que celles en provenance d'Algérie (19 %). Les immigrés nés dans les Balkans (y compris la Macédoine du Nord) ou dans un pays de la rive Est autre que la Turquie sont également très peu nombreux (respectivement 2 % et 1 %). Les personnes nées dans un pays d'Afrique sub-saharienne francophone (10 %), celles nées dans un pays européen non méditerranéen (9 % en provenance d'un pays d'Europe de l'Ouest et du Nord ; 5 % en provenance d'Europe de l'Est) et celles nées en Asie du Sud-Est (Vietnam, Chine, Cambodge et Laos, 4 %) représentent les autres principaux contingents d'immigrés.

Si l'origine des immigrants est très diversifiée, trois pays fournissent toutefois depuis trente ans les principaux contingents de non natifs présents en France : l'Algérie, le Maroc et le Portugal. Si la contribution des personnes nées au Maroc n'a guère changé depuis trente ans (12 %) et si celle des personnes nées au Portugal n'a cessé de diminuer (de 13 % à 8 %), celle des personnes nées en Algérie a au contraire considérablement augmenté (de 13 % à 19 %) en dépit de la disparition progressive des premiers immigrés arrivés dans les années 1960. Alors qu'il y avait en France, en 1990, autant de personnes nées en Algérie qu'au Portugal, on compte en 2019 trois fois plus de personnes nées en Algérie qu'au Portugal. Cette tendance devrait s'accroître dans les prochaines décennies.

### Une redistribution des foyers d'origine des immigrés

Des mouvements de recomposition de la présence immigrée en France sont en effet en cours. Ils se sont notamment concrétisés par un renforcement du poids des personnes nées en Afrique francophone (Afrique du nord et sub-saharienne) opéré au détriment des contingents d'immigrés nés au Portugal, en Italie et en Espagne. Tandis qu'en trente ans le nombre d'immigrés nés dans un pays d'Afrique sub-saharienne a été multiplié par 2,2 (de 400 000 à 860 000) et que celui des personnes nées en Algérie a doublé (de 0,8 à 1,6 million), les effectifs de personnes originaires du Portugal, d'Italie et d'Espagne ont respectivement diminué de 94 000, 179 000 et 131 000 unités. L'ancien courant en provenance de ces pays se traduit par un vieillissement des immigrés et une décroissance de leur effectif en raison de la mortalité, que les arrivées plus récentes en provenance de ces mêmes pays ne parviennent pas à compenser. Il y a peu de chances que ces pays redeviennent des pourvoyeurs d'immigrés nets (plus d'entrants que de sortants) en France : depuis quelques années déjà, leur solde naturel (naissances moins décès) est en effet négatif<sup>10</sup>, ce qui tend à réduire, toutes choses égales par ailleurs, les flux d'émigrants.

Outre les contingents d'immigrés en provenance d'Afrique sub-saharienne et d'Algérie, ceux en provenance du Maroc (+ 300 000 en trente ans) et de Tunisie (+ 150 000) ont aussi contribué à l'augmentation de la présence immigrée en France. À elle seule, l'immigration en provenance des pays africains francophones représente 70 % de l'augmentation du nombre d'immigrés en France (1,7 million sur 2,4 millions). Même si la contribution des immigrés en provenance de pays européens non méditerranéens (+380 000) ou d'Asie du sud-est (+ 120 000) n'est pas négligeable depuis trente ans, c'est de l'autre côté de la Méditerranée, dans l'espace francophone, que se trouve manifestement le réservoir migratoire le plus important, ce d'autant plus que cette partie du monde est aussi celle qui connaît la plus forte croissance démographique.

Pour appréhender l'évolution possible de la présence immigrée en France, il faut partir des caractéristiques des dynamiques naturelle et migratoire des différents pays d'origine des migrants. Considérons le cas de l'Algérie. En 2019, on dénombre en France 1,6 million de personnes nées en Algérie, soit 81 % des natifs de ce pays vivant à cette date hors de leur pays d'origine. Cette proportion est en recul par rapport à celle du début des années 1990 (86 %). Mais en

<sup>10</sup> Cf. Parant, A. (coord.), 2020, *Tendances et perspectives démographiques en Méditerranée*, Les cahiers du Plan bleu, n° 20, Le Plan Bleu, Marseille, 153 p. <https://planbleu.org/wp-content/uploads/2020/08/PLAN-BLEU-RAPPORT-DEXPERTIS-V3.pdf>

1990, on ne comptait que 922 000 personnes nées en Algérie et résidant ailleurs dans le monde, dont 790 000 en France.

Le nombre de migrants nés en Algérie n'a cessé d'augmenter depuis 1990, en France comme partout dans le monde. Leur croissance a même été plus rapide que celle de la population née en Algérie. En 1990, les migrants originaires d'Algérie représentaient 3,5 % de la population native (nés en Algérie résidant en Algérie + nés en Algérie résidant hors d'Algérie). En 2019, cette proportion approche 4,5 %. Selon les dernières projections des Nations unies, la population native d'Algérie dépassera nettement les 60 millions de personnes en 2050. À cet horizon, et dans l'hypothèse d'une proportion d'émigrés algériens stable à 4,5 %, le nombre de personnes nées en Algérie et résidant dans un autre pays s'élèverait à 2,7 millions. Si, parmi elles, 80 % décidaient comme aujourd'hui de venir en France, alors le nombre de personnes originaires d'Algérie présentes en France avoisinerait 2,1 millions, soit un demi-million de plus qu'actuellement.

Un raisonnement analogue peut être produit pour l'autre grand vivier d'immigrés en France, les pays d'Afrique subsaharienne francophone. En 2019, on dénombre environ 330 millions de personnes dans ces pays. Avec une hypothèse de solde migratoire nul, la DPNU estime que cette partie de l'Afrique pourrait compter plus de 700 millions de personnes en 2050. Entre 1990 et 2019, la part de personnes originaires des pays francophones d'Afrique subsaharienne ayant quitté leur pays a très peu varié : elle est comprise entre 3,5 % et 4 %. On en comptait ainsi 11,5 millions en 2019. Parmi ces émigrants, la plus grande partie réside dans un autre pays d'Afrique francophone. En 2019, 45 % sont cependant partis ailleurs que dans un pays francophone d'Afrique subsaharienne, dont 7,5 % en France (soit 860 000 personnes). Si la part des natifs d'Afrique subsaharienne francophone qui émigrent en France devait se stabiliser à ce niveau, compte tenu de la croissance démographique attendue dans cette partie du monde, on pourrait compter en 2050 plus de 1,8 million de personnes originaires des pays francophones d'Afrique subsaharienne en France (hors naissances issues de ces migrants), soit 1 million de plus qu'en 2019. Ce chiffre pourrait bien entendu être plus élevé encore si le poids des migrations internes à l'Afrique francophone devait diminuer, celui des migrations vers d'autres régions du monde, plus particulièrement de la France, augmentant en conséquence.

### **Une immigration au secours d'une population vieillissante ?**

À l'horizon 2050 en France, dans l'hypothèse d'un solde migratoire nul (autant d'entrées que de sorties du territoire), le nombre annuel de décès excèdera celui des naissances de plus de 100 000. Avec un solde naturel négatif, la population de la France, en phase de déclin, sera à peine aussi nombreuse en 2050 qu'aujourd'hui et sa structure par âge sera substantiellement plus vieillie. En 2050, avec 18,4 millions de personnes âgées de 65 ans ou plus (soit 5 millions de plus qu'aujourd'hui), les seniors représenteraient 28 % de la population en France, contre 20 % en 2019. Cette augmentation du poids des personnes les plus âgées se ferait au détriment de toutes les autres catégories d'âges : - 2,3 millions de personnes en trente ans parmi les 40-64 ans, - 1,4 million parmi les 15-39 ans et - 1,3 million chez les moins de 15 ans. Un accroissement de la présence de non natifs âgés de moins de 65 ans pourrait donc rééquilibrer la structure par âge attendue en France. Mais cet apport de migrants s'accompagnera d'un renouvellement de l'origine géographique de cette population.

Tableau 12. France. Effectifs de natifs non-résidents (émigrants) et de non natifs résidents (immigrants) en 1990, 1995, 2000, 2005, 2010, 2015, 2019

	Émigrants selon destination						Immigrants selon origine								
	Total		Pays riverains		Trois premières destinations		Total		Un pays riverain		Trois premières origines				
2019	2 296 534	100,0	471 087	20,5	Espagne	209 344	9,1	2019	8 334 875	100,0	4 168 212	50,0	Algérie	1 575 528	18,9
					Belgique	194 862	8,5						Maroc	1 020 162	12,2
					USA	189 395	8,2						Portugal	687 530	8,2
2015	2 135 048	100,0	452 409	21,2	Espagne	203 692	9,5	2015	7 874 172	100,0	3 937 734	50,0	Algérie	1 488 349	18,9
					Belgique	182 214	8,5						Maroc	963 774	12,2
					USA	173 561	8,1						Portugal	649 528	8,2
2010	1 957 969	100,0	457 724	23,4	Espagne	210 047	10,7	2010	7 309 986	100,0	3 635 814	49,7	Algérie	1 343 555	18,4
					Belgique	171 307	8,7						Maroc	870 001	11,9
					USA	160 300	8,2						Portugal	669 693	9,2
2005	1 725 773	100,0	353 603	20,5	Espagne	177 040	10,3	2005	6 737 600	100,0	3 579 943	53,1	Algérie	1 337 210	19,8
					USA	155 257	9,0						Maroc	832 641	12,4
					Belgique	145 202	8,4						Portugal	586 242	8,7
2000	1 555 610	100,0	298 876	19,2	Espagne	174 641	11,2	2000	6 278 718	100,0	3 301 651	52,6	Algérie	839 920	13,4
					USA	154 992	10,0						Portugal	831 900	13,2
					Belgique	133 707	8,6						Maroc	760 148	12,1
1995	1 353 418	100,0	245 437	18,1	USA	137 002	10,1	1995	6 087 993	100,0	3 200 448	52,6	Algérie	814 417	13,4
					Belgique	123 438	9,1						Portugal	806 641	13,2
					Espagne	113 860	8,4						Maroc	737 068	12,1
1990	1 215 895	100,0	241 703	19,9	USA	119 233	9,8	1990	5 897 267	100,0	3 100 987	52,6	Algérie	788 914	13,4
					Belgique	109 361	9,0						Portugal	781 382	13,2
					Espagne	100 111	8,2						Maroc	713 987	12,1

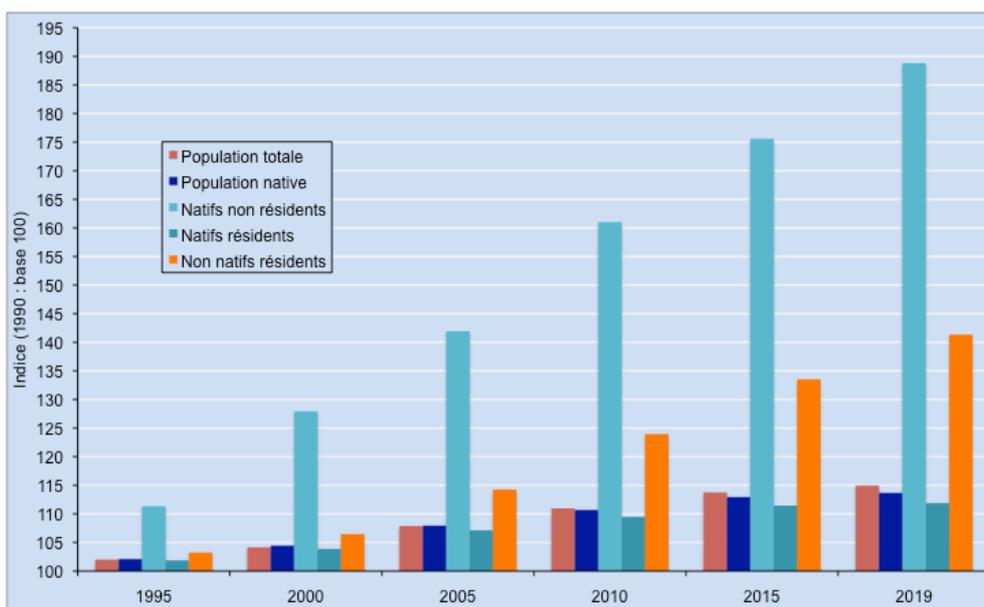
Source : United Nations, Migrant Stock By Origin And Destination, 2019.

Tableau 13. France. Population totale et population native - Évolutions quinquennales de 1990 à 2019

	1990	1995	2000	2005	2010	2015	2019
Population totale	56 666 849	57 801 892	59 015 096	61 120 127	62 879 530	64 453 200	65 129 728
Population native	51 985 477	53 067 317	54 291 988	56 108 300	57 527 513	58 714 076	59 091 387

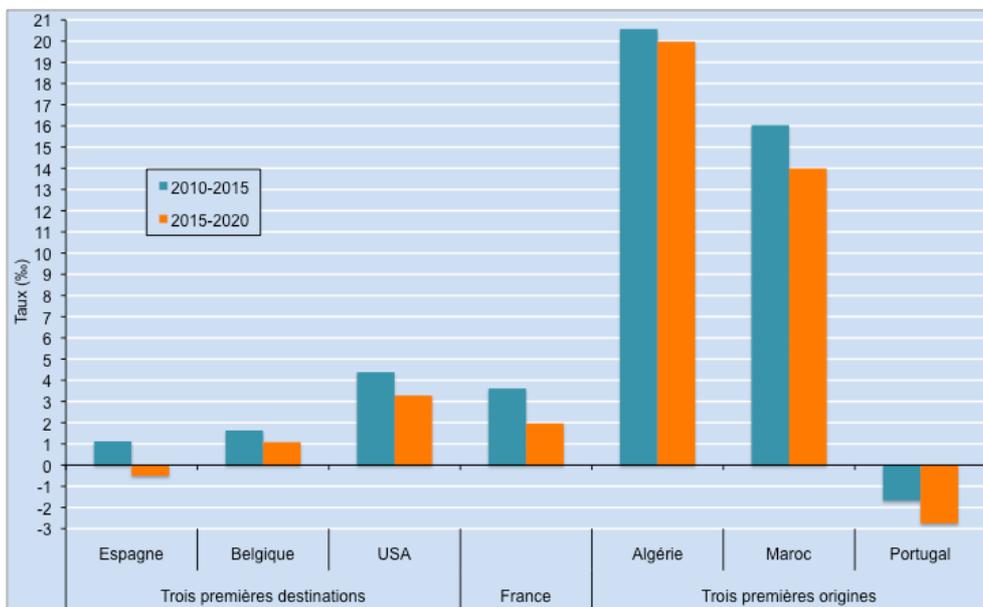
Sources : United Nations, Migrant Stock By Origin And Destination, 2019 ; World population Prospects. The 2019 Revision, 2019.

Figure 24. France. Population totale, population native, natifs non-résidents, natifs résidents et non natifs résidents. Évolution indiciaire 1990-2020 (1990 : base 100)



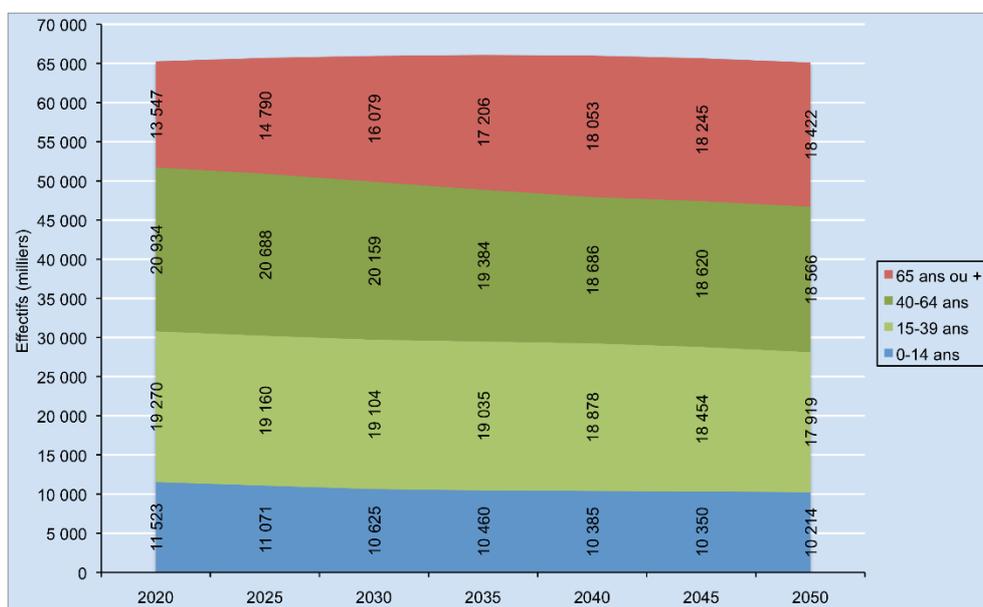
Sources : United Nations, Migrant Stock By Origin And Destination, 2019 ; World population Prospects. The 2019 Revision, 2019.

Figure 25. France et trois premiers pays de destination des natifs et d'origine des non natifs en 2019. Croissance naturelle de la population de 2010 à 2020 (taux pour 1 000 personnes)



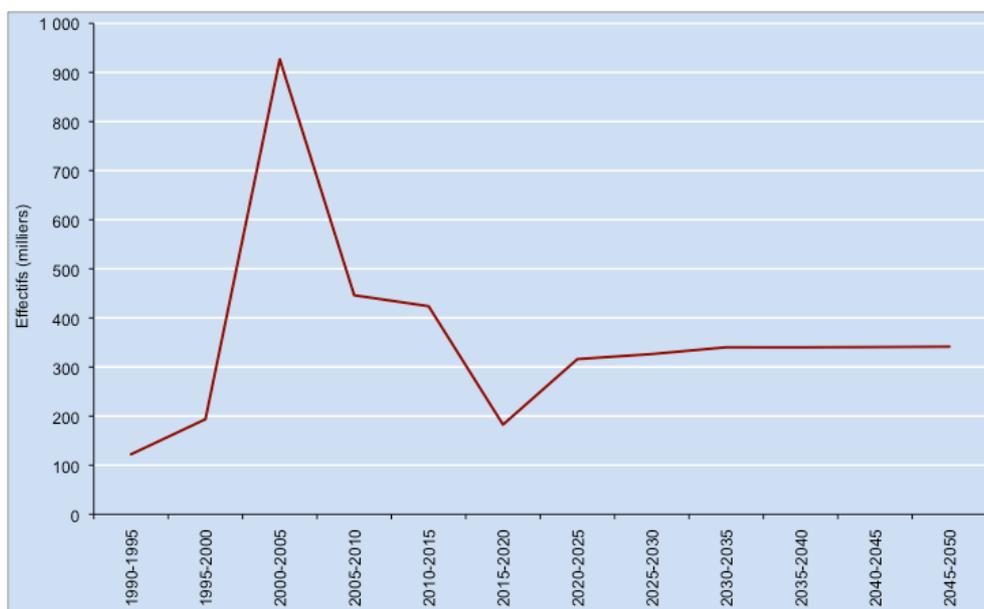
Source : United Nations, World Population Prospects. The 2019 Revision, 2019

Figure 26. France. Population totale avec solde migratoire nul, perspective 2020-2050 - Répartition par grands groupes d'âges (en milliers).



Source : United Nations, World Population Prospects. The 2019 Revision, 2019

Figure 27. France. Solde migratoire par période quinquennale, estimé de 1990-1995 à 2015-2020 et projeté de 2020-2025 à 2045-2050 (en milliers)



Source : United Nations, World Population Prospects. The 2019 Revision, 2019.

## 7. Grèce

### La migration, inscrite dans l'ADN des Grecs

Les Grecs s'exportent. Ce n'est pas nouveau et l'histoire antique du bassin méditerranéen est d'abord celle d'une colonisation des côtes européennes depuis la Grèce. Nous serions presque tentés d'écrire que les Grecs ont la migration dans le sang. C'est toujours le cas. En 2020 comme en 1990, plus d'un million de natifs de Grèce vivent à l'étranger, soit 10 % environ de la population native de ce pays. Mais les rives de la Méditerranée ne constituent plus la destination privilégiée de cette diaspora. Les autres pays riverains de la Méditerranée n'accueillent en effet que 17 % des natifs de Grèce résidant à l'étranger en 2019.

Non seulement les Grecs s'exportent, mais ils partent loin et partout. C'est en Allemagne que se trouve la diaspora grecque la plus importante (330 000 personnes en 2019, 31 % des non natifs résidant à l'étranger). Mais derrière, les deux autres principales destinations sont les États-Unis (160 000 personnes en 2019, 16 % des natifs à l'étranger) et l'Australie (120 000 personnes, 11 %). Ces trois pays, parmi les plus riches du monde, concentrent donc 58 % de la population native grecque résidant à l'étranger en 2019. Cette proportion est toutefois en léger retrait par rapport à 1990 (65 %). Par ailleurs, si le nombre de natifs de Grèce présents en Australie et aux États-Unis n'a guère évolué au cours des trente dernières années, ce n'est pas le cas pour la présence grecque en Allemagne. Si, entre 2000 et 2010, l'effectif a chuté de moitié (de 350 000 à 170 000), il a depuis fortement augmenté, en totale concomitance avec la grave crise économique et financière subie par la Grèce. La présence grecque en Allemagne est tout à la fois structurelle (comme la présence grecque en Australie et aux États-Unis) et conjoncturelle. De par sa proximité géographique et sa vitalité économique, l'Allemagne semble être un recours pratique pour nombre de natifs de Grèce lorsque les conditions dans leur pays de naissance deviennent difficiles.

### Un doublement de la présence immigrée en trente ans

Sur le plan migratoire, la grande nouveauté des trente dernières années est le doublement de la présence immigrée en Grèce. Tandis qu'on ne comptait que 600 000 non natifs dans ce pays en 1990 (6 % de la population grecque), on en dénombre 1,2 million en 2019 (12 % de la population totale). On en a même dénombré 1,3 million en 2010.

Une grande partie de cette évolution est due à l'arrivée massive de personnes natives d'Albanie, mais très largement d'origine grecque, dont le nombre en Grèce est passé de 65 000 en 1990 à 465 000 en 2010. Depuis, la présence albanaise a légèrement diminué (430 000 en 2019). On ne peut pas réduire pour autant la croissance du nombre d'immigrés en Grèce à l'augmentation de la présence albanaise. Ce renforcement de la présence immigrée en Grèce

s'est en effet accompagné d'un renouvellement des communautés étrangères présentes dans ce pays dont le rayonnement dépasse de très loin son voisinage immédiat et les rives de la Méditerranée.

Certes, en 2019, 46 % des immigrés présents en Grèce sont des natifs d'autres pays méditerranéens, les trois-quarts venant d'Albanie. Mais d'autres communautés sont bien présentes, à l'instar de la communauté allemande forte de plus de 100 000 personnes depuis 2000, constituée de Grecs nés en Allemagne mais également de retraités allemands. Outre les natifs d'Albanie, la présence étrangère qui a le plus augmenté depuis 1990 est celle en provenance des anciens pays européens du bloc de l'Est. C'est le cas des natifs de Géorgie (85 000 personnes en 2020 contre 35 000 en 1990), de Bulgarie (75 000 en 2020, dix fois plus qu'en 1990), de Russie (55 000, deux fois plus qu'en 1990), de Roumanie (près de 50 000 en 2019, dix fois plus qu'en 1990) ou encore du Kazakhstan (25 000, cinq fois plus qu'en 1990).

Ces toutes dernières années, des flux importants de migrants en provenance d'Afghanistan (45 000 natifs de ce pays présents en Grèce en 2020 contre 6 000 en 2015) et de Syrie (40 000 natifs de ce pays présents en Grèce en 2020 contre 10 000 en 2015) ont également participé à l'affirmation de la présence immigrée en Grèce. Enfin, on peut également noter une augmentation de la présence africaine. En 2020, il y aurait ainsi 30 000 natifs d'Afrique subsaharienne en Grèce, contre seulement 20 000 en 2015 et 10 000 en 1990.

De par sa position géographique, la Grèce est une porte d'entrée sur l'Europe de l'Ouest pour les natifs des Balkans, d'Europe de l'Est, du Proche-Orient et dorénavant d'Afrique subsaharienne. La Grèce semble être une réponse géographique pour des populations dont les pays traversent des crises fortes : chute du communisme en Albanie et effondrement du bloc d'Europe de l'Est au début des années 1990, guerre en Syrie et en Afghanistan depuis une dizaine d'années ; une réponse, pour l'heure, souvent envisagée par ces dernières communautés comme provisoire.

#### **Un contexte international et national propice à un renforcement de la présence immigrée**

Depuis le début des années 2010, le solde naturel grec est négatif. Ce déficit naturel, indépendamment de l'évolution de la fécondité, ne va cesser de s'accroître au cours des prochaines décennies. Ainsi, avec un solde migratoire durablement nul, la Grèce ne compterait plus que 8,8 millions d'habitants en 2050, soit 1,6 million de moins qu'en 2020 (10,4 millions), la baisse du nombre de personnes âgées de moins de 65 ans (- 2,5 millions) étant partiellement compensée par l'augmentation du nombre de personnes âgées de 65 ans ou plus (+ 0,9 million) qui représenteraient dans trente ans 37 % de la population.

Pour ralentir sa décroissance démographique et surtout atténuer le vieillissement de sa population, le recours à une présence immigrée plus importante apparaît, comme dans bien d'autres pays de la rive Nord, incontournable. Le contexte international actuel s'y prête malheureusement : les situations de guerre civile ou de grande instabilité politique de pays à forte croissance démographique risquent de multiplier les candidats à une émigration vers l'Europe dont la Grèce demeure une porte d'entrée très sollicitée. Des natifs de ces pays (République arabe syrienne, Afghanistan, pays d'Afrique subsaharienne, etc.) sont déjà présents. Plusieurs dizaines de milliers de natifs de chacune de ces régions du monde résident en Grèce et constituent déjà des points d'ancrage pour les potentiels nouveaux arrivants. Reste à savoir comment la Grèce, dont la tradition chrétienne est forte (l'Église orthodoxe grecque touche plus de 80 % de la population), pourrait accueillir des migrants de confession religieuse différente, en particulier les musulmans.

La situation démographique nationale (déficit naturel et vieillissement de la population très prononcés à l'horizon 2050) et le contexte de crise permanente économique et politique dans les régions périphériques à la Méditerranée à forte croissance démographique pourraient se traduire par une augmentation de la présence immigrée en Grèce. C'est ce qu'envisage la DPNU, qui table sur un solde migratoire légèrement positif pour les prochaines décennies (+ 10 000 par an environ). Ces perspectives pourraient toutefois nettement minorer des flux migratoires à venir à même de bouleverser la démographie de ce pays.

Tableau 14. Grèce. Effectifs de natifs non-résidents (émigrants) et de non natifs résidents (immigrants) en 1990, 1995, 2000, 2005, 2010, 2015, 2019

	Émigrants selon destination						Immigrants selon origine								
	Total		Pays riverains		Trois premières destinations		Total		Un pays riverain	Trois premières origines					
2019	1 039 257	100,0	177 813	17,1	Allemagne	326 297	31,4	2019	1 211 382	100,0	553 455	45,7	Albanie	426 449	35,2
					USA	163 819	15,8						Allemagne	111 442	9,2
					Australie	117 702	11,3						Géorgie	81 272	6,7
2015	826 306	100,0	157 093	19,0	Allemagne	181 290	21,9	2015	1 242 924	100,0	552 733	44,5	Albanie	436 566	35,1
					USA	151 699	18,4						Allemagne	114 110	9,2
					Australie	115 820	14,0						Géorgie	83 218	6,7
2010	792 872	100,0	159 264	20,1	Allemagne	173 992	21,9	2010	1 321 149	100,0	586 127	44,4	Albanie	465 034	35,2
					USA	150 879	19,0						Allemagne	121 579	9,2
					Australie	122 520	15,5						Géorgie	88 665	6,7
2005	868 029	100,0	145 245	16,7	Allemagne	256 149	29,5	2005	1 190 707	100,0	559 886	47,0	Albanie	423 598	35,6
					USA	158 144	18,2						Allemagne	108 685	9,1
					Australie	129 010	14,9						Géorgie	78 132	6,6
2000	983 006	100,0	143 802	14,6	Allemagne	353 263	35,9	2000	1 111 665	100,0	556 426	50,1	Albanie	400 253	36,0
					USA	169 958	17,3						Allemagne	100 521	9,0
					Australie	130 780	13,3						Turquie	75 879	6,8
1995	1 004 521	100,0	165 857	16,5	Allemagne	345 405	34,4	1995	857 850	100,0	375 485	43,8	Albanie	230 218	26,8
					USA	173 870	17,3						Allemagne	63 007	7,3
					Australie	142 981	14,2						Turquie	54 741	6,4
1990	1 022 459	100,0	188 582	18,4	Allemagne	337 546	33,0	1990	618 139	100,0	200 708	32,5	Albanie	63 963	10,3
					USA	177 398	17,4						Chypre	45 588	7,4
					Australie	148 090	14,5						USA	43 336	7,0

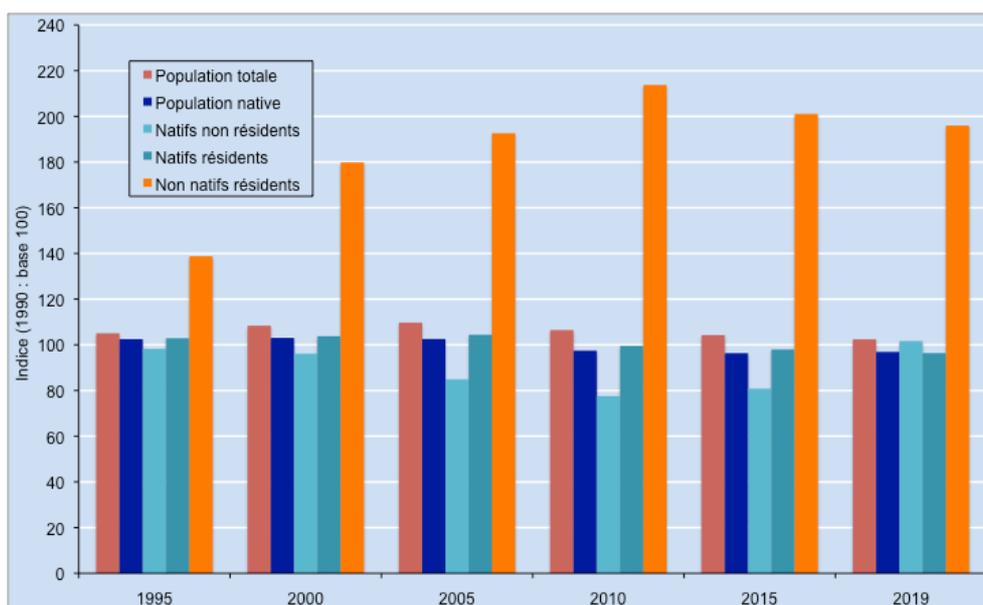
Sources : United Nations, Migrant Stock By Origin And Destination, 2019.

Tableau 15. Grèce. Population totale et population native - Évolutions quinquennales de 1990 à 2019

	1 990	1 995	2 000	2 005	2 010	2 015	2 019
Population totale	10 225 992	10 745 503	11 082 104	11 224 791	10 887 637	10 659 750	10 473 455
Population native	10 630 312	10 892 174	10 953 445	10 902 113	10 359 360	10 243 132	10 301 330

Sources : United Nations, Migrant Stock By Origin And Destination, 2019 ; World population Prospects. The 2019 Revision, 2019.

Figure 28. Grèce. Population totale, population native, natifs non résidents, natifs résidents et non natifs résidents - Évolution indiciaire 1990-2020 (1990 : base 100)



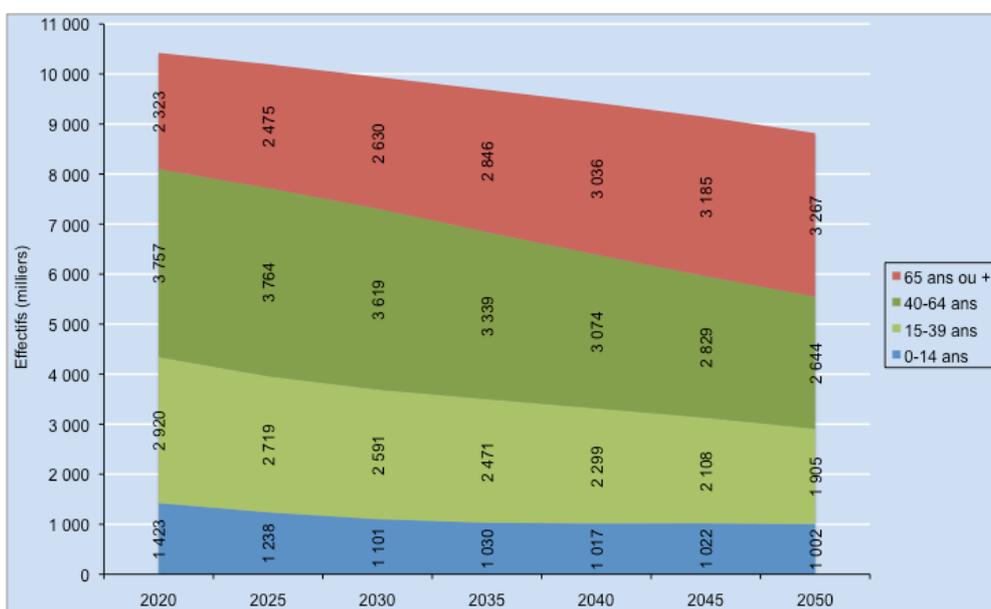
Sources : United Nations, Migrant Stock By Origin And Destination, 2019 ; World population Prospects. The 2019 Revision, 2019

Figure 29. Grèce et trois premiers pays de destination des natifs et d'origine des non natifs en 2019. Croissance naturelle de la population de 2010 à 2020 (taux pour 1 000 personnes)



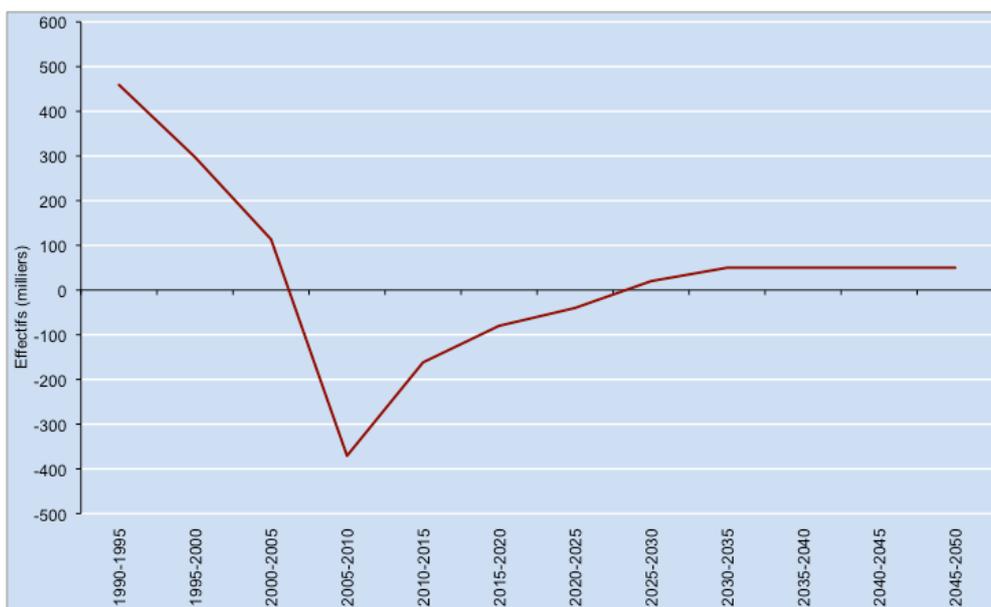
Source : United Nations, World Population Prospects. The 2019 Revision, 2019.

Figure 30. Grèce. Population totale avec solde migratoire nul, perspective 2020-2050 - Répartition par grands groupes d'âges (en milliers)



Source : United Nations, World Population Prospects. The 2019 Revision, 2019.

Figure 31. Grèce. Solde migratoire par période quinquennale, estimé de 1990-1995 à 2015-2020 et projeté de 2020-2025 à 2045-2050 (en milliers)



Source : United Nations, World Population Prospects. The 2019 Revision, 2019.

## 8. Italie

### Une immigration nette tendanciellement bien établie

L'Italie a longtemps été un pays d'émigration, c'est-à-dire un pays caractérisé par un solde migratoire nettement négatif. C'était encore le cas dans la seconde partie des années 1990 avec un solde migratoire cumulé entre 1995 et 2000 de - 300 000 personnes environ. Depuis, ce même solde migratoire n'a cessé d'être positif et a même atteint, au cours des périodes 2000-2005 et 2015-2020 des valeurs particulièrement élevées (+ 1,6 million de personnes en cinq ans). Selon la DPNU toutefois, cet excédent migratoire devrait fortement diminuer à l'horizon 2050 pour s'établir à + 300 000 par période de cinq ans (60 000/an). Cette perspective paraît cependant bien discutable. L'évolution des stocks de migrants en Italie et de natifs d'Italie à l'étranger d'une part, la dynamique démographique naturelle italienne d'autre part, conduisent en effet, tout au contraire, à conjecturer le maintien d'un solde migratoire élevé au cours des prochaines décennies.

### Stabilité de la présence italienne à l'étranger, augmentation spectaculaire des non natifs en Italie

Depuis 1990, le nombre de non natifs présents en Italie a augmenté dans des proportions qui étaient loin d'être envisagées à l'orée des années 1990 : de 1,4 million de personnes en 1990, cet effectif est passé à 6,3 millions en 2019, soit une multiplication par 4,5. Les non natifs représentent actuellement 10 % de la population de l'Italie, contre seulement 2,5 % en 1990. Cette poussée des non natifs en Italie a principalement eu lieu dans les années 2000 : en l'espace de dix ans, leur nombre est passé de 2,1 millions à 5,7 millions. Après une relative stagnation entre 2010 et 2015, la présence étrangère est repartie à la hausse avec près d'un demi-million d'immigrés supplémentaires en quatre ans.

Cette croissance spectaculaire du nombre de non natifs en Italie explique à elle seule l'excédent migratoire pour ce pays car, au cours de la même période 1990-2019, le nombre de personnes nées en Italie mais résidant dans un pays étranger n'a guère évolué (3,1 millions en 2019 contre 3,4 millions en 1990). En conséquence, alors qu'en 1990 on comptait deux fois plus de natifs italiens résidant à l'étranger que de non natifs présents en Italie (3,3 millions contre 1,4 million), c'est maintenant l'inverse qui prévaut, les non natifs vivant en Italie étant deux fois plus nombreux que les natifs vivant à l'étranger (6,2 millions contre 3,1 millions).

La stabilité entre 1990 et 2019 de l'effectif des personnes nées en Italie mais résidant à l'étranger n'est qu'apparente. Leur nombre a certes diminué entre 1990 et 2010 de près de 800 000 personnes, mais surtout en raison du vieillissement de la diaspora italienne et du décès de nombre de ses membres les plus âgés partis à l'étranger dans

l'entre-deux guerres et dans les années qui ont immédiatement suivi la Deuxième Guerre mondiale. Avec la crise de 2008, un nouveau mouvement important de départs d'Italie a été observé, en particulier celui de jeunes adultes diplômés de l'enseignement supérieur. C'est ainsi qu'en dépit de la poursuite de la réduction de l'effectif de la diaspora italienne anciennement établie à l'étranger, le nombre de natifs présents à l'étranger a augmenté d'un demi-million de personnes en près de 10 ans. Toutefois, en 2019, la proportion de personnes habitant à l'étranger parmi les natifs italiens est en léger retrait par rapport à sa valeur de 1990 (5,4 % contre 5,8 %).

### **L'Italie : un déficit naturel qui ne cesse de s'aggraver**

Le solde naturel de l'Italie est négatif depuis la seconde moitié des années 1990 et il ne cesse de s'aggraver. Au cours des cinq dernières années (2015-2020), on a dénombré 860 000 naissances de moins que de décès. Ce déficit naturel dépassera très prochainement le seuil du million de personnes tous les cinq ans. En d'autres termes, à l'horizon 2050, la population italienne, par le seul jeu des naissances et des décès, perdra plus de 1 million de personnes tous les cinq ans. Le niveau très bas de la fécondité (actuellement, de l'ordre de 1,3-1,4 enfant en moyenne par femme) est le facteur premier de cet excédent des décès sur les naissances. Mais le vieillissement de la population en est un autre, qui a contribué de façon non négligeable à la situation présente et contribuera très largement à son maintien au cours des prochaines décennies. Si, en 2020, on dénombre 14,1 millions de personnes âgées de 65 ans ou plus, avec un solde migratoire supposé nul, on pourrait en compter 5 millions de plus (19,3 millions) en 2050. Même avec des risques de mortalité abaissés, cette importante croissance des personnes âgées entrainera mécaniquement une hausse du nombre de décès. Par ailleurs, toujours dans l'hypothèse d'un solde migratoire nul, la population en âge de procréer baissera (le nombre des 15-39 ans devrait ainsi passer de 16,0 millions à 11,0 millions en trente ans), avec pour conséquence une baisse du nombre annuel de naissances : de 460 000 par an en 2015-2020 à 360 000 par an en 2045-2050 (source : DPNU, 2019).

Avec un solde migratoire nul, les effectifs de toutes les classes d'âges à l'exception de celle des 65 ans ou plus devraient diminuer. De 60 millions de personnes en 2020, la population italienne pourrait tomber à 50 millions en 2050. À un tel horizon, relativement proche, c'est moins un hypothétique et fort regain de la fécondité qu'une forte poussée de l'immigration qui paraît de nature à contrarier de telles perspectives.

### **Un réseau migratoire en pleine mutation**

Les destinations des natifs d'Italie n'ont guère évolué depuis trente ans : il s'agit de migrants anciens, présents depuis de nombreuses années dans leur pays de résidence. L'Allemagne (19 %), la France et les USA (11 % chacun) accueillent ainsi 41 % des natifs d'Italie résidant à l'étranger en 2019. Cette proportion est toutefois en recul par rapport à l'année 1990 (47 %). Le nombre de natifs présents en France et aux USA (deux destinations anciennes) a ainsi nettement baissé (de quelque 530 000 dans chacun de ces deux pays en 1995 à 340 000 en 2020). En revanche, la présence des natifs d'Italie en Allemagne a nettement augmenté au cours des cinq dernières années (de 350 000 en 2015 à 580 000 en 2019).

À l'exception de la France, les pays riverains de la Méditerranée représentent rarement une destination pour les natifs d'Italie. Les pays riverains de la Méditerranée sans la France n'accueillent au total en 2019 que 6 % des natifs italiens présents à l'étranger.

L'Italie est en revanche davantage une destination pour les migrants originaires des autres pays méditerranéens : 1,5 million, soit 24 % des non natifs résidant en Italie, viennent d'un autre pays méditerranéen. Cet effectif a été multiplié par trois en trente ans. Mais en 1990, quand ils n'étaient qu'un demi-million, les non natifs originaires d'un autre pays méditerranéen représentaient alors plus du tiers de la population non native présente en Italie. En trente ans, le visage de la présence immigrée en Italie a donc considérablement évolué.

Depuis 1995, la Roumanie, l'Albanie et le Maroc sont les principaux pays d'origine des non natifs présents en Italie. À eux seuls, les non natifs originaires de ces trois pays concentrent 32 % des 6,3 millions de migrants présents en Italie. Ils expliquent aussi une bonne partie de la croissance du nombre d'immigrants en Italie, leur effectif ayant été globalement multiplié par 8 en trente ans. Mais des migrants originaires de nouveaux pays apparaissent. C'est le cas des migrants en provenance d'Ukraine, qui sont 250 000 en 2019 alors qu'il n'y en avait guère plus de 10 000 en 2000 ; de Chine, qui ont également vu leur effectif croître de manière importante depuis trente ans (de 30 000 en 1990 à 230 000 aujourd'hui) ; d'Inde, dont le nombre est passé sur la même période de moins de 5 000 à près de 170 000. D'autres pays d'Asie fournissent également des contingents aussi récents que nombreux : par exemple, le Bangladesh (+ 130 000 natifs de ce pays en trente ans) ou le Pakistan (+ 120 000). Côté européen, le retour en Italie d'enfants

d'émigrés italiens depuis la Suisse (+ 150 000 en trente ans) et d'Allemagne (+ 115 000) a aussi participé de l'augmentation spectaculaire des non natifs en Italie.

Cette présence immigrée est donc aujourd'hui particulièrement diversifiée. On pourrait d'ailleurs observer une modification de la hiérarchie démographique des pays d'origine des migrants dans les décennies prochaines. En effet, le nombre de ressortissants de Roumanie et d'Albanie stagne depuis une dizaine d'années. La tendance devrait se confirmer pour la Roumanie dont la population vieillit en raison d'un solde naturel déjà nettement négatif. La ressource de migrants potentiels au départ de ce pays risque donc de diminuer considérablement. Ce n'est pas encore le cas en Albanie qui présente toujours un solde naturel positif ; mais pour combien de temps encore ? Par contre, tout reste ouvert pour les migrants en provenance du Maroc : si leur effectif a peu augmenté au cours de la dernière décennie, la dynamique démographique naturelle très positive de ce pays laisse possible une reprise de la croissance du nombre de migrants originaires de ce pays en Italie.

Ces trois contingents pourraient toutefois être concurrencés prochainement par d'autres, comme ceux en provenance de pays d'Asie de l'Ouest. Ces pays abritent en effet des populations importantes et donc un nombre potentiel élevé de candidats à la migration vers l'Italie, ce d'autant plus qu'existent maintenant en Italie des communautés originaires de ces pays bien établies.

Compte tenu de sa dynamique démographique très déficitaire, notamment en adultes en âge de travailler, et compte tenu de son ouverture migratoire déjà très large, bien que récente, sur le reste du monde, l'Italie est un pays qui pourrait fort bien accueillir des flux de migrants plus élevés que ceux projetés par la DPNU pour les prochaines décennies.

Tableau 16. Italie. Effectifs de natifs non-résidents (émigrants) et de non natifs résidents (immigrants) en 1990, 1995, 2000, 2005, 2010, 2015, 2019

	Emigrants selon destination						Immigrants selon origine								
	Total		Pays riverains		Trois premières destinations		Total		Un pays riverain		Trois premières origines				
2019	3 077 777	100,0	520 025	16,9	Allemagne	578 841	18,8	2019	6 228 525	100,0	1 486 866	23,9	Roumanie	1 074 382	17,2
					France	343 255	11,2						Albanie	475 196	7,6
					USA	340 419	11,1						Maroc	450 557	7,2
					USA	352 492	13,1	2015	5 757 936	100,0	1 400 011	24,3	Roumanie	1 016 008	17,6
2015	2 692 064	100,0	478 042	17,8	Allemagne	349 395	13,0					Albanie	446 571	7,8	
					France	324 282	12,0					Maroc	424 080	7,4	
					USA	404 664	15,8	2010	5 745 042	100,0	1 413 095	24,6	Roumanie	1 016 949	17,7
2010	2 563 339	100,0	479 238	18,7	France	345 189	13,5					Albanie	440 648	7,7	
					Allemagne	335 329	13,1					Maroc	416 832	7,3	
					USA	438 874	16,3	2005	3 954 770	100,0	1 138 374	28,8	Roumanie	570 087	14,4
2005	2 699 529	100,0	466 675	17,3	Allemagne	410 250	15,2					Albanie	360 959	9,1	
					France	373 839	13,8					Maroc	355 367	9,0	
					France	555 528	18,1	2000	2 121 667	100,0	862 378	40,6	Maroc	285 569	13,5
2000	3 067 571	100,0	628 440	20,5	Allemagne	498 084	16,2					Albanie	274 408	12,9	
					USA	485 357	15,8					Roumanie	118 736	5,6	
					France	538 661	16,8	1995	1 774 942	100,0	672 203	37,9	Maroc	227 427	12,8
1995	3 207 777	100,0	607 749	18,9	USA	534 018	16,6					Albanie	159 672	9,0	
					Allemagne	492 300	15,3					Roumanie	79 401	4,5	
					USA	580 592	17,3	1990	1 428 217	100,0	488 313	34,2	Maroc	169 285	11,9
1990	3 351 006	100,0	596 474	17,8	France	521 793	15,6					Allemagne	96 165	6,7	
					Allemagne	486 516	14,5					Macédoine du Nord	72 688	5,1	

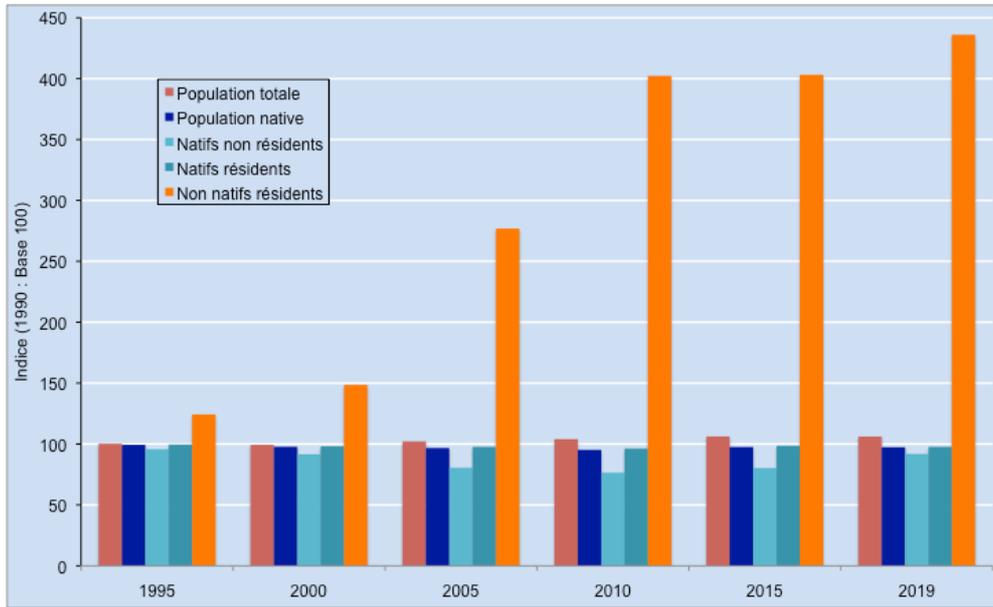
Source : United Nations, Migrant Stock By Origin And Destination, 2019.

Tableau 17. Italie. Population totale et population native - Évolutions quinquennales de 1990 à 2019

	1 990	1 995	2 000	2 005	2 010	2 015	2 019
Population totale	57 048 236	57 174 408	56 692 178	58 281 212	59 325 229	60 578 494	60 550 075
Population native	58 971 025	58 607 243	57 638 082	57 025 971	56 143 526	57 512 622	57 399 327

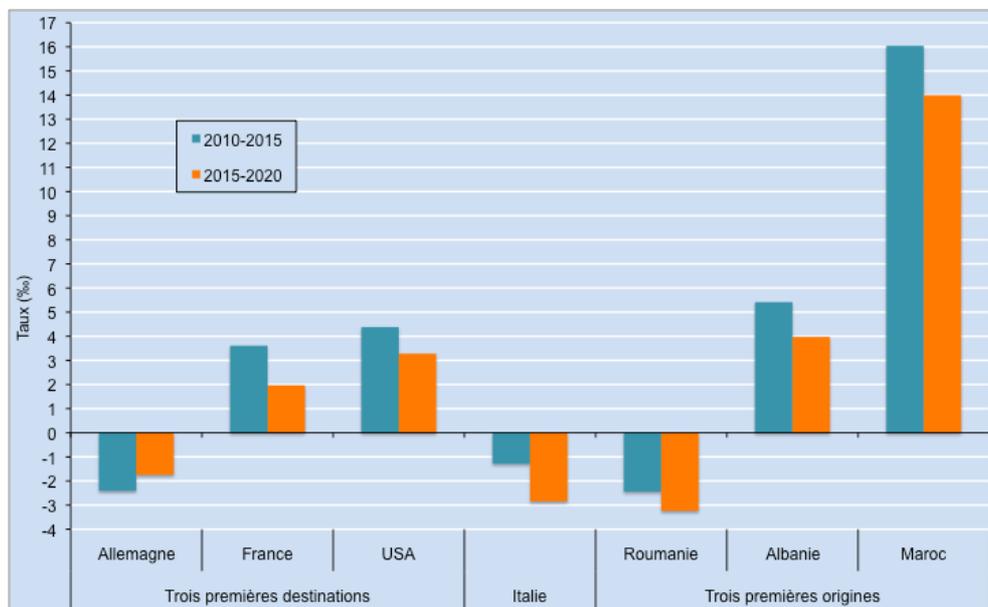
Sources : United Nations, Migrant Stock By Origin And Destination, 2019 ; World population Prospects. The 2019 Revision, 2019.

Figure 32. Italie. Population totale, population native, natifs non-résidents, natifs résidents et non natifs résidents - Évolution indiciaire 1990-2020 (1990 : base 100)



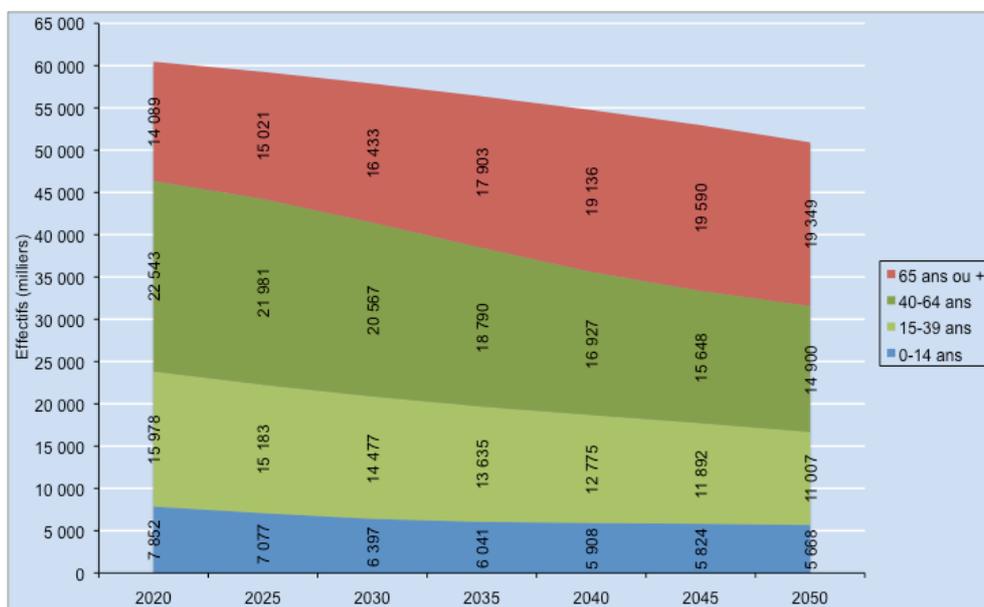
Sources : United Nations, Migrant Stock By Origin And Destination, 2019 ; World population Prospects. The 2019 Revision, 2019.

Figure 33. Italie et trois premiers pays de destination des natifs et d'origine des non natifs en 2019. Croissance naturelle de la population de 2010 à 2020 (taux pour 1 000 personnes)



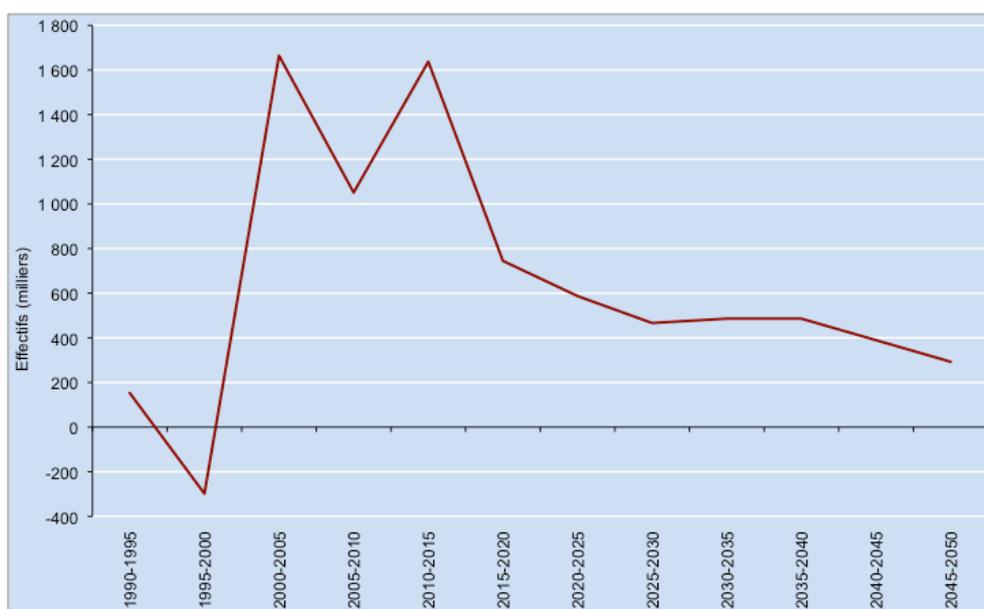
Source : United Nations, World Population Prospects. The 2019 Revision, 2019

Figure 34. Italie. Population totale avec solde migratoire nul, perspective 2020-2050 - Répartition par grands groupes d'âges (en milliers)



Source : United Nations, World Population Prospects. The 2019 Revision, 2019

Figure 35. Italie. Solde migratoire par période quinquennale, estimé de 1990-1995 à 2015-2020 et projeté de 2020-2025 à 2045-2050 (en milliers)



Source : United Nations, World Population Prospects. The 2019 Revision, 2019.

## 9. Malte

### Une contribution faible à la démographie méditerranéenne

Avec ses 440 000 habitants en 2019, Malte ne contribue que très faiblement à la démographie européenne. À titre de comparaison, sa population ne ferait de Malte que la cinquième commune de France la plus peuplée, entre Toulouse (487 000 habitants) et Nice (341 000). Ce pays a connu une croissance démographique modérée depuis 1990, gagnant 80 000 habitants en trente ans (de 362 000 à 440 000), soit une croissance totale de 21 % sur la période (+ 0,7 % par

an en moyenne). Celle-ci arrive toutefois à son terme : le solde naturel approche de l'équilibre et tout indique qu'il devrait y avoir, dès les prochaines années, un excédent des décès sur les naissances. Comme le taux de migration nette, bien que légèrement positif depuis quelques décennies, est très faible, les conditions sont réunies pour que le nombre d'habitants de Malte décroisse au cours des prochaines décennies. Selon la DPNU, avec un solde migratoire nul, cette île ne devrait plus compter que 406 000 habitants en 2050, soit 34 000 de moins environ qu'aujourd'hui.

Comme dans tous les pays européens, cette décroissance démographique se doublera d'un vieillissement de la population : à l'horizon 2050, l'effectif de tous les groupes d'âges devrait diminuer (la perte se montant à 69 000 pour les 0-64 ans dans leur ensemble), sauf celui des 65 ans ou plus (+ 35 000). Le poids de cette classe d'âges dans la population devrait donc considérablement augmenter (de 21 % à 32 %).

### **Un natif sur quatre vit à l'étranger**

On dénombre en 2019 dans le monde 467 000 personnes nées à Malte dont 111 000 (24 %) résident à l'étranger. Cette présence massive de Maltais à l'étranger est atypique dans le contexte méditerranéen. Cette particularité n'est pas la seule : la quasi-totalité de la diaspora maltaise dans le monde se concentre dans deux pays principalement : l'Australie, où résident en 2019 40 % des 110 000 natifs de Malte résidant à l'étranger et le Royaume-Uni (38 %). Avec les États-Unis (8 %), les trois premières destinations des émigrés maltais concentrent plus de 85 % de la diaspora maltaise dans le monde. Les pays riverains de la Méditerranée accueillent seulement le cinquième des 15 % restant. D'une certaine manière, pour les personnes nées à Malte, quitter cette île, c'est quitter les rives de la Méditerranée. Cette situation est constante depuis au moins 1990.

Cette présence massive de personnes nées à Malte résidant en Australie et en Grande-Bretagne explique en partie le poids considérable des natifs de ces deux pays parmi la population qui a émigré vers Malte. En 2019, 38 % des non natifs présents à Malte sont originaires de ces deux pays (27 % pour le Royaume-Uni ; 11 % pour l'Australie). Le Canada est le troisième pays d'origine le plus représenté parmi les non natifs habitant à Malte (4 %). L'origine géographique des non natifs présents à Malte est toutefois largement plus diversifiée que celle des pays de destination des natifs maltais expatriés. Les trois principaux pays d'origine des non natifs résidant à Malte ne concentrent en effet que 43 % de cette population, soit deux fois moins que les trois principales destinations des natifs émigrés. Les autres pays méditerranéens profitent donc assez naturellement de cette plus grande diversité puisqu'ils représentent 17 % des pays d'origine des migrants présents à Malte. Cette présence de personnes nées dans un autre pays méditerranéen est même en croissance notable, tout comme le poids des immigrés dans la population maltaise.

### **Une forte augmentation des non natifs depuis 2010**

En trente ans, le nombre des non natifs présents à Malte a été multiplié par 5,5 : de 15 000 en 1990 à 85 000 en 2019. Ils représentent dorénavant 19 % de la population maltaise, soit cinq fois plus qu'en 1990 (4 %). En trente ans, le surcroît d'immigrés à Malte s'élève donc à + 70 000. Mais plus de 70 % de ce surcroît s'est constitué au cours des dix dernières années. Sur cette période, le nombre d'immigrés en provenance du Royaume-Uni (de 8 500 à 23 000), d'Australie (de 3 500 à 9 500) ou encore des autres pays méditerranéens (de 4 000 à 14 000) a été multiplié par trois environ, alors qu'au cours des vingt années précédentes il avait à peine doublé. C'est surtout la croissance des effectifs en valeur absolue qui est importante. Dans le même temps, l'effectif de la diaspora maltaise dans le monde n'a guère évolué. Tout semble indiquer qu'après la crise financière mondiale de 2008, Malte ait été perçue par une partie de sa diaspora (mais pas seulement) comme un refuge enviable. Cet apport de migrants a largement contribué à la poursuite de la croissance démographique de l'île.

### **Des évolutions à venir potentiellement importantes à l'échelle de Malte**

Dans les années qui viennent, le poids des non natifs à Malte pourrait continuer d'augmenter. En effet, le solde naturel de l'île sera négatif au cours des toutes prochaines décennies. En raison d'un excédent des décès sur les naissances, la tendance démographique lourde de l'île est à une diminution du nombre d'habitants. Des habitants moins nombreux, mais uniquement parmi les moins de 65 ans car les personnes âgées de 65 ans ou plus seront, quant à elles, plus nombreuses. L'ensemble des 15-64 ans, soit la population potentiellement active, devrait perdre 56 000 personnes. Dans ce contexte, et sans nécessairement chercher à s'inscrire dans un cadre de croissance démographique dont la pertinence est fortement limitée par les contraintes spatiales inhérentes à la taille de l'île, une poursuite de l'accueil de non natifs paraît presque incontournable. Il pourrait s'agir de non natifs issus de la diaspora maltaise dans le monde, principalement expatriée en Australie et au Royaume-Uni. L'augmentation récente de leur effectif à Malte depuis dix ans apporte du crédit à cette hypothèse. Mais cela pourrait aussi contribuer à diversifier davantage les pays d'origine

des immigrés à Malte, avec, notamment, un renforcement de la présence de non natifs originaires d'autres pays méditerranéens.

Les toutes prochaines décennies pourraient donc voir Malte, déjà au cœur du bassin méditerranéen sur le plan géographique de par son insularité et sa localisation entre Europe et Afrique, inscrire aussi sa démographie dans l'espace méditerranéen par un renforcement de la présence de Méditerranéens parmi les non natifs, dont le poids devrait assez rapidement atteindre le quart de la population de l'île ; une révolution par rapport à la situation de l'île au début des années 1990 (moins de 5 %).

Tableau 18. Malte. Effectifs de natifs non-résidents (émigrants) et de non natifs résidents (immigrants) en 1990, 1995, 2000, 2005, 2010, 2015, 2019

	Émigrants selon destination						Immigrants selon origine								
	Total		Pays riverains		Trois premières destinations		Total		Un pays riverain		Trois premières origines				
2019	111 137	100,0	3 004	2,7	Australie	44 552	40,1	2019	84 949	100,0	14 171	16,7	Royaume-Uni	23 213	27,3
					Royaume-Uni	42 224	38,0						Australie	9 691	11,4
					USA	9 032	8,1						Canada	3 937	4,6
2015	103 779	100,0	2 861	2,8	Australie	44 070	42,5	2015	50 260	100,0	8 787	17,5	Royaume-Uni	14 361	28,6
					Royaume-Uni	37 182	35,8						Australie	6 006	11,9
					USA	8 365	8,1						Canada	2 440	4,9
2010	99 362	100,0	3 013	3,0	Australie	48 660	49,0	2010	32 323	100,0	4 088	12,6	Royaume-Uni	8 482	26,2
					Royaume-Uni	29 075	29,3						Somalie	3 723	11,5
					USA	8 016	8,1						Australie	3 461	10,7
2005	100 337	100,0	2 312	2,3	Australie	51 380	51,2	2005	24 291	100,0	3 861	15,9	Royaume-Uni	8 005	33,0
					Royaume-Uni	27 600	27,5						Australie	4 016	16,5
					USA	8 275	8,2						Canada	1 519	6,3
2000	104 884	100,0	2 456	2,3	Australie	52 610	50,2	2000	21 358	100,0	3 186	14,9	Royaume-Uni	7 313	34,2
					Royaume-Uni	29 178	27,8						Australie	4 128	19,3
					Canada	9 379	8,9						Canada	1 603	7,5
1995	109 850	100,0	1 954	1,8	Australie	57 450	52,3	1995	17 594	100,0	2 415	13,7	Royaume-Uni	6 258	35,6
					Royaume-Uni	29 655	27,0						Australie	4 022	22,9
					Canada	9 463	8,6						Canada	1 622	9,2
1990	119 746	100,0	1 507	1,3	Australie	57 407	47,9	1990	14 979	100,0	2 055	13,7	Royaume-Uni	5 333	35,6
					Royaume-Uni	30 631	25,6						Australie	3 435	22,9
					Canada	9 773	8,2						Canada	1 385	9,2

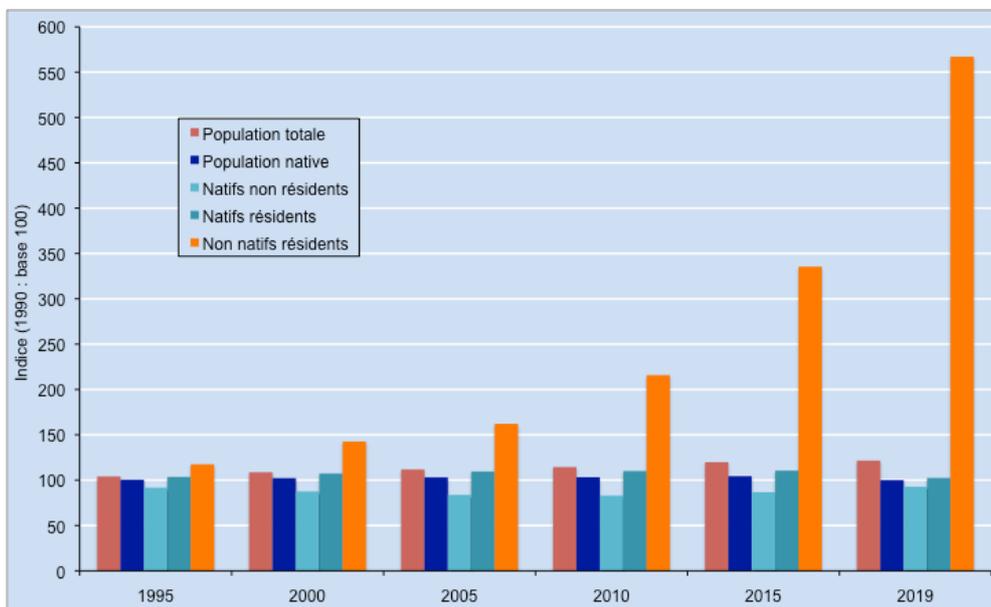
Source : United Nations, Migrant Stock By Origin And Destination, 2019.

Tableau 19. Malte. Population totale et population native - Évolutions quinquennales de 1990 à 2019

	1 990	1 995	2 000	2 005	2 010	2 015	2 019
Population totale	362 015	376 896	393 645	404 653	414 253	433 559	440 372
Population native	466 782	469 152	477 171	480 699	481 292	487 078	466 560

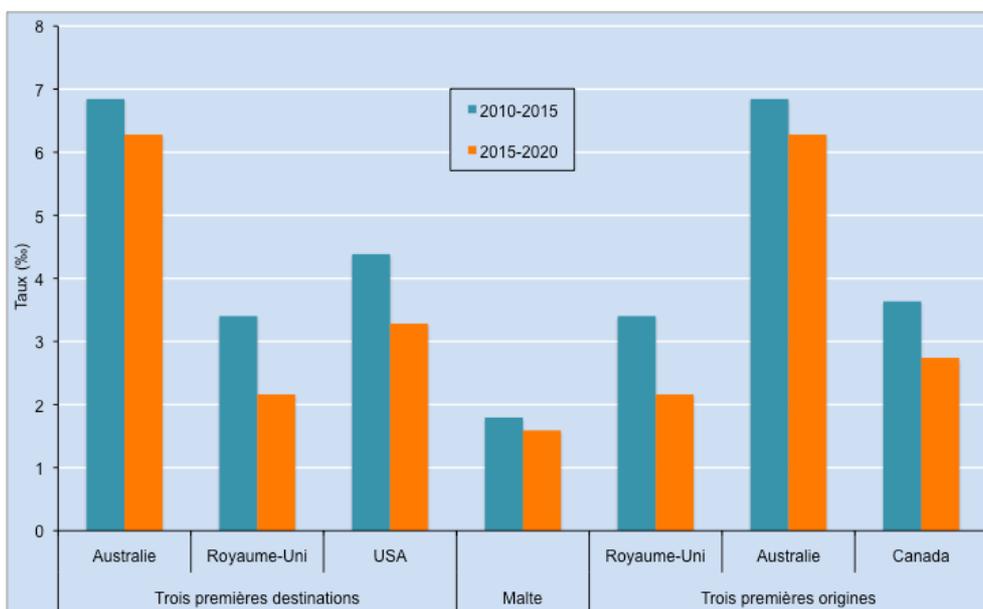
Sources : United Nations, Migrant Stock By Origin And Destination, 2019 ; World population Prospects. The 2019 Revision, 2019.

Figure 36. Malte. Population totale, population native, natifs non-résidents, natifs résidents et non natifs résidents - Évolution indiciaire 1990-2020 (1990 : base 100)



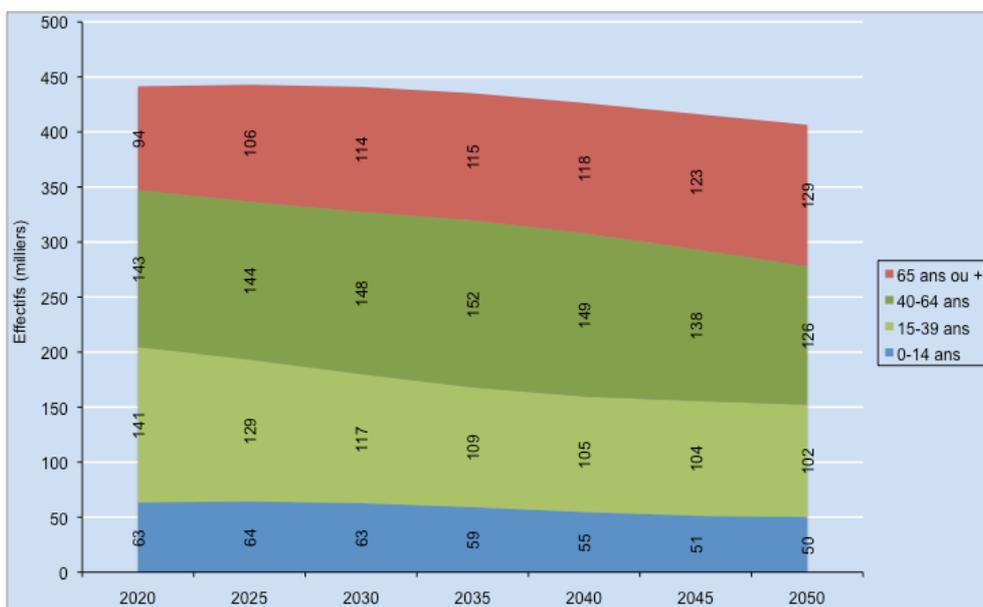
Sources : United Nations, Migrant Stock By Origin And Destination, 2019 ; World population Prospects. The 2019 Revision, 2019.

Figure 37. Malte et trois premiers pays de destination des natifs et d'origine des non natifs en 2019. Croissance naturelle de la population de 2010 à 2020 (taux pour 1 000 personnes)



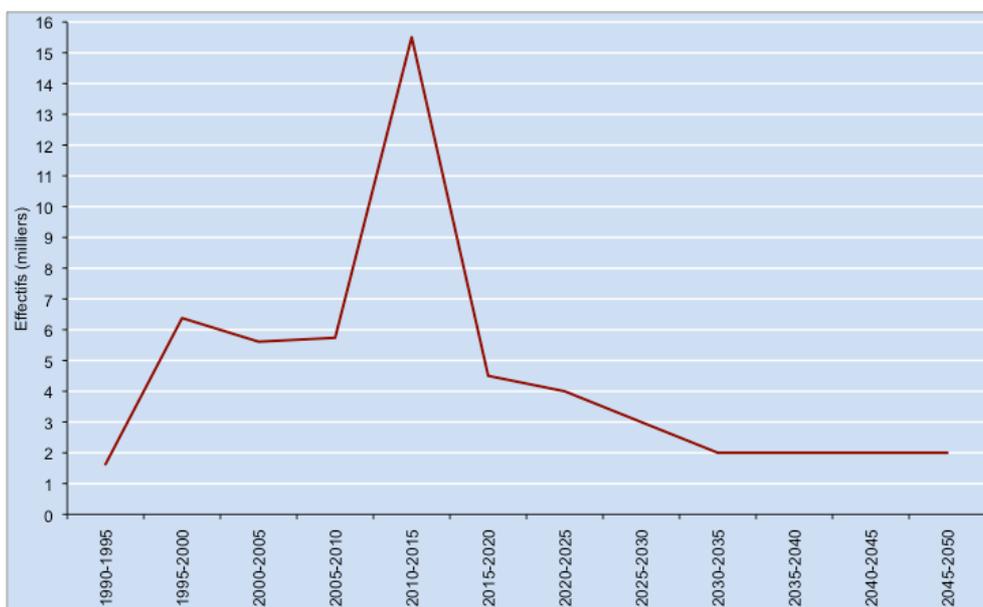
Source : United Nations, World Population Prospects. The 2019 Revision, 2019

Figure 38. Malte. Population totale avec solde migratoire nul, perspective 2020-2050 - Répartition par grands groupes d'âges (en milliers)



Source : United Nations, World Population Prospects. The 2019 Revision, 2019.

Figure 39. Malte. Solde migratoire par période quinquennale, estimé de 1990-1995 à 2015-2020 et projeté de 2020-2025 à 2045-2050 (en milliers)



Source : United Nations, World Population Prospects. The 2019 Revision, 2019

## 10. Monténégro

### Un natif du Monténégro sur dix vit en Serbie

Le solde naturel du Monténégro a été nettement positif au cours des trente dernières années, même si la natalité et la mortalité convergent jusqu'à vraisemblablement se croiser dans les toutes prochaines années. De ce fait, la population native a augmenté de manière notable entre 1990 et 2019 : elle a pratiquement gagné 100 000 personnes, soit un accroissement de 16 % en trente ans (de 615 000 à 710 000). Mais cet accroissement n'a pas pour autant profité

au Monténégro. En effet, le nombre d'habitants dans ce pays n'a quasiment pas changé depuis trente ans (615 000 en 1990, 630 000 en 2019).

Comme dans tous les autres pays de l'ex-Yougoslavie, la guerre au début des années 1990 a entraîné des mouvements de population entre les nouveaux États issus de l'ex-Yougoslavie. Ce sont en particulier les mouvements avec la Serbie qui ont le plus contribué à ces échanges. Le Monténégro n'y échappe pas : tandis qu'on comptait seulement 9 000 natifs du Monténégro en Serbie en 1990, leur nombre passe à 60 000 en 1995. Après avoir frôlé les 90 000, l'effectif de natifs du Monténégro résidant en Serbie s'est stabilisé autour de 70 000 depuis vingt ans, soit près d'un natif résidant à l'étranger sur deux (47 % en 2019). En 2019, un natif du Monténégro sur dix réside en Serbie.

En dehors de la Serbie, deux pays accueillent de manière constante un nombre non négligeable de natifs du Monténégro : l'Allemagne et l'Autriche. Les Monténégrins étaient plus de 40 000 à vivre dans l'un de ces deux pays en 1990, soit à peu près le même nombre qu'en 2019. Mais alors que la diaspora monténégrine était surtout concentrée en Allemagne jusqu'en 2000 (45 000 en Allemagne contre 15 000 en Autriche), la tendance s'est progressivement inversée, en raison surtout d'une diminution considérable de la présence monténégrine en Allemagne (15 000 personnes en 2019) et d'une augmentation du nombre de natifs du Monténégro en Autriche (25 000 en 2019).

### **Une présence de natifs à l'étranger deux fois plus importante que celle des non natifs au Monténégro**

En 2019, en regard des 150 000 natifs résidant à l'étranger, le Monténégro ne peut compter que sur 70 000 non natifs résidant sur son sol. S'ils représentent plus de 10 % de la population du pays, ces non natifs ne sont toutefois pas suffisamment nombreux pour compenser l'effectif de natifs monténégrins partis vivre à l'étranger. C'est la raison pour laquelle l'effectif de la population du Monténégro est en 2019 nettement moins important que celui de la population native (630 000 contre 710 000). Ce n'était pas le cas il y a trente ans : en 1990, on comptait autant d'habitants au Monténégro que de natifs de ce pays. Ce déséquilibre peut-il s'atténuer ? Ce n'est pas ce que semble indiquer les évolutions récentes. En effet, après l'hémorragie démographique de la première moitié des années 1990, le Monténégro n'est pas parvenu à se montrer suffisamment attractif pour récupérer une partie du déficit creusé à ce moment-là. Ce dernier s'est même accentué en raison d'un solde migratoire légèrement négatif. Toutefois, les jeux ne sont pas durablement faits.

### **Sur le plan démographique, un pays « sans histoire » à l'horizon 2050 ?**

Le Monténégro ne rayonne guère au-delà des frontières de l'ex-Yougoslavie : 8 non natifs sur 10 présents au Monténégro viennent en effet de Bosnie-et-Herzégovine (46 %), de Croatie (21 %) ou de Serbie (13 %). Cette présence de non natifs tend même à diminuer depuis dix ans : elle a ainsi perdu 10 000 personnes, toutes nées dans l'un de ces trois pays issus de l'ex-Yougoslavie. Il est peu probable qu'intervienne un rebond de ce côté-là. En effet, ces trois pays présentent déjà un solde naturel négatif et la ressource potentielle de migrants en provenance de ces pays va nettement diminuer. Si l'on considère qu'une partie de ces non natifs sont en fait des Monténégrins nés dans les autres pays de l'ex-Yougoslavie, la ressource est peut-être déjà quasi nulle.

Pour le Monténégro, la question qui se pose est donc celle de son attractivité au-delà des frontières de l'ex-Yougoslavie et de sa capacité à attirer des populations nouvelles ne partageant pas un fondement culturel et historique avec les autres pays de l'ex-Yougoslavie.

Cette attractivité pourrait toutefois ne pas être si vitale pour la démographie du pays, dès lors que celui-ci n'ambitionne pas de voir sa population augmenter. Si le nombre de décès devrait assez rapidement devenir plus important que celui des naissances, le déficit naturel devrait toutefois demeurer modéré à l'horizon 2050. Ainsi, avec un solde migratoire nul, la population monténégrine pourrait compter 610 000 habitants à cet horizon, soit 20 000 de moins seulement qu'en 2019. Cette légère diminution de la population se doublera d'un vieillissement lui aussi relativement modéré : le nombre et la part des personnes âgées devraient en effet augmenter (de 100 000 à 140 000 qui représenteraient près du quart de la population en 2050) tandis que celui des adultes âgés de 15-64 ans devrait perdre 40 000 unités. Cette situation est plutôt favorable à une réduction des départs du Monténégro et donne du crédit à la projection du solde migratoire élaboré par la DPNU qui, selon cet organisme, devrait être proche de zéro dans les prochaines décennies.

Le scénario migratoire qui se dégage pour le moment est celui de flux de départs et d'arrivées très réduits à l'horizon 2050 : l'attractivité migratoire exercée, y compris sur les populations de l'ex-Yougoslavie, est déjà quasi nulle, tandis que les candidats au départ devraient être de moins en moins nombreux en raison du vieillissement de la population. D'autres scénarios sont toutefois envisageables. Celui, par exemple d'un retour au Monténégro d'une fraction des

natifs partis en Autriche ou en Allemagne ou résidant en Serbie. Celui encore de l'accueil de nouvelles populations trouvant au Monténégro des conditions favorables d'établissement, ce scénario étant cependant fortement contraint par le fait que le Monténégro n'a pas une grande expérience de l'accueil de populations culturellement très différentes. Quel que soit le scénario qui s'affirmera pour ce pays, petit par sa superficie et par le nombre de ses habitants, son incidence sur la démographie du bassin méditerranéen sera forcément limitée.

Tableau 20. Monténégro. Effectifs de natifs non-résidents (émigrants) et de non natifs résidents (immigrants) en 1990, 1995, 2000, 2005, 2010, 2015, 2019

	Émigrants selon destination						Immigrants selon origine								
	Total		Pays riverains		Trois premières destinations		Total		Un pays riverain		Trois premières origines				
2019	153 009	100,0	17 370	11,4	Serbie	72 359	47,3	2019	69 992	100,0	52 782	75,4	Bosnie	32 081	45,8
					Autriche	25 784	16,9						Croatie	15 517	22,2
					Allemagne	14 508	9,5						Serbie	8 828	12,6
2015	154 657	100,0	17 390	11,2	Serbie	71 224	46,1	2015	70 746	100,0	52 967	74,9	Bosnie	32 042	45,3
					Autriche	21 842	14,1						Croatie	15 486	21,9
					Allemagne	16 238	10,5						Serbie	9 679	13,7
2010	148 982	100,0	16 849	11,3	Serbie	72 867	48,9	2010	78 130	100,0	52 998	67,8	Bosnie	34 304	43,9
					Autriche	18 675	12,5						Serbie	17 455	22,3
					Allemagne	17 969	12,1						Croatie	14 529	18,6
2005	148 156	100,0	12 309	8,3	Serbie	74 564	50,3	2005	-	-	-	-	-	-	-
					Allemagne	19 700	13,3						-	-	-
					Autriche	16 895	11,4						-	-	-
2000	185 958	100,0	12 741	6,9	Serbie	88 070	47,4	2000	-	-	-	-	-	-	-
					Allemagne	43 133	23,2						-	-	-
					Autriche	15 115	8,1						-	-	-
1995	144 640	100,0	12 068	8,3	Serbie	60 383	41,7	1995	-	-	-	-	-	-	-
					Allemagne	37 033	25,6						-	-	-
					Autriche	13 573	9,4						-	-	-
1990	77 384	100,0	8 780	11,3	Allemagne	30 932	40,0	1990	-	-	-	-	-	-	-
					Autriche	12 031	15,5						-	-	-
					Serbie	9 511	12,3						-	-	-

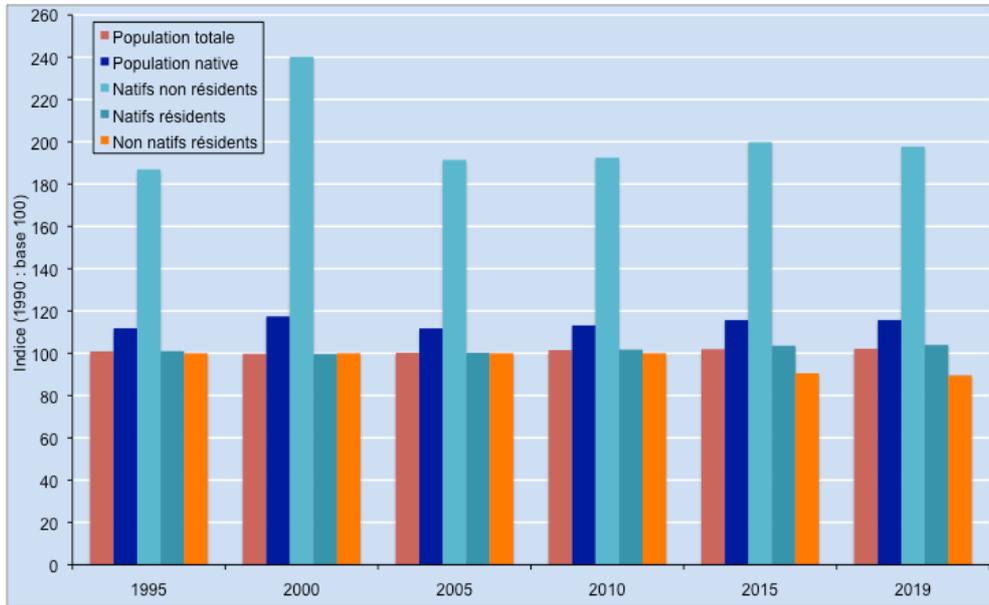
Source : United Nations, Migrant Stock By Origin And Destination, 2019

Tableau 21. Monténégro. Population totale et population native - Évolutions quinquennales de 1990 à 2019

	1 990	1 995	2 000	2 005	2 010	2 015	2 019
Population totale	615 002	620 418	613 559	616 391	624 275	626 956	627 987
Population native	614 256	686 928	721 387	686 417	695 127	710 867	711 004

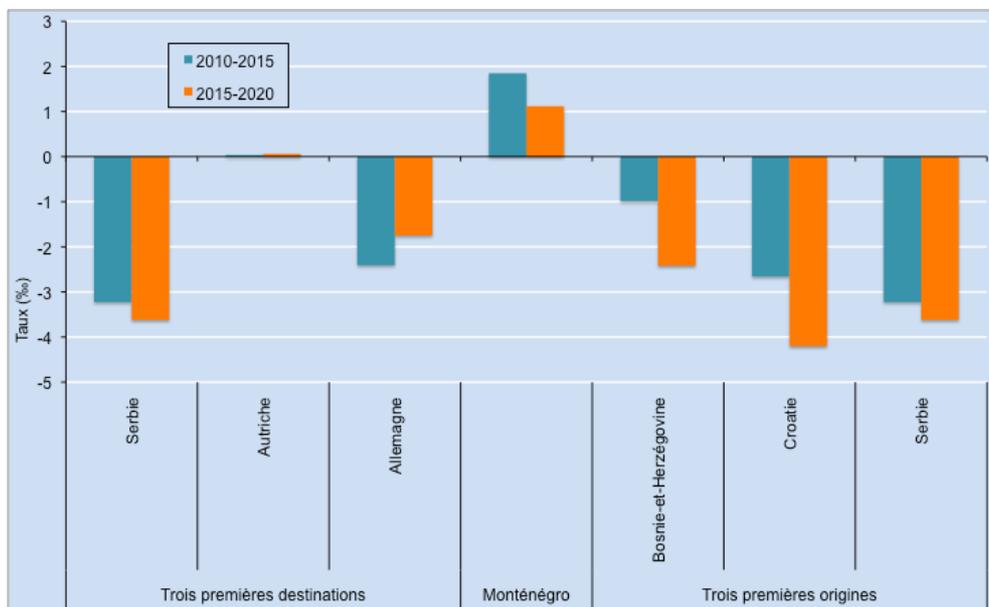
Sources : United Nations, Migrant Stock By Origin And Destination, 2019 ; World population Prospects. The 2019 Revision, 2019

Figure 40. Monténégro. Population totale, population native, natifs non-résidents, natifs résidents et non natifs résidents. Évolution indiciaire 1990-2020 (1990 : base 100)



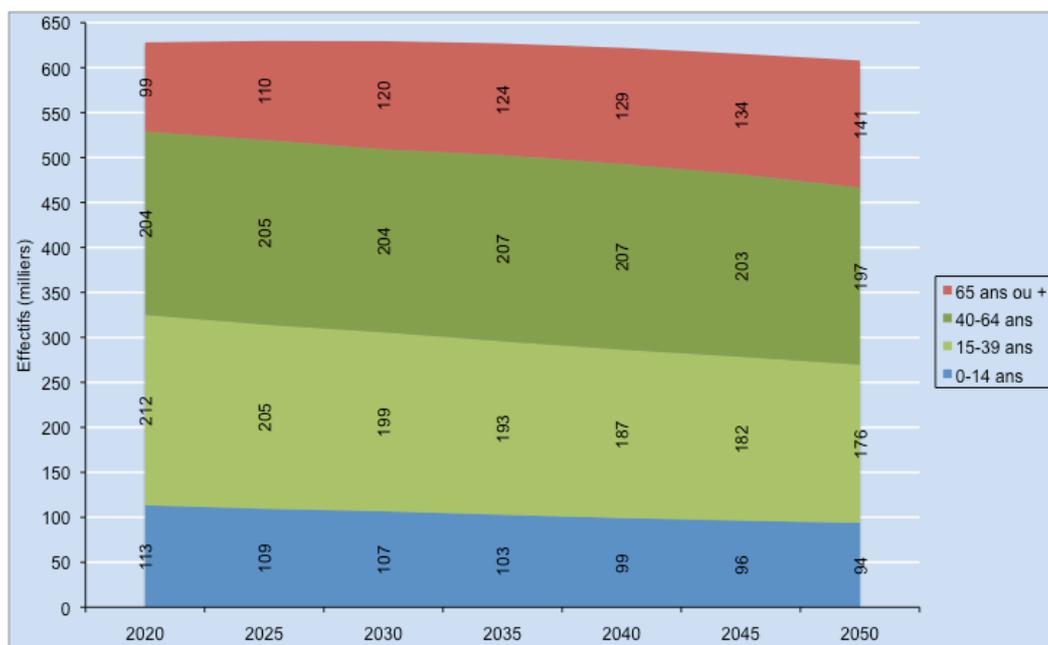
Sources : United Nations, Migrant Stock By Origin And Destination, 2019 ; World population Prospects. The 2019 Revision, 2019

Figure 41. Monténégro et trois premiers pays de destination des natifs et d'origine des non natifs en 2019 - Croissance naturelle de la population de 2010 à 2020 (taux pour 1 000 personnes)



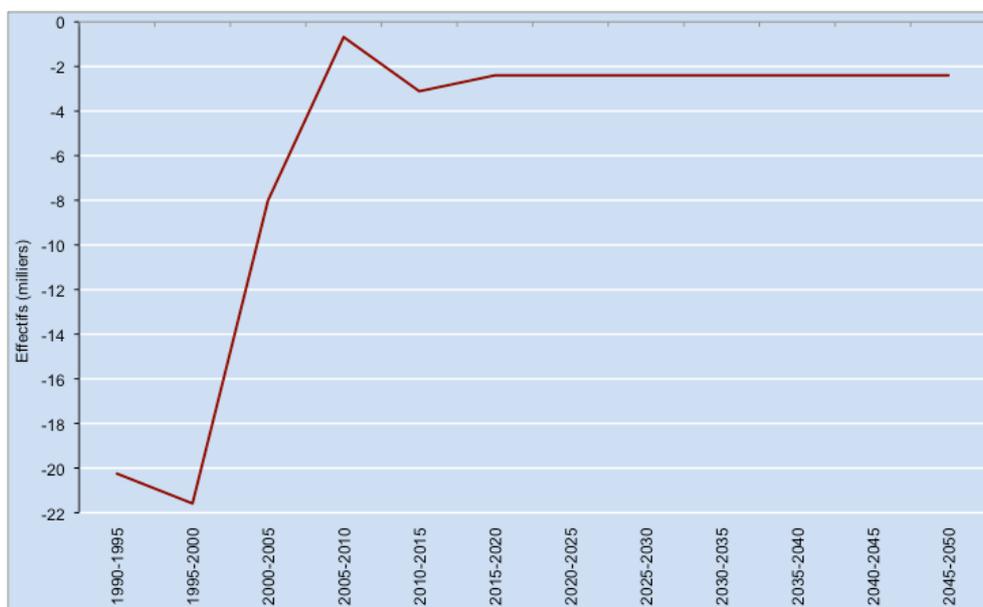
Source : United Nations, World Population Prospects. The 2019 Revision, 2019

Figure 42. Monténégro. Population totale avec solde migratoire nul, perspective 2020-2050 - Répartition par grands groupes d'âges (en milliers)



Source : United Nations, World Population Prospects. The 2019 Revision, 2019

Figure 43. Monténégro. Solde migratoire par période quinquennale, estimé de 1990-1995 à 2015-2020 et projeté de 2020-2025 à 2045-2050 (en milliers)



Source : United Nations, World Population Prospects. The 2019 Revision, 2019

## 11. Slovénie

### L'équilibre avant le déclin démographique ?

Depuis 1990, l'effectif de la population de Slovénie ainsi que celui des natifs de ce pays n'ont quasiment pas varié. Ils sont, depuis trente ans, restés très proches de 2 millions de personnes. En Slovénie, le solde naturel est quasi nul depuis la fin des années 1990. Il devrait devenir de plus en plus nettement négatif à mesure que l'on s'approchera de

2050. En l'absence de mouvements migratoires, la Slovénie pourrait donc ne plus compter que 1,86 million d'habitants contre 2,08 millions en 2020, soit un déficit de plus de 200 000 personnes au cours des trente prochaines années. L'effectif des différents groupes d'âges diminuera à l'exception de celui des 65 ans ou plus qui devrait gagner près de 200 000 personnes entre 2020 et 2050 et représenter en 2050 le tiers de la population slovène, contre 21 % en 2020. Seul un solde migratoire très positif pourrait inverser cette tendance. Mais les évolutions actuelles ne vont guère dans ce sens.

### **Des migrations de proximité**

La Slovénie compte sur son territoire davantage de non natifs qu'elle totalise de natifs vivant à l'étranger. En 2019, on dénombre ainsi 230 000 non natifs en Slovénie (11 % de la population de Slovénie) tandis que seulement 150 000 natifs de Slovénie résident à l'étranger (7 % de la population native). Les immigrés présents en Slovénie sont, pour la plupart, nés dans l'un des pays issus de l'ex-Yougoslavie. Au total, les natifs de Bosnie-et-Herzégovine (46 %), de Croatie (20 %) et de Serbie (11 %) représentent 77 % de la présence immigrée en Slovénie. Cette proportion n'a pratiquement pas varié depuis 1990. Mais, parmi ces non natifs originaires des autres pays de l'ex-Yougoslavie, la présence des personnes nées en Bosnie-et-Herzégovine s'est nettement affirmée. Ce sont d'ailleurs les personnes nées dans ce pays qui ont largement contribué à l'augmentation du nombre total de non natifs en Slovénie (30 000 des 50 000 immigrés supplémentaires en 2019 par rapport à 1990). Alors qu'on en comptait moins de 70 000 jusqu'en 1995, leur nombre s'est fortement accru en l'espace de quinze ans pour atteindre plus de 100 000 en 2010. En revanche, les effectifs de personnes nées en Serbie et Croatie n'ont guère varié. Ils ont certes augmenté au moment de la guerre en ex-Yougoslavie, mais ils ont depuis retrouvé leur niveau d'avant le conflit. Comme ces trois pays (Bosnie-et-Herzégovine, Croatie et Serbie) présentent déjà un solde naturel négatif, leur présence en Slovénie a peu de chances, toutes choses égales par ailleurs, de devenir beaucoup plus importante. Au mieux, peut-on s'attendre à une stabilité du nombre de non natifs en provenance de ces pays. Si la Slovénie souhaite dynamiser sa population d'immigrés, il lui faudra accueillir des flux en provenance d'autres pays et ce faisant distendre la force des liens historiques entre les populations des anciennes républiques sœurs de l'ex-Yougoslavie.

Les pays de destination des natifs de Slovénie sont pour leur part beaucoup plus diversifiés. Mais depuis trente ans, l'Allemagne, l'Autriche et la Croatie demeurent les trois destinations principales des natifs de Slovénie résidant à l'étranger, ces trois destinations étant, globalement, choisies par la moitié d'entre eux. Entre elles cependant, les préférences des natifs slovènes émigrés ont toutefois évolué : tandis que la Croatie était la destination privilégiée avant la guerre en ex-Yougoslavie (30 000 personnes, deux fois plus que le nombre de celles parties en Allemagne ou en Autriche), ce n'est plus le cas en 2019 (20 000). Il est possible que le vieillissement des Slovènes établis depuis longtemps en Bosnie-et-Herzégovine explique en partie cette diminution. À l'inverse, le nombre de natifs de Slovénie établis en Autriche (une multiplication de l'effectif par 2 en trente ans) et surtout en Allemagne (une multiplication de l'effectif de 1990 par 3 en trente ans) a considérablement augmenté. Aujourd'hui, l'Allemagne accueille 35 000 natifs de Slovénie et l'Autriche plus de 20 000.

### **Un rôle mineur dans la démographie méditerranéenne des prochaines décennies**

Compte tenu de son nombre réduit d'habitants et de la circulation migratoire fortement concentrée dans les pays de l'ex-Yougoslavie (immigrants) et du couple austro-germanique (émigrants), la Slovénie a une incidence marginale sur la démographie méditerranéenne. Cela devrait encore être le cas au cours des prochaines décennies.

D'une part, sa dynamique naturelle n'en fait pas un foyer d'émigrés de grande importance. Une diminution de la population conjuguée à une augmentation du nombre et du poids des personnes âgées de 65 ans ou plus au sein de la population de ce pays devrait conduire à réduire de manière importante les flux potentiels de départs du pays. D'autre part, les foyers principaux d'immigrés en Slovénie sont des pays qui se trouvent également dans la même configuration démographique (un solde naturel négatif). La présence immigrée en Slovénie pourrait donc diminuer ces prochaines décennies, en raison du vieillissement des communautés immigrées actuellement présentes en Slovénie et d'un renouvellement modéré, voire faible, des non natifs originaires de Bosnie-et-Herzégovine, Croatie ou Serbie. À moins...

À moins que la Slovénie, prenant conscience du déclin futur de sa population native et de celle des non natifs les plus présents en Slovénie (Bosniaques, Croates, Serbes), décide, par-delà des mesures visant un regain très hypothétique de sa fécondité, de renouveler sa population immigrée et de diversifier les pays d'origine en « ouvrant » ses frontières bien au-delà du périmètre de l'ex-Yougoslavie et du très proche voisinage. Depuis quelques années, on note bien une présence croissante de non natifs originaires d'Asie et de Russie notamment, mais cette présence demeure encore

très faible et géographiquement très limitée, les foyers potentiellement plus « prometteurs » se situant davantage au sud, en Afrique du Nord ou subsaharienne plus particulièrement.

Tableau 22. Slovénie. Effectifs de natifs non-résidents (émigrants) et de non natifs résidents en 1990, 1995, 2000, 2005, 2010, 2015, 2019

	Émigrants selon destination						Immigrants selon origine								
	Total		Pays riverains		Trois premières destinations		Total		Un pays riverain		Trois premières origines				
2019	147 593	100,0	30 752	20,8	Allemagne	36 746	24,9	2019	228 455	100,0	159 924	70,0	Bosnie	104 738	45,8
					Autriche	21 140	14,3						Croatie	45 612	20,0
					Croatie	18 085	12,3						Serbie	24 601	10,8
2015	138 082	100,0	31 942	23,1	Allemagne	33 498	24,3	2015	225 501	100,0	156 749	69,5	Bosnie	100 880	44,7
					Croatie	19 587	14,2						Croatie	46 995	20,8
					Autriche	17 908	13,0						Serbie	27 073	12,0
2010	123 291	100,0	31 248	25,3	Allemagne	32 149	26,1	2010	233 850	100,0	168 322	72,0	Bosnie	102 915	44,0
					Croatie	19 463	15,8						Croatie	55 964	23,9
					Autriche	15 311	12,4						Serbie	20 890	8,9
2005	119 620	100,0	30 535	25,5	Allemagne	29 475	24,6	2005	210 424	100,0	141 510	67,2	Bosnie	79 262	37,7
					Croatie	20 094	16,8						Croatie	56 322	26,8
					Autriche	15 649	13,1						Serbie	34 154	16,2
2000	118 724	100,0	32 972	27,8	Allemagne	26 160	22,0	2000	208 031	100,0	144 186	69,3	Bosnie	77 361	37,2
					Croatie	20 724	17,5						Croatie	59 921	28,8
					Autriche	15 986	13,5						Serbie	29 945	14,4
1995	108 668	100,0	36 668	33,7	Croatie	26 764	24,6	1995	170 748	100,0	124 074	72,7	Bosnie	68 327	40,0
					Allemagne	19 580	18,0						Croatie	47 721	27,9
					Autriche	14 355	13,2						Serbie	24 679	14,5
1990	91 496	100,0	37 557	41,0	Croatie	29 943	32,7	1990	174 414	100,0	125 507	72,0	Bosnie	68 549	39,3
					Allemagne	12 999	14,2						Croatie	48 018	27,5
					Autriche	12 724	13,9						Serbie	24 825	14,2

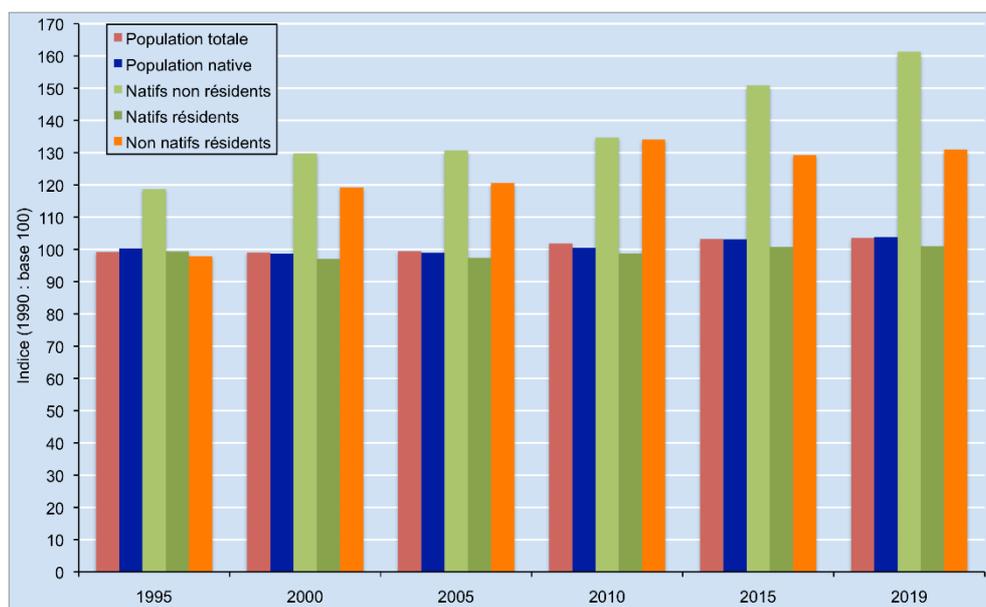
Source : United Nations, Migrant Stock By Origin And Destination, 2019.

Tableau 23. Slovénie. Population totale et population native - Évolutions quinquennales de 1990 à 2019

	1 990	1 995	2 000	2 005	2 010	2 015	2 019
Population totale	2 006 405	1 991 131	1 987 717	1 994 976	2 043 337	2 071 199	2 078 654
Population native	1 923 487	1 929 051	1 898 410	1 904 172	1 932 778	1 983 780	1 997 792

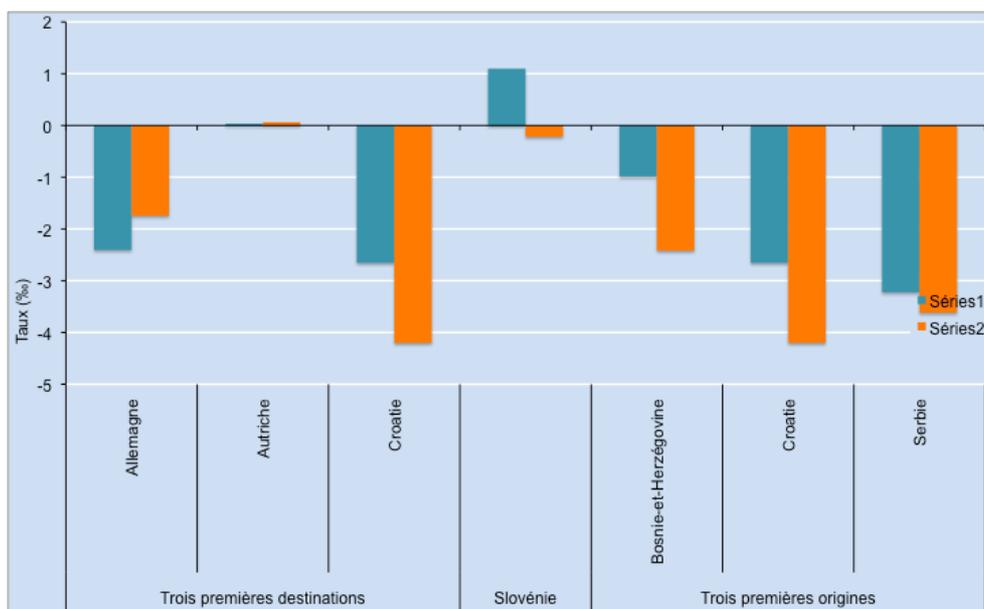
Sources : United Nations, Migrant Stock By Origin And Destination, 2019 ; World population Prospects. The 2019 Revision, 2019

Figure 44. Slovénie. Population totale, population native, natifs non-résidents, natifs résidents et non natifs résidents - Evolution indiciaire 1990-2020 (1990 : base 100)



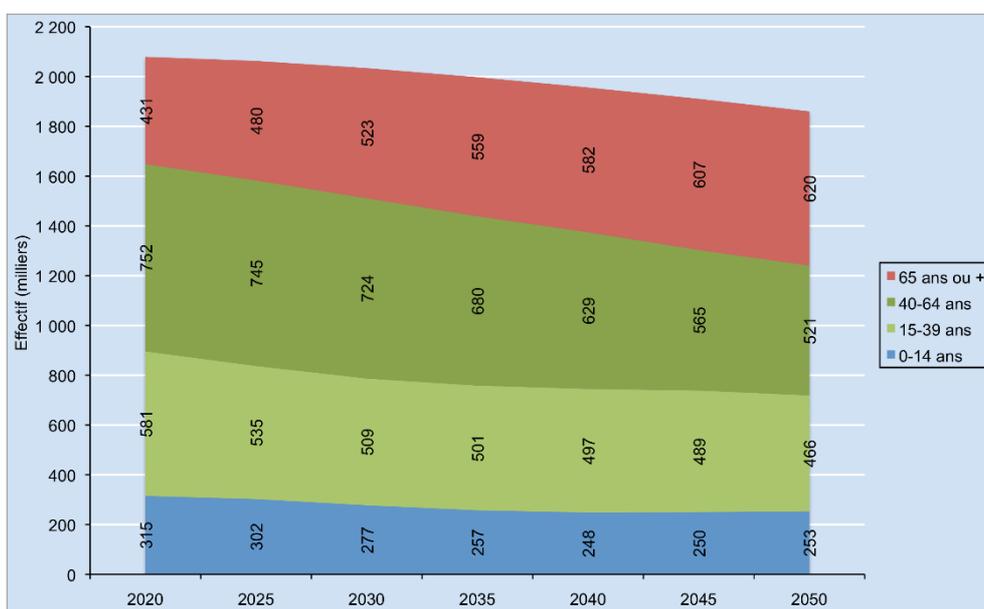
Sources : United Nations, Migrant Stock By Origin And Destination, 2019 ; World population Prospects. The 2019 Revision, 2019.

Figure 45. Slovénie et trois premiers pays de destination des natifs et d'origine des non natifs en 2019. Croissance naturelle de la population de 2010 à 2020 (taux pour 1 000 personnes)



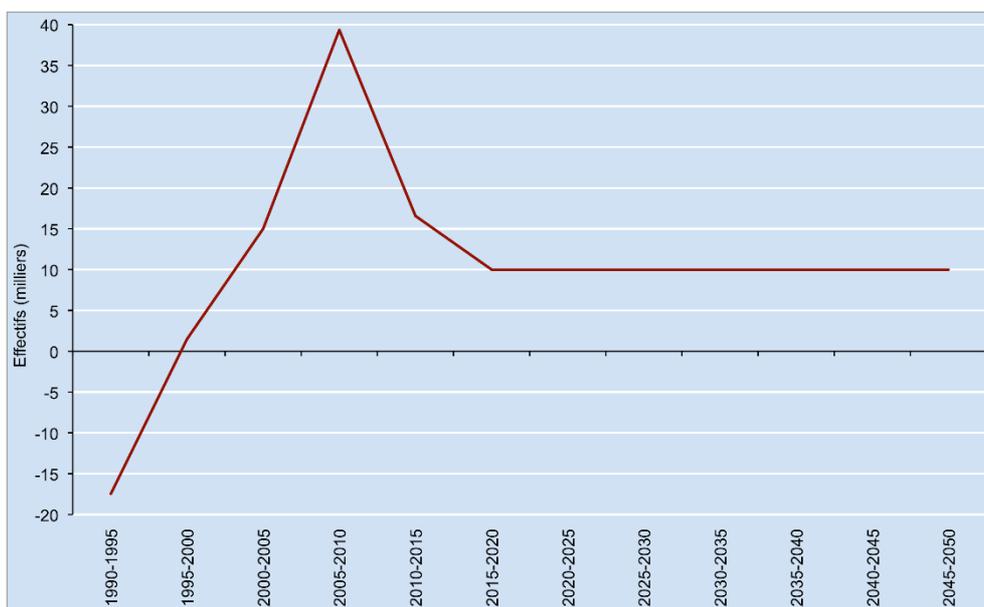
Source : United Nations, World Population Prospects. The 2019 Revision, 2019

Figure 46. Slovénie. Population totale avec solde migratoire nul, perspective 2020-2050 - Répartition par grands groupes d'âges (en milliers)



Source : United Nations, World Population Prospects. The 2019 Revision, 2019

Figure 47. Slovénie. Solde migratoire par période quinquennale, estimé de 1990-1995 à 2015-2020 et projeté de 2020-2025 à 2045-2050 (en milliers)



Source : United Nations, World Population Prospects. The 2019 Revision, 2019.

## B. RIVE EST : CONTEXTE DEMOGRAPHIQUE ET ENJEUX DES MIGRATIONS POUR LA REGION ET CHAQUE PAYS

### Pour les émigrés, tout sauf les autres rives de la Méditerranée

En 2019, dans la population native de l'un des pays de la rive Est (128 millions de personnes), on compte 16,8 millions de personnes résidant dans un pays différent du pays de naissance. Ces personnes représentent 13,1 % de la population native, soit deux fois plus que cette proportion dans la population native de la rive Nord (6,5 %). *A priori*, les natifs de la rive Est seraient donc beaucoup plus mobiles. Ce n'est qu'une apparence, 36,4 % de ces émigrés résident en fait dans un autre pays de la rive Est. Et une grande partie sont des réfugiés syriens qui ont fui la guerre dans leur pays pour trouver refuge en Turquie, principalement, et, dans une moindre mesure mais néanmoins non négligeable à l'échelle de ce pays, au Liban. En outre, la plupart des pays de la région, à l'exception notable d'Israël, accueillent un important contingent de natifs de l'État de Palestine.

Les émigrés de la rive Est qui ont quitté cette région ne se tournent guère vers les autres pays riverains de la Méditerranée : 3,2 % seulement vivent dans un des pays de la rive Nord et à peine plus (4 %) dans un des pays de la rive Sud. C'est vers l'Europe continentale (21,8 %, dont une très grande majorité de natifs de Turquie partis en Allemagne) et vers l'Asie (26,7 %, notamment en Arabie saoudite et en Jordanie) que se dirigent la majorité des migrants originaires de la rive Est de la Méditerranée (Figure 48, Tableau 24). Pour les natifs de la rive Est, la Méditerranée semble s'arrêter à la mer Rouge et ils ne sont guère enclins à la traverser, préférant manifestement remonter par le continent vers le Nord en Allemagne, ou plus à l'Est vers la péninsule arabique. Même la survoler pour se rendre en Amérique du Nord, où résident 1,1 million de natifs de la rive Est (6,3 % des émigrés originaires de cette région en 2019, soit plus que l'ensemble de la présence sur les deux autres rives de la Méditerranée) semble préférable. D'une certaine manière, les natifs de cette rive tournent résolument le dos aux autres rives de la Méditerranée.

### Une émigration importante plus conjoncturelle que structurelle

Le nombre d'émigrés natifs de la rive Est a considérablement augmenté depuis 1990. On comptait alors seulement 5,9 millions d'émigrés dont 40,2 % résidaient dans les autres pays d'Europe (principalement des Turcs en Allemagne). Le nombre d'émigrés originaires de la région a donc été multiplié par près de trois en trente ans. Plus précisément, il a explosé à partir de 2010 au moment de la guerre civile en République arabe syrienne. En 1990, on comptait moins d'un million de natifs de cette région (817 000) résidant dans un autre pays de la rive Est. Il s'agissait presque exclusivement de natifs de l'État de Palestine réfugiés en Syrie ou au Liban. La guerre en Syrie a jeté des millions de Syriens sur les

routes de l'exode ; ils ont, pour la plupart, trouvé refuge au Liban et plus encore en Turquie (3,7 millions de Syriens dans ce pays en 2019). On compte aujourd'hui 6,1 millions de natifs de la rive Est résidant dans un autre pays de cette rive. Au total, quasiment la moitié de la croissance du nombre d'émigrés natifs de la rive Est (+ 11 millions) s'explique par le nombre de personnes qui ont dû changer de pays au sein même de cette région méditerranéenne (+ 5,3 millions).

Au cours des dix dernières années, la présence des natifs de la rive Est s'est également renforcée en Europe continentale (+1,3 million entre 2010 et 2019) et en Asie (+ 1,6 million sur la même période, essentiellement en Arabie saoudite et en Jordanie, deux pays qui ont aussi accueilli de nombreux natifs syriens). Si la présence des non natifs en Europe continentale (notamment en Allemagne) est structurelle, il n'est pas assuré que la présence des Syriens dans les autres pays de la rive Est, en Europe ou dans les pays du Proche et du Moyen-Orient perdure. En revanche, la croissance démographique toujours soutenue dans l'État de Palestine et les contraintes spatiales auxquelles fait face cet État risquent d'assurer un réservoir de quelques centaines, voire de quelques millions, de migrants internes potentiels au cours des trente prochaines années.

### **Un rayonnement migratoire très localisé**

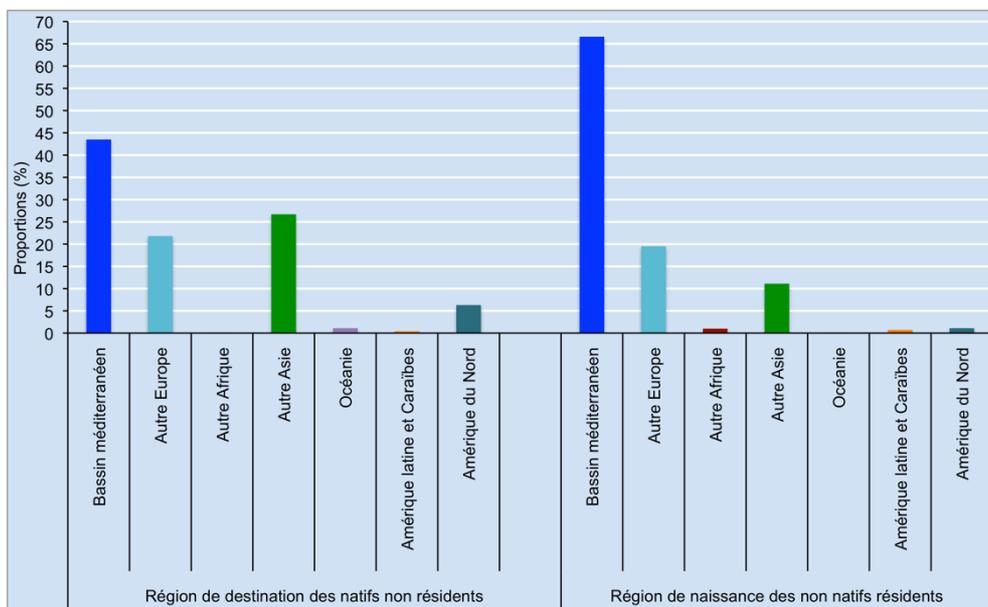
Cette région de la Méditerranée se révèle très peu attractive pour les migrants du monde entier. Ainsi, la part des immigrés au sein de la population de la rive Est est très faible : 8 %. Mais parmi les 10 millions de non natifs dénombrés en 2019, 6,1 millions sont des personnes nées dans l'un des pays de cette rive (principalement des natifs de Syrie et de l'État de Palestine, comme précisé *supra*). De ce fait, la présence immigrée de personnes nées ailleurs que dans l'un des pays de la rive Est de la Méditerranée est seulement de 3,9 millions de personnes, soit 3,2 % de la population totale de cette rive. La moitié de ces 3,9 millions de migrants sont nés dans les pays d'Europe non méditerranéenne, dont 1,5 million de Turcs nés en Allemagne et rentrés au pays. Au final, cette rive asiatique Est se révèle sur le plan migratoire très peu attractive. Parce que cette région est composée de pays en grave difficulté économique et politique (Liban), en conflit (Israël, État de Palestine) ou en guerre civile (République arabe syrienne), les candidats à l'émigration de voisinage ne se bousculent guère. Et il est hasardeux d'assurer que cela évoluera différemment dans les très prochaines décennies.

### **Une croissance démographique toujours soutenue en dépit d'un contexte géopolitique très conflictuel et de contraintes spatiales fortes**

Les perspectives économiques et politiques de la région demeurent toujours incertaines et interdisent d'imaginer une croissance prochaine de l'attractivité migratoire. Mais cette région en a-t-elle seulement besoin ? Avec une fécondité encore au-dessus du seuil de remplacement des générations et une population très jeune (la population de la rive Est est à 65 % âgée de moins de 40 ans en 2020) et avec un solde migratoire durablement nul, cette population devrait croître et gagner 35 millions d'habitants en trente ans, dont la moitié aura moins de 40 ans en 2050 (Figure 49). Or, cette région est soumise à des contraintes spatiales fortes en raison de la proportion considérable de la surface désertique dans chacun des pays qui la composent, à l'exception notable de la Turquie. Dans un contexte de réchauffement climatique qui risque d'accentuer la pression sur le littoral et, plus généralement, sur l'accès à l'eau potable, cette croissance démographique naturelle sera déjà difficilement soutenable. La Turquie pourrait continuer d'offrir asile à un nombre important de migrants, potentiellement réfugiés politiques ou/et « climatiques ». Au-delà de la Méditerranée, une pression migratoire accentuée pourrait s'exercer sur certains pays du Proche-Orient (mais la Jordanie est, elle-même, limitée dans ses capacités d'accueil) et du Moyen-Orient (mais les puissances arabiques en auront-elles envie ?). Potentiellement, l'Europe, et plus particulièrement les Balkans dont la population globalement décroît, pourraient voir arriver des flux d'émigrés inédits en provenance de cette région.

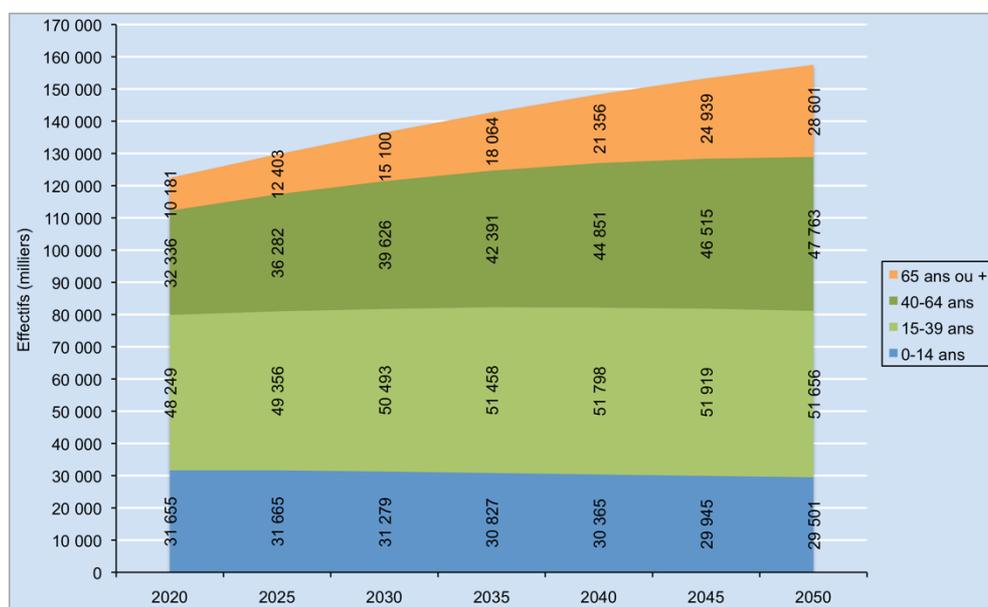
À l'échelle de la rive Est, les caractéristiques de la circulation migratoire très fermée et la croissance naturelle attendue de la population de chacun des pays qui la composent annoncent des mouvements de population de forte ampleur dont les conséquences se feront vigoureusement sentir sur les équilibres géopolitiques internes à la région.

Figure 48. Rive Est. Régions de destination des natifs non-résidents et régions de naissance des non natifs résidents, 2019



Source : United Nations, Migrant Stock By Origin And Destination, 2019

Figure 49. Rive Est. Population totale avec solde migratoire nul, perspective 2020-2050 - Répartition par grands groupes d'âges (en milliers)



Source : United Nations, World Population Prospects. The 2019 Revision, 2019

Tableau 24. Rive Est. Régions de destination des natifs non-résidents et régions de naissance des non natifs résidents  
- Evolution 1990-1995-2000-2005-2010-2015-2019

		Natifs non résidents						
		1990	1995	2000	2005	2010	2015	2019
Région de destination	Bassin méditerranéen	1 482 362 25,3	1 622 380 24,8	1 833 474 25,3	1 940 668 25,5	2 096 844 25,6	6 297 087 44,2	7 320 628 43,5
	Rive Nord	382 188 6,5	409 173 6,2	439 535 6,0	410 039 5,3	460 000 5,5	509 221 3,5	545 062 3,2
	Rive Est	817 009 14,0	902 919 13,9	1 037 794 14,4	1 105 008 14,6	1 172 860 14,4	5 232 796 36,9	6 108 638 36,4
	Rive Sud	283 165 4,8	310 288 4,7	356 145 4,9	425 621 5,6	463 984 5,7	555 070 3,9	666 928 4,0
	Autre Europe	2 355 665 40,2	2 438 705 37,4	2 521 338 34,9	2 439 047 32,2	2 360 029 28,9	2 621 391 18,5	3 661 420 21,8
	Autre Afrique	13 991 0,2	13 023 0,2	13 079 0,2	10 603 0,1	13 573 0,2	20 176 0,1	22 156 0,1
	Autre Asie	1 426 429 24,3	1 819 023 27,8	2 164 036 29,9	2 448 513 32,2	2 891 490 35,2	4 088 107 28,6	4 503 226 26,7
	Océanie	130 964 2,2	129 544 2,0	130 890 1,8	142 830 1,9	152 550 1,9	161 600 1,1	184 216 1,1
	Amérique latine et Caraïbes	74 954 1,3	69 458 1,1	64 229 0,9	60 859 0,8	57 701 0,7	65 659 0,5	70 310 0,4
	Amérique du Nord	381 532 6,5	442 487 6,8	506 702 7,0	553 630 7,3	619 756 7,6	981 084 6,9	1 061 357 6,3
	<b>Total</b>	<b>5 865 897</b> 100,0	<b>6 534 620</b> 100,0	<b>7 233 748</b> 100,0	<b>7 596 150</b> 100,0	<b>8 191 943</b> 100,0	<b>14 235 104</b> 100,0	<b>16 823 313</b> 100,0
		Non natifs résidents						
		1990	1995	2000	2005	2010	2015	2019
Région de naissance	Bassin méditerranéen	1 334 003 38,1	1 450 474 38,3	1 594 788 39,5	1 647 225 37,2	1 704 767 32,2	5 760 112 66,9	6 658 068 66,6
	Rive Nord	158 292 4,5	145 794 3,9	127 484 3,2	135 770 3,1	145 276 2,7	148 267 1,7	180 671 1,8
	Rive Est	817 009 23,3	902 919 23,9	1 037 794 25,7	1 105 008 25,0	1 172 860 22,2	5 232 796 60,8	6 108 638 61,1
	Rive Sud	358 702 10,2	401 761 10,6	429 510 10,6	406 447 9,2	386 631 7,3	379 049 4,4	368 759 3,7
	Autre Europe	1 486 737 42,4	1 604 045 42,4	1 685 390 41,7	1 621 134 36,6	1 565 597 29,6	1 597 782 18,6	1 950 483 19,5
	Autre Afrique	50 795 1,4	62 376 1,6	70 708 1,8	81 914 1,9	95 162 1,8	98 805 1,1	97 854 1,0
	Autre Asie	510 194 14,6	526 944 13,9	537 119 13,3	912 906 20,6	1 742 164 32,9	967 386 11,2	1 107 417 11,1
	Océanie	5 082 0,1	5 421 0,1	5 637 0,1	5 979 0,1	6 357 0,1	6 503 0,1	7 552 0,1
	Amérique latine et Caraïbes	42 445 1,2	49 611 1,3	54 051 1,3	59 305 1,3	65 271 1,2	67 291 0,8	65 837 0,7
	Amérique du Nord	74 731 2,1	84 621 2,2	91 106 2,3	99 151 2,2	108 125 2,0	110 791 1,3	113 599 1,1
	<b>Total</b>	<b>3 503 987</b> 100,0	<b>3 783 492</b> 100,0	<b>4 038 799</b> 100,0	<b>4 427 614</b> 100,0	<b>5 287 443</b> 100,0	<b>8 608 670</b> 100,0	<b>10 000 810</b> 100,0

Source : United Nations, Migrant Stock By Origin And Destination, 2019

## 1. État de Palestine

### Naitre en Palestine et émigrer

Naitre en Palestine ne signifie pas y demeurer : ainsi, en 2019, 45 % des natifs de l'État de Palestine résident à l'étranger.

La forte natalité de l'État de Palestine se heurte à une contrainte spatiale très puissante qui limite considérablement l'accroissement de la population résidente. Ne pouvant assurer à sa population native les ressources spatiales nécessaires à sa sédentarisation, l'État de Palestine est dans l'incapacité d'accueillir des immigrants. La question qui se pose alors est la suivante : combien de temps encore les voisins de cet État seront-ils en mesure d'accueillir son surplus démographique ?

Entre 1990 et 2019, le nombre de personnes nées dans l'État de Palestine (quel que soit leur pays de résidence) a été multiplié par 2,4 : de 3,6 millions à 8,6 millions. Tandis que la population native a gagné 5 millions de personnes en trente ans, la population résidente n'en a gagné que 2,9 millions. L'écart entre ces deux effectifs (2,1 millions) correspond à l'augmentation de l'effectif de natifs de Palestine résidant à l'étranger entre 1990 et 2019 (de 1,8 million à 3,9 millions).

En 2019, plus de 8 natifs de Palestine résidant à l'étranger sur 10 se trouvent en Jordanie (54 %), en Syrie (15 %) ou au Liban (13 %). Depuis trente ans, si le poids respectif de chacun de ces trois pays de destination a pu varier, leur contribution totale dans l'accueil des émigrés palestiniens est restée remarquablement constante. D'une certaine manière, l'État de Palestine constitue presque une « pouponnière » pour la Jordanie (un habitant de Jordanie sur cinq environ est né en Palestine) et apporte une contribution non négligeable à la démographie de la République arabe syrienne (3 % de la population) et du Liban (7 % de la population).

En sens inverse, on dénombre peu d'immigrés (entre 200 000 et 250 000 selon les années, soit 5 % de la population palestinienne). Il s'agit essentiellement de Palestiniens nés en Israël et en Jordanie, ou encore en Arabie saoudite, où se trouve aussi une communauté de 25 000 natifs de l'État de Palestine.

### À l'horizon 2050, une probable accentuation de la présence palestinienne au Proche-Orient

En 2019, 58 % de la population palestinienne a moins de 25 ans. Avec une fécondité de 3,7 enfants par femme, même dans l'hypothèse vraisemblable où celle-ci diminuerait à l'horizon 2050 (la DPNU estime qu'elle pourrait être voisine de 2,5 enfants/femme en 2050), la structure par âge de la population palestinienne rend inéluctable une poursuite de la croissance démographique de l'État de Palestine. Dans l'hypothèse d'un solde migratoire nul jusqu'en 2050, l'État de Palestine pourrait compter 9 millions d'habitants, soit 4 millions de plus qu'en 2020. Cette croissance serait portée par toutes les catégories d'âges, et notamment les jeunes. La population continuerait de compter une proportion importante de jeunes : en 2050, avec ces hypothèses éminemment improbables, les deux-tiers de la population auraient moins de 40 ans, de quoi assurer la poursuite de la croissance démographique bien au-delà de 2050.

Compte tenu des contraintes spatiales auxquelles est soumis l'État de Palestine, il est évident qu'il n'y aura pas 9 millions d'habitants en 2050 dans ses territoires. Une grande partie de cette croissance démographique va donc alimenter les flux d'émigration et la présence palestinienne dans les pays proches : Jordanie, Liban, Syrie notamment. La crise économique et politique au Liban et la guerre en Syrie pourraient limiter, au moins dans les prochaines années, les départs vers ces deux pays ; la présence palestinienne dans ces deux pays a d'ailleurs légèrement diminué depuis 2010, cependant que celle en Jordanie n'a cessé d'augmenter. Combien de temps encore ces trois pays pourront-ils accueillir les natifs de Palestine qui ne peuvent résider dans leur pays ? On peut évaluer à au moins deux millions le nombre de natifs qui devront trouver un autre pays de résidence en 2050. Les hypothèses émises par la DPNU semblent donc largement sous-estimer les flux d'émigration à venir. Le solde démographique estimé est d'environ - 20 000 personnes tous les cinq ans. Avec cette hypothèse, il y aurait 8,8 millions de résidents en Palestine en 2050 répartis sur 6 020 km<sup>2</sup>, soit une densité dans ce cas de figure de 1 462 habitants/km<sup>2</sup>. Est-ce seulement possible quand on connaît déjà les difficultés quotidiennes de la population palestinienne (accès à l'eau, déplacements vers Israël, etc.) alors que la densité est « seulement » de 845 habitants/km<sup>2</sup> en 2020 (ce qui représente déjà deux fois la densité moyenne de la population des Pays-Bas).

Peut-on envisager que d'autres pays méditerranéens ouvrent leurs portes aux Palestiniens ? C'est une éventualité à laquelle les pays méditerranéens devraient songer pour les années et décennies qui viennent. Car la question n'est pas de savoir s'il faudra accueillir 4 millions de Palestiniens supplémentaires sur les rives de la Méditerranée à l'horizon 2050, mais vers où devront-ils être dirigés.

Tableau 25. État de Palestine. Effectifs de natifs non-résidents (émigrants) et de non natifs résidents (immigrants) en 1990, 1995, 2000, 2005, 2010, 2015, 2019

	Émigrants selon destination						Immigrants selon origine								
	Total		Pays riverains		Trois premières destinations		Total		Un pays riverain		Trois premières origines				
2019	3 890 650	100,0	1 559 336	40,1	Jordanie	2 118 267	54,4	2019	231 086	100,0	89 303	38,6	Israël	62 458	27,0
					Syrie	595 847	15,3						Jordanie	55 322	23,9
					Liban	487 270	12,5						Arabie saoudite	21 626	9,4
2015	3 700 596	100,0	1 535 352	41,5	Jordanie	1 969 731	53,2	2015	232 708	100,0	89 929	38,6	Israël	62 895	27,0
					Syrie	598 128	16,2						Jordanie	55 709	23,9
					Liban	515 853	13,9						Arabie saoudite	21 778	9,4
2010	3 343 320	100,0	1 439 731	43,1	Jordanie	1 760 396	52,7	2010	235 008	100,0	90 817	38,6	Israël	63 515	27,0
					Liban	530 550	15,9						Jordanie	56 259	23,9
					Syrie	496 983	14,9						Arabie saoudite	21 993	9,4
2005	3 049 106	100,0	1 318 035	43,2	Jordanie	1 611 803	52,9	2005	244 345	100,0	104 884	42,9	Israël	78 664	32,2
					Liban	498 778	16,4						Jordanie	54 528	22,3
					Syrie	441 091	14,5						Arabie saoudite	21 144	8,7
2000	2 768 020	100,0	1 164 489	42,1	Jordanie	1 428 251	51,6	2000	253 681	100,0	118 950	46,9	Israël	93 814	37,0
					Liban	467 005	16,9						Jordanie	52 798	20,8
					Syrie	385 199	13,9						Arabie saoudite	20 289	8,0
1995	2 275 128	100,0	986 927	43,4	Jordanie	1 140 038	50,1	1995	259 733	100,0	121 790	46,9	Israël	96 052	37,0
					Liban	428 088	18,8						Jordanie	54 057	20,8
					Syrie	289 464	12,7						Arabie saoudite	20 773	8,0
1990	1 813 063	100,0	878 229	48,4	Jordanie	851 880	47,0	1990	265 785	100,0	124 626	46,9	Israël	98 290	37,0
					Liban	389 171	21,5						Jordanie	55 317	20,8
					Syrie	244 707	13,5						Arabie saoudite	21 258	8,0

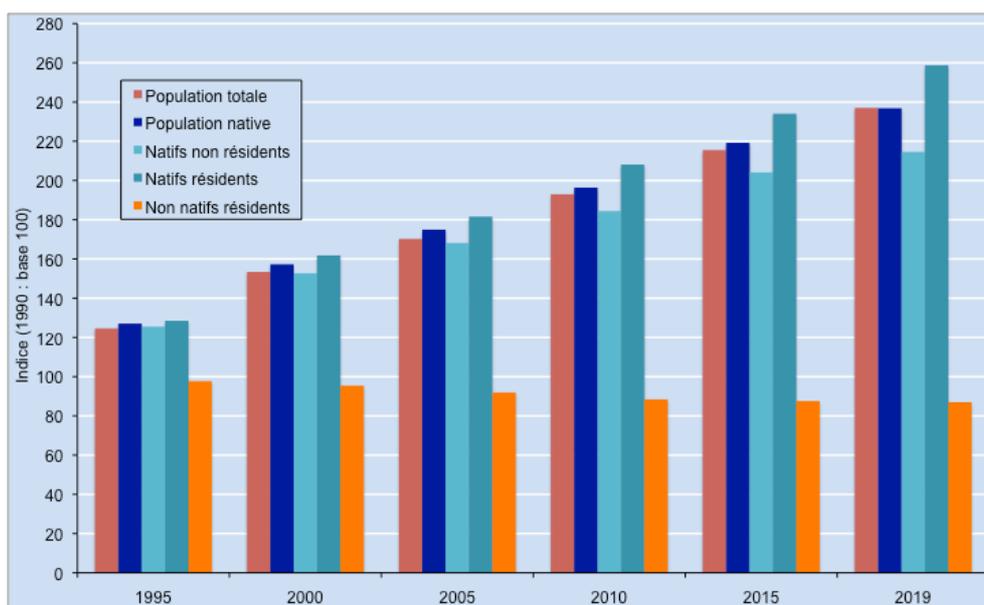
Source : United Nations, Migrant Stock By Origin And Destination, 2019.

Tableau 26. État de Palestine. Population totale et population native - Évolutions quinquennales de 1990 à 2019

	1 990	1 995	2 000	2 005	2 010	2 015	2 019
Population totale	2 101 446	2 618 668	3 224 003	3 577 961	4 055 631	4 529 166	4 981 420
Population native	3 648 724	4 634 063	5 738 342	6 382 722	7 163 943	7 997 054	8 640 984

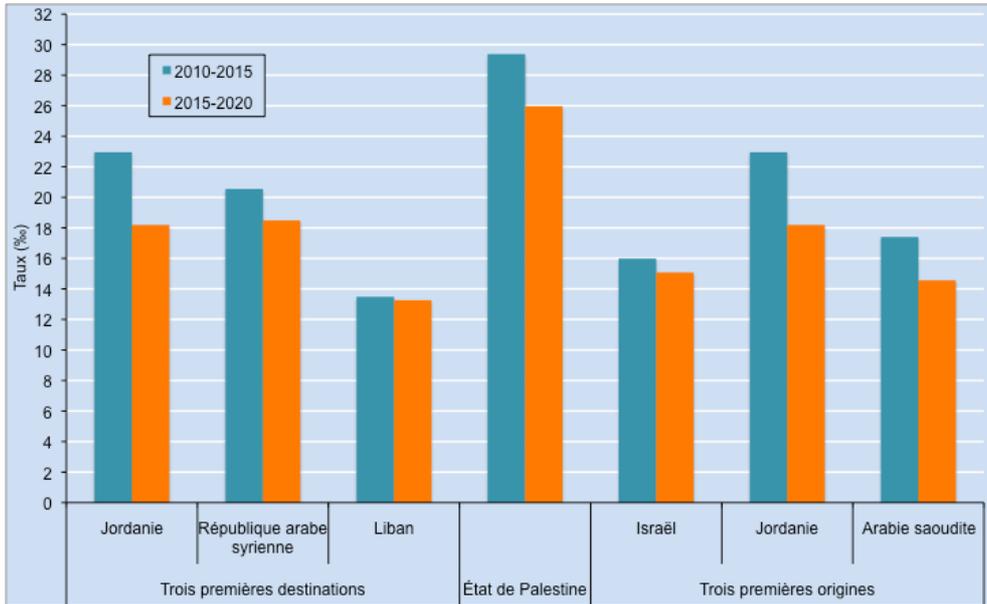
Sources : United Nations, Migrant Stock By Origin And Destination, 2019 ; World population Prospects. The 2019 Revision, 2019.

Figure 50. État de Palestine. Population totale, population native, natifs non-résidents, natifs résidents et non natifs résidents. Évolution indiciaire 1990-2020 (1990 : base 100)



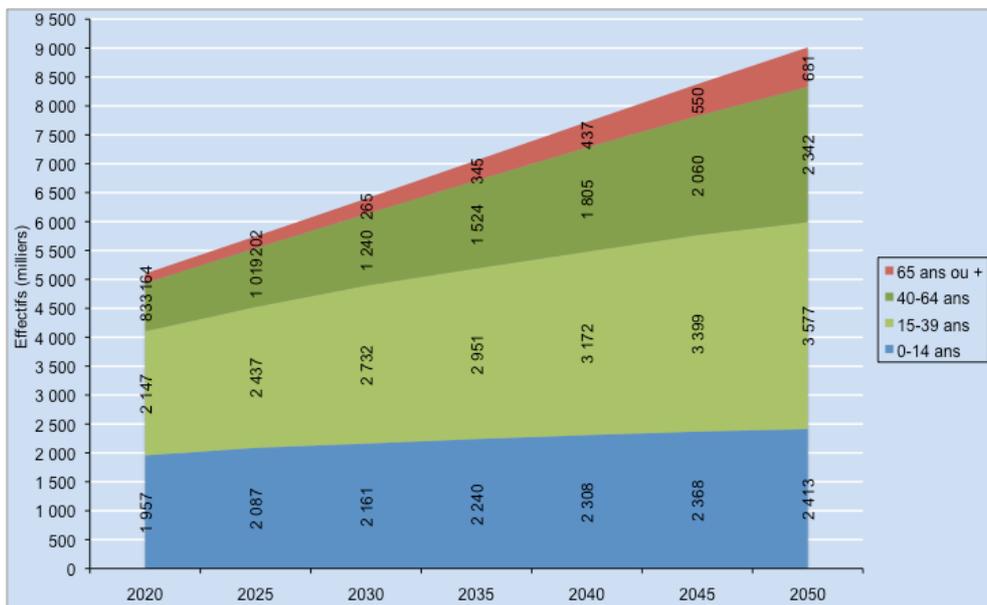
Sources : United Nations, Migrant Stock By Origin And Destination, 2019 ; World population Prospects. The 2019 Revision, 2019

Figure 51. État de Palestine et trois premiers pays de destination des natifs et d'origine des non natifs en 2019 - Croissance naturelle de la population de 2010 à 2020 (taux pour 1 000 personnes)



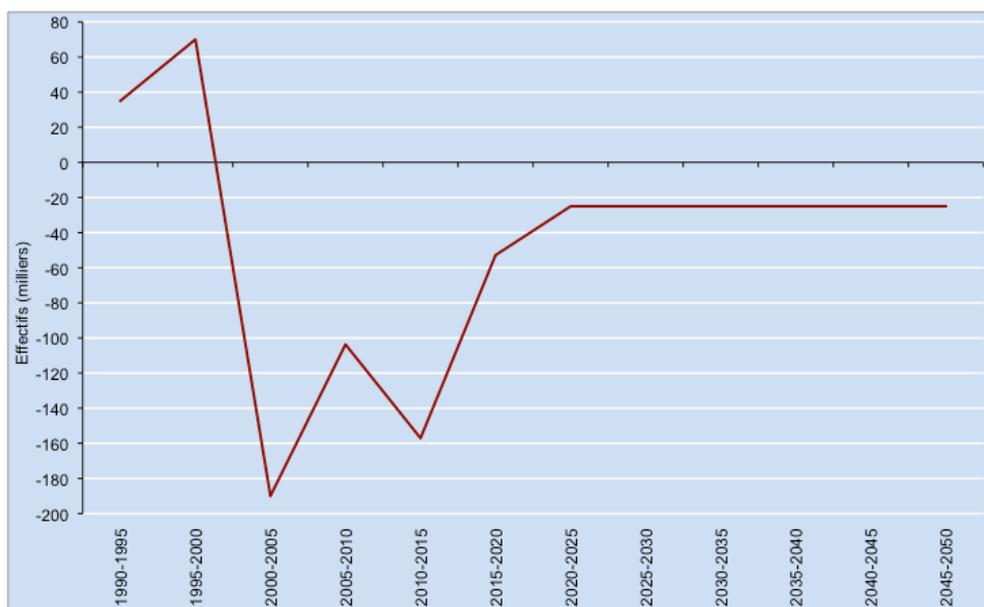
Source : United Nations, World Population Prospects. The 2019 Revision, 2019

Figure 52. État de Palestine. Population totale avec solde migratoire nul, perspective 2020-2050 - Répartition par grands groupes d'âges (en milliers)



Source : United Nations, World Population Prospects. The 2019 Revision, 2019

Figure 53. État de Palestine. Solde migratoire par période quinquennale, estimé de 1990-1995 à 2015-2020 et projeté de 2020-2025 à 2045-2050 (en milliers)



Source : United Nations, World Population Prospects. The 2019 Revision, 2019.

## 2. Israël

### Afflux migratoire et stabilité de la présence immigrée en Israël : une contradiction qui s'explique

La lecture des chiffres peut parfois prêter à confusion. Le cas d'Israël en est un bon exemple. Du début des années 1990 à la fin des années 2000, le solde migratoire a été très positif ; on a dénombré 245 000 entrées de plus que de sorties sur la période 1990-1995, + 100 000 au cours des années 2000-2005 et + 280 000 au cours de la période 2005-2010. Et pourtant, dans le même temps, le nombre de non natifs résidant en Israël est resté le même (environ 1,5 million de personnes) ainsi que celui des natifs vivant à l'étranger (environ 300 000 personnes). Or, avec un solde aussi positif, la présence immigrée en Israël aurait dû nettement augmenter. En fait, jusque dans les années 2000, une grande partie des décès dénombrés en Israël étaient ceux de personnes arrivées après la création de cet État. L'ordre de grandeur du nombre de décès sur l'ensemble des trois périodes est en effet relativement proche de celui du solde migratoire. Sur l'ensemble de ces quinze années, le nombre de décès est de 541 000 (170 000 entre 1995 et 2000, 180 000 entre 2000 et 2005, 191 000 entre 2005 et 2010) et celui du solde migratoire de + 622 000. La différence (80 000) représente un écart minime sur une période de 15 ans. Certes, parmi les décès, tous ne sont pas le fait de personnes arrivées après la création d'Israël. Mais les soldes migratoires intègrent aussi la mobilité des natifs d'Israël. Ces chiffres dont il ne faut retenir que l'ordre de grandeur montrent toutefois clairement que les vagues d'immigration récentes ont en fait permis de renouveler une grande partie de la population non native arrivée en Israël dans les années d'après-guerre et de maintenir son effectif autour du 1,5 million de personnes.

Toutefois, avec le vieillissement et le décès des premières vagues de nouveaux habitants dans ce pays, la part de la population immigrée risque de diminuer. C'est d'ailleurs déjà le cas. Ainsi, en 1990, un tiers de la population totale d'Israël était née à l'étranger. Ce n'est plus le cas que de 16 % de la population en 2019. Les natifs constituent dorénavant la très large majorité de la population israélienne (84 % en 2019 contre 66 % en 1990).

### Une présence de natifs d'Israël à l'étranger très faible

Compte tenu de son histoire et de la création récente de l'État, la population d'Israël s'est d'abord constituée grâce à l'immigration. Mais, à l'inverse, il semble que lorsque l'on naît en Israël, à l'exception des natifs d'Israël d'origine palestinienne, ce soit pour y rester : 5 % de la population native seulement résident à l'étranger. Sur les 370 000 natifs de ce pays expatriés en 2019, près de la moitié (47 %) réside en Amérique du Nord, essentiellement aux États-Unis. Les natifs d'Israël établis en Palestine sont de leur côté de moins en moins nombreux : la baisse de cet effectif est liée à la mortalité de ceux qui, nés en Israël avant la création de cet État, ont été amenés à quitter cette terre par la suite pour

rejoindre les territoires palestiniens. Ils représentent tout de même encore aujourd'hui 17 % des natifs d'Israël vivant à l'étranger ; ils étaient encore près de 100 000 en 1990 (35 % de la population native à l'étranger).

Les circonstances de la création d'Israël ont peut-être suscité un sentiment d'appartenance tout particulier à cette terre conquise et défendue avec fermeté, si ce n'est de façon très offensive ; l'envie d'en partir est, peut-être, moins forte qu'ailleurs, ce qui pourrait expliquer la faible proportion d'émigrés. Toutefois, à mesure que les générations se succéderont, l'attachement à cette terre se caractérisera-t-il toujours par une aussi forte sédentarité ? Les évolutions passées vont plutôt dans ce sens. Nonobstant les natifs d'Israël qui résident en Palestine, en 1990, 6 % de la population native résidaient à l'étranger ; ils ne sont plus que 4 % dans ce cas en 2019.

Ces émigrations se font rarement en direction d'autres pays méditerranéens. Si l'on excepte ceux qui vivent en Palestine, 6 % seulement des natifs d'Israël vivant à l'étranger résident dans un autre pays riverain de la Méditerranée.

### **Avec une croissance naturelle forte, Israël a-t-il besoin d'un apport migratoire ?**

La croissance démographique d'Israël est largement la conséquence de son mouvement naturel très excédentaire. La croissance de la population native est éloquent : son effectif a plus que doublé en trente ans (multiplication par 2,3 entre 1990 et 2019), passant de 3,2 millions à 7,5 millions de personnes qui résident presque toutes en Israël (95 %). Cette croissance devrait se poursuivre à un rythme soutenu au cours des prochaines décennies.

En effet, la fécondité dans ce pays reste élevée, en particulier pour un pays développé (3 enfants en moyenne par femme en 2019). Par ailleurs, sa population est encore relativement jeune : 42 % des habitants d'Israël ont moins de 25 ans. Fécondité élevée et population jeune font qu'avec un solde migratoire nul, la population de ce pays pourrait passer de 8,5 millions en 2019 (7,1 millions de natifs + 1,4 millions de non natifs) à plus de 12 millions en 2050. On serait alors potentiellement encore loin du terme de cette croissance démographique puisque la part des moins de 40 ans serait encore de 58 %, à peine moins qu'en 2019 (62 %).

Compte tenu des contraintes spatiales et de l'aridité du territoire que le réchauffement climatique risque d'aggraver, les possibilités de redéploiement des populations sont limitées. Cette croissance démographique accentuerait la densité démographique et la pression sur l'espace. Tout apport migratoire aggraverait la situation. La question qui se pose donc est de savoir si Israël a les ressources spatiales pour absorber la poursuite de sa croissance démographique naturelle et plus encore un solde migratoire très positif. Ce n'est manifestement pas ce qui est envisagé par la DPNU qui considère que le solde migratoire devrait se tasser au cours des prochaines années et être très faiblement positif (+ 10 000 par an en moyenne). On peut cependant imaginer qu'une présence démographique dense en Israël puisse constituer un enjeu de sécurité militaire.

Les flux migratoires en direction d'Israël semblent également dépendre du contexte géopolitique international et régional. Les rebonds migratoires du début des années 2000 correspondent aux grandes vagues d'attentats commis dans les pays occidentaux et au sentiment d'insécurité croissant ressenti par une partie de la diaspora juive dans le monde. Mais le climat d'insécurité permanent en Israël est lui aussi susceptible de freiner nombre de candidats à l'émigration vers Israël.

Ce contexte géopolitique incertain et, surtout, la croissance naturelle forte en Israël, tendent toutefois à miser sur une dynamique migratoire très modérée à l'horizon 2050, de surcroît sans conséquence sur les mouvements démographiques du bassin méditerranéen compte tenu de la marginalité des pays de cet espace géographique dans les destinations des natifs d'Israël à l'étranger et du poids minoritaire des non natifs résidant en Israël originaires d'un autre pays de la Méditerranée. Acteur géopolitique majeur de la rive Est de la Méditerranée, ses caractéristiques démographiques, et en particulier ses échanges migratoires, font en revanche d'Israël un acteur mineur de la démographie méditerranéenne.

Tableau 27. Israël. Effectifs de natifs non-résidents (émigrants) et de non natifs résidents (immigrants) en 1990, 1995, 2000, 2005, 2010, 2015, 2019

	Émigrants selon destination						Immigrants selon origine								
	Total		Pays riverains		Trois premières destinations		Total		Un pays riverain		Trois premières origines				
2019	369 935	100,0	85 564	23,1	USA	145 719	39,4	2019	1 367 290	100,0	356 337	26,1	Maroc	158 622	11,6
					État de Palestine	62 458	16,9						Ukraine	131 392	9,6
					Canada	28 473	7,7						Russie	111 474	8,2
2015	339 067	100,0	83 871	24,7	USA	129 681	38,2	2015	1 406 027	100,0	366 431	26,1	Maroc	163 113	11,6
					État de Palestine	62 895	18,5						Ukraine	135 112	9,6
					Canada	26 571	7,8						Russie	114 630	8,2
2010	336 473	100,0	84 472	25,1	USA	141 567	42,1	2010	1 363 316	100,0	355 300	26,1	Maroc	158 158	11,6
					État de Palestine	63 515	18,9						Ukraine	131 007	9,6
					Canada	22 845	6,8						Russie	111 148	8,2
2005	319 756	100,0	97 555	30,5	USA	124 955	39,1	2005	1 438 993	100,0	355 629	24,7	Maroc	161 576	11,2
					État de Palestine	78 664	24,6						Ukraine	146 749	10,2
					Canada	19 930	6,2						Russie	135 827	9,4
2000	304 861	100,0	108 680	35,6	USA	112 505	36,9	2000	1 532 124	100,0	355 206	23,2	Maroc	166 953	10,9
					État de Palestine	93 814	30,8						Ukraine	164 271	10,7
					Canada	16 625	5,5						Russie	162 154	10,6
1995	291 849	100,0	111 760	38,3	USA	99 193	34,0	1995	1 554 408	100,0	355 658	22,9	Russie	173 915	11,2
					État de Palestine	96 052	32,9						Ukraine	170 963	11,0
					Canada	16 166	5,5						Maroc	166 657	10,7
1990	281 597	100,0	115 274	40,9	État de Palestine	98 290	34,9	1990	1 489 650	100,0	331 132	22,2	Russie	175 938	11,8
					USA	86 048	30,6						Ukraine	168 081	11,3
					Canada	16 092	5,7						Maroc	157 029	10,5

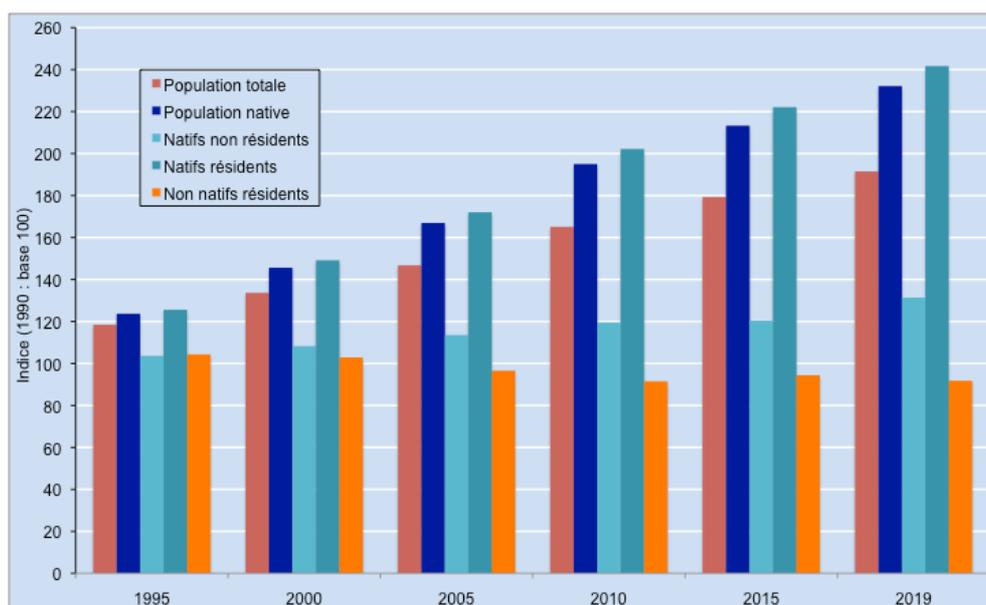
Sources : United Nations, Migrant Stock By Origin And Destination, 2019.

Tableau 28. Israël. Population totale et population native - Évolutions quinquennales de 1990 à 2019

	1 990	1 995	2 000	2 005	2 010	2 015	2 019
Population totale	4 448 353	5 271 367	5 945 950	6 529 479	7 346 446	7 978 490	8 519 377
Population native	3 240 300	4 008 808	4 718 687	5 410 242	6 319 603	6 911 530	7 522 022

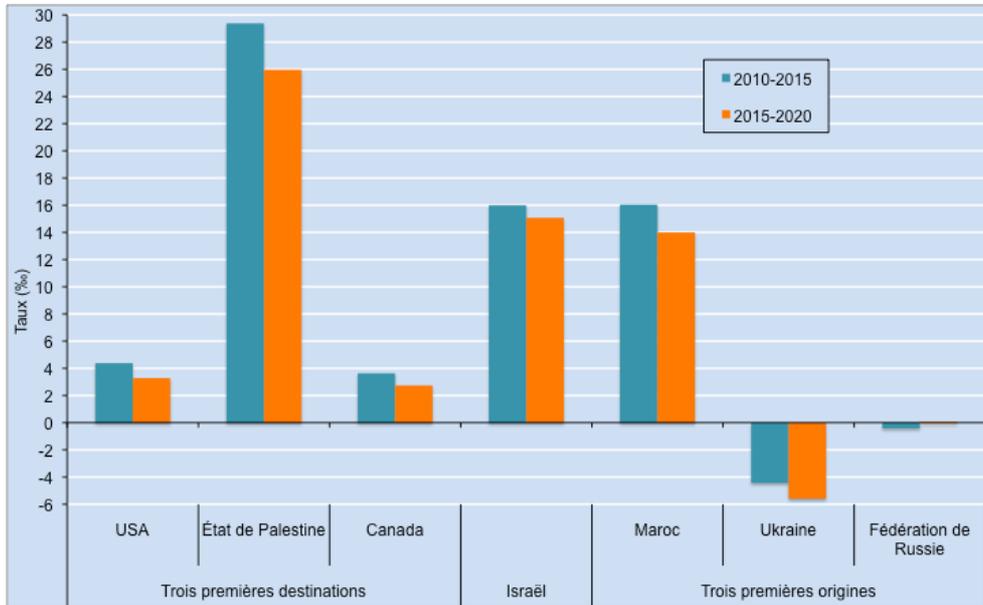
Sources : United Nations, Migrant Stock By Origin And Destination, 2019 ; World population Prospects. The 2019 Revision, 2019

Figure 54. Israël. Population totale, population native, natifs non-résidents, natifs résidents et non natifs résidents - Évolution indiciaire 1990-2020 (1990 : base 100)



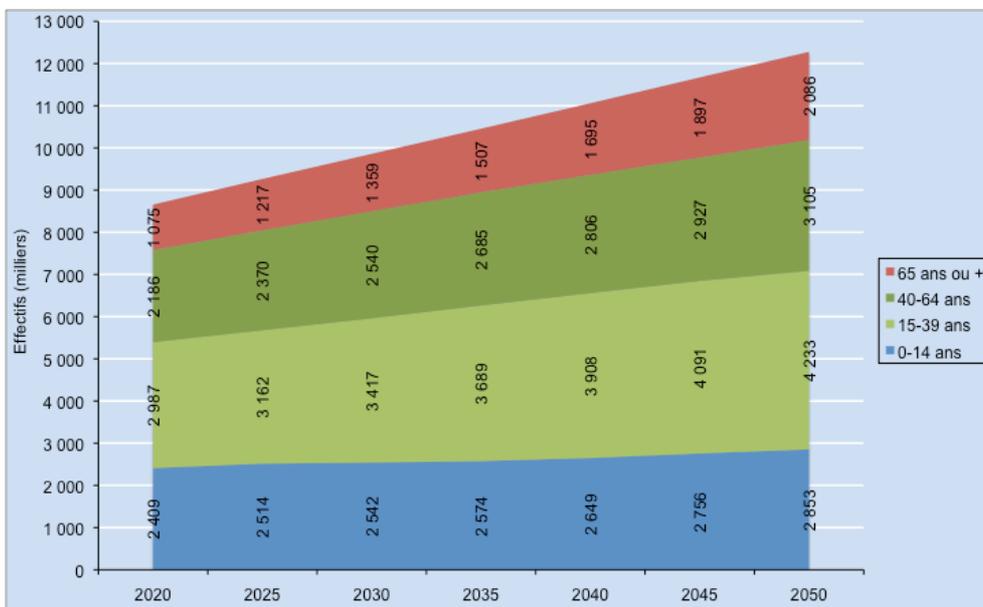
Sources : United Nations, Migrant Stock By Origin And Destination, 2019 ; World population Prospects. The 2019 Revision, 2019

Figure 55. Israël et trois premiers pays de destination des natifs et d'origine des non natifs en 2019 - Croissance naturelle de la population de 2010 à 2020 (taux pour 1 000 personnes)



Source : United Nations, World Population Prospects. The 2019 Revision, 2019

Figure 56. Israël. Population totale avec solde migratoire nul, perspective 2020-2050 - Répartition par grands groupes d'âges (en milliers)



Source : United Nations, World Population Prospects. The 2019 Revision, 2019

Figure 57. Israël. Solde migratoire par période quinquennale, estimé de 1990-1995 à 2015-2020 et projeté de 2020-2025 à 2045-2050 (en milliers)



Source : United Nations, World Population Prospects. The 2019 Revision, 2019

### 3. Liban

#### Le Liban, terre d'accueil méditerranéenne par excellence

En 2019, le Liban compte 1,9 million d'immigrés, soit 27 % de sa population totale (6,9 millions). Ce pays surtout connu pour sa diaspora dans le monde est avant tout une terre d'accueil sans équivalent en Méditerranée. Et c'est une terre d'accueil pour Méditerranéens : en effet, 93 % des non natifs résidant dans ce pays sont originaires d'un autre pays riverain de la Méditerranée. Certes, les natifs de la République arabe syrienne représentent 62 % de cette présence immigrée et les natifs de l'État de Palestine 26 %. Mais on trouve aussi une forte présence de natifs d'Égypte, qui est le quatrième pays d'origine des non natifs résidant au Liban (environ 70 000 personnes) derrière l'Irak (114 000 personnes). Si la présence palestinienne et égyptienne n'a guère évolué en trente ans, ce n'est pas le cas de celle des Syriens, qui a explosé depuis 2010. Toutefois, au cours des toutes dernières années, on observe un léger reflux de la présence immigrée au Liban, qui concerne tous les principaux contingents, y compris ceux originaires de pays en guerre (Syrie, État de Palestine, Irak).

Si la présence immigrée est aujourd'hui très élevée, en raison notamment de l'afflux massif de Syriens, il n'en demeure pas moins qu'elle fut toujours importante. En 1990, bien avant les crises en Syrie ou en Irak, le Liban comptait déjà un demi-million d'immigrés, soit 19 % de la population de l'époque (2,8 millions).

#### Une propension à l'émigration moins importante en 2019 qu'en 1990

En 1990, on comptait quasiment autant de non natifs résidant au Liban que de natifs de ce pays résidant à l'étranger (un demi-million, soit 18 % de la population native). Mais tandis que la population native, sous l'effet d'un fort excédent naturel, a doublé en trente ans (de 2,8 millions en 1990 à 5,8 millions en 2019), le nombre d'exilés originaires du Liban s'est accru un peu plus faiblement : multiplication par 1,7 (+ 70 %) sur la même période. En conséquence, les 840 000 personnes nées au Liban et vivant à l'étranger ne représentent plus que 14 % de la population native.

Contrairement aux immigrés qui viennent massivement des autres pays du Proche-Orient riverains de la Méditerranée, les émigrés originaires du Liban sont présents partout dans le monde. La distance n'est pas un obstacle : l'Arabie saoudite, les États-Unis et l'Australie sont ainsi les trois principales destinations des natifs du Liban vivant à l'étranger. Toutefois, ces trois destinations ne concentrent que 45 % des émigrés libanais, ce qui souligne l'extrême diversité de leur présence dans le monde. Ils ne sont par ailleurs que 11 % à résider dans un autre pays de la rive méditerranéenne.

#### Plus de départs dans les prochaines années, moins d'arrivées ?

Le Liban apparaît clairement comme un pays de repli géographique pour les populations du Proche et Moyen-Orient confrontés à des crises politiques ou/et économiques graves dans leur pays. C'est ce qui explique le caractère très erratique du solde migratoire ces dernières décennies. Selon le contexte géopolitique régional, les flux d'arrivées d'immigrés-réfugiés au Liban varient de manière spectaculaire. La proximité géographique des pays d'origine de ces non natifs permet aussi des mouvements rapides de retour. C'est d'ailleurs sur cette base que la DPNU estime que le solde migratoire du Liban sera très négatif au cours de cette décennie, en raison d'un retour attendu, notamment, de nombreux Syriens dans leur pays. L'hypothèse est faite que la situation politique en Syrie se sera suffisamment améliorée pour inciter les natifs à revenir chez eux, ce qui est loin d'être le cas pour le moment. La crise économique et politique grave que traverse aujourd'hui le Liban constitue un facteur, peut-être, plus prégnant de reflux de la présence immigrée au Liban. Elle pourrait, en effet, limiter les flux d'arrivées et encourager des départs, non seulement de non natifs, mais aussi de natifs. Moins d'arrivées de non natifs, plus de départs de non natifs et de natifs pourraient se traduire par un solde migratoire durablement et fortement négatif. Ces variations migratoires n'auraient toutefois qu'un effet marginal sur la démographie méditerranéenne.

En effet, même avec un solde migratoire nul au cours des prochaines décennies et en dépit d'un solde naturel très positif, le Liban ne compterait que 8,5 millions d'habitants en 2050. Le gain démographique de près de 2 millions de personnes en trente ans serait exclusivement porté par l'augmentation du nombre de personnes âgées de 40 ans ou plus : les groupes d'âges 40-64 ans et 65 ans ou plus gagneraient chacun environ 1 million de personnes, tandis que les effectifs des 15-39 ans et des moins de 15 ans demeureraient stables. Si une proportion croissante de natifs du Liban devait quitter ce pays, ce serait en grande partie pour d'autres pays que ceux bordant la Méditerranée, plus particulièrement sa rive Est. De ce fait, l'excédent naturel, dont une part plus ou moins importante serait amputée par l'émigration, serait, à l'échelle de la Méditerranée, à peine perceptible. Par ailleurs, si le Proche-Orient demeurait une zone de conflits suffisamment grave pour conduire à l'exil de nombreuses personnes, le Liban continuerait certainement d'être une terre de refuge. Dans la mesure où ces déplacements contraints de population resteraient, quant à eux, au sein de l'espace méditerranéen, ils pourraient alors compenser tout ou partie des départs de natifs libanais. On rejoindrait alors le scénario d'équilibre migratoire envisagé par la DPNU à partir de la seconde moitié des années 2030, un scénario sans guère d'incidence sur le nombre total de Méditerranéens. Mais ce ne sont là qu'anticipations loin d'être traduites dans les faits.

Ce qui ne fait aucun doute est que, de par sa situation géographique, le Liban apparaît comme un régulateur démographique à l'échelle de la rive Est de la Méditerranée en assurant l'accueil, momentané ou plus long, de populations de la région confrontées à la nécessité de s'exiler.

Tableau 29. Liban. Effectifs de natifs non-résidents (émigrants) et de non natifs résidents (immigrants) en 1990, 1995, 2000, 2005, 2010, 2015, 2019

	Émigrants selon destination						Immigrants selon origine								
	Total		Pays riverains		Trois premières destinations		Total		Un pays riverain		Trois premières origines				
2019	844 158	100,0	96 385	11,4	Arabie saoudite	150 183	17,8	2019	1 862 326	100,0	1 729 445	92,9	Syrie	1 162 305	62,4
					USA	127 280	15,1						État de Palestine	487 270	26,2
					Australie	99 705	11,8						Irak	114 049	6,1
2015	769 251	100,0	90 917	11,8	Arabie saoudite	123 277	16,0	2015	1 971 580	100,0	1 830 894	92,9	Syrie	1 230 484	62,4
					USA	119 613	15,5						État de Palestine	515 853	26,2
					Australie	93 290	12,1						Irak	120 739	6,1
2010	704 562	100,0	85 334	12,1	USA	124 883	17,7	2010	818 738	100,0	651 650	79,6	État de Palestine	530 550	64,8
					Arabie saoudite	96 479	13,7						Irak	143 391	17,5
					Australie	89 640	12,7						Égypte	99 001	12,1
2005	613 614	100,0	77 375	12,6	USA	114 895	18,7	2005	754 130	100,0	638 888	84,7	État de Palestine	498 778	66,1
					Australie	84 900	13,8						Égypte	114 723	15,2
					Arabie saoudite	74 411	12,1						Irak	84 380	11,2
2000	561 102	100,0	71 924	12,8	USA	108 599	19,4	2000	689 524	100,0	626 137	90,8	État de Palestine	467 005	67,7
					Australie	79 070	14,1						Égypte	130 459	18,9
					Canada	67 856	12,1						Syrie	26 159	3,8
1995	533 444	100,0	72 251	13,5	USA	97 425	18,3	1995	604 819	100,0	559 034	92,4	État de Palestine	428 088	70,8
					Australie	79 925	15,0						Égypte	104 377	17,3
					Canada	59 419	11,1						Syrie	24 856	4,1
1990	509 323	100,0	73 461	14,4	USA	86 369	17,0	1990	520 116	100,0	491 943	94,6	État de Palestine	389 171	74,8
					Australie	81 858	16,1						Égypte	78 308	15,1
					Arabie saoudite	57 203	11,2						Syrie	23 553	4,5

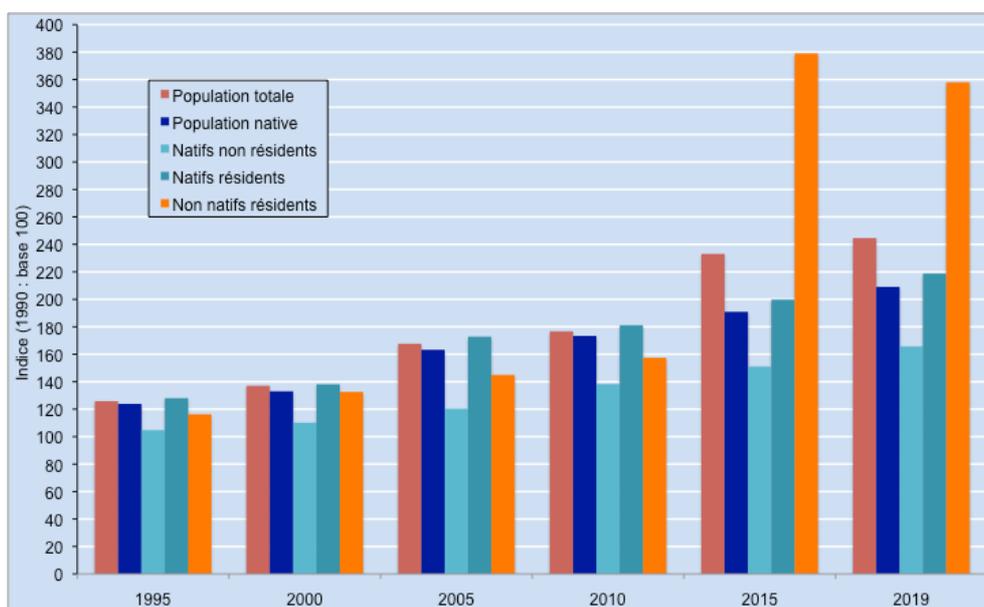
Source : United Nations, Migrant Stock By Origin And Destination, 2019.

Tableau 30. Liban. Population totale et population native - Évolutions quinquennales de 1990 à 2019

	1 990	1 995	2 000	2 005	2 010	2 015	2 019
Population totale	2 803 044	3 528 380	3 842 778	4 698 763	4 953 061	6 532 678	6 855 713
Population native	2 792 251	3 457 005	3 714 356	4 558 247	4 838 885	5 330 349	5 837 545

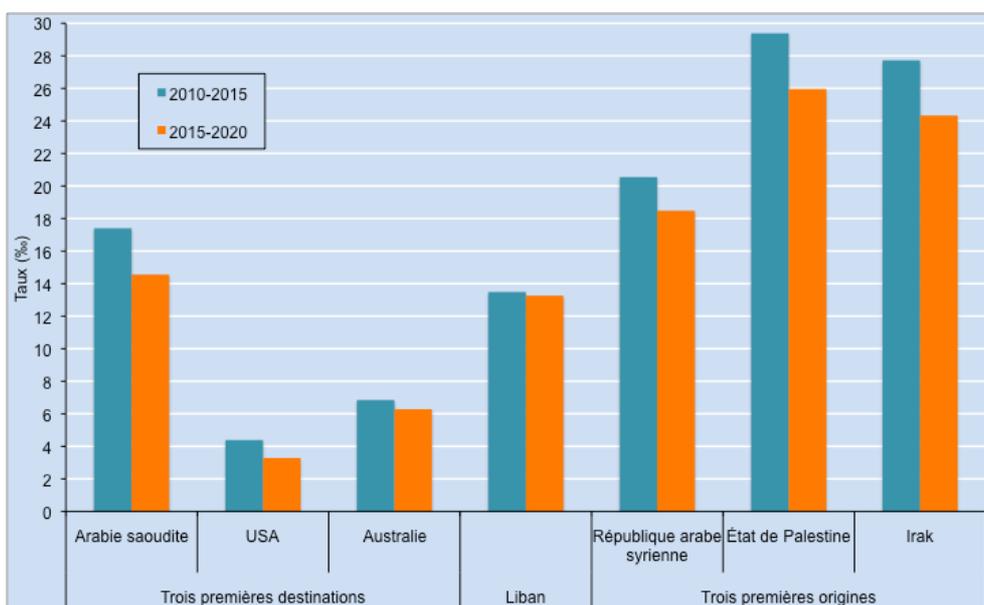
Sources : United Nations, Migrant Stock By Origin And Destination, 2019 ; World population Prospects. The 2019 Revision, 2019

Figure 58. Liban. Population totale, population native, natifs non-résidents, natifs résidents et non natifs résidents - Evolution indiciaire 1990-2020 (1990 : base 100)



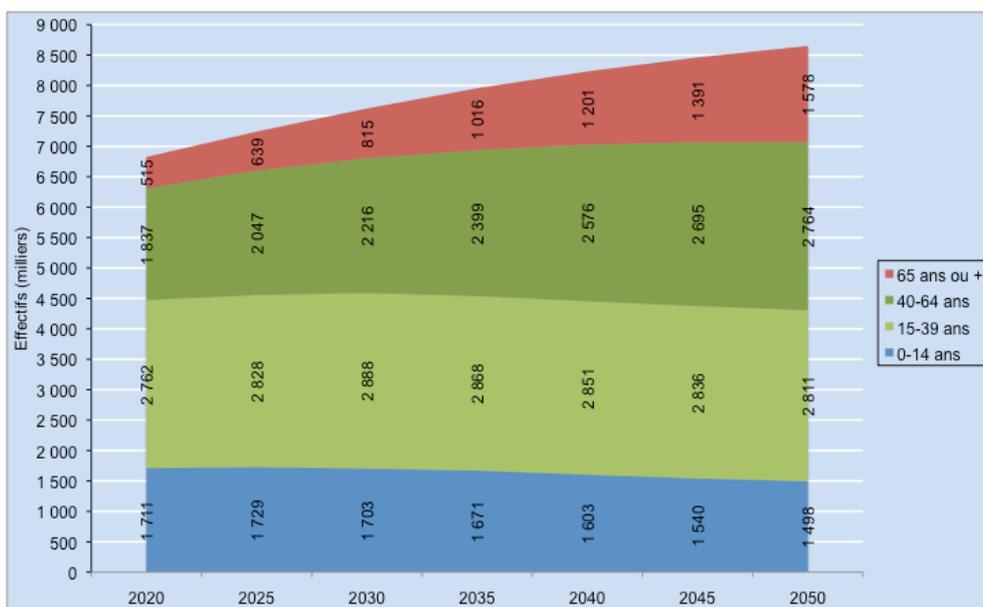
Sources : United Nations, Migrant Stock By Origin And Destination, 2019 ; World population Prospects. The 2019 Revision, 2019

Figure 59. Liban et trois premiers pays de destination des natifs et d'origine des non natifs en 2019 - Croissance naturelle de la population de 2010 à 2020 (taux pour 1 000 personnes)



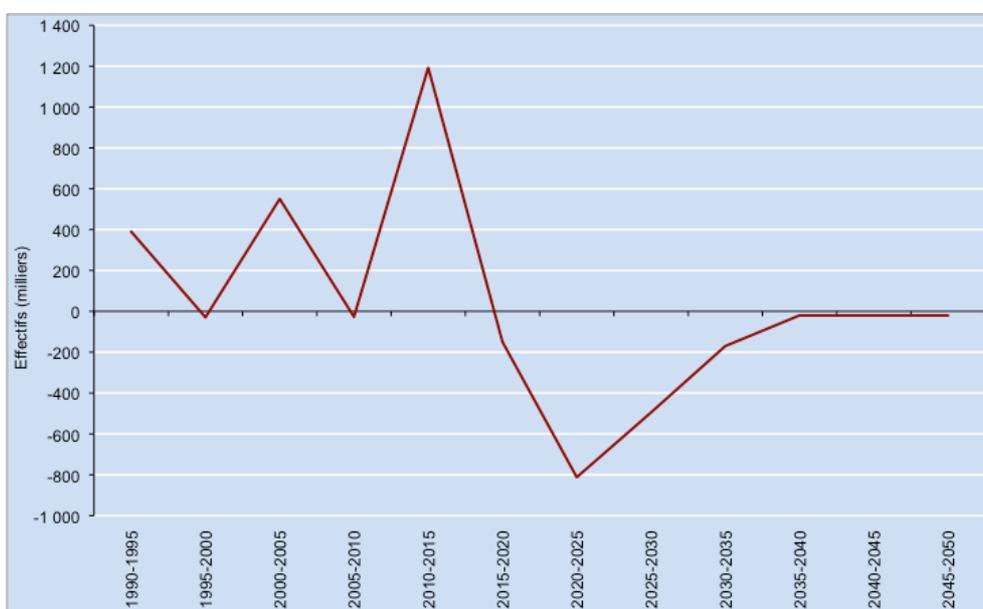
Source : United Nations, World Population Prospects. The 2019 Revision, 2019

Figure 60. Liban. Population totale avec solde migratoire nul, perspective 2020-2050 - Répartition par grands groupes d'âges (en milliers)



Source : United Nations, World Population Prospects. The 2019 Revision, 2019

Figure 61. Liban. Solde migratoire par période quinquennale, estimé de 1990-1995 à 2015-2020 et projeté de 2020-2025 à 2045-2050 (en milliers)



Source : United Nations, World Population Prospects. The 2019 Revision, 2019

#### 4. République arabe syrienne

##### De 1990 à 2010, une croissance démographique (presque) sans heurts et soutenue

Jusqu'en 2010, l'évolution démographique de la Syrie était relativement claire et autorisait des projections robustes. Sa croissance démographique était en effet, depuis longtemps, exclusivement assurée par son solde naturel très excédentaire puisque le solde migratoire était nul. Jusqu'en 2010, l'effectif de la population syrienne était donc quasiment le même que celui de la population native. Depuis 1990, tous les cinq ans, ce sont ainsi 2 millions de

personnes qui sont venues grossir les rangs de la population native et ceux de la population totale du pays. La population syrienne est ainsi passée de 12,5 millions en 1990 à 21,4 millions en 2010, tandis que la population native est dans le même temps passée de 12,8 millions à 20,8 millions, soit une croissance démographique en vingt ans de 9 millions de résidents en Syrie (+ 72 %) et de 8 millions de natifs (+ 62 %).

Toutefois, alors que l'effectif de la population syrienne était légèrement inférieur à celui de la population native en 1990 (- 400 000), l'écart s'est progressivement résorbé pour s'inverser en 2010 (+ 500 000). L'arrivée de réfugiés en provenance d'Irak dans les années 2000 explique ce renversement. Jusqu'en 2000, on dénombrait de 300 000 à 400 000 natifs de Syrie établis à l'étranger de plus que de non natifs présents en Syrie. Les pays de destination des migrants étaient également très stables. Ainsi, sur les 600 000 à 700 000 natifs de Syrie établis à l'étranger, la moitié résidaient en Arabie saoudite, tandis que les autres se dispersaient entre un grand nombre de pays dont 15 % seulement sur les rives de la Méditerranée. Du côté des 250 000 à 400 000 non natifs présents en Syrie, la quasi-totalité venait de l'État de Palestine.

La guerre en Irak a bouleversé cette situation. Alors que l'on comptait moins de 2 000 natifs de ce pays en Syrie en 2000, leur effectif a atteint 340 000 personnes en 2005 puis a dépassé le million en 2010, représentant alors 69 % du 1,6 million d'immigrés en Syrie (huit fois plus que vingt ans auparavant). Pour la première fois, le nombre d'immigrés en Syrie était plus élevé que celui des émigrés Syriens à l'étranger dont l'effectif dépassait pourtant, en 2010, pour la première fois, le million de personnes (principalement en raison d'un accroissement des départs vers l'Arabie saoudite). Les années qui ont précédé le début de la guerre civile en 2011 ont ainsi été marquées par un profond bouleversement de la dynamique et des équilibres migratoires. Faut-il y voir une relation de cause à effet ? En tout cas, cet excédent d'immigrés par rapport aux émigrés (+ 500 000 en 2010) n'a guère duré.

#### **Depuis 2010, le chaos démographique**

La guerre en Syrie a provoqué une rupture démographique aussi brutale que spectaculaire. Le nombre de natifs résidant à l'étranger a en effet été multiplié par 8 en l'espace de neuf ans : en 2019, on compte ainsi 8,2 millions d'expatriés, dont 3,7 millions (46 %) en Turquie. Plus d'un million de natifs de Syrie ont aussi trouvé refuge au Liban qui est devenu leur deuxième destination (14 % de la population native). La Turquie et le Liban sont quasiment les deux seuls pays riverains de la Méditerranée à avoir accueilli en masse des réfugiés syriens. Les autres pays du bassin méditerranéen n'accueillent en effet au total, en 2019, que 300 000 natifs de Syrie, soit 3 % de l'ensemble des natifs de Syrie vivant à l'étranger, presque trois fois moins que l'Arabie saoudite, qui a également largement contribué au repli géographique de nombre de Syriens ; en 2019, ce pays accueille en effet 800 000 natifs de Syrie, soit 300 000 de plus qu'en 2010.

La guerre en Syrie a également conduit de nombreux non natifs à quitter le pays. Leur effectif a ainsi diminué de moitié en quelques années. En 2019, ils ne sont plus que 800 000 dont la quasi-totalité sont nés dans des pays eux-mêmes en guerre (74 % en provenance de l'État de Palestine et 25 % d'Irak).

#### **Des perspectives impossibles à établir en toute rigueur**

En 2019, on dénombre dans le monde 24,5 millions de natifs de Syrie, tandis que la population de ce pays n'en compte que 17 millions. Cet écart souligne à quel point la situation actuelle a provoqué un véritable exode de ce pays. L'évolution démographique récente de la République arabe syrienne souligne l'importance du chaos qui y règne et il est, pour le moins, difficile d'envisager sérieusement des scénarios d'avenir à partir des tendances récentes, et même de conjecturer que, passé cette situation dramatique, le pays retrouvera une dynamique démographique conforme à celle qui l'a caractérisé avant l'entrée en guerre. C'est pourtant ce que propose la DPNU qui envisage une poursuite de sa croissance naturelle au moins jusqu'à l'horizon 2050. Avec un solde migratoire nul entre 2020 et 2050, la population syrienne pourrait ainsi, selon la DPNU, gagner 8 millions de personnes, soit une croissance de 45 % en trente ans. Mais la population du pays pourrait croître davantage encore si, comme l'envisage la DPNU, la Syrie bénéficiait d'un retour, entre 2020 et 2030, de la plupart de ceux qui ont quitté le pays depuis 2010.

Cette projection fait l'hypothèse d'une fin de conflit prochaine dans ce pays et du retour à une situation politique suffisamment apaisée pour inciter les Syriens à revenir dans leur pays afin de le reconstruire. Ce retour dépendra aussi des conditions de vie que les natifs de Syrie exilés notamment en Turquie et au Liban auront rencontrées.

Enfin, même dans le cas d'un retour au pays des exilés syriens, rien n'indique que la mortalité et la fécondité reprendront rapidement leur niveau d'avant la guerre et continueront d'évoluer en suivant les tendances passées. Une appréhension différente du futur, l'exposition à d'autres cultures et comportements démographiques, des conditions

de vie encore difficiles ou incertaines en Syrie pourraient provoquer des ruptures en matière de comportements démographiques. Pour toutes ces raisons, les perspectives démographiques, notamment sur le plan migratoire, sont trop hasardeuses pour s'y risquer pour le moment.

Tableau 31. République arabe syrienne. Effectifs de natifs non-résidents (émigrants) et de non natifs résidents (immigrants) en 1990, 1995, 2000, 2005, 2010, 2015, 2019

	Émigrants selon destination					Immigrants selon origine									
	Total		Pays riverains	Trois premières destinations		Total		Un pays riverain	Trois premières origines						
2019	8 225 499	100,0	5 160 187	62,7	Turquie Liban Arabie saoudite	3 743 494 1 162 305 802 915	45,5 14,1 9,8	2019	800 985	100,0	595 847	74,4	État de Palestine Irak Somalie	595 847 202 831 1 079	74,4 25,3 0,1
2015	6 226 975	100,0	4 185 987	67,2	Turquie Liban Jordanie	2 768 494 1 230 484 673 705	44,5 19,8 10,8	2015	804 054	100,0	598 128	74,4	État de Palestine Irak Somalie	598 128 203 609 1 084	74,4 25,3 0,1
2010	1 084 203	100,0	109 735	10,1	Arabie saoudite Jordanie USA	515 803 149 685 61 003	47,6 13,8 5,6	2010	1 616 221	*100	496 983	30,7	Irak État de Palestine Somalie	1 113 326 496 983 2 762	68,9 30,7 0,2
2005	863 712	100,0	110 431	12,8	Arabie saoudite Jordanie USA	397 826 104 791 57 569	46,1 12,1 6,7	2005	779 408	100,0	441 091	56,6	État de Palestine Irak Somalie	441 091 336 344 1 126	56,6 43,2 0,1
2000	707 872	100,0	107 051	15,1	Arabie saoudite Jordanie USA	322 050 57 624 55 946	45,5 8,1 7,9	2000	387 734	100,0	385 199	99,3	État de Palestine Irak Somalie	385 199 1 829 443	99,3 0,5 0,1
1995	662 477	100,0	99 870	15,1	Arabie saoudite Jordanie USA	313 441 54 585 46 282	47,3 8,2 7,0	1995	292 985	100,0	289 464	98,8	État de Palestine Irak Somalie	289 464 3 036 345	98,8 1,0 0,1
1990	621 881	100,0	94 141	15,1	Arabie saoudite Jordanie USA	305 838 51 557 36 782	49,2 8,3 5,9	1990	248 732	100,0	244 707	98,4	État de Palestine Irak Somalie	244 707 3 825 200	98,4 1,5 0,1

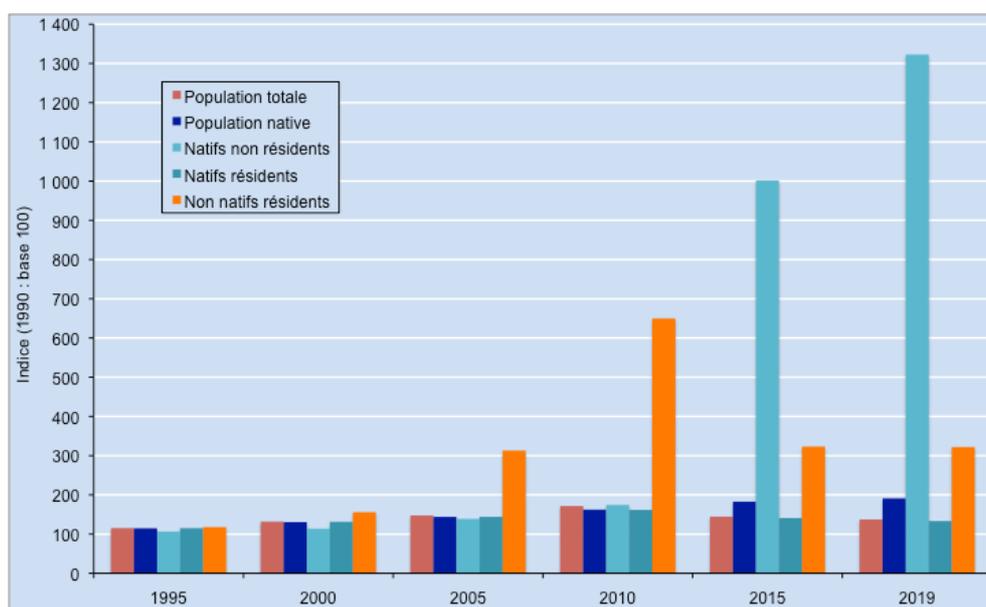
Source : United Nations, Migrant Stock By Origin And Destination, 2019

Tableau 32. République arabe syrienne. Population totale et population native - Évolutions quinquennales de 1990 à 2019

	1 990	1 995	2 000	2 005	2 010	2 015	2 019
Population totale	12 446 171	14 345 492	16 410 848	18 361 176	21 362 529	17 997 408	17 070 135
Population native	12 819 320	14 714 984	16 730 986	18 445 480	20 830 511	23 420 329	24 494 649

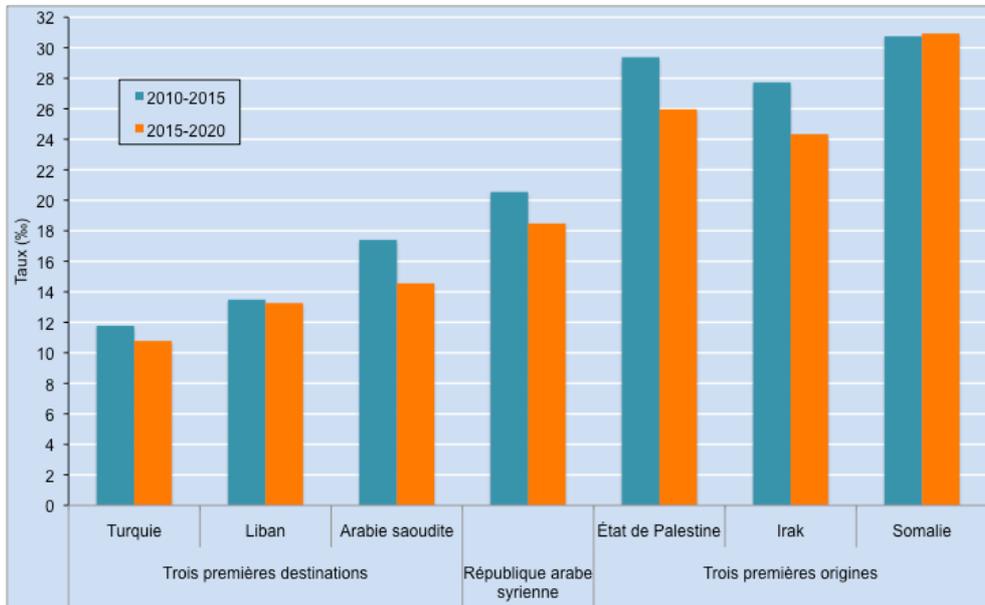
Sources : United Nations, Migrant Stock By Origin And Destination, 2019 ; World population Prospects. The 2019 Revision, 2019.

Figure 62. République arabe syrienne. Population totale, population native, natifs non-résidents, natifs résidents et non natifs résidents. Évolution indiciaire 1990-2020 (1990 : base 100)



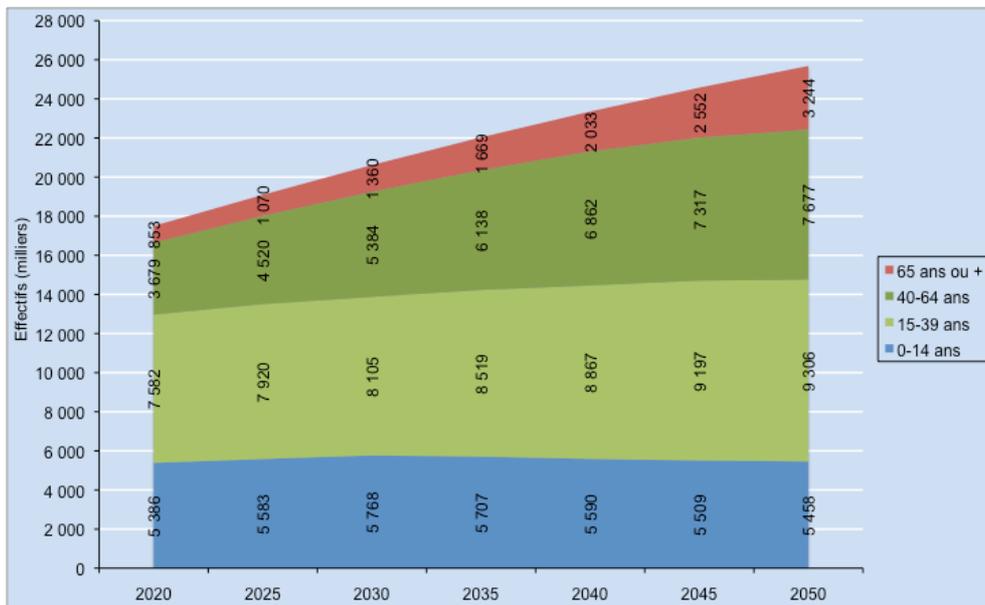
Sources : United Nations, Migrant Stock By Origin And Destination, 2019 ; World population Prospects. The 2019 Revision, 2019

Figure 63. République arabe syrienne et trois premiers pays de destination des natifs et d'origine des non natifs en 2019 - Croissance naturelle de la population de 2010 à 2020 (taux pour 1 000 personnes)



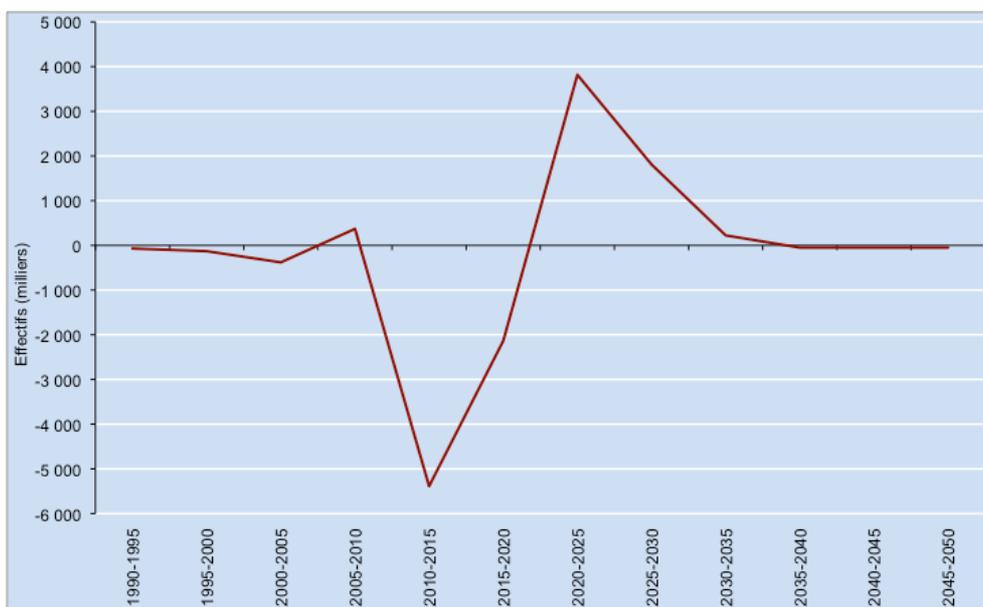
Source : United Nations, World Population Prospects. The 2019 Revision, 2019

Figure 64. République arabe syrienne. Population totale avec solde migratoire nul, perspective 2020-2050 - Répartition par grands groupes d'âges (en milliers)



Source : United Nations, World Population Prospects. The 2019 Revision, 2019

Figure 65. République arabe syrienne. Solde migratoire par période quinquennale, estimé de 1990-1995 à 2015-2020 et projeté de 2020-2025 à 2045-2050 (en milliers)



Source : United Nations, World Population Prospects. The 2019 Revision, 2019.

## 5. Turquie

### L'autre géant démographique méditerranéen

Après l'Égypte et ses 100 millions d'habitants, la Turquie est aujourd'hui, loin devant la France et l'Italie, le pays le plus peuplé du Bassin Méditerranéen. Ce statut s'est affirmé au cours des trente dernières années. Entre 1990 et 2019, la population de ce pays est passée de 54 millions à 83 millions, soit une croissance de plus de 50 % en trente ans. La population native a connu une évolution tout à fait comparable (+ 26 millions de personnes), ce qui indique que cette croissance de la population turque est quasiment exclusivement le fait d'une dynamique naturelle importante. Le taux d'accroissement naturel est encore supérieur à 1 % par an et la Turquie devrait selon toute vraisemblance profiter d'un excédent naturel au moins jusqu'en 2050.

En conséquence, et contrairement à tous les pays de la rive européenne de la Méditerranée, avec un solde migratoire nul au cours des trente prochaines années, la population turque devrait continuer de croître et atteindre les 100 millions d'habitants en 2050. Plus de natifs au cours des trente prochaines années donc, mais aussi plus de personnes âgées pour un nombre de jeunes adultes (moins de 40 ans) en léger recul. Ainsi, de 7,5 millions en 2020, le nombre de personnes âgées devrait atteindre 21 millions en 2050 (21 % de la population) tandis que l'effectif de personnes âgées de 40-64 ans gagnerait 8 millions de personnes (de 23,8 millions à 32 millions). En revanche, le nombre des moins de 40 ans passerait de 53 millions à 49 millions, la baisse se concentrant exclusivement sur les moins de 15 ans (dans la projection de la DPNU, la fécondité est supposée décliner de 2,1 enfants en moyenne par femme en 2015-2020 à 1,8 en 2045-2050).

Sur le plan géographique, la Turquie est un immense pays qui n'a pas à craindre une croissance démographique importante sauf peut-être à Istanbul qui compte déjà 15 millions d'habitants assez densément concentrés (près de 6 000 habitants/km<sup>2</sup>, encore loin toutefois de l'agglomération parisienne et ses 10 000 habitants/km<sup>2</sup>). La population est en effet assez dispersée sur tout le territoire. Contrairement à ce qui peut être observé ailleurs en Méditerranée (en Égypte, tout particulièrement), l'espace n'est en aucun cas une contrainte à une poursuite de la croissance naturelle de la population turque. Sur le plan migratoire, l'espace ne sera donc pas un vecteur de départs vers l'étranger.

### Une présence turque à l'étranger très faible et fortement concentrée en Allemagne

Les natifs de Turquie sont assez peu nombreux à résider à l'étranger. En dépit d'une croissance forte de la population native depuis trente ans, l'effectif des natifs de Turquie à l'étranger a peu augmenté : de 2,6 millions en 1990 (dont 1,6

million en Allemagne), il est passé en 2019 à 3,5 millions (dont 1,5 million en Allemagne). La présence turque en Allemagne est globalement restée constante depuis 1990, malgré un léger fléchissement dans les années 2000. De façon plus générale, le nombre de natifs résidant à l'étranger n'a guère évolué pendant vingt ans (entre 1990 et 2010). En revanche, au cours de ces dix dernières années, il a augmenté de 0,8 million, soit une croissance de 30 % en dix ans. En 2019, les natifs de Turquie résidant à l'étranger ne représentent que 4 % de la population native. Mais cette augmentation importante depuis 2010 interpelle : s'agit-il d'un mouvement conjoncturel, en réponse aux effets de la crise économique de 2008, ou de l'amorce d'un mouvement démographique plus structurel ? Il est encore un peu tôt pour y répondre mais cela ne serait pas sans conséquence pour la démographie méditerranéenne. Cette augmentation de 0,8 million de natifs de Turquie résidant à l'étranger s'est quasiment exclusivement concentrée en Europe et en Amérique du Nord (de 2,5 millions de personnes en 2010 à 3,3 millions en 2019). En Amérique du Nord par exemple, la présence de natifs de Turquie est passée de 130 000 personnes en 2010 à 480 000 en 2019, dont 410 000 aux États-Unis qui sont même devenus la deuxième destination des natifs de Turquie après l'Allemagne et devant la France.

### **Une augmentation récente et spectaculaire de la présence immigrée en Turquie**

En 1990, la Turquie comptait moins de 1 million de non natifs sur son territoire ; ils représentaient alors 2 % de la population turque. Cet effectif n'a guère évolué jusqu'en 2010 : on comptait alors 1,2 million de non natifs, soit seulement 300 000 de plus que vingt ans auparavant. Les natifs de Bulgarie (plus ou moins 450 000 selon les années) et d'Allemagne (270 000 personnes en 2010) représentaient les deux plus importants contingents de non natifs présents en Turquie. En 2010, ces deux pays d'origine représentaient 60 % des non natifs présents sur le sol turc. Derrière ces deux contingents, les natifs de Macédoine du Nord et de Grèce (200 000 personnes au total pour ces deux origines) étaient les plus nombreux. Les crises dans certains pays du Proche et Moyen Orient ont considérablement bouleversé la présence immigrée depuis 2010. On compte ainsi 5,7 millions de non natifs en Turquie en 2019, soit 7 % de la population totale du pays. On est certes encore loin des proportions enregistrées en France, en Espagne ou en Italie, mais cette augmentation demeure la plus spectaculaire de tous les pays du bassin méditerranéen. Cette croissance exceptionnelle (+ 4,5 millions de personnes en moins de dix ans) est avant tout le fait de réfugiés syriens : alors qu'on en comptait une poignée de milliers en 2010, ils étaient 2,8 millions en 2015 et un million de plus encore quatre ans plus tard (3,9 millions). Ils représentent depuis 2015 les deux tiers de la présence immigrée en Turquie. Mais la Turquie a aussi accueilli de nombreux natifs d'Iraq (plus de 200 000 en 2019 contre une dizaine de mille en 2010), d'Afghanistan (plus de 100 000 en 2019, dix fois plus qu'en 2010) et d'Iran (80 000 en 2019 contre 15 000 en 2010).

La Turquie représente donc depuis peu une terre d'asile pour de nombreux réfugiés de pays limitrophes (et même un peu plus lointains comme l'Afghanistan) qui traversent de graves crises politiques ou/et économiques. Comme pour l'émigration, la question est de savoir si cette croissance brutale de la présence immigrée en Turquie est seulement conjoncturelle ou si, à la suite de ces arrivées massives en très peu d'années, la Turquie va devenir de manière plus pérenne un pays d'immigration. En dépit de cette exceptionnelle croissance du nombre de non natifs en Turquie, le poids démographique de ces derniers est encore faible et inférieur à 10 %. La situation est certes nouvelle pour ce pays mais encore loin d'être critique. La contribution de cette présence plus importante d'immigrés a d'ailleurs assez peu contribué à la croissance de la population turque depuis trente ans, ni même durant les toutes dernières années. De plus, compte tenu de l'immensité de ce pays, cet apport migratoire a peu d'effet sur la densité démographique. Sur les plans démographique et spatial, la Turquie a donc encore les moyens d'absorber de nouveaux contingents d'immigrés, à condition qu'il n'y ait pas de trop fortes concentrations en des lieux très localisés. Mais qu'en est-il sur le plan économique et politique ?

Si les conflits perdurent dans la région, nul doute qu'il y aura une poursuite de la pression migratoire sur la Turquie. Dans le cas contraire, que feront les populations de non natifs actuellement présentes en Turquie ? Resteront-elles ou bien retourneront-elles dans leur pays d'origine ? Si elles devaient rester, elles pourraient alors contribuer de manière positive au solde naturel, compte tenu de leur comportement en matière de fécondité, et accentuer la croissance démographique attendue à l'horizon 2050 en Turquie, sans pour autant modifier de manière importante la dynamique démographique de ce pays. En somme, pour le moment, si les chiffres (la croissance du nombre d'immigrés) sont spectaculaires, les effets sont encore faibles. Ils pourraient même le rester, mais il ne faut pas négliger pour autant les difficultés plus ou moins graves qui peuvent se poser, localement, aux nouveaux arrivants et aux populations qui les voient arriver sur leur territoire.

Tableau 33. Turquie. Effectifs de natifs non-résidents (émigrants) et de non natifs résidents (immigrants) en 1990, 1995, 2000, 2005, 2010, 2015, 2019

	Émigrants selon destination						Immigrants selon origine								
	Total		Pays riverains		Trois premières destinations		Total		Un pays riverain	Trois premières origines					
2019	3 493 071	100,0	419 156	12,0	Allemagne	1 531 333	43,8	2019	5 739 123	100,0	3 887 136	67,7	Syrie	3 743 494	65,2
					USA	409 480	11,7						Bulgarie	652 900	11,4
					France	327 508	9,4						Allemagne	371 430	6,5
2015	3 199 215	100,0	400 960	12,5	Allemagne	1 370 193	42,8	2015	4 194 301	100,0	2 874 730	68,5	Syrie	2 768 494	66,0
					USA	379 182	11,9						Bulgarie	482 851	11,5
					France	309 406	9,7						Allemagne	274 691	6,5
2010	2 723 385	100,0	372 692	13,7	Allemagne	1 320 171	48,5	2010	1 255 160	100,0	110 017	8,8	Bulgarie	475 652	37,9
					France	279 301	10,3						Allemagne	270 596	21,6
					Pays-Bas	197 219	7,2						Macédoine du Nord	142 389	11,3
2005	2 749 962	100,0	337 272	12,3	Allemagne	1 483 727	54,0	2005	1 210 738	100,0	106 733	8,8	Bulgarie	461 574	38,1
					France	229 714	8,4						Allemagne	262 587	21,7
					Pays-Bas	195 774	7,1						Macédoine du Nord	138 175	11,4
2000	2 891 893	100,0	381 330	13,2	Allemagne	1 649 639	57,0	2000	1 175 736	100,0	98 574	8,4	Bulgarie	447 912	38,1
					France	256 739	8,9						Allemagne	254 815	21,7
					Pays-Bas	176 615	6,1						Macédoine du Nord	134 372	11,4
1995	2 771 722	100,0	351 572	12,7	Allemagne	1 617 880	58,4	1995	1 071 547	100,0	124 528	11,6	Bulgarie	454 518	42,4
					France	248 944	9,0						Allemagne	215 428	20,1
					Belgique	163 108	5,9						Macédoine du Nord	84 307	7,9
1990	2 640 033	100,0	321 257	12,2	Allemagne	1 586 121	60,1	1990	979 704	100,0	141 595	14,5	Bulgarie	462 767	47,2
					France	241 148	9,1						Allemagne	176 820	18,0
					Belgique	188 809	7,2						Grèce	101 752	10,4

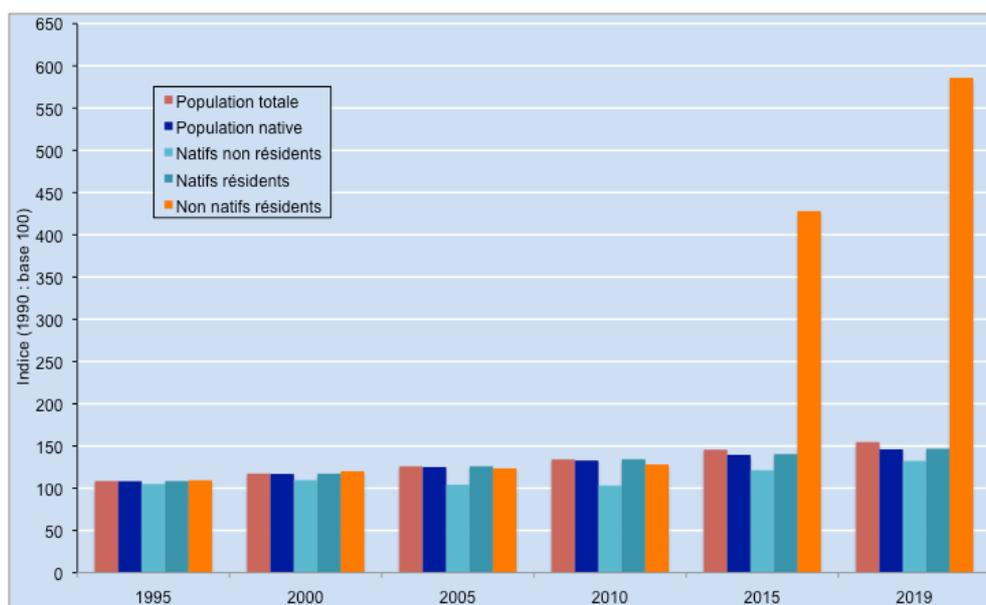
Sources : United Nations, Migrant Stock By Origin And Destination, 2019

Tableau 34. Turquie. Population totale et population native - Évolutions quinquennales de 1990 à 2019

	1 990	1 995	2 000	2 005	2 010	2 015	2 019
Population totale	53 921 760	58 486 456	63 240 194	67 903 469	72 326 988	78 529 409	83 429 615
Population native	55 582 089	60 186 631	64 956 351	69 442 693	73 795 213	77 534 323	81 183 563

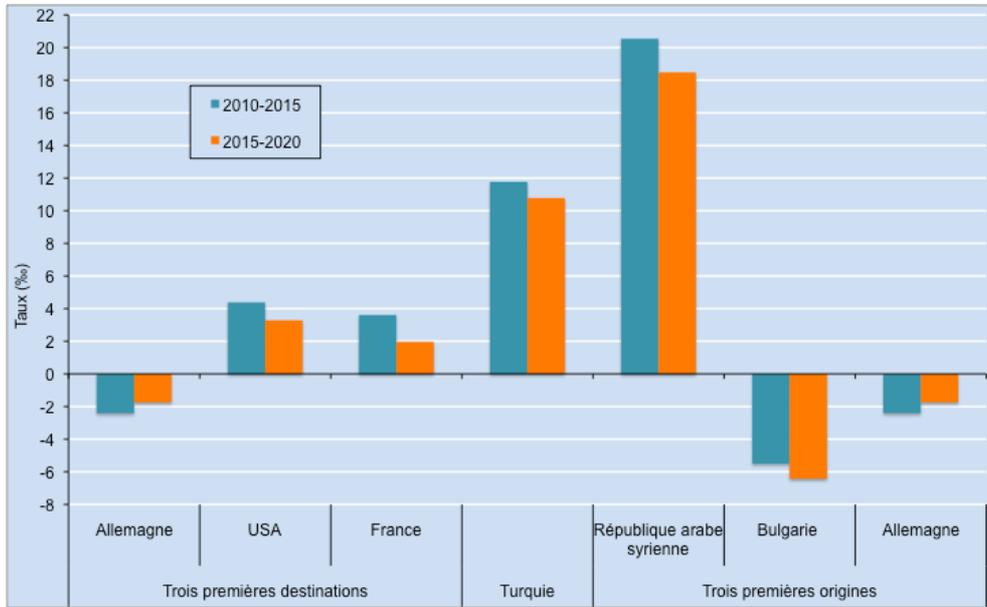
Sources : United Nations, Migrant Stock By Origin And Destination, 2019 ; World population Prospects. The 2019 Revision, 2019.

Figure 66. Turquie. Population totale, population native, natifs non-résidents, natifs résidents et non natifs résidents - Évolution indiciaire 1990-2020 (1990 : base 100)



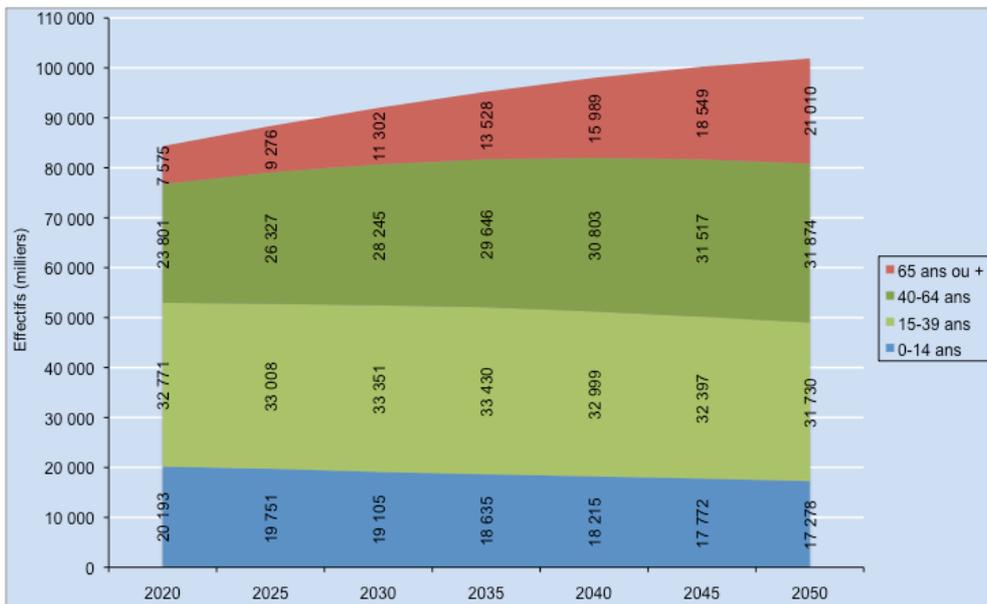
Sources : United Nations, Migrant Stock By Origin And Destination, 2019 ; World population Prospects. The 2019 Revision, 2019.

Figure 67. Turquie et trois premiers pays de destination des natifs et d'origine des non natifs en 2019. Croissance naturelle de la population de 2010 à 2020 (taux pour 1 000 personnes)



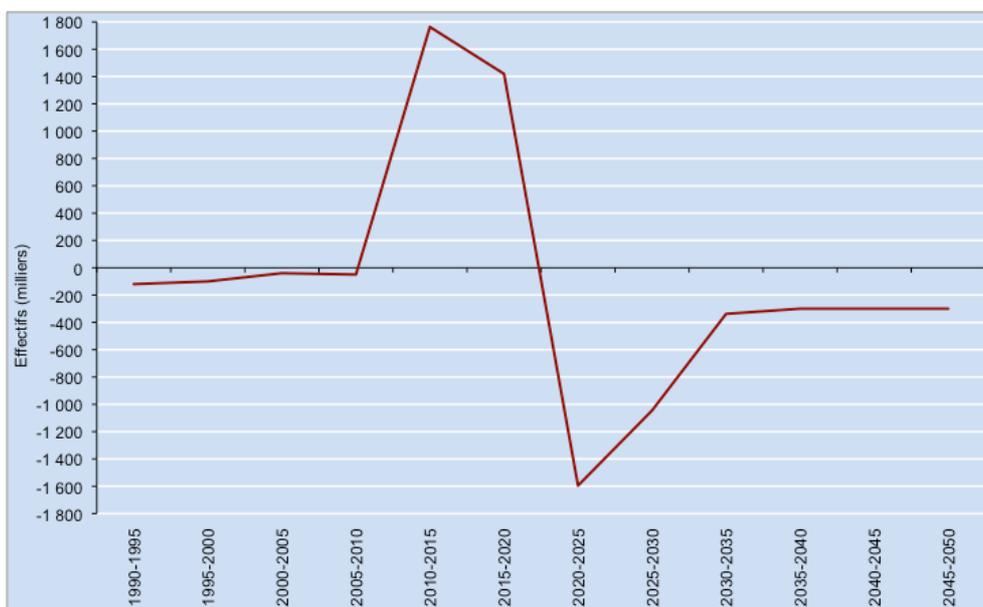
Source : United Nations, World Population Prospects. The 2019 Revision, 2019

Figure 68. Turquie. Population totale avec solde migratoire nul, perspective 2020-2050 - Répartition par grands groupes d'âges (en milliers)



Source : United Nations, World Population Prospects. The 2019 Revision, 2019

Figure 69. Turquie. Solde migratoire par période quinquennale, estimé de 1990-1995 à 2015-2020 et projeté de 2020-2025 à 2045-2050 (en milliers)



Source : United Nations, World Population Prospects. The 2019 Revision, 2019

### C. RIVE SUD : CONTEXTE DEMOGRAPHIQUE ET ENJEUX DES MIGRATIONS POUR LA REGION ET CHAQUE PAYS

#### Une présence immigrée quasiment nulle

La rive Sud de la Méditerranée est depuis 2019 la plus peuplée du Bassin méditerranéen avec 198 millions d'habitants. Parmi eux, 1,7 million seulement (soit moins de 1 %) sont immigrés (Tableau 35). Les migrations entre pays de la rive Sud sont tout autant quasi inexistantes (moins de 100 000 migrants internes à cette région). C'est de la rive Est (40 %) que vient le plus gros contingent d'immigrés, devant ceux en provenance du reste de l'Afrique (26,8 %) et d'Asie (17,2 %). Cette présence immigrée, tout en restant relativement faible a néanmoins augmenté en trente ans, passant de 956 000 à 1,7 million. Elle est de plus très largement concentrée dans deux pays, l'Égypte (0,5 million d'immigrés) et la Lybie (0,8 million). Ces deux pays, les plus proches de la rive asiatique, accueillent d'ailleurs des natifs des pays en guerre ou en conflit (République arabe syrienne, État de Palestine, Irak, Somalie). Les pays du Maghreb, pour leur part, reste particulièrement fermés à toute présence immigrée notable.

#### Une émigration modérée, mais très concentrée sur la rive Nord de la Méditerranée

Du point de vue de la rive Nord de la Méditerranée, les pays de la rive Sud sont considérés comme des pays d'émigration. En effet, un immigré sur cinq résidant sur la rive Nord est originaire de l'un des pays de la rive Sud. Cette perception est tout particulièrement marquée en France où résident 3 des 4,6 millions de migrants originaires de la rive Sud établis dans l'un des pays de la rive Nord.

Vu de la rive Sud, le constat est plus nuancé. En effet, en 2019, on dénombre parmi les 206 millions de natifs de cette région (quel que soit leur pays de résidence) seulement 9,6 millions d'émigrés, soit moins de 5 % de la population native. En revanche, cette émigration est fortement concentrée sur la rive Nord de la Méditerranée, qui accueille un émigré natif de la rive Sud sur deux (48 %). Cette proportion est quasiment constante depuis 1990. Ce sont presque exclusivement les émigrés natifs du Maroc, d'Algérie et de Tunisie qui se tournent vers la rive Nord, de façon très concentrée dans trois pays : la France qui accueille en 2019 80 % des émigrés natifs d'Algérie, 33 % des migrants nés au Maroc et 50 % des migrants originaires de Tunisie ; l'Espagne où résident 23 % des migrants natifs du Maroc ; l'Italie qui héberge 20 % des migrants nés en Libye, 15 % des migrants natifs du Maroc et 13 % des émigrés natifs de Tunisie.

L'autre grande région de destination des migrants de la rive Sud est l'Asie qui accueille 28,9 % de ces derniers (Figure 70, Tableau 35). Il s'agit principalement des nombreux natifs d'Égypte qui résident au Moyen-Orient : en 2019, sur les

2,8 millions de natifs de la rive Sud résidant en Asie, on compte au total 2,2 millions de natifs d'Égypte répartis entre l'Arabie saoudite, les Émirats arabes unis et le Koweït.

L'émigration des natifs de la rive Sud suit donc deux grandes lignes directrices très différentes : tandis que les natifs d'Égypte sont massivement tournés vers la péninsule arabique, les natifs du Maghreb sont toujours orientés vers la rive Nord de la Méditerranée. La Libye occupe sur ce plan une position à part puisque ce pays compte très peu d'émigrés et compte même quatre fois plus d'immigrés que d'émigrés. Au sein même de la rive Sud, qui ne compte pourtant que cinq pays, trois problématiques migratoires peuvent donc être distinguées : celle des pays du Maghreb caractérisée par le lien avec la France notamment ; celle de l'Égypte tournée vers la péninsule arabique ; celle de la Libye, qui reçoit plus d'immigrés (en provenance de pays en guerre) qu'elle n'exporte d'émigrés.

### **Un accroissement quasiment inéluctable des émigrations**

La population de la rive Sud est caractérisée par sa fécondité importante (la fécondité des deux pays les plus peuplés de la région, l'Égypte et l'Algérie, est voisine de 3 enfants/femme) et une population très jeune (en 2019, 70 % de la population de la rive Sud a moins de 40 ans, dont 30 % de moins de 15 ans). Tout est réuni pour que cette population continue de croître : avec un solde migratoire nul, la population de la rive Sud de la Méditerranée compterait 290 millions d'habitants en 2050, soit 90 millions de plus qu'en 2020 (Figure 71).

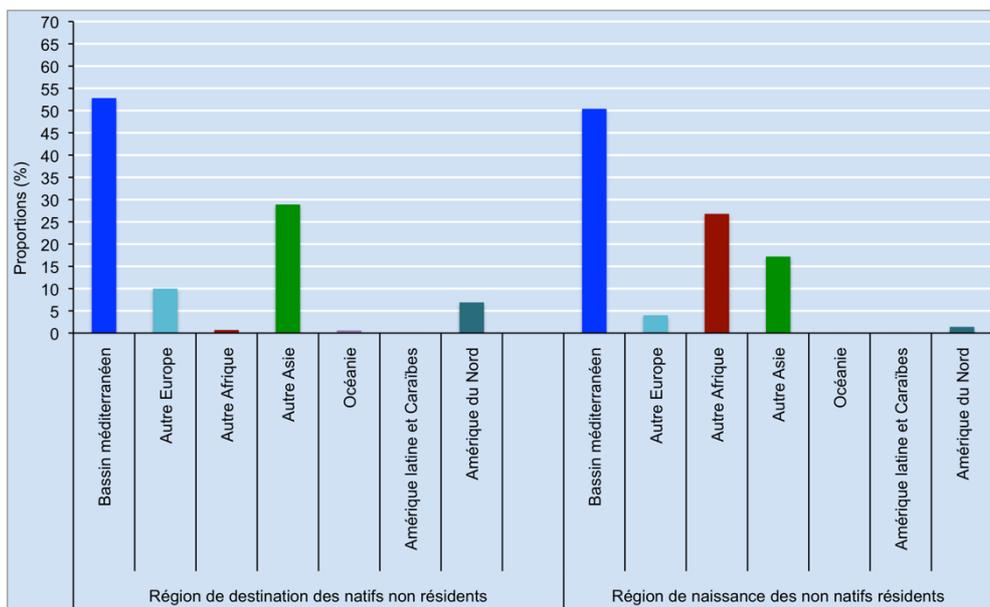
Certes ce scénario est impossible et, pour une large part, les natifs de la région résideront à l'étranger. La question est de savoir où et avec quelle ampleur. Les pays de cette région sont vastes, mais ils sont aussi, dans leur grande partie, désertiques. Le cas de l'Égypte est emblématique : 5 % de sa superficie sont habitables. On peut donc raisonnablement se poser la question de la capacité de ces pays à absorber la poursuite de leur croissance démographique, qui plus est dans un contexte de réchauffement climatique et de pénurie aggravée d'eau. Il est donc inéluctable qu'une partie de cette croissance démographique alimentera des migrations. On parle là de plusieurs millions de personnes : beaucoup plus de monde dans un contexte climatique moins favorable ne peut se traduire que par un renforcement de la présence des migrants du Sud ailleurs dans le monde. Ce renforcement pourrait d'ailleurs ne pas seulement suivre la progression de la population. Un effet de seuil n'est pas à écarter. Plus de migrants, beaucoup plus de migrants même, mais pour aller où ?

Les pays de la rive Est n'offrent de ce point de vue aucune perspective, puisqu'à l'exception de la Turquie, ils seront confrontés à la même problématique, en pire même si les conflits ou guerres civiles devaient durer. Vers la péninsule arabique ? Les pays du Golfe accueillent déjà un nombre considérable de migrants en provenance d'Égypte et des pays de la rive Est. Pourront-ils poursuivre cet effort ? Alors qu'ils doivent largement réorienter leur modèle de développement, ce n'est pas assuré et, par ailleurs, il est peu probable que les potentiels migrants natifs du Maghreb puissent en profiter.

L'Europe semble donc être la région la plus facile et favorable à gagner pour les migrants. La rive Nord de la Méditerranée compte déjà, dans plusieurs pays, de nombreuses communautés de personnes originaires du Maghreb, ce qui facilite toujours l'installation des nouveaux arrivants. Ce sont aussi des pays très proches sur le plan géographique, familiers aussi sur le plan culturel (même s'ils sont très différents) en raison d'une histoire commune (bien que douloureuse). Enfin, les pays de la rive Nord – tous, même la France – vont connaître un déficit naturel qui pourra être, dans certains cas, très important. L'Italie est déjà concernée, l'Espagne aussi et plus encore les pays des Balkans dont le déclin naturel est aggravé par un déficit migratoire important.

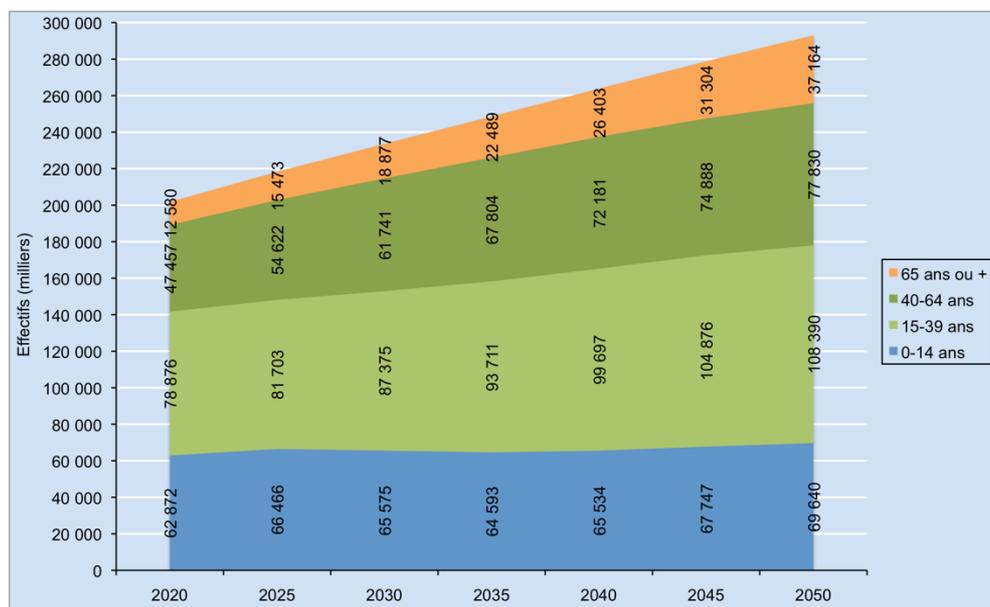
D'autres destinations restent possibles. Les Tunisiens ont ainsi commencé de s'installer aux États-Unis, qui sont même devenus depuis 2015 la deuxième destination des émigrants natifs de Tunisie derrière la France. S'agit-il de l'amorce de migrations plus radicales sur le plan géographique ? On en est toutefois encore loin en ce qui concerne l'Algérie. C'est la raison pour laquelle les pays de la rive européenne doivent peut-être considérer de manière constructive cette probable augmentation des flux migratoires en provenance de la rive Sud et se préparer à les encadrer et les accompagner. De tels flux pourraient permettre d'atténuer le déficit démographique et le vieillissement attendus des populations de la rive Nord.

Figure 70. Rive Sud. Régions de destination des natifs non-résidents et régions de naissance des non natifs résidents, 2019



Source : United Nations, World Population Prospects. The 2019 Revision, 2019

Figure 71. Rive Sud. Population totale avec solde migratoire nul, perspective 2020-2050 - Répartition par grands groupes d'âges (en milliers)



Source : United Nations, World Population Prospects. The 2019 Revision, 2019

Tableau 35. Rive Sud. Régions de destination des natifs non-résidents et régions de naissance des non natifs résidents  
- Évolution 1990-1995-2000-2005-2010-2015-2019

		Natifs non résidents						
		1990	1995	2000	2005	2010	2015	2019
Région de destination	Bassin méditerranéen	2 672 635 58,9	2 888 425 58,8	3 165 687 58,7	4 210 523 63,3	4 640 713 58,9	4 853 462 54,4	5 081 206 52,8
	Rive Nord	2 258 708 49,8	2 426 704 49,4	2 672 479 49,6	3 737 893 56,2	4 180 954 53,1	4 388 938 49,2	4 620 923 48,0
	Rive Est	358 702 7,9	401 761 8,2	429 510 8,0	406 447 6,1	386 631 4,9	379 049 4,2	368 759 3,8
	Rive Sud	55 225 1,2	59 960 1,2	63 698 1,2	66 183 1,0	73 128 0,9	85 475 1,0	91 524 1,0
	Autre Europe	698 748 15,4	708 713 14,4	715 288 13,3	721 072 10,8	767 189 9,7	861 893 9,7	961 530 10,0
	Autre Afrique	44 623 1,0	45 619 0,9	46 285 0,9	50 600 0,8	49 806 0,6	62 594 0,7	68 339 0,7
	Autre Asie	916 674 20,2	1 008 232 20,5	1 143 730 21,2	1 289 748 19,4	1 957 443 24,9	2 470 873 27,7	2 777 607 28,9
	Océanie	46 333 1,0	46 803 1,0	45 933 0,9	47 923 0,7	52 271 0,7	55 664 0,6	60 264 0,6
	Amérique latine et Caraïbes	9 605 0,2	8 813 0,2	8 188 0,2	7 862 0,1	8 309 0,1	9 533 0,1	10 405 0,1
	Amérique du Nord	144 370 3,2	203 780 4,1	265 626 4,9	327 349 4,9	400 892 5,1	615 444 6,9	662 927 6,9
	<b>Total</b>	<b>4 533 988</b> 100,0	<b>4 910 385</b> 100,0	<b>5 390 737</b> 100,0	<b>6 655 077</b> 100,0	<b>7 876 623</b> 100,0	<b>8 929 463</b> 100,0	<b>9 622 278</b> 100,0
			Non natifs résidents					
1990			1995	2000	2005	2010	2015	2019
Région de naissance	Bassin méditerranéen	405 631 42,4	423 841 42,9	464 260 44,0	538 574 46,8	600 359 46,5	715 399 49,0	839 901 50,4
	Rive Nord	67 241 7,0	53 593 5,4	44 417 4,2	46 770 4,1	63 247 4,9	74 854 5,1	81 449 4,9
	Rive Est	283 165 29,6	310 288 31,4	356 145 33,7	425 621 37,0	463 984 35,9	555 070 38,0	666 928 40,0
	Rive Sud	55 225 5,8	59 960 6,1	63 698 6,0	66 183 5,8	73 128 5,7	85 475 5,9	91 524 5,5
	Autre Europe	128 609 13,5	86 579 8,8	47 732 4,5	53 105 4,6	57 897 4,5	56 902 3,9	66 574 4,0
	Autre Afrique	266 292 27,9	288 178 29,2	314 083 29,8	309 337 26,9	359 602 27,9	394 557 27,0	445 936 26,8
	Autre Asie	118 641 12,4	162 242 16,4	210 317 19,9	228 661 19,9	250 078 19,4	270 638 18,5	286 746 17,2
	Océanie	2 138 0,2	1 522 0,2	963 0,1	1 098 0,1	1 193 0,1	1 139 0,1	1 350 0,1
	Amérique latine et Caraïbes	1 691 0,2	1 471 0,1	1 318 0,1	1 506 0,1	1 639 0,1	1 538 0,1	1 836 0,1
	Amérique du Nord	33 018 3,5	24 473 2,5	16 833 1,6	18 496 1,6	20 370 1,6	20 842 1,4	23 764 1,4
	<b>Total</b>	<b>956 020</b> 100,0	<b>988 306</b> 100,0	<b>1 055 506</b> 100,0	<b>1 150 777</b> 100,0	<b>1 291 138</b> 100,0	<b>1 461 015</b> 100,0	<b>1 666 107</b> 100,0

Source : United Nations, Migrant Stock By Origin And Destination, 2019.

## 1. Algérie

L'émigration des Algériens : la France sinon (presque) rien !

Vu de France, l'Algérie est sans conteste un pays d'émigration : en 2019, presque un non natif sur cinq résidant en France est en effet originaire d'Algérie. Vu d'Algérie, le constat est un peu plus nuancé : en 2019, environ 2 millions de natifs vivent à l'étranger, soit 4 % « seulement » de la population native. Sur ces 2 millions d'émigrés, 1,6 million (81 %) résident en France. La présence algérienne ailleurs dans le monde est résiduelle : en 2019 l'Espagne (3e destination) accueille ainsi moins de 60 000 natifs d'Algérie et le Canada (2e destination) tout juste 70 000. Certes, la présence algérienne au Canada et en Espagne augmente depuis quelques années, mais moins vite qu'en France.

Cette présence algérienne en France continue d'augmenter quand bien même, depuis 1990, une partie des natifs d'Algérie arrivés dès le début des années 1960 sont décédés. Non seulement les flux d'arrivées en France (particulièrement importants entre 1990 et 2015) ont permis de renouveler la population de natifs d'Algérie, mais ils ont assuré son renforcement. On comptait ainsi 920 000 natifs d'Algérie en France en 1990 ; en 2019, on en compte 1 million de plus, soit un doublement en trente ans. Cette croissance a été encore plus rapide que celle de la population native.

En effet, entre 1990 et 2019, celle-ci a été multipliée par 1,7 (de 26,4 millions à 44,8 millions) quand la population algérienne émigrée en France a plus que doublé. À l'horizon des trente prochaines années, il serait étonnant que la croissance de cette dernière s'interrompe.

### **Une présence en France qui a toutes les chances de s'intensifier**

Toutes les conditions démographiques sont en effet réunies pour que la présence algérienne en France continue d'augmenter. En 2019, 44 % de la population de ce pays a moins de 25 ans dont 30 % d'enfants de moins de 15 ans et la fécondité est encore de 3 enfants en moyenne par femme. La conjonction d'une population encore très jeune et d'une fécondité élevée va, sans le moindre doute, se traduire par une croissance démographique importante au cours des prochaines années. Avec un solde migratoire nul jusqu'en 2050, l'Algérie pourrait ainsi totaliser plus de 60 millions d'habitants, soit à peine moins que la France sous la même hypothèse de solde migratoire nul (65 millions). Mais en 2050, tandis que la France compterait alors 30 % environ de personnes âgées de 65 ans ou plus, le poids de cette tranche d'âges en Algérie serait deux fois moins élevé (15 %). En 2050, la population de ce pays sera encore très jeune : largement plus de la moitié de la population aura moins de 40 ans, soit plus de 30 millions de personnes. Or, c'est au sein de cette tranche d'âges que se trouvent les candidats à l'émigration.

Il faut donc s'attendre à ce que les migrations, vers la France surtout, et, à un degré moindre, vers l'Espagne ou le Canada s'intensifient. La proximité historique (la France), géographique (la France, l'Espagne) et linguistique (la France encore, le Canada et en particulier le Québec) est manifestement un puissant déterminant en ce qui concerne la destination. Il est donc probable que les migrations de natifs d'Algérie continuent de se concentrer sur les rives les plus occidentales de la Méditerranée (France principalement). L'estimation du solde migratoire pour les prochaines décennies proposée par la DPNU minimise à l'évidence cette dynamique migratoire potentiellement importante. Selon la DPNU, le solde migratoire serait tout juste négatif (- 10 000 migrants nets par an), alors que la population susceptible de partir ne va pas cesser de croître et que la conjoncture démographique en Espagne (où le taux d'accroissement naturel est déjà négatif), en France (où les décès deviendront également plus nombreux que les naissances bien avant 2050) et aussi au Canada devrait être favorable à un apport migratoire renforcé. Et on imagine mal que la DPNU ait envisagé que des flux importants de départ d'Algérie puissent être compensés par des flux d'arrivée dans ce pays quasiment aussi forts.

### **La France, planche de salut démographique pour l'Algérie ?**

Une augmentation des migrations à destination de la France notamment, ou de l'Espagne, pourrait être favorable à l'Algérie. Ce pays qui connaît de graves et récurrentes difficultés sur les plans politique et économique pourrait trouver un intérêt à atténuer la pression démographique sur son territoire, tout particulièrement dans un contexte de réchauffement climatique et de concentration accrue de la population résidente dans les grandes métropoles du littoral, avec les risques sociaux notamment inhérents aux grands regroupements démographiques dans les pays en crise.

Dans tous les cas, ce ne sont pas les immigrés qui pèseront sur la démographie de ce pays. Leur présence est non seulement extrêmement faible mais aussi en déclin relatif. On compte ainsi environ 250 000 non natifs résidant en Algérie depuis 1990. Ils représentaient 1 % de la population algérienne en 1990 et moitié moins en 2019 (0,6 %). À hauteur des deux-tiers, cette présence immigrée a pour origine le Sahara occidental, un territoire dont la population sous contrôle du Maroc, du Front Polisario ou de la Mauritanie, est estimée à quelque 650 000 personnes tout au plus.

Hormis pour ces immigrés, pour la plupart contenus dans des camps, l'Algérie n'est guère pensée comme un pays d'accueil, y compris pour les potentiels candidats subsahariens à l'émigration.

L'Algérie paraît donc un pays particulièrement fermé sur lui-même si l'on excepte l'importante communauté présente en France comme si, finalement, elle n'avait pas coupé le cordon avec l'ancien colonisateur. Et il semble bien que la France doive continuer de demeurer une solution alternative de choix pour nombre de natifs d'Algérie, par-delà des relations ambivalentes entre les deux pays.

Tableau 36. Algérie. Effectifs de natifs non-résidents (émigrants) et de non natifs résidents (immigrants) en 1990, 1995, 2000, 2005, 2010, 2015, 2019

	Emigrants selon destination						Immigrants selon origine								
	Total		Pays riverains	Trois premières destinations			Total		Un pays riverain	Trois premières origines					
2019	1 944 784	100,0	1 730 898	89,0	France	1 575 528	81,0	2019	240 740	100,0	39 409	16,4	Sahara occidental	165 223	68,6
					Canada	68 822	3,5						État de Palestine	31 534	13,1
					Espagne	57 140	2,9						Somalie	11 520	4,8
2015	1 838 674	100,0	1 641 894	89,3	France	1 488 349	80,9	2015	231 471	100,0	37 893	16,4	Sahara occidental	158 854	68,6
					Canada	64 223	3,5						État de Palestine	30 319	13,1
					Espagne	56 038	3,0						Somalie	11 076	4,8
2010	1 656 453	100,0	1 496 029	90,3	France	1 343 555	81,1	2010	209 723	100,0	34 334	16,4	Sahara occidental	143 923	68,6
					Espagne	60 246	3,6						État de Palestine	27 470	13,1
					Canada	51 080	3,1						Somalie	10 035	4,8
2005	1 599 882	100,0	1 465 403	91,6	France	1 337 210	83,6	2005	190 843	100,0	31 244	16,4	Sahara occidental	130 960	68,6
					Espagne	48 283	3,0						État de Palestine	24 996	13,1
					Israël	36 950	2,3						Somalie	9 132	4,8
2000	1 038 048	100,0	928 346	89,4	France	839 920	80,9	2000	241 786	100,0	39 586	16,4	Sahara occidental	165 911	68,6
					Israël	30 056	2,9						État de Palestine	31 667	13,1
					Belgique	21 519	2,1						Somalie	11 570	4,8
1995	979 704	100,0	889 060	90,7	France	814 417	83,1	1995	250 204	100,0	43 960	17,6	Sahara occidental	166 903	66,7
					Israël	25 514	2,6						État de Palestine	33 836	13,5
					Belgique	24 149	2,5						Somalie	6 248	2,5
1990	921 727	100,0	851 579	92,4	France	788 914	85,6	1990	258 623	100,0	48 329	18,7	Sahara occidental	167 905	64,9
					Belgique	26 077	2,8						État de Palestine	36 004	13,9
					Israël	19 544	2,1						Soudan	9 127	3,5

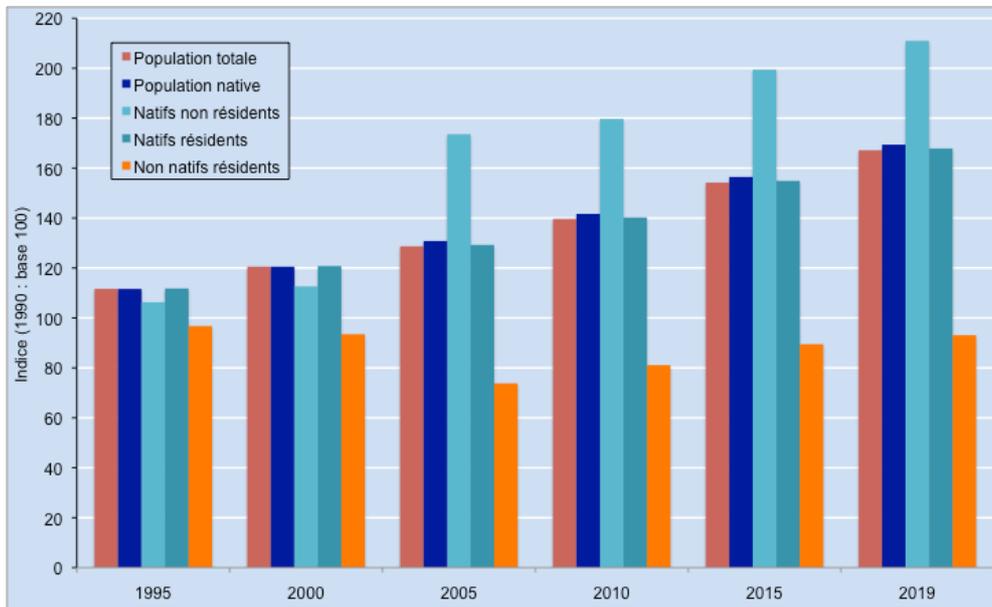
Source : United Nations, Migrant Stock By Origin And Destination, 2019.

Tableau 37. Algérie. Population totale et population native - Évolutions quinquennales de 1990 à 2019

	1 990	1 995	2 000	2 005	2 010	2 015	2 019
Population totale	25 758 869	28 757 785	31 042 235	33 149 724	35 977 455	39 728 025	43 053 054
Population native	26 421 973	29 487 285	31 838 497	34 558 763	37 424 185	41 335 228	44 757 098

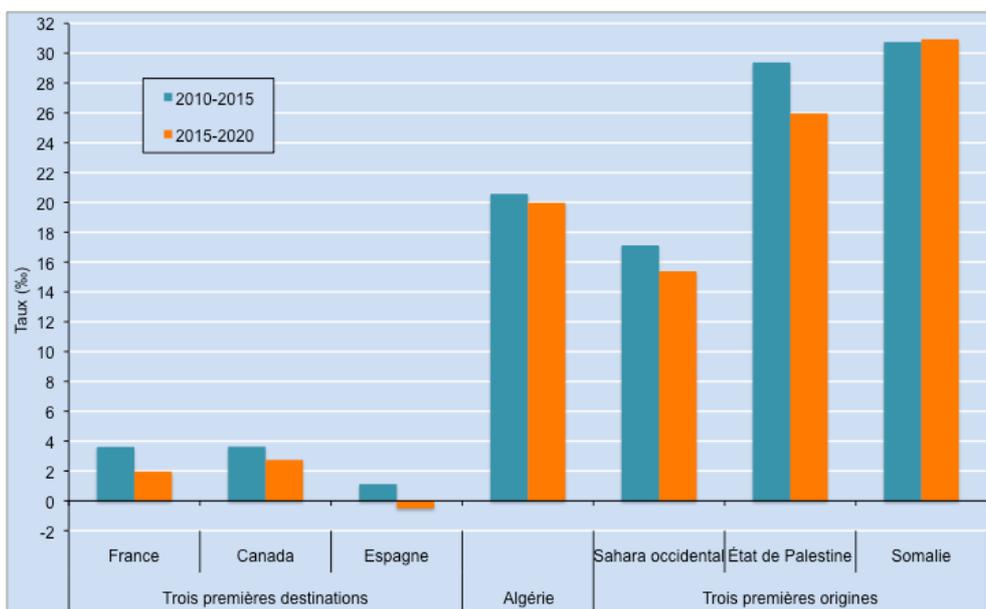
Sources : United Nations, Migrant Stock By Origin And Destination, 2019 ; World population Prospects. The 2019 Revision, 2019

Figure 72. Algérie. Population totale, population native, natifs non-résidents, natifs résidents et non natifs résidents - Évolution indiciaire 1990-2020 (1990 : base 100)



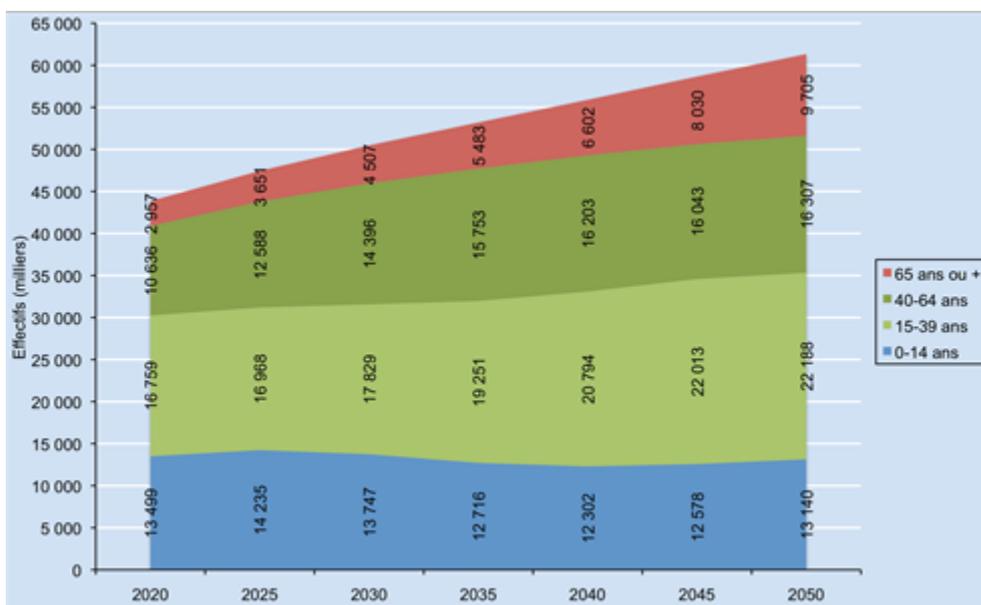
Sources : United Nations, Migrant Stock By Origin And Destination, 2019 ; World population Prospects. The 2019 Revision, 2019.

Figure 73. Algérie et trois premiers pays de destination des natifs et d'origine des non natifs en 2019. Croissance naturelle de la population de 2010 à 2020 (taux pour 1 000 personnes)



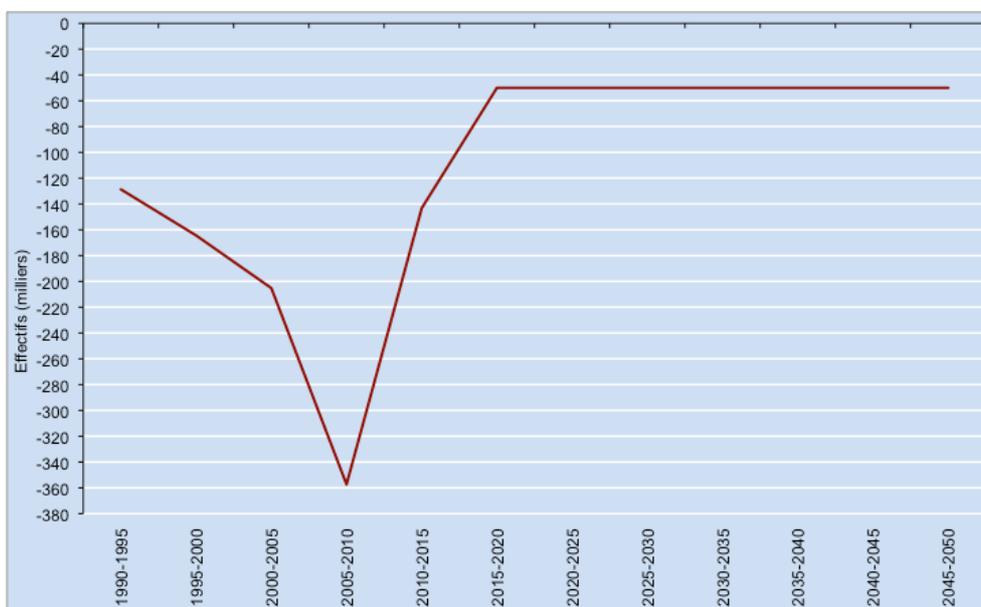
Source : United Nations, World Population Prospects. The 2019 Revision, 2019

Figure 74. Algérie. Population totale avec solde migratoire nul, perspective 2020-2050 - Répartition par grands groupes d'âges (en milliers)



Source : United Nations, World Population Prospects. The 2019 Revision, 2019

Figure 75. Algérie. Solde migratoire par période quinquennale, estimé de 1990-1995 à 2015-2020 et projeté de 2020-2025 à 2045-2050 (en milliers)



Source : United Nations, World Population Prospects. The 2019 Revision, 2019

## 2. Égypte

### Une population pour le moment très sédentaire et fermée aux immigrations

Avec 100 millions d'habitants, l'Égypte est aujourd'hui, et de très loin, le pays le plus peuplé du bassin méditerranéen. Cette position dans la hiérarchie démographique, l'Égypte ne la doit qu'à son mouvement naturel qui a assuré seul la croissance du nombre d'habitants, le solde migratoire étant par ailleurs négatif. Entre 1990 et 2019, la population native a été multipliée par 1,8 (de 57,3 millions à 103,5 millions). En raison d'un déficit migratoire, la population du

pays compte 3 millions d'habitants de moins en 2019, ce qui correspond à la différence entre le nombre de natifs d'Égypte habitant à l'étranger (3,5 millions) et le nombre de non natifs résidant au contraire en Égypte (0,5 million).

Ce déficit migratoire ne doit pas, pour le moment, conduire à assimiler l'Égypte à un pays d'émigration. En effet, en 2019, 3 % seulement des natifs égyptiens résident à l'étranger, dont 63 % dans les pays du Golfe : Arabie saoudite (26 %), Émirats arabes unis (25 %) et Koweït (12 %). L'Égypte n'est pas également un pays d'immigration, loin de là. Les non natifs ne représentent en effet que 0,5 % de la population égyptienne. Il s'agit alors, le plus souvent, de natifs de l'État de Palestine (28 % en 2019), de République arabe syrienne (26 %) ou du Soudan (12 %). Ce pays très touristique n'est donc pas un pays jugé attractif pour s'y établir. Il n'y a guère que pour des ressortissants de pays en guerre que l'Égypte semble être une destination envisageable, et encore.

### Une réserve de migrants potentiellement très importante pour les prochaines décennies

Au cours des prochaines décennies, il n'y a guère de chances pour que ce pays devienne plus attractif pour les étrangers. Mais il se pourrait qu'il le devienne également de moins en moins pour la population native. Avec un taux de fécondité supérieur à 3 enfants par femme et une population extrêmement jeune (la moitié de la population a moins de 25 ans), tout est réuni pour que l'effectif de la population continue d'augmenter au cours des trente prochaines années. Dans l'hypothèse d'un solde migratoire durablement nul, ce pays compterait ainsi plus de 160 millions d'habitants en 2050 dont 105 millions (les deux-tiers contre les trois-quarts en 2020) seraient âgés de moins de 40 ans. La question qui se pose est de savoir comment l'Égypte va faire pour accueillir dans des conditions décentes ce surcroît de population (l'équivalent de la population italienne actuelle) : ces conditions sont certes économiques, sanitaires, sociales mais aussi spatiales. 5 % seulement du territoire égyptien sont habitables. Sur ces zones, la densité de population est déjà importante. Ces espaces pourront-ils contenir une population encore plus nombreuse ? On peut sérieusement en douter.

Il se pourrait donc que de nombreux Égyptiens soient contraints de s'exiler. Le nombre de natifs de ce pays résidant à l'étranger pourrait donc connaître une augmentation sans précédent, y compris à l'échelle du bassin méditerranéen. Une augmentation des flux de départs d'Égypte semble inéluctable. Le volume de ces flux et l'ampleur du déficit migratoire restent incertains. La DPNU estime ce dernier à – 30 000 par an à l'horizon 2050, c'est-à-dire extrêmement peu à l'échelle démographique de ce pays. Avec ce scénario en effet, la population égyptienne compterait à peine moins de 160 millions d'habitants en 2050, un effectif qui paraît clairement inenvisageable compte tenu notamment des contraintes spatiales auxquelles ce pays est soumis, et qui risquent de plus de s'aggraver en raison du réchauffement climatique.

Où ces migrants pourraient-ils aller ? Dans les pays du Maghreb ? Cela paraît peu probable. Dans ceux de la rive Est ? Là encore cela paraît peu probable en raison des difficultés économiques et politiques auxquelles se heurtent déjà ces pays, dont certains sont également confrontés à des problématiques spatiales comparables. Les monarchies pétrolières du Golfe où les Égyptiens sont déjà très nombreux ? C'est possible. La présence égyptienne dans ces pays a en effet augmenté ces dernières années : entre 2010 et 2019, le nombre de non natifs présents en Arabie saoudite, aux Émirats arabes unis et au Koweït a augmenté de 40 % (+ 640 000 en neuf ans). Mais ces trois pays ne pourront guère continuer d'accueillir toujours plus de natifs d'Égypte, et encore moins par millions.

Et la rive Nord de la Méditerranée ? Pour le moment, les pays européens riverains de la Méditerranée accueillent très peu de natifs d'Égypte, à l'exception de l'Italie (120 000). Ailleurs en Europe, c'est au Royaume-Uni (40 000) et en France (30 000) que les non natifs d'Égypte sont les plus nombreux. Plus loin encore, en 2019, on dénombre 270 000 expatriés d'Égypte en Amérique du Nord (dont 200 000 aux États-Unis).

Si l'on fait l'hypothèse que les prochaines vagues d'émigrés égyptiens se dirigeront de manière préférentielle, non seulement là où les conditions économiques sont meilleures, mais encore là où des communautés égyptiennes sont déjà installées, on peut penser que des pays comme l'Italie, principalement, et la France pourraient voir arriver des flux plus importants de migrants égyptiens. En Italie, où la population devrait décroître et vieillir, les conditions démographiques semblent favorables à un accueil de nouvelles populations plus jeunes. Une partie du surcroît démographique naturel de l'Égypte pourrait donc demeurer sur les rives de la Méditerranée, mais plus au nord. Mais on peut aussi se risquer à écrire qu'une plus grande partie de la croissance naturelle attendue en Égypte (on parle de plusieurs dizaines de millions de personnes) au cours des prochaines décennies profitera à d'autres pays que ceux du Bassin méditerranéen.

Tableau 38. Égypte. Effectifs de natifs non-résidents (émigrants) et de non natifs résidents (immigrants) en 1990, 1995, 2000, 2005, 2010, 2015, 2019

	Émigrants selon destination						Immigrants selon origine								
	Total		Pays riverains		Trois premières destinations		Total		Un pays riverain		Trois premières origines				
2019	3 547 626	100,0	338 795	9,5	Arabie saoudite	938 649	26,5	2019	479 078	100,0	280 228	58,5	État de Palestine	134 080	28,0
					Émirats arabes unis	886 291	25,0						Syrie	124 688	26,0
					Koweït	410 831	11,6						Soudan	59 277	12,4
2015	3 187 593	100,0	327 540	10,3	Émirats arabes unis	825 178	25,9	2015	336 162	100,0	199 731	59,4	État de Palestine	94 070	28,0
					Arabie saoudite	770 483	24,2						Syrie	90 599	27,0
					Koweït	387 993	12,2						Soudan	41 589	12,4
2010	2 611 870	100,0	336 381	12,9	Émirats arabes unis	755 158	28,9	2010	303 475	100,0	154 325	50,9	État de Palestine	126 871	41,8
					Arabie saoudite	603 000	23,1						Soudan	46 632	15,4
					Koweït	168 272	6,4						Somalie	19 145	6,3
2005	1 901 661	100,0	314 156	16,5	Arabie saoudite	465 079	24,5	2005	262 661	100,0	142 995	54,4	État de Palestine	117 556	44,8
					Émirats arabes unis	341 789	18,0						Soudan	24 677	9,4
					Jordanie	188 554	9,9						Somalie	17 739	6,8
2000	1 708 513	100,0	292 726	17,1	Arabie saoudite	376 493	22,0	2000	173 927	100,0	88 024	50,6	État de Palestine	66 745	38,4
					Jordanie	287 377	16,8						Somalie	11 540	6,6
					Émirats arabes unis	261 934	15,3						Soudan	9 388	5,4
1995	1 492 244	100,0	250 372	16,8	Arabie saoudite	366 429	24,6	1995	157 862	100,0	74 608	47,3	État de Palestine	52 935	33,5
					Jordanie	229 396	15,4						Soudan	11 817	7,5
					Émirats arabes unis	207 924	13,9						Allemagne	7 378	4,7
1990	1 322 178	100,0	208 170	15,7	Arabie saoudite	357 540	27,0	1990	164 324	100,0	77 027	46,9	État de Palestine	53 328	32,5
					Jordanie	171 413	13,0						Soudan	15 184	9,2
					Émirats arabes unis	165 980	12,6						Allemagne	9 692	5,9

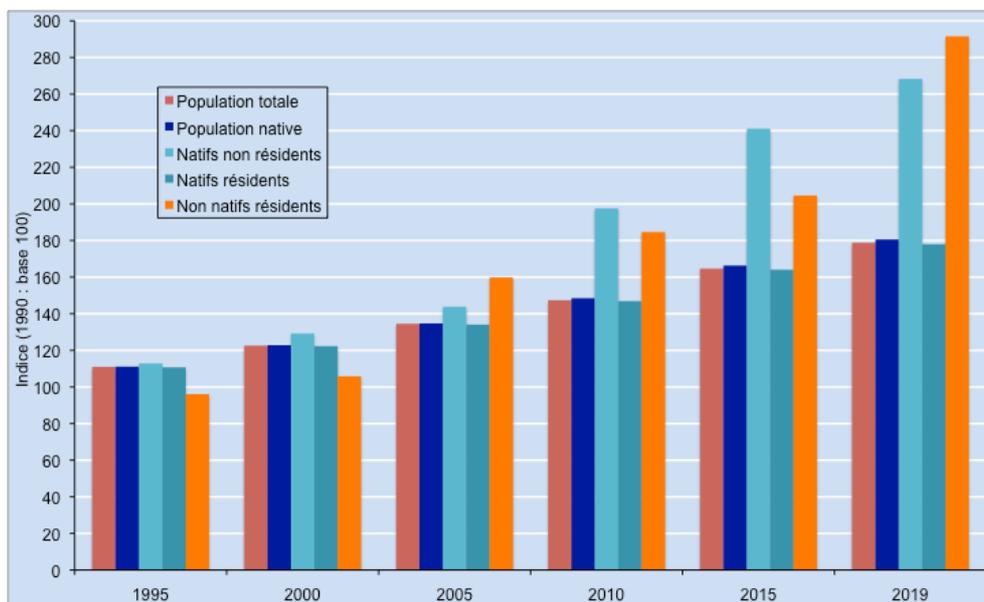
Source : United Nations, Migrant Stock By Origin And Destination, 2019.

Tableau 39. Égypte. Population totale et population native - Évolutions quinquennales de 1990 à 2019

	1 990	1 995	2 000	2 005	2 010	2 015	2 019
Population totale	56 134 475	62 334 034	68 831 561	75 523 569	82 761 235	92 442 547	100 388 073
Population native	57 292 329	63 668 416	70 366 147	77 162 569	85 069 630	95 293 978	103 456 621

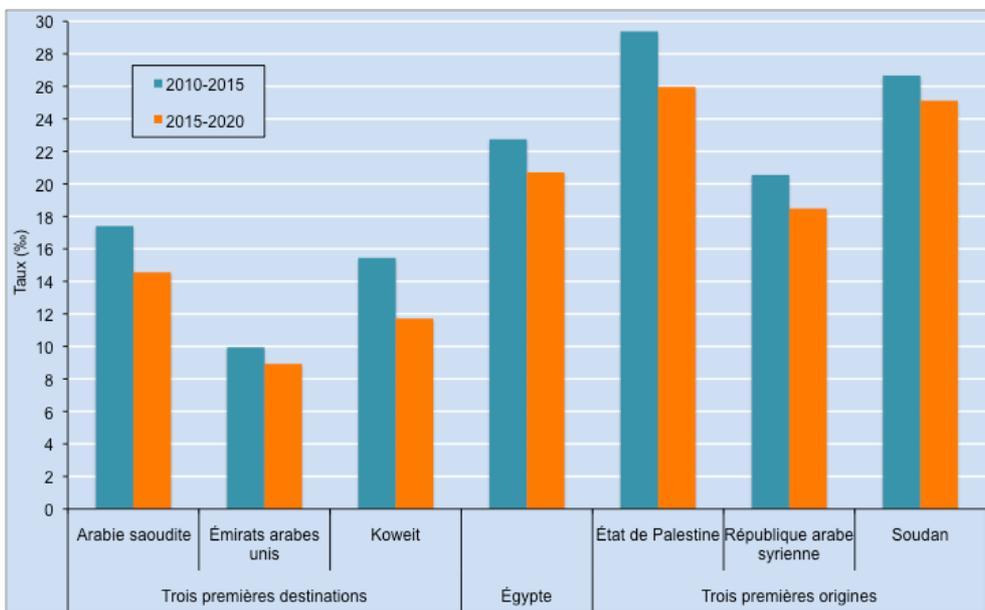
Sources : United Nations, Migrant Stock By Origin And Destination, 2019 ; World population Prospects. The 2019 Revision, 2019

Figure 76. Égypte. Population totale, population native, natifs non-résidents, natifs résidents et non natifs résidents - Évolution indiciaire 1990-2020 (1990 : base 100)



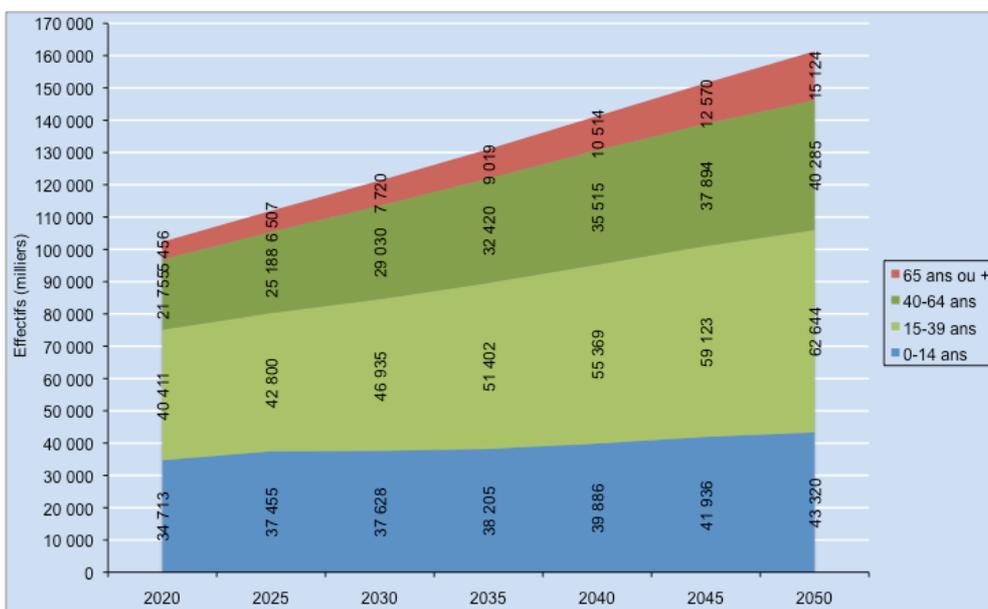
Sources : United Nations, Migrant Stock By Origin And Destination, 2019 ; World population Prospects. The 2019 Revision, 2019

Figure 77. Égypte et trois premiers pays de destination des natifs et d'origine des non natifs en 2019. Croissance naturelle de la population de 2010 à 2020 (taux pour 1 000 personnes)



Source : United Nations, World Population Prospects. The 2019 Revision, 2019

Figure 78. Égypte. Population avec solde migratoire nul, perspective 2020-2050 - Répartition par grands groupes d'âges (en milliers)



Source : United Nations, World Population Prospects. The 2019 Revision, 2019

Figure 79. Égypte. Solde migratoire par période quinquennale, estimé de 1990-1995 à 2015-2020 et projeté de 2020-2025 à 2045-2050 (en milliers)



Source : United Nations, World Population Prospects. The 2019 Revision, 2019

### 3. Libye

#### Une crise politique majeure depuis dix ans sans grandes conséquences démographiques

En dépit du renversement en 2011 du pouvoir en place depuis des décennies et de l'instabilité politique qui a suivi, la démographie de la Libye semble avoir été très peu affectée. Certes, la période 2010-2015 s'est traduite par un solde migratoire très négatif (- 60 000 personnes par an, soit - 1% par an environ) et l'espérance de vie à la naissance a subi un léger fléchissement. Néanmoins, ni la croissance démographique du pays ni l'évolution de la présence immigrée dans le pays et celle des natifs de Libye à l'étranger n'en ont été significativement altérées.

En 2019, on dénombre bien deux fois plus de natifs de Libye à l'étranger qu'en 1990 (180 000 contre 80 000) et au cours des dix dernières années et on note bien une augmentation du nombre d'expatriés de 50 000 personnes, soit autant qu'au cours des vingt années précédentes, mais il ne s'agit pas à proprement parler d'un exode ; la proportion d'émigrés libyens reste en effet très faible en regard de la taille de la population native : 3 % en 2019 contre 2 % en 1990.

La crise actuelle apparaît également sans effet notable sur le nombre de natifs de Libye résidant dans les principaux pays de destination des expatriés libyens : en Italie, première destination des natifs de Libye, leur effectif est de 35 000 depuis dix ans ; au Royaume-Uni, il est seulement passé de 12 000 à 18 000 en dix ans. Ce qui est remarquable dans le cas de la Libye, c'est l'extrême diversité des pays de destination et le renouvellement quasi permanent de la hiérarchie démographique des pays d'accueil des natifs lybiens. Si Israël et le Royaume-Uni ont longtemps dominé ce classement, l'Indonésie, la Côte d'Ivoire et la Jordanie se sont succédé dans le trio de tête des principaux pays de destination. Autre point remarquable : les autres pays riverains de la Méditerranée accueillent de manière constante depuis trente ans près de la moitié des natifs de Libye expatriés à l'étranger. Du point de vue des émigrations, la Libye est donc résolument tournée vers la Méditerranée, ce qui fait écho à la distribution de sa population, massivement concentrée sur les côtes, l'intérieur du pays étant désertique.

Cette ouverture sur la Méditerranée se retrouve également dans la présence immigrée en Libye. Pour autant qu'on puisse en juger, la moitié environ des non natifs résidant en Libye sont originaires de l'un des autres pays riverains de la Méditerranée. Mais cette proportion est largement la conséquence de la forte présence de natifs de l'État de Palestine (de 35 % à 40 % de l'effectif total d'immigrés depuis 1995). Contrairement aux destinations des émigrés libyens, la hiérarchie des pays d'origine des immigrés en Libye est remarquablement constante : hors l'État de Palestine, ils viennent de Somalie (14 % de l'effectif environ depuis 2000) et d'Irak (10 % environ depuis 2000). Au total, les immigrés originaires de ces trois pays représentent 60 % de la présence immigrée en Libye en 2019. Cette

proportion est globalement constante depuis 2000 : le nombre d'immigrés originaires de ces trois pays a en effet augmenté au même rythme que le nombre total d'immigrés depuis une trentaine d'années.

Ce nombre a quasiment doublé entre 1990 et 2019 (de 460 000 à 820 000). La guerre civile, à partir de 2011 et l'instabilité politique qui a suivi n'ont apparemment pas eu d'effet sur cette présence : le nombre d'immigrés a augmenté de + 140 000 entre 2010 et 2019, contre + 220 000 au cours des vingt années précédentes. Mais la situation dans les pays d'origine des principaux contingents d'immigrés n'est guère meilleure (État de Palestine, Irak), sinon pire (Somalie). C'est aussi ce qui explique l'accroissement soudain du nombre de natifs de Syrie (de 25 000 en 2010 à plus de 40 000 dix ans plus tard).

Depuis 1990, l'accroissement de la présence immigrée a été plus rapide que celui de la population totale et le poids des non natifs dans la population libyenne a légèrement augmenté, passant de 10 % à 12 % en trente ans. Cependant, la contribution des immigrés à la dynamique démographique locale est restée mineure.

### **Une possible poursuite de l'accroissement de la présence immigrée à l'horizon 2050**

En dépit d'un contexte de crise économique et politique majeure, la population native ne s'est pas ruée à l'étranger. À moins que la situation politique ne se dégrade davantage, il est fort probable que la présence de natifs à l'étranger reste faible et dans les proportions actuelles (de 3 % à 4 %). Son effectif devrait néanmoins croître en raison de la poursuite de la croissance de la population de ce pays. En effet, bien que le taux de fécondité soit assez faible pour le contexte régional (2,2 enfants par femme), avec une structure par âge encore très jeune (44 % de la population a moins de 25 ans en 2019), le nombre d'habitants devrait continuer d'augmenter au cours des prochaines années. Avec un solde migratoire nul entre 2020 et 2050, on pourrait ainsi compter 8,5 millions d'habitants dans trente ans, soit quasiment 2 millions de plus qu'aujourd'hui. Dans l'hypothèse d'une proportion de natifs expatriés à l'étranger de 4 %, ce sont donc environ 350 000 natifs de Libye qui pourraient habiter un autre pays. À l'échelle de la Méditerranée, cette augmentation aurait peu d'effet mais, ponctuellement, il pourrait en aller tout différemment. L'Italie ou la Jordanie notamment, qui accueillent déjà une grande partie de la diaspora libyenne, pourraient voir les candidats à l'immigration en provenance de Libye doubler. Dans un pays vieillissant à population décroissante comme l'Italie, la présence de 35 000 natifs de Libye supplémentaires pourrait être absorbée. Mais qu'en serait-il d'un pays comme la Jordanie, plus petit, dont la population native va continuer d'augmenter et est de surcroît fortement soumise à la pression démographique croissante en provenance de Palestine ?

Pour un pays comme la Libye, qui accueille surtout des immigrés en provenance de pays du Sud, soumis à des difficultés politiques et/ou économiques aussi graves, voire pires que les siennes, la présence future de non natifs sur son sol va surtout dépendre de la situation dans les pays d'origine de ces derniers. Il est fort probable que la croissance démographique toujours aussi forte dans l'État de Palestine stimule un renforcement de la présence palestinienne en Libye. La présence irakienne pourrait en revanche se tasser, comme cela semble déjà être le cas depuis quelques années, tout comme celle en provenance de Somalie, sous réserve que la situation économique et politique de ces deux pays ne se dégrade pas davantage. Mais la Libye pourrait aussi faire face à une poussée migratoire en provenance d'Afrique sub-saharienne, en particulier du Sahel. Entre 1990 et 2019, la présence de natifs de pays d'Afrique subsaharienne a été multipliée par 7 (de 20 000 en 1990 à près de 140 000 en 2019). Le doublement de la population d'Afrique sub-saharienne au cours des trente prochaines années pourrait exercer une pression à la migration d'ampleur inédite au cours des prochaines décennies et se concrétiser par une présence de Subsahariens bien plus importante en Libye à l'horizon 2050. À ce même horizon, les perspectives démographiques de la DPNU, qui tablent sur un solde migratoire quasiment nul, semblent donc très discutables.

Tableau 40. Libye. Effectifs de natifs non-résidents (émigrants) et de non natifs résidents (immigrants) en 1990, 1995, 2000, 2005, 2010, 2015, 2019

	Émigrants selon destination						Immigrants selon origine								
	Total		Pays riverains		Trois premières destinations		Total		Un pays riverain		Trois premières origines				
2019	180 586	100,0	82 304	45,6	Italie	35 382	19,6	2019	818 216	100,0	413 425	50,5	État de Palestine	303 601	37,1
					Jordanie	20 288	11,2						Somalie	110 919	13,6
					Royaume-Uni	18 064	10,0						Irak	72 656	8,9
2015	158 575	100,0	77 921	49,1	Italie	35 087	22,1	2015	711 146	100,0	375 766	52,8	État de Palestine	286 136	40,2
					Jordanie	18 866	11,9						Somalie	104 539	14,7
					Israël	17 273	10,9						Irak	68 477	9,6
2010	128 104	100,0	75 999	59,3	Italie	36 492	28,5	2010	683 998	100,0	333 289	48,7	État de Palestine	253 786	37,1
					Israël	16 748	13,1						Somalie	92 720	13,6
					Royaume-Uni	12 439	9,7						Irak	60 735	8,9
2005	101 106	100,0	36 012	35,6	Italie	19 794	19,6	2005	625 212	100,0	304 657	48,7	État de Palestine	231 990	37,1
					Israël	17 977	17,8						Somalie	84 755	13,6
					Royaume-Uni	11 808	11,7						Irak	55 518	8,9
2000	80 036	100,0	39 009	48,7	Israël	19 423	24,3	2000	567 436	100,0	276 495	48,7	État de Palestine	210 540	37,1
					Royaume-Uni	8 836	11,0						Somalie	76 918	13,6
					Côte d'Ivoire	5 623	7,0						Irak	50 384	8,9
1995	77 417	100,0	36 663	47,4	Israël	19 857	25,6	1995	508 041	100,0	244 458	48,1	État de Palestine	179 924	35,4
					Indonésie	9 170	11,8						Somalie	40 088	7,9
					Royaume-Uni	7 588	9,8						Irak	26 910	5,3
1990	76 256	100,0	35 527	46,6	Israël	19 180	25,2	1990	457 075	100,0	216 455	47,4	État de Palestine	152 266	33,3
					Indonésie	13 860	18,2						Soudan	38 599	8,4
					Royaume-Uni	6 468	8,5						Allemagne	27 674	6,1

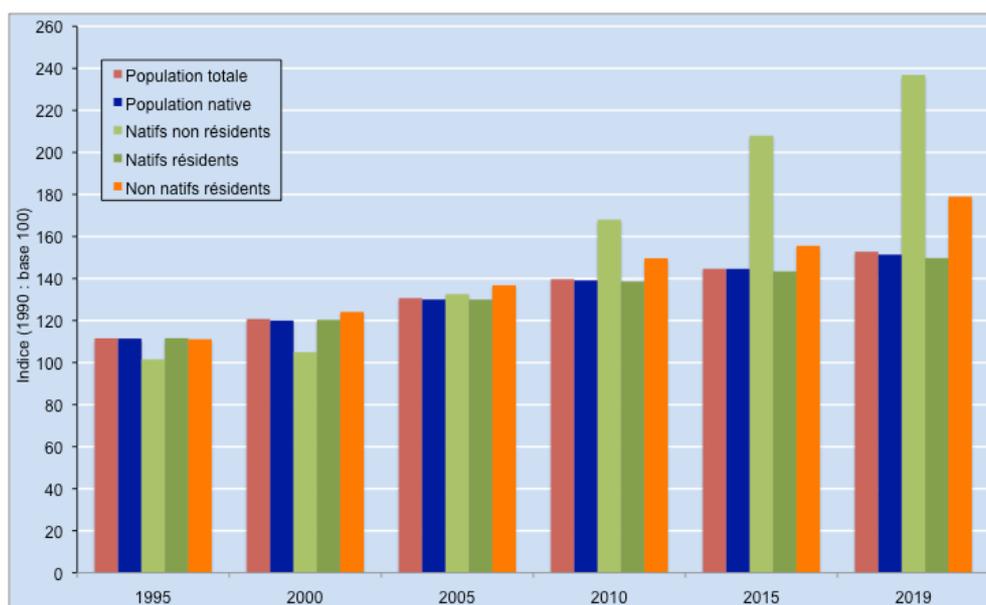
Source : United Nations, Migrant Stock By Origin And Destination, 2019.

Tableau 41. Libye. Population totale et population native - Évolutions de 1990 à 2019

	1 990	1 995	2 000	2 005	2 010	2 015	2 019
Population totale	4 436 661	4 948 798	5 357 891	5 798 614	6 197 663	6 418 315	6 777 452
Population native	4 055 842	4 518 174	4 870 491	5 274 508	5 641 769	5 865 744	6 139 822

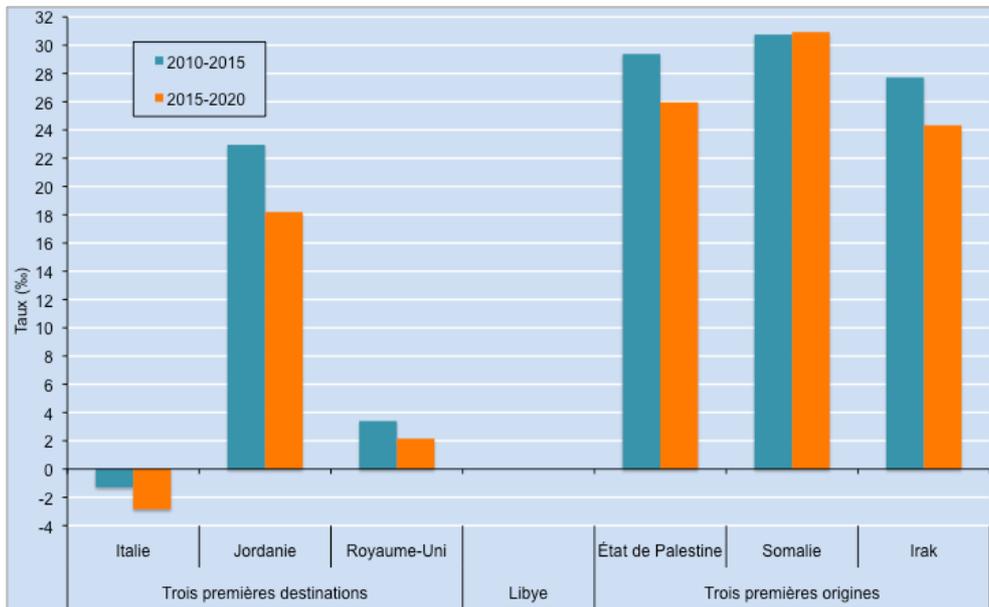
Sources : United Nations, Migrant Stock By Origin And Destination, 2019 ; World population Prospects. The 2019 Revision, 2019

Figure 80. Libye. Population totale, population native, natifs non-résidents, natifs résidents et non natifs résidents - Évolution indiciaire 1990-2020 (1990 : base 100)



Sources : United Nations, Migrant Stock By Origin And Destination, 2019 ; World population Prospects. The 2019 Revision, 2019

Figure 81. Libye et trois premiers pays de destination des natifs et d'origine des non natifs en 2019. Croissance naturelle de la population de 2010 à 2020 (taux pour 1 000 personnes)



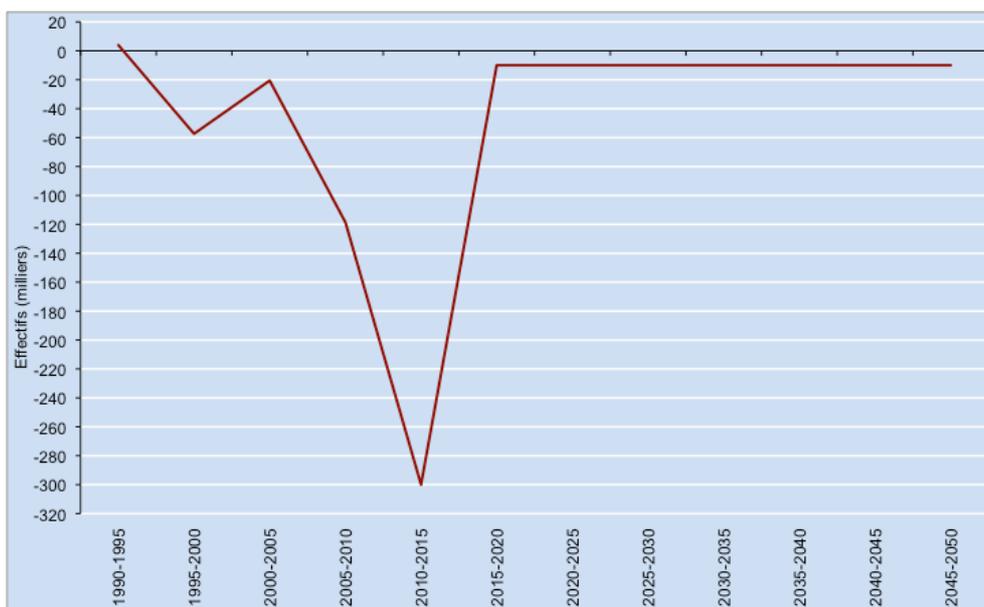
Source : United Nations, World Population Prospects. The 2019 Revision, 2019

Figure 82. Libye. Population totale avec solde migratoire nul, perspective 2020-2050 - Répartition par grands groupes d'âges (en milliers)



Source : United Nations, World Population Prospects. The 2019 Revision, 2019

Figure 83. Libye. Solde migratoire par période quinquennale, estimé de 1990-1995 à 2015-2020 et projeté de 2020-2025 à 2045-2050 (en milliers)



Source : United Nations, World Population Prospects. The 2019 Revision, 2019

#### 4. Maroc

##### Une émigration importante tournée vers la Méditerranée

Le Maroc présente une situation originale. De tous les pays méditerranéens, il est le seul avec la France à avoir également une façade sur l'Atlantique. Son littoral océanique est même beaucoup plus important que celui qui borde la Méditerranée. Ce pays est en outre situé à l'extrême ouest du bassin méditerranéen et probablement le moins inséré, sur le plan géographique, à cet espace. Et pourtant, son ouverture sur le reste de la Méditerranée est, du point de vue des migrations, l'une des plus importantes de tous les pays riverains.

Le Maroc est clairement un pays d'émigration : sur les 39,5 millions de personnes nées au Maroc, 3,1 millions résident à l'étranger, soit 8 % de la population native. Cet effectif a quasiment doublé en trente ans (1,8 million en 1990). Les trois-quarts des natifs du Maroc expatriés résident dans un autre pays du pourtour méditerranéen, principalement en France (33 %), en Espagne (23 %) et en Italie (14 %), qui sont les trois mêmes premières destinations des émigrés natifs marocains depuis vingt ans. Il existe aussi une importante communauté marocaine en Belgique, plus particulièrement en Wallonie. Mais tandis que la présence outre-Quévrain s'est réduite progressivement avec les années, celle dans les trois pays méditerranéens les plus peuplés en Europe a continué de s'affirmer au fil des années. En particulier, c'est la présence en Espagne qui s'est le plus renforcée, doublant notamment au début des années 2000 (de 270 000 en 2000 à 520 000 en 2005). En dépit de la crise de la fin des années 2000 en Espagne, les Marocains ont continué d'affluer dans le pays : en 2019, ils y sont plus de 700 000.

La dynamique démographique marocaine, même lorsqu'elle ne profite pas directement au Maroc, continue donc de bénéficier à l'espace méditerranéen.

##### Une présence étrangère encore faible mais en croissance depuis 2005

Comme pour les émigrés, les non natifs présents au Maroc viennent pour la plupart (82 % en 2019) d'autres pays méditerranéens. On retrouve la France (45 % des non natifs présents au Maroc en 2019) et l'Espagne (5 %), mais également l'Algérie (17 %). Il peut s'agir d'enfants de migrants nés en Espagne ou en France, mais aussi, en tout cas pour les natifs de France, de retraités partis profiter des avantages offerts par le Maroc dans le cadre d'une politique offensive destinée à attirer précisément une population européenne plus aisée.

La présence immigrée est toutefois encore marginale d'un point de vue strictement comptable : 82 000 personnes en 2019, soit 0,2 % de la population. Cette présence a cependant presque doublé depuis 2005 (44 000 personnes cette

année-là) après être longtemps restée légèrement supérieure à 40 000. Quand bien même le nombre de non natifs augmenterait au cours des prochaines années, il est peu probable que cette présence immigrée ait beaucoup d'effets sur la démographie marocaine.

### Une augmentation attendue de la présence marocaine à l'étranger

Avec une fécondité se situant encore au-dessus du seuil de remplacement des générations (2,4 enfants en moyenne par femme en 2019) et une population où les jeunes demeurent très nombreux (43 % des 36,5 millions d'habitants ont moins de 25 ans), le Maroc va pouvoir bénéficier, au moins jusqu'en 2050, d'une croissance démographique soutenue. Avec un solde migratoire supposé durablement nul, ce pays pourrait ainsi compter 48 millions d'habitants en 2050, dont plus de la moitié (25 millions de personnes) aurait moins de 40 ans. Le Maroc va donc disposer au cours des prochaines décennies d'un réservoir de migrants potentiels important, à moins que le pays ne puisse progressivement offrir à l'ensemble de sa population des conditions sociales, éducatives et économiques satisfaisantes.

Plus sûrement, il faut s'attendre, selon toute vraisemblance, à un accroissement de la présence des natifs du Maroc en France, en Espagne et en Italie, des pays économiquement attractifs pour les Marocains, qui disposent en outre désormais de réseaux importants dans ces pays qui, par ailleurs, sont déjà (Italie, Espagne) ou seront bientôt (France) confrontés à un déficit naturel dont l'ampleur augmentera au fil des années. Celui-ci s'accompagnera d'une augmentation de la part des personnes âgées, ce qui pourrait stimuler un recours accru à une population plus jeune. Les émigrants potentiels natifs du Maroc pourraient alors en profiter pour rejoindre la rive Nord de la Méditerranée en plus grand nombre.

La DPNU envisage d'ailleurs un solde migratoire très négatif pour les prochaines décennies (- 40 000 par an), soit un déficit migratoire cumulé de 1,2 million de personnes au cours des trente prochaines années. Il n'est pas impossible que ce chiffre soit une estimation « haute » du solde migratoire. Le déficit pourrait être bien supérieur : il pourrait osciller de - 2 à - 3 millions en trente ans, ce qui correspondrait à un déficit annuel de 80 000 à 100 000 personnes, précisément l'ordre de grandeur du solde migratoire estimé entre 1990 et 2010. Ce ne serait donc pas une situation inédite, bien au contraire.

Dans tous les cas, la croissance démographique du Maroc demeurerait, pour l'essentiel, au sein de l'espace méditerranéen. Les éventuelles migrations, même importantes, seraient donc sans effet sur la démographie attendue de l'ensemble des pays riverains de la Méditerranée. Elles pourraient en revanche contribuer à un rééquilibrage générationnel, non seulement dans les pays de destination (France, Espagne, Italie), mais aussi au Maroc en diminuant le poids des moins de 40 ans qui devraient demeurer prédominants, même à l'horizon 2050.

Tableau 42. Maroc. Effectifs de natifs non-résidents (émigrants) et de non natifs résidents (immigrants) en 1990, 1995, 2000, 2005, 2010, 2015, 2019

	Émigrants selon destination						Immigrants selon origine								
	Total		Pays riverains		Trois premières destinations		Total		Un pays riverain		Trois premières origines				
2019	3 136 069	100,0	2 356 697	75,1	France	1 020 162	32,5	2019	81 757	100,0	67 151	82,1	France	37 173	45,5
					Espagne	711 792	22,7						Algérie	14 164	17,3
					Italie	450 557	14,4						Espagne	4 320	5,3
2015	2 984 804	100,0	2 265 403	75,9	France	963 774	32,3	2015	76 656	100,0	62 956	82,1	France	34 844	45,5
					Espagne	699 880	23,4						Algérie	13 281	17,3
					Italie	424 080	14,2						Espagne	4 051	5,3
2010	2 863 810	100,0	2 221 706	77,6	France	870 001	30,4	2010	58 819	100,0	46 751	79,5	France	26 733	45,4
					Espagne	763 734	26,7						Algérie	10 190	17,3
					Italie	416 832	14,6						Espagne	3 108	5,3
2005	2 473 209	100,0	1 885 123	76,2	France	832 641	33,7	2005	43 587	100,0	34 189	78,4	France	14 916	34,2
					Espagne	521 940	21,1						Algérie	9 103	20,9
					Italie	355 367	14,4						Espagne	2 777	6,4
2000	2 077 160	100,0	1 492 088	71,8	France	760 148	36,6	2000	42 500	100,0	33 339	78,4	France	14 547	34,2
					Italie	285 569	13,7						Algérie	8 877	20,9
					Espagne	266 706	12,8						Espagne	2 708	6,4
1995	1 884 066	100,0	1 308 175	69,4	France	737 068	39,1	1995	40 348	100,0	31 654	78,5	France	13 813	34,2
					Belgique	267 838	14,2						Algérie	8 429	20,9
					Italie	227 427	12,1						Espagne	2 571	6,4
1990	1 748 251	100,0	1 184 108	67,7	France	713 987	40,8	1990	43 973	100,0	34 501	78,5	France	15 056	34,2
					Belgique	295 459	16,9						Algérie	9 188	20,9
					Italie	169 285	9,7						Espagne	2 802	6,4

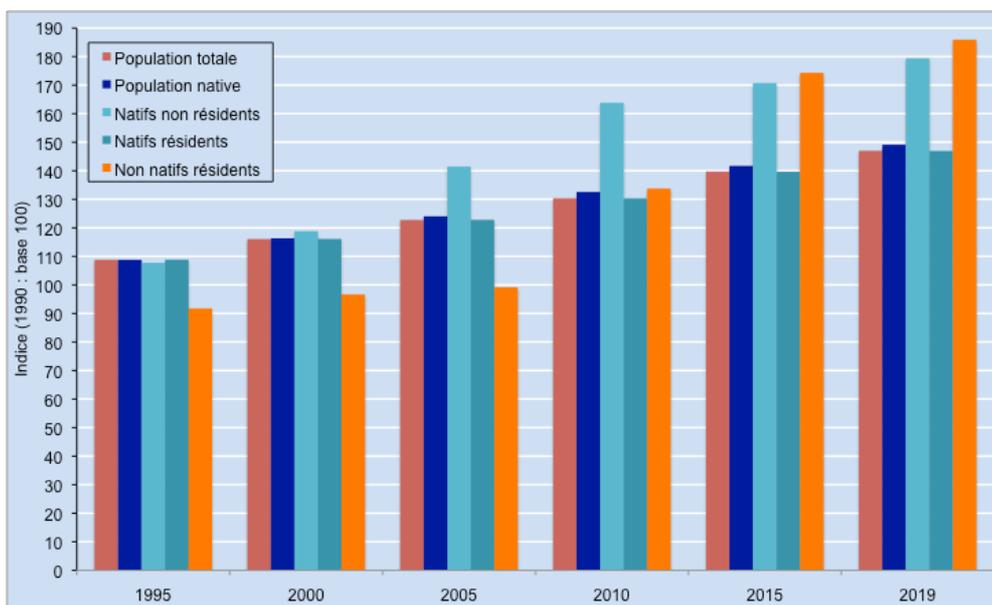
Source : United Nations, Migrant Stock By Origin And Destination, 2019.

Tableau 43. Maroc. Population totale et population native - Évolutions quinquennales de 1990 à 2019

	1 990	1 995	2 000	2 005	2 010	2 015	2 019
Population totale	24 807 462	26 994 250	28 793 679	30 455 561	32 343 389	34 663 603	36 471 769
Population native	26 511 740	28 837 968	30 828 339	32 885 183	35 148 380	37 571 751	39 526 081

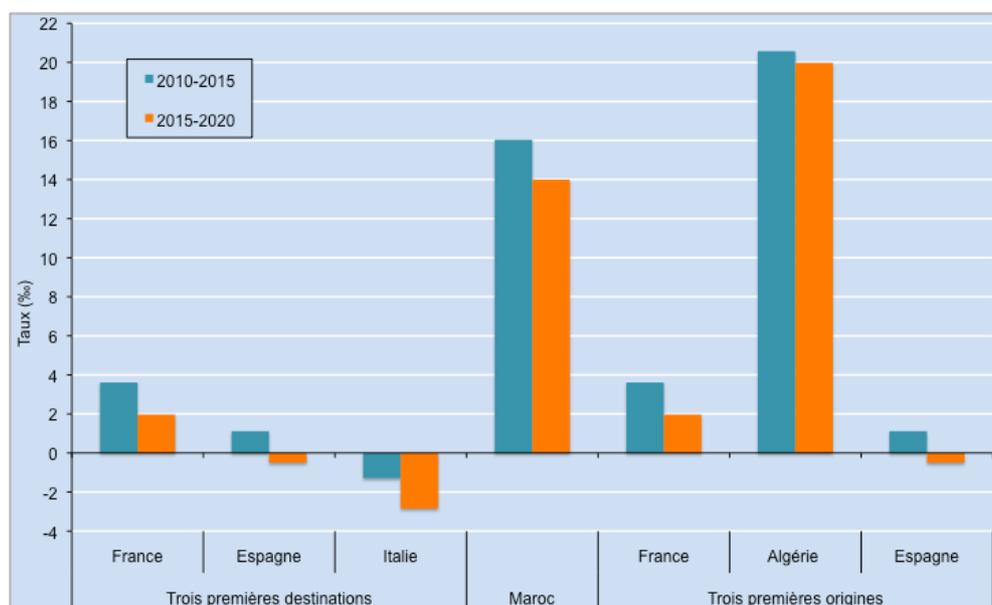
Sources : United Nations, Migrant Stock By Origin And Destination, 2019 ; World population Prospects. The 2019 Revision, 2019

Figure 84. Maroc. Population totale, population native, natifs non-résidents, natifs résidents et non natifs résidents - Évolution indiciaire 1990-2020 (1990 : base 100)



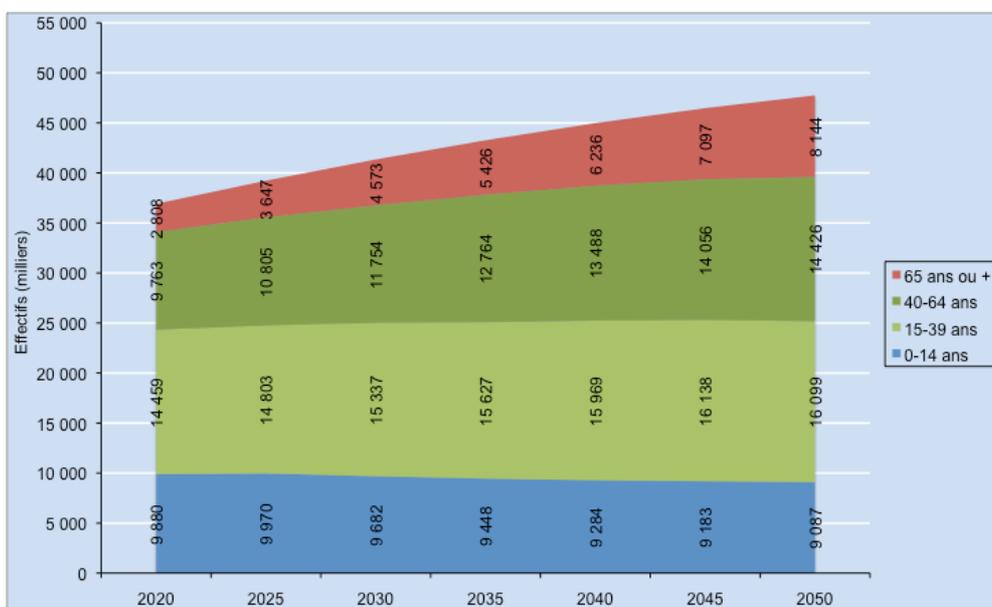
Sources : United Nations, Migrant Stock By Origin And Destination, 2019 ; World population Prospects. The 2019 Revision, 2019

Figure 85. Maroc et trois premiers pays de destination des natifs et d'origine des non natifs en 2019. Croissance naturelle de la population de 2010 à 2020 (taux pour 1 000 personnes)



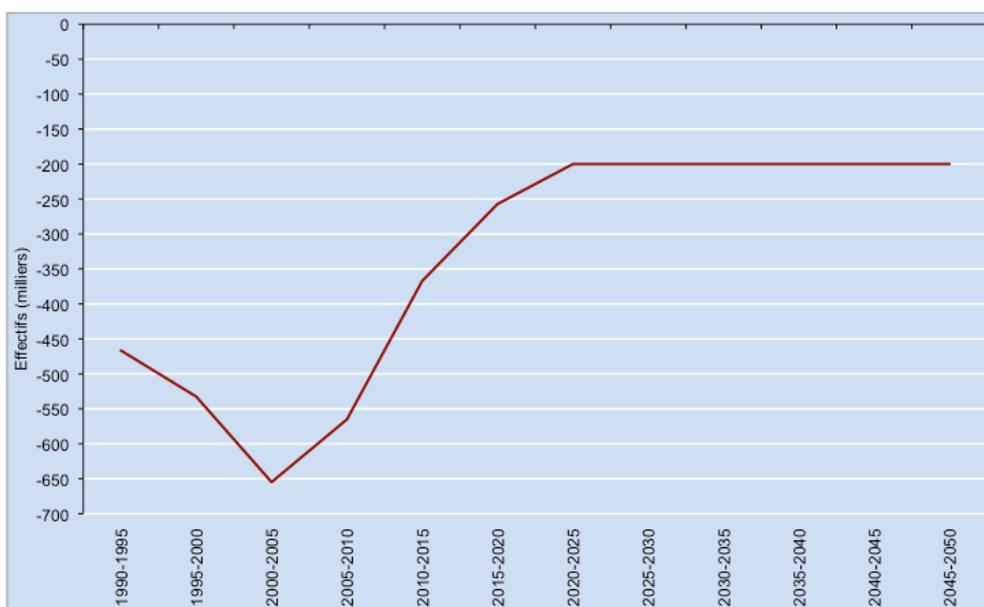
Source : United Nations, World Population Prospects. The 2019 Revision, 2019

Figure 86. Maroc. Population totale avec solde migratoire nul, perspective 2020-2050 - Répartition par grands groupes d'âges (en milliers)



Source : United Nations, World Population Prospects. The 2019 Revision, 2019

Figure 87. Maroc. Solde migratoire par période quinquennale, estimé de 1990-1995 à 2015-2020 et projeté de 2020-2025 à 2045-2050 (en milliers)



Source : United Nations, World Population Prospects. The 2019 Revision, 2019

## 5. Tunisie

### Un boom spectaculaire de l'émigration vers les États-Unis

La Tunisie est un pays d'émigration. En 2019, 800 000 natifs tunisiens résident à l'étranger, soit 7 % de la population native. En revanche, les 50 000 immigrés présents dans le pays ne représentent que 0,4 % de la population totale de Tunisie. On peut la tenir comme négligeable et il est peu probable que cela change.

Émigrations et immigrations sont résolument tournées et ouvertes sur la Méditerranée. Ainsi, 70 % des natifs de Tunisie résidant à l'étranger en 2019 se trouvent dans un des autres pays méditerranéens, dont 53 % en France et 13 % en Italie. Cette proportion dépassait même les 80 % jusqu'en 2010. Mais depuis 2010, une autre destination s'est affirmée, aussi brutalement que fortement : les États-Unis. Alors que l'on ne comptait que 8 000 natifs de Tunisie vivant aux États-Unis en 2010, ils étaient 120 000 en 2015 et les premières estimations des Nations unies pour 2020 font état de 175 000 natifs de Tunisie présents dans ce pays. Les États-Unis sont ainsi devenus la deuxième destination des natifs tunisiens expatriés à l'étranger.

Cette vague inédite est consécutive au printemps arabe de 2011, largement initié par la jeunesse diplômée du pays. Ces migrations vers les États-Unis concernent d'ailleurs une population bien différente de celle qui continue de migrer vers la France ou l'Italie. La présence dans ces deux pays européens est ancienne (années 1960) et concerne une population vieillissante, dont une partie partage sa vie entre pays d'accueil et pays d'origine après la retraite. Il est d'ailleurs possible qu'une partie de l'augmentation du nombre de natifs de Tunisie en France à partir de 2010 concerne d'anciens immigrés retournés en France après un séjour plus ou moins temporaire en Tunisie ; la présence tunisienne en France s'essouffait un peu en raison notamment de ces retours au pays au début des années 1990.

### **À l'horizon 2050, plus de migrants en Amérique du Nord et moins en Europe ?**

Avec un taux de fécondité de 2,2 enfants par femme et une proportion de personnes âgées de moins de 25 ans inférieure à 40 %, la Tunisie est très avancée dans sa transition démographique, même si son taux d'accroissement naturel est encore proche de + 1 %. Mais la population tunisienne augmente dorénavant lentement. Entre 1990 et 2019, la population native a gagné 3,8 millions de personnes, soit une croissance de 43 % en trente ans (de 8,7 millions à 12,5 millions). En raison de l'excédent d'émigrés par rapport aux immigrés, la population du pays s'élève de son côté à 11,7 millions. Au cours des trente prochaines années, avec un solde migratoire nul, la population de ce pays pourrait compter un peu plus de deux millions d'habitants supplémentaires (14 millions). Ce gain démographique serait exclusivement assuré par l'augmentation du nombre de personnes âgées de 40 ans ou plus. Mais compte tenu du déficit migratoire auquel on peut s'attendre, le nombre d'habitants dans ce pays sera probablement plus proche de 13 millions. La projection du solde migratoire proposée par la DPNU paraît donc assez étonnante. Selon cet organisme, le solde migratoire pourrait être proche de 0. Cette hypothèse sous-entend que les départs de natifs seront compensés par des retours de natifs établis pour le moment à l'étranger ou bien que les flux de départs seront moins élevés. Il faudrait, pour cela, que la situation économique s'améliore suffisamment en Tunisie pour assurer, notamment aux jeunes diplômés, des positions correspondant à leur niveau de diplôme.

L'Italie paraît pour le moment moins bien armée pour attirer ces jeunes, ce pays ayant lui-même des difficultés dans la conversion des diplômés sur le marché du travail. Mais sa décroissance démographique et son vieillissement offrent toutefois un contexte démographique favorable pour s'y faire une place. La France est également dans une situation démographique assez proche et pourrait continuer de demeurer une destination attractive pour les natifs de Tunisie. Ces migrations sont en outre facilitées par la connaissance du Français ou de l'Italien par de nombreux Tunisiens.

De leur côté, les départs pour les États-Unis pourraient s'affirmer davantage. La croissance de la communauté tunisienne aux États-Unis y rend en effet de plus en plus facile l'installation des natifs de Tunisie. À moins que les États-Unis ne mettent en œuvre des quotas d'immigration très restrictifs, on peut imaginer que les natifs de Tunisie seront plus nombreux qu'aujourd'hui à y résider. Le Canada, pour l'instant à l'écart de ces grandes destinations, pourrait également devenir un pays attractif pour les candidats tunisiens à l'émigration.

La Tunisie devrait donc continuer de voir une partie non négligeable de sa population native partir à l'étranger, à moins que la situation économique et politique du pays ne s'améliore rapidement et durablement. Une grande partie de ces migrations resterait sur les rives de la Méditerranée, principalement en France et en Italie. La présence d'importantes communautés, leur insertion linguistique au sein de ces deux pays et les ouvertures démographiques suscitées par la décroissance naturelle et le vieillissement des populations rendent cette hypothèse plus que plausible. Mais une partie, plus importante qu'aujourd'hui, pourrait traverser l'Atlantique et grossir les rangs de la diaspora tunisienne aux États-Unis déjà forte de plus de 150 000 personnes.

Si l'on imagine mal les natifs d'Algérie, de Libye ou de Syrie venir grossir demain les rangs des non natifs présents en Tunisie, le futur paraît plus ouvert concernant une présence accrue dans le pays de Subsahariens, la Tunisie constituant une ouverture sur la Méditerranée a priori relativement plus perméable que d'autres. Nonobstant cette incertitude, les immigrés devraient demeurer très minoritaires en Tunisie.

Tableau 44. Tunisie. Effectifs de natifs non-résidents (émigrants) et de non natifs résidents (immigrants) en 1990, 1995, 2000, 2005, 2010, 2015, 2019

	Émigrants selon destination						Immigrants selon origine								
	Total		Pays riverains		Trois premières destinations		Total		Un pays riverain		Trois premières origines				
2019	813 213	100,0	572 512	70,4	France	427 987	52,6	2019	46 316	100,0	39 688	85,7	Algérie	10 580	22,8
					USA	130 541	16,1						Libye	9 267	20,0
					Italie	109 387	13,5						France	8 753	18,9
2015	759 817	100,0	540 704	71,2	France	404 246	53,2	2015	45 580	100,0	39 053	85,7	Algérie	10 411	22,8
					USA	120 883	15,9						Libye	9 119	20,0
					Italie	101 717	13,4						France	8 612	18,9
2010	616 386	100,0	510 563	82,8	France	364 914	59,2	2010	35 123	100,0	30 107	85,7	Algérie	8 068	23,0
					Italie	112 624	18,3						Libye	7 062	20,1
					Allemagne	33 439	5,4						France	6 669	19,0
2005	579 219	100,0	491 852	84,9	France	362 087	62,5	2005	28 474	100,0	25 489	89,5	Algérie	9 577	33,6
					Italie	91 608	15,8						Maroc	6 315	22,2
					Israël	29 309	5,1						France	4 577	16,1
2000	486 980	100,0	413 518	84,9	France	294 250	60,4	2000	29 857	100,0	26 728	89,5	Algérie	10 041	33,6
					Italie	75 563	15,5						Maroc	6 607	22,1
					Israël	36 146	7,4						France	4 789	16,0
1995	476 954	100,0	404 155	84,7	France	285 233	59,8	1995	31 851	100,0	29 161	91,6	Algérie	13 669	42,9
					Italie	73 188	15,3						Maroc	7 220	22,7
					Israël	39 320	8,2						France	3 841	12,1
1990	465 576	100,0	393 251	84,5	France	276 216	59,3	1990	32 025	100,0	29 319	91,6	Algérie	13 757	43,0
					Italie	70 813	15,2						Maroc	7 275	22,7
					Israël	40 293	8,7						France	3 870	12,1

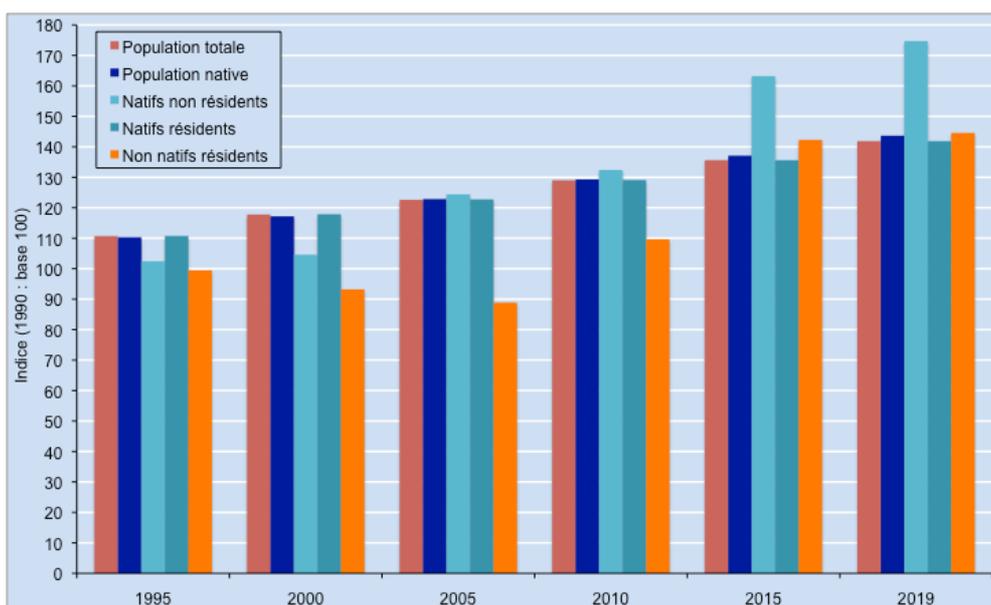
Sources : United Nations, Migrant Stock By Origin And Destination, 2019.

Tableau 45. Tunisie. Population totale et population native - Évolutions quinquennales de 1990 à 2019

	1 990	1 995	2 000	2 005	2 010	2 015	2 019
Population totale	8 242 496	9 125 398	9 708 350	10 106 771	10 635 244	11 179 949	11 694 719
Population native	8 676 037	9 570 501	10 165 473	10 657 516	11 216 507	11 894 186	12 461 616

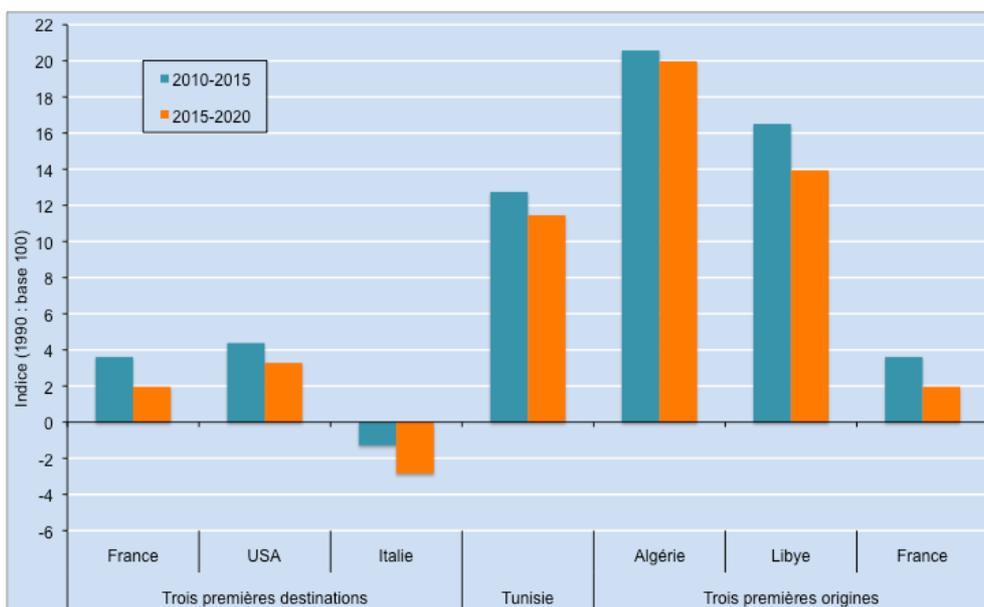
Sources : United Nations, Migrant Stock By Origin And Destination, 2019 ; World population Prospects. The 2019 Revision, 2019

Figure 88. Tunisie. Population totale, population native, natifs non-résidents, natifs résidents et non natifs résidents - Évolution indiciaire 1990-2020 (1990 : base 100)



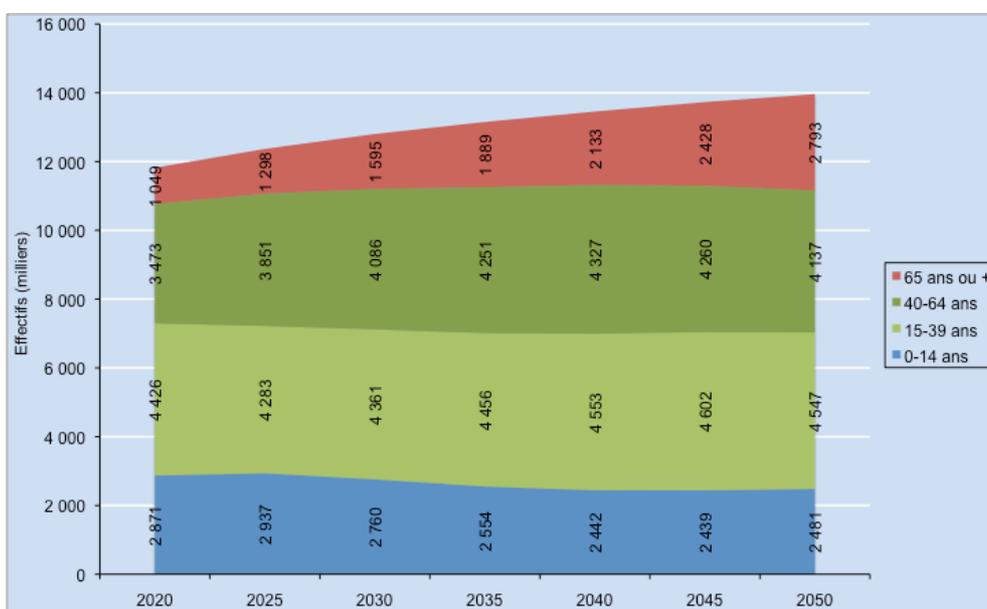
Sources : United Nations, Migrant Stock By Origin And Destination, 2019 ; World population Prospects. The 2019 Revision, 2019

Figure 89. Tunisie et trois premiers pays de destination des natifs et d'origine des non natifs en 2019 - Croissance naturelle de la population de 2010 à 2020 (taux pour 1 000 personnes)



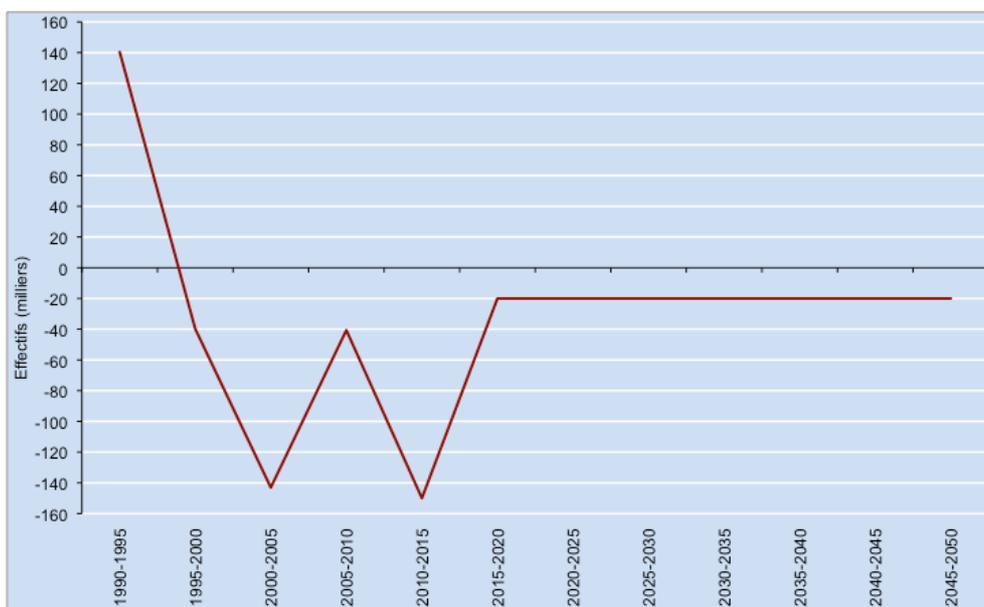
Source : United Nations, World Population Prospects. The 2019 Revision, 2019

Figure 90. Tunisie. Population totale avec solde migratoire nul, perspective 2020-2050 - Répartition par grands groupes d'âges (en milliers)



Source : United Nations, World Population Prospects. The 2019 Revision, 2019

Figure 91. Tunisie. Solde migratoire par période quinquennale, estimé de 1990-1995 à 2015-2020 et projeté de 2020-2025 à 2045-2050 (en milliers)



Source : United Nations, World Population Prospects. The 2019 Revision, 2019

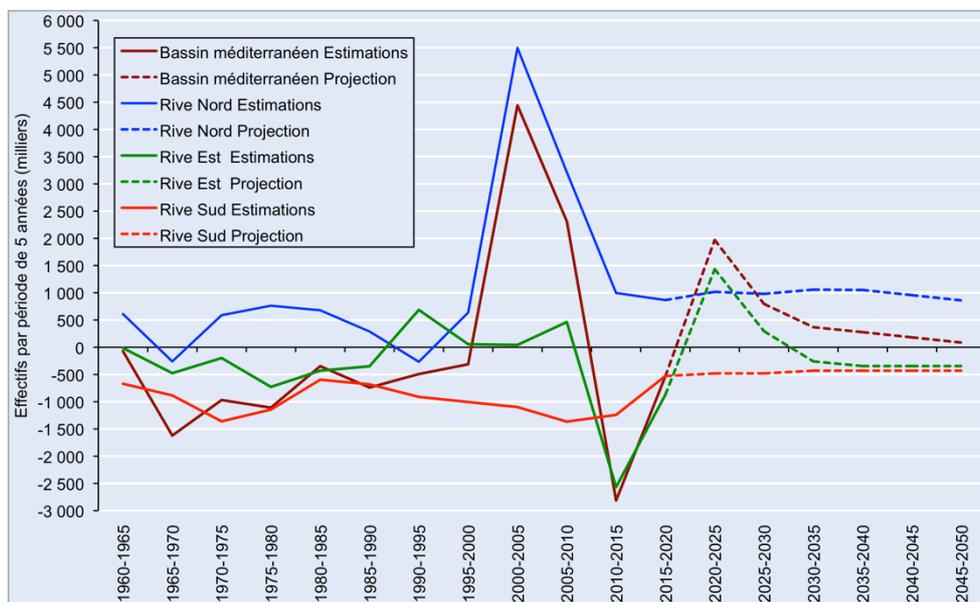
## II. Présence, origine et destination des migrants en Méditerranée - Vue d'ensemble et perspectives à l'horizon 2050

### A. VUE D'ENSEMBLE DE LA SITUATION EN 2019 : ENTRE CIRCULATIONS MIGRATOIRES DE PROXIMITÉ AU SEIN DU BASSIN MÉDITERRANÉEN ET OUVERTURE BIEN AU-DELÀ DES RIVES DE LA MÉDITERRANÉE

#### Seule la rive Nord présente un solde de migrants excédentaire

L'espace méditerranéen est un lieu d'échanges migratoires anciens et denses, mais aussi fort divers et très déséquilibrés. Quand le solde migratoire de pays comme la France est historiquement très excédentaire, celui d'autres est au contraire très déficitaire. Ainsi en est-il, globalement, de la rive africaine (rive Sud) dont, historiquement, le solde migratoire est négatif ; en moyenne, le déficit migratoire est d'environ 200 000 personnes par an, soit un déficit démographique d'environ 1 million de personnes tous les cinq ans (Figure 92).

Figure 92. Bassin méditerranéen et grandes régions - Solde migratoire par période quinquennale, estimé de 1960-1995 à 2015-2020 et projeté de 2020-2025 à 2045-2050 (en milliers)



Source : United Nations, World Population Prospects. The 2019 Revision, 2019

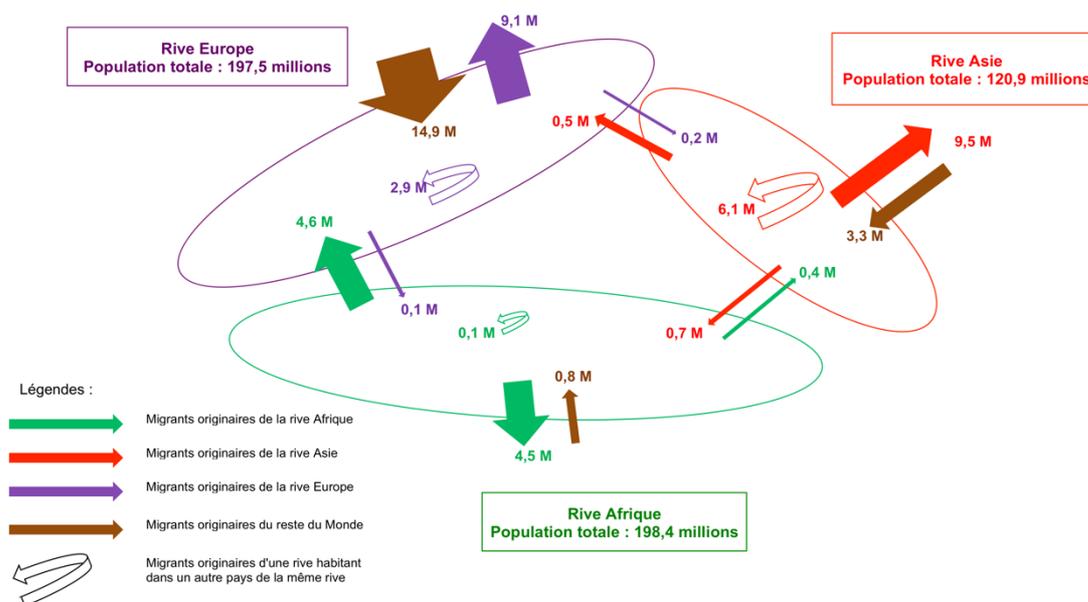
À l'opposé, la rive européenne (rive Nord) a globalement bénéficié d'un apport migratoire depuis une cinquantaine d'années de l'ordre de + 200 000 personnes par an, sauf durant quelques périodes : les années 1990-1995 marquées par la guerre en ex-Yougoslavie, les années 2000 en raison d'un apport migratoire aussi inédit qu'important en Italie et en Espagne notamment. Enfin, la rive asiatique (rive Est) se situe entre les deux grands pôles démographiques du bassin méditerranéen et présente un bilan migratoire assez équilibré entre les entrées et les sorties, à l'exception des dernières années caractérisées notamment par des flux d'émigration considérables au départ de la République arabe syrienne et une attrition des arrivées dans ce même pays depuis le début de la guerre civile. Ces mouvements migratoires demeurent partiellement internes à l'espace méditerranéen. Ils ont toutefois un poids modéré dans la démographie de chaque rive.

En 2019, à l'échelle de l'ensemble du bassin méditerranéen, le solde de migrants avec le reste du monde est négatif : les natifs d'un pays riverain de la Méditerranée vivant hors du bassin méditerranéen sont en effet 4,1 millions plus

nombreux que les non natifs du bassin méditerranéen résidant dans l'un des pays riverains. Ces déficits sont concentrés dans les rives Sud et Est : le solde de migrants avec le monde non méditerranéen est de - 3,7 millions pour les pays de la rive Sud et de - 6,2 millions pour les pays de la rive Est. Ces déficits sont partiellement compensés par le solde positif de la rive Nord avec le reste du monde (+ 5,8 millions) (Figure 93).

Le solde de migrants de la rive européenne avec les deux autres rives est également positif : en 2019, le nombre de migrants en provenance de la rive Sud dans un pays de la rive Nord excède de 4,5 millions celui des migrants originaires de la rive Nord habitant dans l'un des pays de la rive Sud ; le solde est en revanche plus modéré avec la rive Est (+0,3 million). Au total, l'apport net de population en provenance des deux autres rives s'élève à + 4,8 millions. Avec les migrants originaires du reste du monde, la rive Nord bénéficie donc d'un apport migratoire s'élevant à 10,6 millions de personnes, soit une contribution du solde de migrants à l'effectif de la population totale de 5,4 %. Entre les rives Est et Sud, le solde de migrants est faible et au bénéfice de la rive Sud (+ 0,3 million). Le solde total de migrants est donc déficitaire pour ces deux rives : - 7,9 millions pour la rive Sud et de - 6,8 millions pour la rive Est ; des déficits qui représentent l'équivalent, respectivement, de 4 % et 5,6 % de leur population en 2019.

Figure 93. Schéma de circulation des migrants dans, vers et au départ des rives du Bassin méditerranéen, 2019



Source : United Nations, *Migrant Stock By Origin And Destination*, 2019. Calculs des auteurs

NB : Ces chiffres n'intègrent pas les migrants dont le pays d'origine est inconnu (« Autres Nord » et « Autres Sud »)

### Sur la rive Est, des liens migratoires ténus avec les autres rives

Les données sur la circulation des migrants à l'intérieur et hors du bassin méditerranéen montrent que celui-ci est loin d'être un espace démographique clos. Chaque rive présente cependant ses particularités. La rive Est se distingue, notamment, par la forte circulation migratoire entre les différents pays de cette région méditerranéenne : 6,1 millions de personnes originaires d'un des pays de la rive Est résident dans un autre pays de cette même rive (soit 36,4 % du total des migrants originaires de la zone). Ces migrants internes ne sont que 2,9 millions au sein de la rive Nord (soit 23,4 %) et moins de 100 000 au sein de la rive Sud (soit moins de 1 %). Quand ils migrent, les ressortissants de la rive Est choisissent donc de manière préférentielle un autre pays de cette même rive ou un pays non méditerranéen (10,6 millions), mais rarement un pays d'une autre rive de la Méditerranée : 0,7 million seulement habitent dans un des pays de la rive Sud et 0,5 million dans un pays de la rive Nord. De la même façon, la présence immigrée au sein de la population de la rive Est provient minoritairement des autres rives (0,4 million en provenance de la rive Sud ; 0,2 million en provenance de la rive Nord) et donc, très largement, du reste du monde (3,3 millions de personnes).

### Sur la rive Sud, des migrants fortement tournés vers la rive Nord

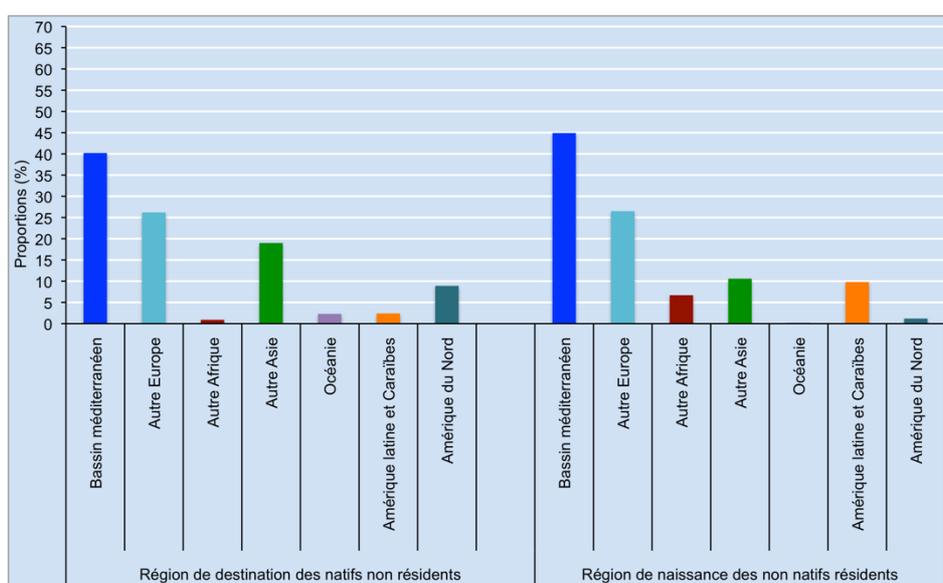
D'un point de vue démographique, la rive Est paraît donc de très loin la moins intégrée à l'ensemble de l'espace méditerranéen. À l'opposé, la rive Sud est incontestablement celle qui est la plus repliée sur le bassin méditerranéen. Elle entretient en particulier avec le Nord une relation démographique très forte : quasiment la moitié de ceux qui ont quitté cette rive résident dans un des pays de la rive Nord (4,6 millions, dont 3,1 millions rien qu'en France), soit presque autant que ceux partis ailleurs dans le monde (4,5 millions), tandis que rares sont ceux qui ont migré vers la rive Est (0,4 million). Le lien avec la rive Nord et le reste du monde est très asymétrique puisqu'on ne dénombre, au sein de la rive Sud, que moins de 100 000 ressortissants de la rive Nord et 0,8 million de personnes originaires du reste du monde.

### L'Europe occupe toujours une place prépondérante dans les migrations méditerranéennes

L'ancrage démographique de la rive Nord au reste du bassin méditerranéen est surtout assuré par cette importante présence étrangère originaire d'Afrique du Nord. Cette dernière est massivement localisée en France et, dans une moindre mesure, en Espagne (0,8 million) et en Italie (0,7 million). Pour les trois-quarts, la présence étrangère au sein de la rive Nord est originaire du reste du monde : 14,9 millions de personnes, contre 5,2 millions en provenance du reste du bassin méditerranéen. En sens inverse, le déséquilibre est encore plus important : 9,2 millions de ressortissants de la rive Nord vivent ailleurs que dans un pays riverain de la Méditerranée tandis que 0,3 million seulement résident dans un pays de l'une des deux autres rives.

Bien que les pays de la rive européenne ne constituent plus l'épicentre démographique en Méditerranée, ils occupent toujours une position centrale dans la circulation migratoire à l'intérieur du bassin méditerranéen. Cette prépondérance européenne dépasse d'ailleurs largement le cadre méditerranéen (Figure 94). Ainsi, 26,2 % des migrants originaires de la Méditerranée vivent dans un pays européen non-méditerranéen. L'Allemagne et le Royaume-Uni sont les deux destinations européennes non méditerranéennes les plus privilégiées par les migrants méditerranéens. Cette prépondérance européenne s'exprime aussi en sens inverse : les ressortissants européens non méditerranéens sont plus nombreux à migrer dans les pays du bassin méditerranéen : ils représentent, là encore, plus du quart (26,5 %) des non natifs résidant dans un pays méditerranéen. La plupart d'entre eux habitent sur la rive Nord et on compte parmi eux de nombreux ressortissants des pays de l'Est de l'Europe, comme les natifs de Roumanie par exemple ou ceux des pays de l'ancienne URSS. La circulation migratoire en Méditerranée rappelle le lien très fort qui unit la Méditerranée à l'ensemble de l'Europe continentale, comme le soulignent chaque été les flux de touristes en provenance d'Europe du Nord, notamment en direction des côtes méditerranéennes, européennes (principalement l'Espagne, la France, l'Italie, la Croatie et la Grèce), africaines (Maroc, Tunisie) et asiatiques (Turquie).

Figure 94. Région de naissance des migrants non natifs du pays méditerranéen dans lequel ils résident en 2019 et région de destination des migrants natifs d'un pays méditerranéen dans lequel ils ne résident pas en 2019



Source : United Nations, Migrant Stock By Origin And Destination, 2019

Si l'on désagrège l'ensemble formé par tous les natifs du bassin méditerranéen, les pays européens non méditerranéens apparaissent en 2019 comme la première destination des migrants originaires des rives de la

Méditerranée (10,2 millions de personnes) devant les pays européens méditerranéens (8 millions). Au total, près d'un émigré méditerranéen sur deux (47 %) vit en Europe en 2019. On comprend donc aisément que la problématique migratoire en Méditerranée soit avant tout une préoccupation européenne, même si le poids de ce continent dans l'accueil des migrants méditerranéens a diminué depuis 1990 : il était alors de 56 %.

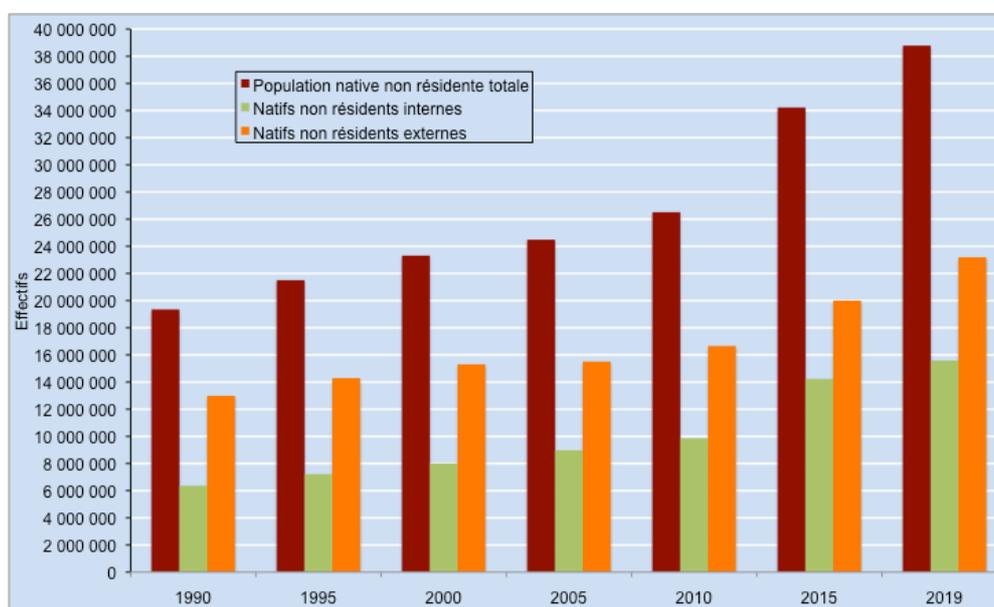
## B. PERSPECTIVES A L'HORIZON 2050 : UN RENFORCEMENT DE LA PRESENCE IMMIGREE SUR LA RIVE NORD

Pour mieux appréhender les évolutions possibles de la circulation migratoire dans le bassin méditerranéen, un passage par les évolutions depuis 1990 de la présence immigrée sur les rives de la Méditerranée et de celle des natifs ailleurs que dans leur pays de naissance s'impose (Tableau 46).

### La croissance récente du nombre de migrants en Méditerranée : une évolution structurelle accentuée par des variations conjoncturelles

Entre 1990 et 2019, le nombre de natifs habitant un pays différent du pays de naissance a doublé, passant de 19,4 millions à 38,8 millions (Tableau 46). Une grande part de cet accroissement a eu lieu entre 2010 et 2019. Cette augmentation est autant due à la croissance du nombre de migrants internes à la Méditerranée qu'à celle de migrants externes (Figure 95). Entre 1990 et 2019, le nombre de natifs de la Méditerranée résidant dans un autre pays du Bassin méditerranéen que leur pays de naissance (« les natifs non-résidents internes ») a augmenté de 9,2 millions de personnes (de 6,4 millions à 15,6 millions), soit une variation relative de 145 % (multiplication par quasiment 2,5 en trente ans), tandis que le nombre de natifs de la Méditerranée partis vivre ailleurs que dans un pays du bassin méditerranéen (les « natifs non-résidents externes ») a gagné 10,2 millions de personnes (de 13 millions à 23,2 millions), soit une variation relative de 78 % (multiplication par 1,8 en trente ans). Cette progression moins rapide des migrants externes s'est accompagnée d'une baisse de leur importance relative (de 67 % en 1990 à 60 % en 2019) dans la population totale des natifs ayant quitté leur pays de naissance.

Figure 95. Bassin méditerranéen - Population native non résidente - Évolution 1990-1995-2000-2005-2010-2015-2019



Source: United Nations, Migrant Stock By Origin And Destination, 2019

Tableau 46. Région de destination des migrants natifs d'un pays méditerranéen et région de naissance des migrants résidant dans l'un des pays du bassin méditerranéen - Évolution de 1990 à 2019

		Natifs non résidents						
		1990	1995	2000	2005	2010	2015	2019
Région de destination	Bassin méditerranéen	6 359 649 32,9	7 213 996 33,5	8 008 356 34,4	8 975 040 36,7	9 858 251 37,2	14 231 401 41,6	15 582 696 40,2
	Rive Nord	4 620 015 23,9	5 339 681 24,8	5 949 308 25,5	6 789 241 27,7	7 553 125 28,5	7 755 890 22,7	8 084 727 20,8
	Rive Est	1 334 003 6,9	1 450 474 6,7	1 594 788 6,8	1 647 225 6,7	1 704 767 6,4	5 760 112 16,8	6 658 068 17,2
	Rive Sud	405 631 2,1	423 841 2,0	464 260 2,0	538 574 2,2	600 359 2,3	715 399 2,1	839 901 2,2
	Autre Europe	6 238 542 32,2	7 034 764 32,7	7 534 804 32,3	7 284 013 29,7	7 210 940 27,2	8 029 061 23,5	10 170 560 26,2
	Autre Afrique	189 928 1,0	202 335 0,9	223 681 1,0	244 270 1,0	274 148 1,0	341 398 1,0	365 222 0,9
	Autre Asie	2 375 047 12,3	2 862 025 13,3	3 348 447 14,4	3 794 930 15,5	4 935 741 18,6	6 652 186 19,4	7 380 051 19,0
	Océanie	829 229 4,3	832 926 3,9	804 823 3,5	833 295 3,4	833 339 3,1	836 810 2,4	882 752 2,3
	Amérique latine et Caraïbes	1 239 004 6,4	1 088 355 5,1	944 082 4,0	854 355 3,5	789 459 3,0	887 632 2,6	931 744 2,4
	Amérique du Nord	2 117 726 10,9	2 274 434 10,6	2 448 466 10,5	2 498 384 10,2	2 614 922 9,9	3 250 661 9,5	3 467 563 8,9
	<b>Total</b>	<b>19 350 125</b> 100,0	<b>21 508 835</b> 100,0	<b>23 312 659</b> 100,0	<b>24 484 287</b> 100,0	<b>26 516 800</b> 100,0	<b>34 229 149</b> 100,0	<b>38 780 588</b> 100,0
			Non natifs résidents					
		1990	1995	2000	2005	2010	2015	2019
Région de naissance	Bassin méditerranéen	6 359 649 45,6	7 213 996 46,7	8 008 356 46,6	8 975 040 39,8	9 858 251 34,7	14 231 401 44,5	15 582 696 44,9
	Rive Nord	2 204 652 15,8	2 703 191 17,5	3 009 195 17,5	2 823 849 12,5	3 120 694 11,0	3 080 852 9,6	3 180 862 9,2
	Rive Est	1 482 362 10,6	1 622 380 10,5	1 833 474 10,7	1 940 668 8,6	2 096 844 7,4	6 297 087 19,7	7 320 628 21,1
	Rive Sud	2 672 635 19,2	2 888 425 18,7	3 165 687 18,4	4 210 523 18,7	4 640 713 16,3	4 853 462 15,2	5 081 206 14,6
	Autre Europe	4 280 422 30,7	4 595 173 29,7	5 040 941 29,3	6 497 883 28,8	8 685 416 30,6	8 596 030 26,9	9 187 158 26,5
	Autre Afrique	1 002 791 7,2	1 093 794 7,1	1 206 031 7,0	1 622 081 7,2	1 995 220 7,0	2 123 358 6,6	2 323 639 6,7
	Autre Asie	1 437 205 10,3	1 601 121 10,4	1 785 922 10,4	2 651 294 11,8	4 011 743 14,1	3 373 976 10,5	3 693 633 10,6
	Océanie	50 020 0,4	49 841 0,3	51 267 0,3	62 871 0,3	78 031 0,3	81 033 0,3	86 643 0,2
	Amérique latine et Caraïbes	487 606 3,5	600 637 3,9	823 887 4,8	2 398 434 10,6	3 396 983 12,0	3 199 422 10,0	3 403 442 9,8
	Amérique du Nord	321 206 2,3	295 719 1,9	275 848 1,6	328 616 1,5	379 877 1,3	391 304 1,2	413 598 1,2
	<b>Total</b>	<b>13 938 899</b> 100,0	<b>15 450 281</b> 100,0	<b>17 192 252</b> 100,0	<b>22 536 219</b> 100,0	<b>28 405 521</b> 100,0	<b>31 996 524</b> 100,0	<b>34 690 809</b> 100,0

Source : United Nations, Migrant Stock By Origin And Destination, 2019

Cette augmentation des migrants internes est d'abord liée à la guerre en Syrie et au nombre considérable d'habitants de ce pays partis vivre dans un pays voisin et, dans une moindre mesure, à l'importance plus structurelle (mais en

croissance) de la présence de natifs de l'État de Palestine dans les autres pays de la rive Est. Au total, entre 1990 et 2019, le nombre de migrants internes à la rive Est est passé de moins de 0,8 million à 6,1 millions.

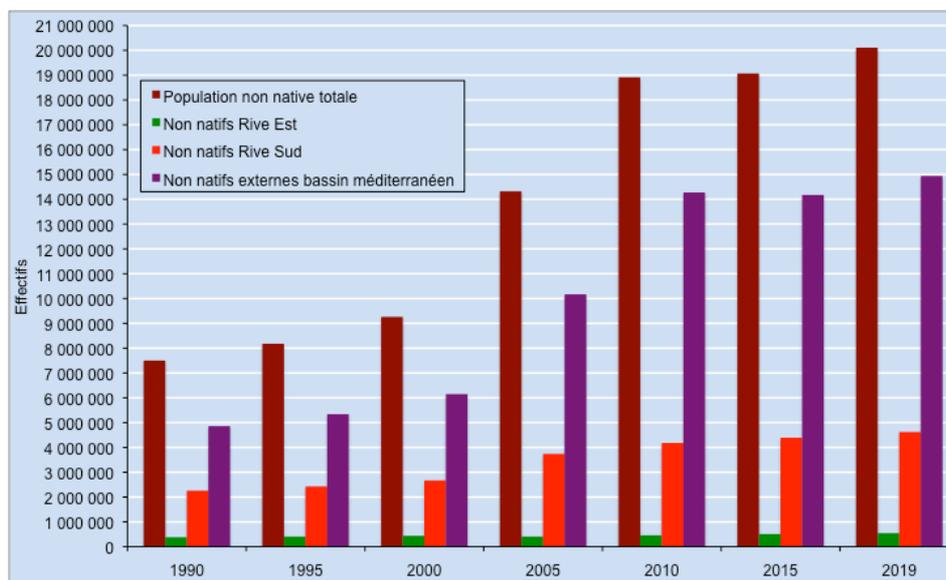
La part de la population native qui réside dans un autre pays que le pays de naissance est globalement faible dans le bassin méditerranéen. Elle est de 7,4 % en 2019, mais elle était de 5,1 % en 1990. La croissance du nombre de natifs émigrés a donc été plus importante que celle de la population native. Or, à l'horizon 2050, la population de la Méditerranée devrait continuer d'augmenter considérablement. Dans l'hypothèse d'un solde migratoire supposé constamment nul, la population de l'ensemble des pays riverains de la Méditerranée pourrait s'élever à 630 millions d'habitants en 2050, soit quelque 114 millions d'habitants supplémentaires en trente ans. Si la proportion de migrants devait rester la même qu'en 2019, le nombre de natifs méditerranéens résidant dans un autre pays que celui de naissance s'élèverait à 47 millions. Et si, comme en 2019, 40 % de ces migrants décidaient de rester sur les rives de la Méditerranée, ils seraient près de 19 millions à se redistribuer entre les 21 pays concernés. Mais cette stabilité supposée ne constitue qu'une hypothèse parmi d'autres ; une croissance de la proportion d'émigrés n'est pas à écarter. C'est précisément ce qui s'est passé entre 1990 et 2019 : la part de natifs méditerranéens émigrés a augmenté de 45 % en trente ans (de 5,1 % à 7,4 %) et celle des migrants internes s'est accrue de plus de 20 % (de 33 % à 40 %). Les jeux migratoires sont donc loin d'être faits en Méditerranée. Des variations plus fortes, voire même en rupture par rapport aux tendances passées sont possibles, si ce n'est probables. En effet, les rives Sud et Est vont continuer de voir leur population augmenter tandis que la rive Nord est déjà engagée dans un processus de décroissance démographique. Ces divergences démographiques seront également accentuées par des déséquilibres générationnels considérables : tandis que les rives Sud et Est de la Méditerranée vont pouvoir continuer d'appuyer leur croissance démographique sur une population très jeune, le processus de vieillissement de la rive Nord est déjà bien avancé. Ces évolutions démographiques offrent des conditions favorables à un renforcement de la mobilité des migrants originaires des rives Sud et Est vers la rive Nord. Le contexte de réchauffement climatique va également jouer dans le même sens. La période qui s'annonce est donc inédite à bien des égards et impose d'appréhender le phénomène migratoire autrement que par le passé.

### **Une croissance de la présence immigrée sur la rive Nord inéluctable...**

La présence de non natifs sur la rive Nord a considérablement augmenté depuis 1990 : elle a presque triplé, s'élevant de 7,5 millions en 1990 à 20,1 millions en 2019 (Figure 96). La présence des européens non méditerranéens a largement contribué à cette augmentation (+ 4,5 millions en trente ans), mais pas seulement : les immigrés natifs d'Amérique centrale et du Sud sont en 2019 quasiment 3 millions de plus qu'en 1990 (de 440 000 à 3,3 millions, qui représentent en 2019 16,6 % de l'ensemble des non natifs présents sur la rive Nord) et l'effectif des natifs originaires de la rive Sud de la Méditerranée a doublé (de 2,3 millions à 4,6 millions). Mais les progressions relatives les plus spectaculaires concernent les migrants en provenance des pays non riverains d'Afrique et d'Asie : les effectifs des premiers (de 690 000 en 1990 à 1,8 million en 2019) et des seconds (de 810 000 à 2,3 millions) a en effet quasiment triplé en trente ans. Dans les deux cas, ces contingents représentent chacun 10 % environ de la population non native sur la rive Nord. Mais la croissance, aussi soutenue que constante, de leur effectif laisse présager un renforcement de leur présence sur les rives européennes de la Méditerranée.

Cette éventualité est d'autant plus plausible que la dynamique démographique de la rive Nord est surtout caractérisée par un solde naturel déjà négatif dans la plupart des pays et par un vieillissement accéléré des populations. Avec un solde migratoire continûment nul, la population de la rive européenne de la Méditerranée devrait perdre 18 millions d'habitants de 2020 à 2050 (de 198 millions à 180 millions) alors que le nombre de personnes âgées de 65 ans ou plus progresserait, dans le même temps, de 18 millions. Cela signifie que l'effectif des moins de 65 ans diminuerait de quelque 36 millions de personnes, l'ensemble des transferts entre catégories d'âges se concrétisant par un accroissement important de la part des personnes âgées de 65 ans ou plus dans la population (de 21,3 % en 2020 à 33,7 % en 2050). Dans ce contexte démographique général – davantage marqué dans les Balkans, et caractéristique de la situation d'un grand pays comme l'Italie –, le recours à l'immigration paraît inéluctable, non seulement pour atténuer la baisse attendue du nombre d'habitants, notamment de ceux en âge d'activité professionnelle, mais aussi pour rééquilibrer la structure par âge. Or, ce n'est pas du côté de l'Europe de l'Est, qui connaît déjà un déclin démographique encore plus significatif, que viendra le rebond démographique. En revanche, sur la rive Sud de la Méditerranée, et plus au sud encore, en Afrique sub-saharienne, un large excédent de naissances sur les décès va se traduire par une croissance démographique vigoureuse et un nombre potentiel de jeunes candidats à l'émigration particulièrement important.

Figure 96. Rive Nord - Population non native résidente selon origine - Évolution de 1990 à 2019



Source: United Nations, Migrant Stock By Origin And Destination, 2019

Mais la décroissance naturelle de la population de la rive Nord n'est pas le seul facteur favorable à une augmentation de la présence étrangère. En effet, dans nombre de pays de cette rive, le solde migratoire est également négatif. C'est notamment le cas actuellement dans la plupart des pays les plus orientaux de la rive Nord : Croatie, Albanie ou Grèce. Même si les soldes migratoires ont été très positifs ces dernières années en Espagne ou en Italie par exemple, la crise de 2008 a stimulé d'importants mouvements de départs à l'étranger de jeunes adultes, qui ont pour effet d'accroître le vieillissement des populations et les déséquilibres générationnels.

Cette situation est bien différente et presque symétrique de celle que l'on trouve sur la rive Sud.

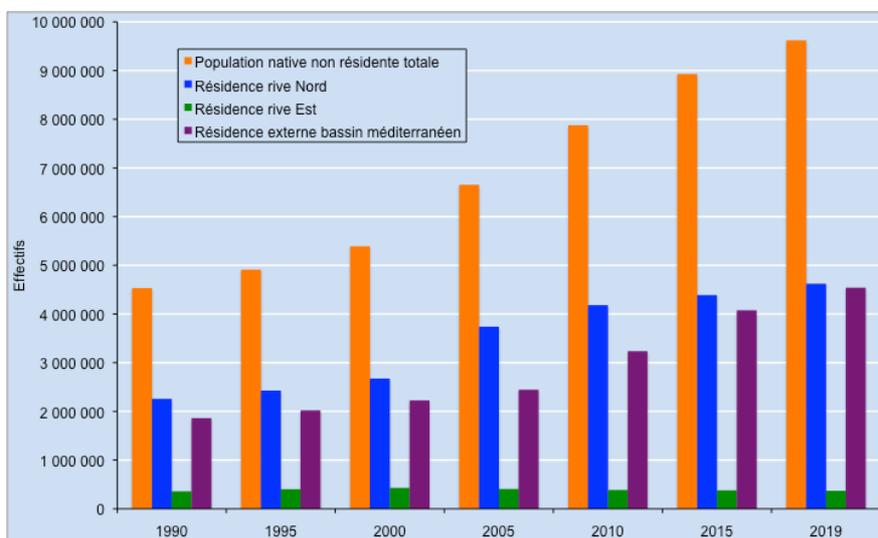
### ... à laquelle répond une croissance tout aussi inéluctable des émigrations au départ de la rive Sud

La population de la rive Sud est en effet caractérisée par sa fécondité importante (la fécondité des deux pays les plus peuplés de la région, l'Égypte et l'Algérie, est voisine de 3 enfants en moyenne par femme) et une population très jeune (en 2019, 70 % des habitants de la rive Sud ont moins de 40 ans et 30 % ont moins de 15 ans). Tout est réuni pour que cette population continue de croître : avec un solde migratoire invariablement nul, la population de la rive Sud de la Méditerranée compterait 290 millions d'habitants en 2050, soit 90 millions de plus qu'en 2020.

Ce scénario est hautement improbable : une partie des natifs de la région, vraisemblablement plus importante que l'actuelle, résidera vraisemblablement à l'étranger. La question est de savoir où et avec quelle ampleur. Les pays de cette région sont vastes, mais ils sont aussi, dans leur grande partie, désertiques. Le cas de l'Égypte est emblématique : 5 % de sa superficie sont habitables. On peut donc raisonnablement se poser la question de la capacité de ces pays à absorber la poursuite de leur croissance démographique, qui plus est dans un contexte de réchauffement climatique et de pénurie aggravée d'eau. Il est donc inéluctable qu'une partie de cette croissance démographique alimentera des migrations. On parle là de plusieurs millions de personnes : beaucoup plus de monde dans un contexte climatique moins favorable ne peut se traduire que par un renforcement de la présence – importante et en forte croissance depuis 30 ans (Figure 97) – des natifs de la rive Sud ailleurs dans le monde. Ce renforcement pourrait d'ailleurs ne pas seulement suivre la progression de la population. Un effet de seuil n'est pas à écarter. Plus de migrants, beaucoup plus de migrants même, mais pour aller où ?

Les pays de la rive Est n'offrent de ce point de vue aucune perspective, puisqu'à l'exception de la Turquie, ils seront confrontés à la même problématique, en pire même, si les conflits ou guerres civiles actuelles devaient durer. Vers la péninsule arabique ? Les pays du Golfe accueillent déjà un nombre très important de migrants en provenance d'Égypte et des pays de la rive Est. Pourront-ils poursuivre cet effort alors qu'ils pourraient également constituer une destination tentante pour des candidats à la migration de natifs du Maghreb et qu'ils se trouvent par ailleurs à une période charnière de leur histoire où ils doivent largement réorienter leur modèle de développement ? L'affaire est loin d'être entendue.

Figure 97. Rive Sud Population native de la rive Sud résidant ailleurs que dans cette région selon la destination Évolution de 1990 à 2019



Source: United Nations, Migrant Stock By Origin And Destination, 2019

L'Europe semble donc être la région la plus facile et favorable à gagner pour les migrants. La rive Nord de la Méditerranée compte déjà, dans plusieurs pays, de nombreuses communautés de personnes originaires du Maghreb, ce qui facilite toujours l'installation des nouveaux arrivants. Ce sont aussi des pays très proches sur le plan géographique, familiers aussi sur le plan culturel (même s'ils sont très différents) en raison d'une histoire commune (bien que douloureuse). Enfin, les pays de la rive Nord – tous, même la France – vont connaître un déficit naturel qui pourra être, dans certains cas, très important. L'Italie est déjà concernée, l'Espagne aussi et plus encore les pays des Balkans dont le déclin est aggravé par un déficit migratoire important.

D'autres destinations restent possibles. Les Tunisiens ont ainsi commencé de s'installer aux États-Unis, qui sont même devenus depuis 2015 la deuxième destination des émigrants natifs de Tunisie derrière la France. S'agit-il de l'amorce de migrations plus radicales sur le plan géographique ? On en est toutefois encore loin en ce qui concerne l'Algérie. C'est la raison pour laquelle les pays de la rive européenne doivent peut-être considérer de manière constructive une très vraisemblable augmentation des flux migratoires en provenance de la rive Sud et se préparer à les encadrer et les accompagner. De tels flux pourraient permettre d'atténuer le déficit démographique et le vieillissement attendus des populations de la rive Nord.

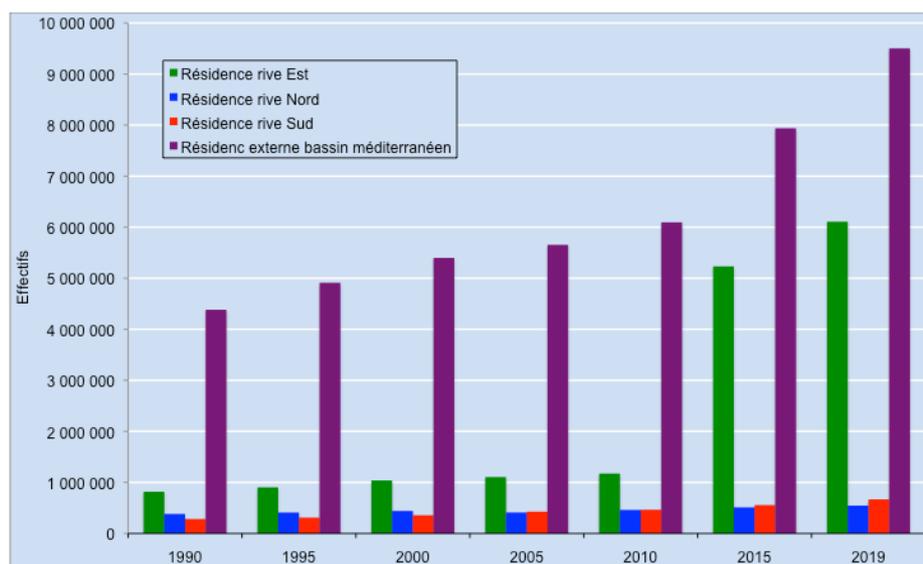
### Sur la rive Est, un reflux des réfugiés ou une poursuite potentiellement explosive des migrations internes à cette région ?

Le nombre de migrants natifs de la rive Est a considérablement augmenté depuis 1990, date à laquelle on comptait 5,9 millions de natifs ne vivant plus dans leur pays d'origine, dont 2,4 millions (40,2 %) résidaient dans les pays européens non riverains (principalement des Turcs en Allemagne). En 2019, on estime leur nombre à 16,8 millions, l'augmentation s'étant largement concentrée au cours de la dernière décennie. La présence des natifs de la rive Est s'est notamment renforcée en Europe continentale (+1,3 million entre 2010 et 2019, de 2,4 millions à 3,7 millions) et en Asie (+1,6 million sur la même période, de 2,9 millions à 4,5 millions ; essentiellement en Arabie saoudite et en Jordanie, deux pays qui ont accueilli de nombreux natifs syriens).

Mais sur le plan migratoire, l'évolution la plus notable est l'explosion du nombre de migrants internes à partir de 2010, au moment de la guerre civile en République arabe syrienne (Figure 98). En 1990, on comptait 0,8 million de natifs de cette région résidant dans un autre pays de la rive Est. Il s'agissait presque exclusivement de natifs de l'État de Palestine réfugiés en Syrie ou au Liban. La guerre a jeté des millions de Syriens sur les routes de l'exode ; ils ont, pour la plupart, trouvé refuge au Liban et plus encore en Turquie (3,7 millions de Syriens dans ce pays en 2019). On compte aujourd'hui 6,1 millions de natifs de la rive Est résidant dans un autre pays de cette rive. Cet exode depuis la Syrie n'est sûrement pas sans conséquence non plus sur l'augmentation des migrants externes. Cette situation d'une extrême gravité complique l'anticipation des mouvements migratoires à venir. Si la présence des non natifs en Europe continentale (notamment en Allemagne) est structurelle, il n'est pas assuré que la présence des Syriens dans les autres pays de la

rive Est, en Europe continentale ou dans les pays du Proche et du Moyen-Orient perdure. En revanche, la croissance démographique toujours soutenue dans l'État de Palestine et les contraintes spatiales auxquelles fait face cet État risquent d'assurer un réservoir de quelques centaines de milliers, voire de quelques millions de migrants internes potentiels au cours des trente prochaines années.

Figure 98. Rive Est - Population native des pays de la rive Est résidant dans un autre pays que celui dans lequel ils sont nés selon la destination - Évolution de 1990 à 2019



Source: United Nations, Migrant Stock By Origin And Destination, 2019

Les perspectives économiques et politiques de la région demeurent toujours incertaines et interdisent d'imaginer une croissance prochaine de l'attractivité migratoire. Mais cette région en a-t-elle seulement besoin alors que sa fécondité est supérieure au niveau assurant le remplacement des générations et que sa population, très jeune, compte 65 % de personnes âgées de moins de 40 ans en 2020 ? Avec un solde migratoire maintenu durablement nul, et malgré une fécondité en déclin, cette région pourrait encore gagner 35 millions d'habitants à l'horizon 2050, dont 51 % auraient moins de 40 ans. Or, cette région est soumise à des contraintes spatiales fortes du fait de l'importance de la surface désertique dans chacun des pays qui la composent, à l'exception notable de la Turquie. Dans un contexte de réchauffement climatique à l'origine d'une pression accrue sur le littoral et, plus généralement, sur l'accès à l'eau potable, cette croissance démographique naturelle sera déjà difficilement soutenable. La Turquie pourrait continuer d'offrir asile à un nombre important de migrants, potentiellement réfugiés politiques ou/et climatiques. Au-delà de la Méditerranée, une pression migratoire accentuée pourrait s'exercer sur certains pays du Proche-Orient (mais la Jordanie est elle-même limitée dans ses capacités d'accueil) et du Moyen-Orient (mais les puissances arabiques en auront-elles envie ?). Potentiellement, l'Europe, et en particulier les Balkans dont la population vieillissante décroît, pourraient voir arriver des flux d'émigrés inédits en provenance de cette région.

À l'échelle de la rive Est, les caractéristiques de la circulation migratoire très fermée et la croissance naturelle attendue de la population de chacun des pays qui la composent annoncent des mouvements de population de forte ampleur dont les conséquences pourraient vigoureusement se faire sentir sur les équilibres géopolitiques internes à la région et, au-delà, sur la démographie de la rive Nord de la Méditerranée.

### C. POUR CONCLURE ... TRES TEMPORAIREMENT

Les prochaines décennies se caractériseront par des conditions démographiques inédites dans le bassin méditerranéen. En relation avec une dynamique démographique globalement atone, le besoin d'immigrants de la rive Nord va atteindre un niveau jamais atteint dans son histoire pour, d'une part, amortir sa décroissance démographique et, d'autre part, ralentir, sinon minorer, le poids des personnes âgées, condition indispensable en l'absence de mesures structurelles extrêmement fortes pour préserver des systèmes de santé et de retraite très largement fondés sur la solidarité entre générations.

De l'autre côté de la Méditerranée, la rive Sud va peiner comme jamais auparavant pour faire face à la poursuite de sa forte croissance naturelle. Les pays de cette rive auront-ils les moyens d'assumer leur responsabilité en matière d'éducation, de santé et d'emploi, des responsabilités qui vont nécessiter des moyens croissants à mesure que leurs populations continueront d'augmenter ? Par ailleurs, le réchauffement climatique ne va pas seulement concerner les populations de la rive Nord : il va accabler encore plus fortement des pays composés de surfaces désertiques considérables, qui exacerbent déjà la pression démographique dans les espaces habitables. L'émigration d'une partie de la population de la rive Sud pourrait atténuer la pression sur ce territoire et ses ressources naturelles, notamment l'eau.

Même si la croissance démographique de la rive Est a toutes les chances d'être plus modeste que celle de la rive Sud à l'horizon 2050, cette région devra néanmoins, elle aussi, composer avec des contraintes spatiales fortes, nonobstant le cas de la Turquie. Ce dernier pays est, à l'échelle de cette sous-région, le seul capable d'offrir un refuge géographique aux populations en forte croissance, en particulier celle des natifs de l'État de Palestine déjà nombreux à résider au Liban et en Jordanie notamment. Les perspectives démographiques sont aussi incertaines que potentiellement explosives dans cette région, compte tenu des nombreuses crises politiques et économiques, des conflits inter-états ou des guerres civiles dont elle est régulièrement le siège. La poursuite de la croissance démographique dans ces pays dans un contexte aussi dramatique, auquel vont s'ajouter des pressions insoutenables sur le territoire et une compétition pour l'accès à l'eau aggravée par le réchauffement climatique, devrait se traduire par une intensification des émigrations. La question qui reste ouverte est celle de la destination future des probables millions d'émigrants supplémentaires : se redistribueront-ils au sein de la rive Est avec des conséquences géopolitiques régionales inévitables et éminemment périlleuses ? Se dirigeront-ils davantage vers les États de la péninsule arabique ? Ou bien regarderont-ils vers les pays occidentaux dont ceux de la rive Nord où ils sont pour le moment peu présents ?

Le spectre des possibles migratoires en Méditerranée est aujourd'hui largement ouvert. Si certains paraissent plus plausibles que d'autres (voir encadré 2), leur traduction dans les faits n'ira pas pour autant facilement de soi. Bien des aménagements, sinon des renoncements, d'ordre politique, socio-économique et culturel seront requis.

#### Encadré 2. Le futur migratoire improbable

Pour anticiper la tendance des migrations internationales pour le monde et ses diverses composantes régionales et nationales, la DPNU a pris en compte : 1) les informations sur les soldes migratoires ou leurs composantes (immigrations et émigrations) communiquées par les offices statistiques des pays ; 2) les données sur les migrations de travail ; 3) les estimations de migrants irréguliers ou sans papiers ; 4) les données les plus récentes sur les mouvements de réfugiés. Pour chaque pays, la distinction a été faite entre migrations internationales et mouvements de réfugiés. Lorsque les premières s'avéraient relativement stables dans la période récente, *modulo* l'ampleur des mouvements de sans-papiers et/ou de clandestins et l'attitude des gouvernements nationaux à l'égard de la migration internationale, la DPNU a posé que la stabilité vaudrait jusqu'en 2045-2050. S'agissant des mouvements de réfugiés, elle a postulé que tous se traduiraient par un phénomène de retour dans les pays d'origine dans un délai de 5 à 10 ans ; pour ces pays, la migration internationale nette (entrées – sorties) a été estimée par addition des deux types de déplacements transfrontaliers.

En pratique, pour les 21 pays riverains objets de cette étude, la stabilité de la migration nette est posée dès 2015-2020 pour 8 d'entre eux (Algérie, Chypre, Espagne, Israël, Libye, Monténégro, Slovaquie, Tunisie) et, au plus tard en 2035-2040, pour 12 autres (Albanie, Bosnie-et-Herzégovine, Croatie, Égypte, État de Palestine, Liban, Malte, Maroc, Turquie). Seule, l'Italie se distingue par un solde migratoire avec l'étranger conjecturé en baisse continue jusqu'en 2045-2050 (voir fiches pays).

Selon ses propres auteurs, parfaitement informés de la tendance lourde à l'augmentation de la population mondiale migrante (*Migrant Stock By Origin And Destination* est – rappelons-le – une base de données élaborée par la DPNU), cette hypothèse de stabilité à terme de la migration nette<sup>11</sup> est peu susceptible de se réaliser. Elle se veut un simple compromis entre l'impossibilité de prévoir les niveaux d'immigration ou d'émigration pour chaque pays du monde à un horizon lointain et la reconnaissance qu'il est peu probable que la migration nette soit nulle dans chaque pays.

(11) Au-delà de 2050, la migration nette est supposée décliner partout, les niveaux atteints en 2095-2100 ne représentant plus que 50 % des niveaux anticipés pour 2045-2050.